40e Année. N° 20.

NOV 7 1933
PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

15 OCTOBRE 1933

		Pages.
mte de Fels	*Le Mal financier : le Remède*	721
dmond Delage	*La Guerre sous les Mers.* — I.	742
★★	*L'Autriche et l'Expérience Dollfuss.*	772
onoré de Balzac	*Lettres à l'Étrangère.* — V.	796
rnst Robert Curtius	*Balzac et l'Amour*	815
ené Maran	*Le Livre de la Brousse.* — IV.	835
. de Roussy de Sales	*Le Plan américain à l'épreuve.*	870
ichel de Pourichkevitch	*Le Loup-Colonel.* — II.	890
enry Bidou	*Le Mouvement littéraire*	918
ean-Louis Vaudoyer	*Une Exposition Albert Besnard*	929
rançois Porché	*Le Théâtre*	934

Marcel Thiébaut : *Parmi les Livres.*

Copyright 1933 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS *publiera prochainement* :

Le Jardin des Bêtes sauvages

par GEORGES DUHAMEL

Berlin

par HENRY BIDOU

A Jean de la Bruyère

par JULIEN BENDA

Les Collections de Sculptures modernes du Musée du Louvre

par PAUL VITRY

Le Vieillissement

par P. LECOMTE DU NOUÏ

La Civilisation allemande et le Monde

par MARCEL DUTHEIL

LE MAL FINANCIER

LE REMÈDE[1]

On peut parler hardiment du sentiment de stupeur qui s'empara des Français moyens lorsque, en 1932, après un renouvellement législatif qui rendait le pouvoir à l'ancien cartel, ils se retrouvèrent en face du problème financier présumé résolu pour toujours. On vit alors apparaître M. Herriot, sombre et grave, tel qu'aux jours critiques de 1926 et brossant le tableau le plus pessimiste de la situation financière que lui avait léguée la majorité modérée de 1928.

Que s'était-il passé?

Oh! la chose la plus simple du monde, la plus aisée à prévoir.

Les lois fiscales d'août 1926 avaient dépassé le but. Disons que c'était inévitable. M. Poincaré opérait dans l'inconnu. La prudence élémentaire lui commandait de se réserver une forte marge de disponibilités et ce n'est pas sans raison que M. Joseph Caillaux a constaté que son illustre adversaire avait dès 1926 épuisé les forces contributives de la nation, ce qui rendait impossible, par la suite, soit l'établissement de nouveaux impôts, soit l'augmentation du taux de ceux qui frappent déjà si durement le contribuable. D'ailleurs presque tous les impôts de surcroît nous avaient été donnés comme provisoires. Ils devaient être abrogés à mesure que les difficultés s'évanouiraient, et naturellement il n'en a rien été.

Mais, quand le Parlement et l'opinion eurent la vision d'une

1. Cet article fait suite à celui que la Revue a publié le 1er octobre.

sorte de Pactole torrentueux et intarissable s'écoulant en plus-values inusitées dans les coffres de l'État, le mouvement fut irrésistible. Chacun n'eut plus qu'une pensée : puiser à cette source miraculeuse et échapper aux suites de la stabilisation-faillite. Il ne fut question que d'augmenter les traitements, les appointements, les salaires, les pensions, de façon à compenser les pertes résultant pour les parties prenantes de la dévaluation du franc. Des appétits nouveaux et insatiables se révélèrent et ne rencontrèrent aucune résistance chez les pouvoirs publics, ni d'ailleurs dans l'opposition. Le socialisme d'État fut alors comme déchaîné. Il ne s'était jamais vu à pareille fête.

Une première conséquence de cette course à la sportule fut de rapprocher nos prix intérieurs des prix mondiaux. Bientôt après, nous dépassâmes ceux-ci, et c'est alors que notre commerce extérieur entra dans une période de décadence, puis de nullité. Les marchés étrangers se fermaient successivement devant nous et, c'est à grand'peine que nous parvînmes à nous défendre devant la concurrence du dehors à coups de surtaxes douanières et de contingentements.

Désordre trop favorisé par l'absence d'une comptabilité sérieuse qui permît au moins de voir clair dans la situation et de communiquer quelques inquiétudes à qui de droit.

D'après les experts nommés par M. Henry Chéron, pendant son bref passage au Ministère des Finances, le déficit arrêté au 1er janvier 1933, atteignait 15 milliards.

Ce déficit ne s'expliquait pas seulement par des largesses inconsidérées. Il avait une cause non moins opérante, dans l'habitude des anticipations, ou crédits d'engagement qui consacraient un principe, en amorçaient l'application, en laissant aux budgets futurs le soin d'en supporter le lourd fardeau.

La dette publique, qui avait été notablement amortie et qui, de 1926 à 1930, était retombée de 305 à 269 milliards ne tardait pas à reprendre son cours ascensionnel. De décembre 1930 à décembre 1932, elle s'est accrue de 21 milliards et demi.

Les chiffres sont austères et ennuyeux.

Il faudrait pourtant que la nation s'habituât à les regarder en face.

En 1925, le total des crédits votés atteint 33 137 millions, en 1926 il passe à 37 338 millions, en 1927 à 39 541 millions, en 1928 à 42 445 millions, en 1929-1930 à 50 398 millions pour joindre en 1931 le chiffre vertigineux de 52 milliards 331 millions, juste au moment où, sous l'influence de la crise, les premières dépressions se font sentir dans les recettes.

M. Henry Chéron, aux lumières de qui le Président Paul-Boncour avait fait appel, aurait voulu résoudre le problème d'un seul coup. Il n'a pas été suivi dans cette voie par les Chambres. Elles ont donné leurs préférences au système des « trains successifs ». Nous en sommes présentement au cinquième train. Dans l'un a figuré la défense nationale, dans l'autre la conversion des rentes 5 et 6 p. 100, sans parler d'une aggravation de l'impôt personnel sur le revenu. Bref, le redressement financier, jusqu'à nouvel ordre, ne porte que sur la somme ridiculement insuffisante de 7 580 millions.

Dire que la trésorerie se trouve aux abois n'est pas, hélas, une banale affirmation de polémiste. D'après les déclarations apportées par M. Georges Bonnet, le 17 mai 1933, devant le Sénat, le Trésor, qui a emprunté, depuis le début de l'année 1933, une somme de 8 milliards 700 millions, devra pour boucler la boucle, recourir au crédit, pour une somme à peu près égale. N'avons-nous pas été jusqu'à emprunter sur la place de Londres?

La dette à court terme, ce fléau des finances dans l'embarras, se reconstitue. Les lois des 20 juillet, 17 septembre, 31 décembre 1932 ont élevé le plafond d'émission des Bons du Trésor de 5 à 24 milliards, cependant que le même Trésor s'est fait autoriser, en mars 1933, à placer pour 10 milliards d'obligations à court terme. On a fait sortir la Trésorerie de son rôle, en l'obligeant à se charger de dépenses extra-budgétaires, imprudemment et illégalement votées sans couverture.

Mais c'est la Caisse autonome d'amortissement et son président M. François Milan, sénateur de la Savoie, qui apportent à la gravité de la situation le témoignage le plus décisif et le plus inquiétant.

M. François Milan s'est refusé, comme sénateur, à voter le budget de 1933. C'est un geste qui a coûté beaucoup à l'homme politique radical qu'il a toujours été, mais il lui a paru impos-

sible, dans sa position, de sanctionner un budget qui, par son déficit nettement avoué et étalé, non seulement déroge au programme d'amortissement de la dette commencé depuis 1926, pis encore, le détruit et, de surcroît, fait appel à l'emprunt.

La Caisse autonome a averti la Commission des Finances de la Chambre que le renouvellement des Bons de la Défense subit un ralentissement notable (800 millions sur une masse de 28 milliards) et que le fléchissement de ses propres recettes, à l'article surtout des successions, les ramène au-dessous du niveau fixé par la loi constitutionnelle. Le Parlement devra donc inscrire au budget un crédit destiné à parfaire la dotation constitutionnelle de la Caisse et le déficit se trouvera augmenté d'autant.

Depuis trois ans, on a rejeté sur la Caisse autonome des charges purement budgétaires. Aujourd'hui elle se retourne vers le budget.

C'est le fragile édifice de 1926 qui achève de s'ébranler. Déjà la démagogie socialiste gronde contre la Caisse autonome, cette gêneuse, qui détourne l'argent de ses fins sacrées.

UNE ILLUSION QUI S'EN VA

La lumière semble s'être faite dans beaucoup d'esprits. Le Français moyen commence à apercevoir dans quel sens se dirigent les événements. Nous marchons au collectivisme, tel qu'il est défini dans les dix articles du programme formulé par Karl Marx et Friedrich Engels. Le régime actuel flotte toujours indécis entre la propriété individuelle et le collectivisme. Quelques empiétements encore de l'État, et le passage au collectivisme sera opéré.

Le double phénomène que nous n'avons cessé de dénoncer devient de plus en plus visible. Chaque loi de finances n'a d'autres fins que de transférer dans la Caisse publique une nouvelle part de l'épargne et de la richesse privée. La fraction de l'économie étatisée est évaluée à plus de 30 p. 100. L'État a pris nettement position contre la Nation, dont il ne devrait être que l'agent et le serviteur. Nous assistons à un commencement de guerre larvée entre le pays légal et le pays payant. Sur de nombreux points du territoire, la protestation

des contribuables a pris un caractère de révolte décidée. Et l'incident de Bray-sur-Somme, si abondamment commenté en France et à l'étranger, fait à l'épisode de la Vache à Gambon qui illustra la fin du Second Empire, un significatif et douloureux pendant.

L'État, avec les innombrables fonctionnaires et fonctionnarisés qu'il entraîne à sa suite, se sépare nettement de la Nation. C'est un second transfert et non moins grave que le premier, qui s'effectue. L'autorité abandonne les organes légaux et constitutionnels et tombe dans l'appartenance de syndicats révolutionnaires, dont le conseil des ministres et les deux Chambres n'osent pas réprimer les usurpations.

Dans ces conditions, l'illusion d'un nouveau redressement financier n'est plus permise. L'annonce même en est purement dérisoire. Supposé qu'il puisse s'accomplir, avec le même succès en 1933 qu'en 1926, combien de temps les effets s'en feraient-ils sentir? Est-ce qu'aussitôt revenues, les disponibilités ne seraient pas immédiatement absorbées par des parties prenantes qui contiennent mal leurs impatiences avides. Quelques mois après, il faudrait songer à un troisième redressement financier, qui deviendrait alors un défi à l'impossible. Le processus dans lequel nous a engagés l'universelle capitulation devant le collectivisme d'État, aura son terme inévitable dans une nouvelle faillite de l'État et une dévaluation totale du franc, point de départ de graves troubles sociaux et politiques.

Jusqu'ici, on avait pu croire que de pareilles éventualités ne menaçaient qu'une catégorie sociale d'individus, jugés peu dignes d'intérêt et à qui l'État, en les spoliant, faisait encore beaucoup d'honneur. Mais la loi d'airain de la répercussion rend à plein aujourd'hui et se fait cruellement sentir. Le Fisc ne ménage pas plus les moyens que les gros. Et voici qu'il se met en devoir de grignoter les petits.

On peut donc aujourd'hui parler des richesses de la Nation avec quelque chance de faire comprendre qu'il s'agit en réalité de défendre contre l'état socialiste le patrimoine, les biens, l'épargne, les gains, les économies de chacun et que les petits propriétaires, rentiers, industriels, commerçants, artisans et ouvriers, à qui l'on avait persuadé de rompre la soli-

darité des classes sont aussi menacés que leurs supérieurs sociaux par un Fisc dévorant et exacteur.

Nous avons d'ailleurs l'exacte mesure de la confiance dont jouit l'État socialiste en dépit de ses succès électoraux auprès de M. Toutlemonde. Le 4 1/2 p. 100 1932, émis à 100 francs, est tombé au-dessous de 84 francs. Il se capitalise donc à 5,40 p. 100. Le loyer de l'argent pour les emprunts à long terme se relève lui aussi. Le Crédit Foncier qui, au mois d'avril dernier prêtait encore aux départements et aux communes au taux de 5,35 p. 100 exige aujourd'hui 6,35 p. 100.

On estime à environ 30 milliards le capital qui se cache, se terre et se refuse. Et c'est par excellence, si l'on ose dire, le capital démocratique, le bas de laine. Il nous indique plus sûrement l'état d'âme des couches profondes que n'importe quelle manifestation électorale. A ce propos, il convient de faire observer que les modérés prennent bien leur temps pour s'étonner qu'en présence d'une situation économique et financière dont on ne pourra sortir sans une vigoureuse réaction nationale, les cœurs ne lui reviennent pas en foule. C'est oublier trop aisément que le corps électoral n'a guère plus de motifs de distinguer entre des partis, qui, malgré la diversité des étiquettes dont ils s'affublent et les aliments artificiels qu'ils donnent à leurs querelles, professent, en somme, les mêmes principes socialistes et font tous la même politique quand ils sont au pouvoir.

D'où cette conclusion à laquelle les ligues et syndicats de contribuables sont de plus en plus irrésistiblement amenés, c'est à savoir que la résistance à la frénésie de gaspillage, à la poussée collectiviste, sur le terrain parlementaire, n'est qu'un leurre.

On avait fondé de grands espoirs sur le Sénat. Ils ne sauraient survivre à l'expérience qui vient de s'achever. Si l'honorable M. François Milan, sénateur de la Savoie, président de la Caisse autonome d'amortissement, a eu l'héroïsme — le mot n'est pas trop fort — de repousser un budget en déficit, cet héroïsme n'a pas été contagieux. Nous avons eu, au début de l'année, un magistral discours de M. Jeanneney, président de la Haute Assemblée. Discours d'alerte et d'angoisse, qui a obtenu les honneurs de l'affichage, mais qui ne

s'est réalisé dans aucune mesure effective. Comme président de la Commission sénatoriale des Finances, M. Joseph Caillaux, et comme rapporteurs généraux d'icelle, MM. Henry Roy et Régnier, se sont livrés à de remarquables et courageux exposés. Quel en a été l'effet utile? Nul, absolument nul. En gros, le Sénat a tout laissé passer. Les corrections et les améliorations de détail que nous lui devons, ne sont certes pas négligeables, mais le socialisme en marche a bu, cette année, comme les précédentes, avec aisance et facilité, cet obstacle : le veto sénatorial.

Nous avons pu saluer encore cette année, au passage, de très vieilles connaissances, c'est-à-dire les sages et judicieuses réformes que l'École des Sciences Politiques propose et défend, depuis un demi-siècle, avec une persévérance et une logique dignes d'un meilleur sort.

Oh! que sages et judicieuses!

On ne saura jamais à quel point il serait opportun et salutaire d'ôter aux députés, à l'imitation de ce qui se passe en Angleterre, l'initiative des dépenses. Ce droit, nos législateurs se le sont retiré plusieurs fois, au moyen de dispositions réglementaires, dont la plus ancienne et la plus célèbre est l'amendement Berthelot, qui date du début du siècle. Seulement par un malheureux hasard, cette interdiction tutélaire semble être éludée avec d'autant plus de facilité qu'elle est rédigée avec plus de sévérité.

Que n'a-t-on pas préconisé encore en ces derniers temps?

Que le droit de dresser son propre budget et d'ordonnancer les dépenses de sa propre administration fût retiré à chaque ministre et que le ministre des Finances fût constitué en supériorité sur ses collègues à l'exemple de ce qui se passe, en Angleterre, avec le premier lord de la Trésorerie et le chancelier de l'Échiquier, de ce qui se passait sous l'Ancien Régime, avec le contrôleur général des Finances.

Que la Commission des Finances fût supprimée, qui, à la Chambre, sous prétexte de contrôle, ne fait que retarder le vote du budget sans améliorer celui-ci, et devient de plus en plus le foyer d'une conjuration permanente de ministrables contre le cabinet en exercice.

Ce sont réformes qui forcent l'adhésion.

Pourquoi faut-il seulement qu'elles soient vouées à ne jamais sortir de l'ordre académique. Qui attachera le grelot? Personne n'a jamais pu l'attacher. On demande ainsi au régime parlementaire de se réformer lui-même. C'est perdre son temps à la plus oiseuse des besognes. Le Parlement ne peut, ni ne veut se réformer. Il s'est même mis, en souscrivant à la sécession de notre constitution administrative, en s'inclinant devant l'usurpation de la bureaucratie centratisée et syndicaliste, dans l'impossibilité de fonder une politique d'économies sérieuses et substantielles sur la réforme de l'État.

Il n'y a plus désormais d'efficaces et de valables que les pressions extérieures sur le parlement et, dans les limites de la légalité, l'action directe de ceux qui ne se résignent pas à l'avènement définitif du collectivisme. Et le reste n'est que littérature.

Mais, ces pressions, cette action, encore faut-il qu'elles s'unifient et qu'elles s'exercent dans le bon sens.

C'est à déterminer cette unité et cette convergence des efforts que le présent travail a l'ambition de concourir.

La solution que nous préconisions en 1921, n'a rien perdu de sa fraîcheur et de son actualité. Le principe en est irréductible et irréformable. Il prend les choses à l'inverse du collectivisme. Il défend les intérêts de la Nation contre l'État spoliateur. Et tout un ordre de conséquences s'en déduit aussitôt irrésistiblement.

Il ne faut pas vouloir de choses contradictoires, c'est-à-dire professer le : Tout à l'État! Tout par l'État! et réclamer, dans le même temps, la diminution des impôts.

Veut-on mettre un terme à l'ère des dépenses sans fin, des dettes sans mesures, des impôts exacteurs? Veut-on soustraire la propriété individuelle et l'héritage à la collectivisation par voie budgétaire?

En voici les moyens immédiats et médiats.

POUR EN SORTIR

Il y a la porte de la faillite. Et c'est vers cette issue que la France se dirige, pour peu qu'elle subisse l'emprise de la démagogie collectiviste ou collectivisante.

Si la Nation tient, au contraire, à conserver son ordre social et à retrouver le calme et la sécurité, elle en a les moyens, peu nombreux à la vérité, très opposés au préjugé régnant mais certains.

Dès la rentrée d'octobre, il faudra parer au plus pressé, c'est-à-dire boucher le trou des déficits acquis et irréparables, soit une quinzaine de milliards. Un emprunt de liquidation s'impose, auquel, d'ailleurs, il a été fait allusion pendant le récent débat, devant le Sénat.

Or, cet emprunt est devenu aussi inévitable que difficile.

Lorsqu'on considère, en effet, la triste condition du nouveau quatre et demi, né de la conversion à laquelle M. Germain-Martin a attaché son nom, on ne voit pas quel type de rente un ministre pourrait proposer aux souscripteurs éventuels. On sait, par l'expérience presque désastreuse des emprunts en obligations de chemins de fer, à quel point l'épargne molestée et bernée de tant de façons, se montre réfractaire et rétive.

Et ici nous touchons au nœud même de la question financière et de la question sociale en France.

Quand le gouvernement et le parlement le voudront sérieusement, ils trouveront, pour liquider le déficit et solder l'arriéré, autant d'argent qu'il sera nécessaire et ce, au taux le plus modique qui se puisse actuellement pratiquer, soit 3 p. 100.

Il suffira d'affranchir cette nouvelle rente de l'impôt global sur les revenus et des impôts successoraux et ce sera, dans l'instant même, la mobilisation de tous les capitaux thésaurisés et inactifs, une véritable ruée vers les guichets publics. Rien n'est plus sûr que cet oracle. Qui pourrait douter du succès?

Nous avons à plusieurs reprises versé cette suggestion dans des oreilles autorisées.

Et l'objection, que nous ont faite aussitôt les personnages consulaires par nous pressentis, a été celle-ci :

« La création d'un pareil type de rente porterait un coup mortel à l'impôt général sur le revenu, car il fournirait un commode alibi fiscal à tous les assujettis qui, à toutes les représentations de contrôleurs sur l'insuffisance de leur déclaration ne manqueraient pas de répondre : « Toute ma fortune mobilière est placée en rentes exonérées! »

» On ne peut donc pas envisager un procédé qui, pratiquement, équivaudrait à la destruction de la fiscalité personnelle et finirait par en entraîner l'abrogation *de jure* après avoir déterminé l'abrogation *de facto.* »

Ce qui, de la part des personnages consulaires susvisés, revient à dire que, placés entre les deux membres de cette alternative : ou rétablir notre situation financière et restaurer virtuellement l'impôt *réel,* c'est-à-dire l'impôt indiciaire, fondé sur les choses, ou maintenir l'impôt personnel et inquisitorial et perpétuer une situation presque désespérée, ils ne connaissent pas d'hésitation. Périssent nos finances plutôt qu'un faux principe.

Que le dogme de l'impôt marxiste avec toute la mystique dont il s'accompagne triomphe sur les ruines de notre crédit et tienne en échec tout essai de redressement logique et expérimental : voilà la doctrine de l'École Dirigeante.

L'impôt personnel a été conçu, dès 1895, par Paul Doumer, vulgarisé par M. Joseph Caillaux, devenu radical-socialiste, et réalisé par un modéré radicalisant Alexandre Ribot. Ce sont d'illustres patronages; on en convient. Mais, comme disait Pascal, des moines ne sont pas des raisons. On s'en va répétant, pour se faire illusion, que l'impôt personnel est entré dans les mœurs françaises. Ce n'est pas vrai. Il est subi, mais non accepté. Et c'est entre le Fisc et l'assujetti une lutte sourde et perpétuelle, pour laquelle, chaque année, le Fisc demande au Parlement de nouvelles armes, alors que l'impôt réel serait acquitté avec empressement et fournirait à l'État des ressources plus abondantes qu'un impôt sans cesse discuté et remis en question dans sa légitimité.

Une erreur a été commise de bonne foi. Quel est donc cet étrange point d'honneur qui interdit au Parlement de la réparer? De quelle essence est donc cette tyrannie collectiviste qui pèse si lourdement sur les consciences et sur les intelligences et qui met le sceau inviolable de ses *tabous* sur les mesures législatives dont l'expérience a cent fois prononcé la faillite?

Notre proposition, au surplus, peut s'autoriser d'un précédent non négligeable.

N'est-ce pas le père de l'impôt sur le revenu — d'un titre

qu'il aime à s'entendre donner — n'est-ce pas M. Joseph Caillaux, lui-même, qui, ministre des Finances en 1925, a jugé bon de conférer à son fameux emprunt à garantie de change l'immunité de l'impôt général sur le revenu? Ce jour-là M. Joseph Caillaux a reconnu, de la façon la plus explicite et la plus solennelle que, dans la balance où se pèsent les décisions de l'homme d'État, ses anciennes affirmations de doctrinaire ne sauraient l'emporter sur les intérêts présents du Trésor. Si, dans une circonstance critique, le « père de l'impôt personnel » a laissé fléchir l'absolu du principe devant les brutales contingences du moment, son exemple n'est-il pas valable dans la passe difficile où la Nation va s'engager?

Tant il est vrai que le problème financier jusque dans la moindre de ses données, est invariablement réductible à l'alternative de préférer le marxisme à la France ou la France au marxisme.

Mais, une fois lancé et souscrit l'emprunt que nous venons de préconiser, le salut financier n'en serait pas pour autant assuré. La France obtiendrait seulement un répit pour remettre définitivement la maison en ordre et s'épargner une seconde récidive dont les suites deviendraient inconjurables. Elle resterait aux prises avec un budget trop lourd, avec une dette exagérée.

Quinze ans se sont écoulés, depuis l'armistice et jusqu'ici toute tentative de réformer les abus, émonder les excroissances parasitaires, comprimer les dépenses inutiles qui accompagnent et suivent inévitablement les grandes guerres, à la faveur des désordres qu'elles provoquent, est demeurée inutile.

Les travaux de la commission, présidée par M. Louis Marin en 1931, sont tombés dans l'oubli. La procédure des décrets-lois et des pleins pouvoirs s'est achevée en pure bouffonnerie. Le Conseil des Ministres n'étant en somme qu'une sorte de commission exécutive, étroitement subordonnée aux Chambres, est dans l'impuissance absolue de conquérir sur elles assez d'autonomie pour léser leurs intérêts électoraux. On l'a bien vu en 1928, quand le cabinet Poincaré s'est vu dans l'humiliante obligation de rétablir la plupart des emplois administratifs qu'il avait supprimés. Aucune illusion n'est à se forger. Les

économies importantes que la Nation peut et doit attendre d'une réforme administrative ne s'effectueront jamais par la voie parlementaire. Il ne s'agit pas ici d'instituer le procès du parlementarisme, mais de constater une infériorité sociologique qui lui est propre et dont l'opinion britannique s'était avisée de très bonne heure, c'est-à-dire dès 1921, devant la crue irrésistible et terrifiante des gaspillages.

Il n'y a pas de plus grand dérèglement de l'esprit que de s'obstiner à réclamer d'une institution ce que, de sa nature, elle ne saurait accomplir. Quand, avec leur esprit positif et pragmatique, les Anglais se furent aperçus que le contrôle de la Trésorerie organisé par le Chancelier de l'Échiquier, que le Comité financier constitué, au sein du Cabinet sous la présidence même de M. Lloyd George, que d'innombrables commissions et sous-commissions parlementaires créées aux fins d'économies se bornaient à rivaliser d'inutilité et d'inanité, ce sentiment se cristallisa dans les esprits.

C'est que, pour vaincre toutes les oppositions politiques et administratives, mises en travers d'une politique de retranchements et d'économies, seules des personnes indépendantes prises en dehors du gouvernement et des ministres seraient assez fortes et assez courageuses, suivant un mot d'Asquith, « pour attaquer les racines à la hache et mener à bien une aussi lourde tâche ».

Et c'est alors que s'organisa la campagne contre les gaspillages, *l'Antiwaiste Campaign*, campagne extrêmement ardente pour la réduction des dépenses, qui se déroula à la fois dans la presse, dans le public et, par ricochet, dans le Parlement.

L'Antiwaiste Campaign, qui avait réuni, fédéré, associé, dans un effort aussi puissant qu'unitaire, l'immense majorité des producteurs, aboutit à la constitution de la Commission Geddes.

Et les associations et les ligues de contribuables français qui, pour la première fois, se sont évadées du domaine de la littérature et de la rhétorique pour se livrer à l'action directe, ne seront que sages en demandant à la propagande anglaise le secret du succès.

Le premier mouvement des politiciens et des parlementaires anglais fut celui de la mauvaise humeur. Les fauteurs de

l'Antiwaiste Campaign furent accusés d'obéir à des préoccupations de parti. M. Lloyd George qui avait le don des locutions à effet parla dédaigneusement de *Jazz Band*. L'histoire se répète quand, de nos jours, certains politiciens affectent de discréditer le soulèvement des contribuables en les qualifiant de « fascistes ».

Mais, en présence d'une propagande qui croissait sans cesse en intensité et en puissance, le gouvernement et le parlement britanniques se résolurent à remettre le soin de proposer des économies à des hommes indépendants, pris hors le parlement.

Le 3 août 1921 assiste à la naissance de la Commission des dépenses de l'État qui, par la suite, prit le nom de Commission Geddes, du nom de son Président, sir Eric Geddes, un *self made man*, qui avait débuté comme aiguilleur aux États-Unis et qui passait pour un homme extrêmement « accomplisseur ».

La commission ne comprenait que six membres.

Dès le mois de décembre 1921, elle avait terminé son premier rapport.

Naturellement, les choses n'allèrent pas sans heurts, ni sans difficultés. Toutes les économies proposées par la Commission Geddes ne furent pas réalisées, mais de fil en aiguille, le budget de 1922-23 présenta en fin d'exercice, un excédent de recettes inattendu, de 120 millions de livres. Les plus gros abus avaient disparu.

Et il est demeuré de cette concluante expérience une moralité que lord Inchcape, l'un des membres les plus éminents de la Commission, a dégagée en ces termes :

« Partout où les dépenses nationales risquent d'entraîner l'insolvabilité nationale, il n'y a qu'un diagnostic de la maladie et qu'un remède pour la guérison : il faut s'adresser à des hommes qui restent en dehors des jeux de la politique et que leur habitude de diriger les grandes affaires et leur expérience des méthodes financières et commerciales désignent naturellement pour la direction des finances au gouvernement, aux conditions et suivant les méthodes en usage dans les affaires. »

Pas d'autre marche à suivre, pas d'autre but à viser, pour les associations de contribuables françaises levées enfin pour la défense de leurs foyers et de leurs biens contre une fiscalité dévorante.

Mais ce ne sont, pour ainsi dire, que mesures de circonstances. Reste à entreprendre la réforme de fond, celle qui engendre la sécurité et garantit l'avenir. Les raisons d'en appeler à la Politique de l'Inventaire sont aussi valables qu'au premier jour.

LA POLITIQUE DE L'INVENTAIRE

De nos études déjà publiées ici même il résulte qu'une politique basée sur l'expérience et sur les principes de la Révolution Française qui avait substitué l'impôt réel à l'impôt personnel, a été supplantée en vertu d'une marche lente et continue par une autre politique financière fondée sur l'idéologie et dont la fin essentielle est de transférer à l'État les richesses de la Nation. De ces richesses, l'État s'empare, au moyen d'impôts dont le produit est distribué au gré de ses caprices ou des intérêts électoraux des parlementaires. La pratique du parlementarisme faussé et dévoyé, que nous subissons, a complètement vicié le système fiscal et budgétaire de la France. Invinciblement cette politique court au déficit, à l'inflation monétaire, à la faillite et au collectivisme. La force de son principe l'y entraîne. Et après chaque « redressement financier », de par une locution très à la mode et qui s'imprègne tous les jours d'un peu plus d'ironie, le système se précipite de nouveau dans sa voie naturelle.

Un emprunt de liquidation dans les conditions que nous venons de dire, la création d'une « commission Geddes[1] » succédant à l'effort des contribuables remettraient à coup sûr et rapidement les affaires de la France dans leur état normal.

Mais ces deux mesures ne suffiraient pas à renverser la politique en crédit et le système en cours qui nous maintiendront, implacablement, aussi longtemps en péril de catastrophe financière et sociale qu'ils ne seront pas contre-pesés par une politique et un système contraires.

Il faut que le mouvement d'opinion auquel ce travail

1. Bien entendu ne devrait faire partie de cette commission aucun candidat à une prébende gouvernementale ou à une promotion dans la Légion d'honneur ni aucun fournisseur de l'État.

essaie de fournir des raisons de s'intensifier, obtienne la résurrection de la Commission de l'Inventaire.

Car on ne saurait dire de notre solution au problème financier qu'elle tomba, sur l'instant même, dans un gouffre d'indifférence et d'oubli. A la date du 12 février 1922, M. de Lasteyrie, ministre des Finances dans le cabinet Poincaré appelait à l'existence, sous la présidence de M. Milliès-Lacroix, sénateur, une commission recrutée parmi l'élite des compétences économiques et financières et chargée de recenser et priser, selon la formule, les richesses de l'État français.

Une telle réunion d'hommes avait en elle-même tous les moyens de mener à bien sa tâche. Au début de ses travaux, elle demanda et obtint que l'article 131 de la loi de Finances du 30 juin 1923 réalisât l'unification de notre législation domaniale, en faisant rentrer les biens du département de la Guerre dans le droit commun et qu'il fût constitué, dans chaque département, sous la présidence du préfet, une commission permanente du Domaine national. On pouvait raisonnablement espérer que cet organisme nous doterait, avant la fin de l'année 1925, du tableau général des biens et propriétés de l'État.

Mais, petit à petit, la commission entra en sommeil. On ne saurait dire à quelle date se place sa dernière délibération. Le Cartel était venu, de fondation hostile aux fins qu'impliquait l'œuvre de la Commission. Or, celle-ci ne pouvait donner de résultats positifs qu'à la condition d'être vigoureusement soutenue par l'active sympathie des intéressés, laquelle ne s'est, à aucune époque, manifestée.

Nous avons, pour notre part, essayé de sauver le décret de février 1922 de l'oubli et de la prescription, de ramener l'attention publique sur une idée, selon nous, féconde et de démontrer la valeur pratique de notre solution, en procédant à un inventaire partiel.

Nous avons étudié successivement : les Chemins de fer de l'État, le Monopole des Tabacs, les Téléphones, notre Établissement naval, les Potasses d'Alsace, les Mines domaniales de la Sarre, notre Mandat syrien et plusieurs autres éléments des richesses de l'État français, car, dans notre pensée, chaque colonie, possession ou domination extra-européenne avait sa

place marquée au bilan en regard de ses virtualités et de ses possibilités.

Nous avons dépouillé, analysé les documents parlementaires et officiels, rassemblé, exposé, groupé tous les renseignements y contenus et, à l'aide des faits et de chiffres que chacun peut contrôler et vérifier à son aise, nous avons réussi à prendre et à procurer une idée précise des richesses de l'État français et des mille et une manières de les faire contribuer à notre restauration financière.

Nous avons surtout obéi à la préoccupation de déterminer la méthode qui devra présider à l'Inventaire général, quand l'opinion voudra l'exiger et que les pouvoirs publics l'entreprendront avec leurs moyens d'investigation et d'exécution, bien supérieurs à ceux d'un simple particulier.

L'Inventaire, dans notre pensée, n'est pas, en effet, à lui-même sa propre fin. Que nous importerait-il d'apprendre la valeur intrinsèque de tel bien d'État, s'il ne doit rien résulter de cette recherche purement économique?

Il s'agit de savoir :

1° Si ce bien rapporte à la Nation ce qu'il doit normalement rapporter;

2° Dans la négative, comment lui imprimer son maximum de productivité;

3° Comment, le maximum de productivité une fois atteint, donner aux plus-values ainsi obtenues l'emploi le plus démocratique et le plus social.

Depuis six ans, les chiffres de notre travail ont vieilli. Mais on peut hardiment affirmer qu'ils ne se sont pas modifiés dans un sens défavorable à notre théorie. Sous le nom d'Offices, conformément à la doctrine radicale-socialiste et collectiviste, l'État n'a cessé de s'annexer de nouvelles exploitations et industries, dont la gestion est devenue à ce point scandaleuse qu'elle a motivé une demande d'enquête. Au rebours du roi Midas, tout ce que l'État touche se fane, se stérilise et s'évanouit en fumée. Ce qui n'a pas empêché la dernière session de s'achever, pour donner une suprême satisfaction aux collectivistes, sur un vote tendant à la constitution d'un Monopole des Pétroles.

Les richesses de l'État ne profitent qu'à une catégorie

restreinte de profiteurs et de prébendiers. La façon dont elles sont exploitées, devient de plus en plus, à l'égard de la démocratie, une immense duperie et volerie. C'est là que réside le mensonge de ce collectivisme d'État qui a fini par imposer ses dogmes à une grande partie de la bourgeoisie et de la classe moyenne. Là que réside la source de toutes les erreurs, dans cette idée que, contrairement à toutes les données du bon sens, une richesse, comme nous l'écrivions plus haut, est plus *nationale* quand elle est transférée de la Nation à l'État.

En formulant cette politique de l'Inventaire, notre but a été surtout de faire descendre la lutte contre le collectivisme des régions de l'idéologie et de la phraséologie dans le domaine de la pratique et de la réalité. Il ne s'agit plus d'entrechoquer des doctrines et de se livrer à des réfutations oiseuses du marxisme.

Ce qui a toujours manqué à notre époque, c'est de regarder avec des yeux frais, pour parler comme Jules Lemaître, le collectivisme à l'œuvre et dans l'action. Ses deux instruments de règne sont l'impôt personnel et inquisitorial et le monopole ou entreprise d'État. Et donc, hors travailler à ôter au collectivisme ses instruments de règne, rien d'efficace et d'opérant ne saurait être mis en œuvre.

Cette politique — qu'on en soit bien persuadé — va plus loin qu'un programme de simple résistance. Elle tient compte des aspirations populaires et démocratiques, qui communiquent tant de force au collectivisme marxiste, parce qu'il prétend être seul en possession d'y satisfaire.

Nous avons toujours professé que l'utilisation des biens d'État, après inventaire et prisée, doit être conçue de façon à avancer simultanément et corrélativement la solution du problème financier et du problème social. La démocratie se révolte et se hérisse quand on lui parle de déposséder l'État. Ç'a été l'habileté supérieure des sophistes modernes que de créer, dans les masses, cette mentalité étatiste, si parfaitement contraire à leurs véritables intérêts. Or, concernant l'Ile-de-France et Paris, nous croyons avoir prouvé jusqu'à l'évidence que l'utilisation des biens d'État est seule capable de combler le désir le plus véhément de la classe moyenne et de la classe laborieuse à Paris et dans la banlieue et de les faire accéder à la propriété, à l'air et à la lumière. Le mécanisme

de l'opération ne comporte aucune difficulté insurmontable[1].

La difficulté essentielle, la difficulté centrale se trouve dans l'ordre intellectuel et moral. La nation française, à presque tous les étages de la hiérarchie sociale, est infectée du poison marxiste. C'est toute une cure de désintoxication préalable à entreprendre. Elle est affaire aux grandes associations corporatives et aux syndicats de contribuables.

Ce qu'il y a de remarquable et qu'on oublie trop, c'est que la critique de l'*impôt personnel* n'a pas été faite, dans l'origine, par des économistes de droite. Prenons la *Théorie de l'Impôt*, l'un des meilleurs livres de P. J. Proudhon. Sous les sarcasmes de Karl Marx, le père trop oublié du socialisme français a bien osé écrire que l'impôt sur le revenu se résoudrait fatalement en *mystification* pour la démocratie. L'idée de confier à l'État le soin de faire fructifier le plus grand nombre de capitaux possibles fait horreur aux classes ouvrières de 1860, avant que la peste marxiste leur ait été inoculée par l'invasion allemande.

Il y a là un préjugé à extirper, car, tant qu'il persistera, toute espérance de meilleures finances devra être abandonnée.

Est-ce qu'un observateur, pourvu d'une perspicacité moyenne, peut se tromper sur la crise actuelle et ses causes?

L'excès d'étatisme a détruit jusqu'à la saine notion de l'État. La Constitution elle-même a été mise en péril, car l'État n'est plus obéi par ses serviteurs. Il a tellement multiplié le nombre des fonctionnaires et des fonctionnarisés qu'il a perdu sur eux toute prise. L'Administration s'érige en oligarchie indépendante qui est à elle-même sa propre raison d'être. L'autorité de la Nation est tenue en échec par l'autorité syndicaliste. Les services publics ont cessé de fonctionner dans l'intérêt des usagers, ils fonctionnent dans l'intérêt de ceux qui en sont devenus les véritables propriétaires.

Comment, dès lors, les entreprises d'État pourraient-elles être productives? Comment pourraient-elles n'être pas onéreuses et déficitaires? Comment la Nation serait-elle encore en mesure d'exercer par l'entremise de ses représentants, le contrôle des dépenses et en garder la maîtrise? Le rôle du Parlement se réduit à voter des impôts en quantité égale à des exigences qui n'ont même plus à se motiver.

1. Nous y reviendrons dans un prochain article.

Tant que cette situation anarchique sera tolérée, il sera dérisoire de risquer même une allusion à un redressement financier et à un système de réformes génératrices d'économies.

Tant qu'un étatisme incompatible avec la tradition de 1789 et avec la marche régulière d'un régime parlementaire continuera à se proposer comme fin, avec l'impôt personnel pour moyen, la spoliation de la Nation qui produit et qui travaille au profit d'une classe de nouveaux privilégiés, le problème financier demeurera insoluble et la faillite restera en vue.

Emprunt de liquidation, fondé sur l'exemption de l'impôt personnel et de la taxe successorale.

Retour à la Fiscalité réelle.

Création d'une Commission des réformes et des économies sur le modèle de la Commission Geddes.

Rappel de la Commission de l'Inventaire à l'activité.

Telles sont, résumées dans un petit programme pragmatique, en vue de la rentrée parlementaire et à l'intention des groupements contribuables, nos conclusions uniquement fondées sur la plus fidèle et la plus constante des expériences.

Nous assistons en effet à ce spectacle paradoxal : les républicains démolissant l'œuvre constructive de la Révolution Française et répudiant les conquêtes que la Nation avait faites sur l'État.

***

Il n'y a, nous devons bien le reconnaître, aucune chance pour qu'une réforme soit opérée sous le régime de la République parlementaire, tel que l'a institué, aménagé et perfectionné l'École Dirigeante.

Elle a su intéresser à ce régime la grande majorité des électeurs conservateurs dont les élus votent consciencieusement les copieux budgets, sous le poids desquels fléchit le contribuable, ainsi que toutes les lois destinées à transférer à l'État les richesses de la Nation.

L'École Dirigeante aurait peut-être plus à craindre sur sa gauche où elle affirme sans cesse ne pas connaître d'ennemis. Cependant la remarquable maîtrise avec laquelle elle conduit sa barque lui a permis jusqu'ici de louvoyer au milieu des récifs socialistes.

L'ingénieuse invention du Cartel lui a permis de conserver en ses mains les leviers de commande et elle ne paraît nullement en posture d'abdication complète au profit du marxisme intégral dont elle aura bientôt absorbé les éléments les moins révolutionnaires. Notons toutefois que les éléments non absorbés n'en seront que plus virulents et que le transfert à l'État des richesses de la Nation continuera à préparer l'avènement du bolchevisme.

Dans ces conditions on pourrait à la rigueur espérer que, assurée d'une prééminence que personne ne met sérieusement en péril, l'École Dirigeante pourrait trouver dans son sein un homme d'État qui tiendrait le raisonnement suivant : « La situation lamentable de nos finances due à la politique que nous avons suivie pour conquérir le pouvoir peut amener une catastrophe dont nous serions certainement les victimes; car tout régime qui vit de l'exploitation du peuple, comme c'est notre cas, subit fatalement une Révolution qui se produit soit à la suite d'une faillite de ses finances, soit à la suite d'une guerre. L'histoire de France sans remonter plus haut que 1789 nous fournit abondamment les preuves de cette contingence inéluctable. Dès lors ne serait-il pas possible pour nous d'évoluer dans une autre direction et de modifier notre conception actuelle de la politique et de l'étatisme? »

Nous venons d'esquisser ici une hypothèse que l'on peut considérer comme le paradoxe de l'optimisme. Car à vrai dire nous ne voyons encore apparaître à l'horizon politique aucun homme d'État capable d'une pareille conception et encore moins de la réaliser.

Toutefois si par hasard il existe, nos lecteurs estimeront peut-être qu'il pourrait trouver dans nos études les éléments nécessaires pour opérer la réforme et le redressement si passionnément souhaités par la partie saine de la Nation.

Jusqu'ici il faut bien reconnaître que les hommes qui se sont mis en avant comme soi-disant réformateurs se sont contentés, pour prix de l'abdication qui a si vite suivi leur initiative, d'obtenir de grandes situations industrielles ou financières et des grades élevés dans la Légion d'Honneur.

Ceci dit, en présence de la crise budgétaire se traduisant par un déficit de 6 milliards avoué par M. Lamoureux, de

8 milliards constaté par M. Germain-Martin, voire de 15 milliards d'après d'autres spécialistes, en présence de cette crise qui fait noircir tant de papier et répandre tant de flots d'éloquence, on constate que les remèdes proposés sont ou la compression des dépenses ou l'inflation monétaire. C'est le dilemme exprimé par M. Édouard Herriot dans une formule radicale.

Mais en vérité on peut encore croire que l'opportunisme triomphera une fois de plus. L'École Dirigeante se flattera de résoudre les difficultés budgétaires au moyen d'un minimum de déflation, d'une augmentation d'impôts aussi tolérable que possible et d'emprunts. Elle s'efforcera d'éviter l'inflation qui pourrait agiter l'opinion publique et créer un mouvement national dont les répercussions ne seraient peut-être pas sans danger pour le régime parlementaire. Qu'on se souvienne des mauvais jours de juillet 1926 et de l'absence de tout ersatz de Poincaré dans le personnel actuel de l'École Dirigeante. On votera donc un budget mal équilibré avec un déficit avoué de 2 ou 3 milliards et l'on tâchera de rassurer l'opinion publique en déclarant que dans la situation mondiale actuelle un déficit si minime est fort peu de chose, que les moyens de trésorerie ne manqueront pas et que, sans rien changer à la conception fondamentale du régime électoral, on peut attendre des temps meilleurs.

Aucune voix ne s'élèvera dans le Parlement pour soutenir les propositions que nous avons formulées dès 1923 et qui sont :

1° La création d'une Commission des économies sur le modèle de celle que sir Eric Geddes présida en Angleterre;

2° L'utilisation des richesses oisives ou insuffisamment productives de l'État français.

Il nous a toutefois paru opportun de présenter une fois encore des remèdes précis à nos embarras financiers, car ils seront encore applicables et il n'y en a pas d'autres, dans le cas où la catastrophe que prévoient tant de bons esprits amènerait au pouvoir une nouvelle École Dirigeante[1].

FELS

1. Dans un prochain article, le comte de Fels exposera les conditions de l'application pratique du système qu'il préconise.

LA GUERRE SOUS LES MERS

I

LE MONSTRE NAISSANT

Le 2 août 1914, les premiers sous-mariniers allemands quittèrent le petit port d'Héligoland, escortés par leurs convoyeurs. Ils ne se doutaient certainement pas du rôle capital qu'ils allaient jouer dans la guerre, jusqu'à la débâcle finale de leur pays. Le haut commandement naval, en Allemagne moins peut-être qu'ailleurs, ne croyait pas au sous-marin. Les adversaires de l'Allemagne, notamment la France, l'avaient devancée, dans les recherches et les perfectionnements de la technique sous-marine.

Ce n'est qu'en 1904, que le ministère de la Marine allemande — en l'espèce Tirpitz, son chef tout-puissant, par la grâce de Guillaume II, — commença à s'intéresser au sous-marin, et surtout à ses deux éléments essentiels, le moteur à explosion, et le périscope. Le *U-1*, le premier sous-marin impérial, ne fut commandé que le 14 février 1905, aux chantiers Germania, à Kiel; seize autres unités, dotées de moteurs à pétrole, furent commandées aux chantiers de Kiel et de Dantzig. Au début de 1908, un autre appareil, essentiel à la navigation sous-marine, le compas gyroscopique, perfectionné après de longs tâtonnements, fut introduit à bord des sous-marins germaniques.

Leur tonnage augmentait peu à peu. Il était de deux cent trente-huit tonnes en surface, sur l'*U-1*; sur l'*U-18*, il atteignit quatre cent soixante-cinq tonnes, la taille d'un petit torpil-

leur d'avant-guerre. La puissance croissait dans les mêmes proportions, de quatre cents à mille quatre cents chevaux; la vitesse en surface passa de huit à quatorze nœuds.

Certaines unités de cette classe se risquèrent en haute mer, et y croisèrent une dizaine de jours sans escale. Mais le point faible de ces bâtiments restait leur moteur à pétrole : très irrégulier, il lançait, vers le ciel, pendant la marche, des nuages de fumées blanchâtres, visibles et reconnaissables de très loin.

La grande fabrique de moteurs Augsbourg-Nüremberg étudia, dès 1905, un nouveau moteur à combustion interne. La marine française s'intéressa, elle aussi, à ses travaux et lui commanda deux couples de moteurs de trois cents chevaux, pour deux petits sous-marins côtiers. Le ministère de la Marine allemande lui demanda des moteurs infiniment plus puissants. En 1908, il fit procéder aux essais d'un moteur de huit cent cinquante chevaux, qui, en août 1910, donna de bons résultats.

Désormais sûr de son rendement, Tirpitz commanda immédiatement, le 29 novembre 1910, à Dantzig, la première série de sous-marins mus par moteurs Diesel, *U-19* à *U-22*. Il prévit en même temps, à chaque budget, à partir de 1912, la construction annuelle de six sous-marins. L'effectif total devait être de soixante-douze unités. Ce modèle *U-19* avait déjà un déplacement de six cent cinquante tonnes, une vitesse maxima de quinze nœuds, en surface. A partir de 1910, vingt-cinq sous-marins à moteurs Diesel furent commandés, de *U-19* à *U-44*. Mais au début de 1914, dix seulement — *U-19* à *U-28* — étaient en service.

Fidèle à sa méthode — attendre qu'un modèle de navire fût parfaitement au point pour le multiplier — Tirpitz avait peut-être un peu trop temporisé. On ne manqua point, après la guerre, de le lui reprocher et de l'accuser d'avoir ainsi compromis la victoire de l'Allemagne sur mer.

Il est évident que, de 1906 à 1912, certaines autres puissances navales avaient dépensé plus d'argent pour les sous-marins que l'Allemagne : celle-ci venait loin derrière la France, avec seulement soixante-douze millions et demi de marks. La première tenait la tête avec soixante dix-sept unités.

La marine britannique possédait cinquante-cinq sous-marins, l'allemande trente-huit. Mais — l'expérience le démontra — l'essentiel était, non point d'avoir amassé une poussière de petites unités disparates, comme en France, mais constitué une série de navires robustes, homogènes, éprouvés, comme l'Allemagne s'y était résolue, un peu trop tard, heureusement pour nous.

A partir de 1912, Tirpitz consacra, chaque année, aux sous-marins la même somme qu'aux torpilleurs. Mais, pas plus en Allemagne que dans les autres pays, la doctrine de l'emploi du sous-marin n'était bien établie quand la guerre éclata. Partout, on ne le considérait encore que comme un instrument de « petite guerre navale », comme pouvaient l'être la mine, la torpille. Personne, parmi les marins, n'eût commis le sacrilège d'oser le comparer à une arme décisive, comme le canon de l'artillerie principale.

De nombreux théoriciens, surtout en Allemagne et en Angleterre, avaient déjà médité sur ce problème. C'est ainsi que dès le mois d'août 1908, le vice-amiral Schleinitz avait étudié, dans un article de la *Deutsche Revue*, « *La petite guerre sur mer et son importance pour l'Allemagne* ». Il y agitait déjà l'idée qui, plus tard, fit son chemin, que l'Allemagne devait, par le sous-marin, se créer une arme capable de sauvegarder la liberté des mers, menacée par l'Angleterre, et de bloquer cette dernière, en détruisant son trafic maritime, ses importations de vivres.

Quand, en mars 1914, fut créée, à Kiel, l'inspection des sous-marins, un de ses officiers fut chargé de calculer de combien de sous-marins l'Allemagne aurait besoin, en temps de guerre contre l'Angleterre.

Celui-ci partit de ce principe que l'Allemagne devait appliquer si férocement pendant la guerre : le premier rôle à réserver aux sous-marins est la lutte contre le commerce britannique. Dans un mémoire présenté à Tirpitz, en 1914, il dessina, sur un croquis, tous les postes que devaient tenir les sous-marins, pour bloquer à la fois l'Angleterre et la côte française de la Manche. Il n'y en avait pas moins de quarante-huit; il eût fallu deux cent vingt-deux unités pour s'y succéder.

En Angleterre, le romancier populaire Conan Doyle fit paraître dans le *Strand Magazine*, de juillet 1914, une nouvelle intitulée : *Danger!* qui fut, d'ailleurs, traduite en allemand. Il y décrivait l'attaque des Iles Britanniques par une nuée de sous-marins germaniques. L'Amirauté ne s'était guère émue de ces anticipations. Pas plus que sa rivale allemande, elle ne croyait au sous-marin. Cependant, les avertissements ne lui avaient pas manqué.

Avec son intuition, souvent géniale, le grand réorganisateur, et le véritable créateur de la marine britannique d'avant-guerre, Fisher, avait pourtant prévu le rôle immense que jouerait le sous-marin, et le danger qu'il pourrait faire courir à son pays.

Il avait, quelques mois avant la guerre, adressé un document au Premier Lord de l'Amirauté, Winston Churchill, où il cherchait à le mettre en garde contre cette menace terrible. « La modération en guerre est stupide, déclarait-il crûment. Que peut faire un sous-marin quand il rencontre un navire de commerce? Il est incapable de s'en emparer : il ne dispose pas d'équipage de prise; il ne peut le conduire dans un port. On doit donc admettre que le sous-marin coulera tous les navires qui seront armés ou transporteront de la contrebande. Si inhumain et barbare que cela puisse paraître, le sous-marin n'aura rien d'autre à faire que de détruire sa prise. C'est là une menace véritablement effrayante pour le trafic britannique, et pour l'Angleterre elle-même; mais on ne voit pas d'autre moyen d'y parer que les représailles. » Quelques jours avant la déclaration de guerre, l'amiral Percy Scott avait exposé des vues analogues dans le *Times*.

Dès le 2 août 1914, les sous-marins de la mer du Nord quittèrent leur base de l'île d'Héligoland, escortés par leurs convoyeurs. Mais ils avaient l'ordre formel de revenir au port à la tombée de la nuit, après avoir tenu leur poste d'éclairage dans la baie allemande. Ils ne jouaient, en somme, que le rôle de bouées de surveillance.

Le 4 août à minuit, la Grande-Bretagne avait lancé à l'Allemagne la déclaration de guerre que celle-ci s'était, pendant quelques jours, flattée d'éviter. L'Amirauté allemande prit alors une décision héroïque, pour l'époque. Elle prescrivit aux sous-marins d'Héligoland, de s'avancer, en forma-

tion d'éclaireurs, et sans escorte, jusqu'à la mer du Nord et à la ligne des Orkneys pour essayer de percer à jour le mystère de la position de la Grande Flotte, dont on ignorait tout, à Berlin : geste fort audacieux, car, au cours de leurs exercices du temps de paix, les sous-marins allemands n'avaient jamais dépassé l'entrée de la Baie allemande, la Baltique ou le Fjord de Kiel. Le 6 août, à l'aube, dix unités prirent la mer, et poussèrent jusqu'aux Shetlands. Mais le haut commandement naval allemand n'était pas encore entièrement acquis à ces conceptions. La série des unités *U-19* à *U-22* n'avait participé qu'à de brèves manœuvres de la flotte de haute mer, en mai 1914. Les nouveaux bateaux, dotés de moteurs Diesel, n'avaient pas fait leurs preuves.

Dans la matinée du 8 août, l'*U-9*, parvenu déjà à deux cent vingt-cinq milles d'Héligoland, dut, à la suite d'une panne de moteur, faire demi-tour. Les neuf autres poursuivirent leurs recherches.

Le même jour, au large de Fair Island, l'*U-15* aperçut soudain trois bâtiments de ligne anglais : l'*Ajax*, le *Monarch* et l'*Orion*. Il décocha une torpille au *Monarch*.

L'alerte était donnée : cette première passe d'armes se termina à l'avantage des Anglais. Le lendemain matin, une escadre de croiseurs légers, marchant en tête des escadres de bataille, passa à la contre-attaque. Une vigie du *Birmingham* aperçut la coque de l'*U-15*, immobile. L'équipage allemand réparait sans doute ses moteurs, insouciant du danger. Le *Birmingham* le bombarda presque à bout portant; le sous-marin plongea, trop tard, car le croiseur le coupa en deux, et remporta, comme témoins de sa victoire, deux grandes échancrures symétriques, sur sa coque.

La même sortie coûta aux Allemands l'*U-13*, qui sauta sur une mine. Le bâtiment de surface avait donc, en cette première rencontre, aisément triomphé de son ennemi. L'Amirauté allemande conclut à l'impuissance du sous-marin, en face des navires de surface.

Les patrouilles sous-marines n'avaient guère été fructueuses. Le *U-21*, commandé pourtant par un commandant très entreprenant, Hersing, qui devait, par la suite, se couvrir de gloire en atteignant, le premier, les Dardanelles,

avait essayé de détruire les transports de troupes anglaises vers le continent. Il n'avait rien vu, mais avait accompli une remarquable performance, et parcouru mille cinq cents milles.

Toutefois ces premières opérations furent très utiles aux Allemands. Elles aguerrirent chefs et marins, instruisirent les techniciens. Les dispositifs de plongée furent perfectionnés, la bouée téléphonique qui pouvait révéler sa position, au moment où le bâtiment plongeait, fut supprimée; des sonneries d'alarme furent installées, le kiosque agrandi.

Instruits par ces premières expériences, si dures, les sous-mariniers allemands du front suggérèrent à leurs chefs l'idée d'une guerre, bien moins dangereuse, et beaucoup plus fructueuse, contre les navires de commerce.

Dans un rapport qu'il adressa, le 8 octobre 1914, au chef des forces de haute mer allemandes, le chef des sous-marins notait quel péril mortel représentait, pour ses bâtiments, le mouillage des mines répandues dans la Manche par les Anglais. « Les entreprises sous-marines, déjà si difficiles en Manche, le deviennent encore davantage. L'obligation de ne passer qu'à la haute mer toute une zone minée constituera un obstacle très important pour la marche de nos sous-marins. » Bauer — ainsi se nommait l'officier — proposait par mesure de représailles, de menacer l'Angleterre de mener la guerre au trafic, par sous-marins, sur toutes les côtes britanniques.

Le commandant en chef de la flotte, von Ingenohl, transmit ce rapport à Berlin en insistant fortement sur l'opportunité d'une pareille campagne : « La lutte conduite par des sous-marins contre le commerce de l'ennemi, sur ses côtes, le touchera à son point le plus sensible... Nos sous-marins ont constaté dans le Firth of Forth, un trafic particulièrement actif : quatre-vingts vapeurs dans une matinée, cent dans une journée entière. Les conséquences de la destruction d'un de ces vapeurs sur l'un des points vitaux du trafic de l'Angleterre, à l'intérieur même de ses eaux territoriales, seraient infinies. Étant donné que le commerce maritime, vers nos ports de la mer du Nord, est faible, les représailles ennemies ne peuvent nous infliger un dommage sensible, en comparaison du mal énorme que nous pouvons lui faire. La saison, pendant laquelle les sous-marins peuvent être employés avec chances de succès,

exige une décision rapide. Nous ne savons pas encore quelle influence l'hiver peut exercer sur leur emploi. »

Mais le chef d'état-major de l'Amirauté, von Behncke, répondit « que la situation ne justifiait pas cette violation du droit international,... qui mettrait en danger des vies humaines, de non-combattants et de neutres ». Von Pohl, chef de l'Amirauté, fut du même avis; il écrivit au commandant en chef de la flotte de haute mer « que les violations du droit international, commises par les Anglais, n'étaient pas encore assez criantes pour justifier pareille mesure ».

Le 7 novembre, le chef de l'Amirauté allemande revint à la charge et proposa, de nouveau, au chancelier de l'Empire, de mener la guerre au commerce anglais et français, comme mesure de représailles :

« Le fait, dit-il, que l'Angleterre essaye d'employer tous les moyens pour nous anéantir économiquement, sans égards pour les principes reconnus jusqu'ici du droit international, nous incite à recourir pour notre part, à des moyens plus rigoureux dans la guerre au commerce. Un succès particulier paraît réservé au blocus des côtes ennemies par sous-marins. L'objection qu'un pareil blocus ne correspond pas aux prescriptions actuellement valables du droit des gens, ne vaut point, en présence du barrage illégal de la mer du Nord par l'Amirauté britannique... Le blocus sous-marin est, vis-à-vis des neutres, un moyen beaucoup plus doux que le barrage de la mer libre, à l'issue orientale de la Manche, par des mines anglaises. Il faudrait fixer la date le plus tôt possible, mais tenir compte de ce fait que les bateaux américains puissent être prévenus à temps avant leur départ. »

Chose étrange, Tirpitz, le véritable créateur de la puissance navale allemande, l'ennemi juré de l'Angleterre, ne se montra pas, au début, très chaud partisan de cette forme de guerre navale. « Je n'admets cette mesure, déclara-t-il, que si son application militaire est possible contre toute la côte anglaise et pendant un temps assez long. Mais il nous faut, pour cela, posséder un nombre suffisant de torpilles : ce n'est pas le cas... En outre, la possession d'un point d'appui en Manche est nécessaire pour que les sous-marins puissent pendant assez longtemps tenir leur poste, le long de la côte occidentale

anglaise... D'autre part, l'extension des opérations le long de la côte occidentale française n'est point possible, par suite du manque de sous-marins... Elle le serait, peut-être, sur la côte nord de la France, si l'on disposait de petits sous-marins; l'efficacité de la mesure serait fortement réduite par les longues nuits d'hiver, car les bâtiments de commerce recevraient l'ordre de longer les côtes, de nuit ».

Malgré ces objections, l'idée mûrissait. Dans un rapport adressé au commandant en chef des forces de haute mer, le commandant des sous-marins envisagea minutieusement l'éventualité d'un blocus contre l'Angleterre. Il étudia le trafic des principaux ports, chercha à déterminer le nombre des sous-marins destinés à les bloquer. Il préconisa, non point l'anéantissement total du trafic britannique, d'ailleurs impossible, mais sa restriction par intimidation.

L'Amirauté allemande fit, de son côté, étudier la situation économique de la Grande-Bretagne par des experts civils, surtout universitaires.

Un professeur d'économie politique de l'Université de Heidelberg, le Dr Lévy, mit en lumière la nature très spéciale de l'économie britannique, réduite, pour subsister, à échanger les produits industriels anglais contre des importations extérieures. Le professeur germanique démontra, point par point, les dangers que ferait courir aux Iles Britanniques, l'arrêt de l'introduction de produits, tels que le sucre, les couleurs d'aniline, les produits chimiques, la potasse ou le ferromanganèse; l'Angleterre dépendant de l'étranger pour les laines, les minerais, le blocus la frapperait à son point faible.

Les économistes, les financiers, les armateurs, firent chorus. C'est ainsi que le directeur de la *Disconto Gesellschaft* déclara : « Un blocus des deux routes d'accès menant à Liverpool ne suffirait évidemment pas pour empêcher les importations vers l'Angleterre, mais l'impression que causerait dans le peuple anglais, brusquement arraché à ses habitudes, une pareille mesure, serait considérable. »

Ballin, directeur général de la *Hamburg Amerika Linie*, écrivait de Hambourg : « Le gouvernement anglais a recours à des moyens si grossiers dans la conduite de la guerre, que tout égard de notre part serait de la faiblesse... Si nous ne

réussissons pas à faire sentir à l'Angleterre une forte pression, nous n'arriverons pas à dominer, rapidement, et d'une manière satisfaisante, cette guerre sanguinaire : aussi suis-je pour l'exécution la plus brutale du blocus sous-marin. »

Ces conseils au gouvernement furent réitérés, le 26 janvier 1915, par quelques-uns des plus éminents professeurs de l'Université de Berlin, parmi lesquels Sering, Triepel, von Harnack, et l'illustre helléniste von Willamowitz-Möllendorf.

Ces sentiments féroces trouvèrent leur expression publique dans l'interview, retentissante et maladroite, que von Tirpitz crut habile d'accorder au journaliste américain Wiegand, le 22 décembre 1914 :

« On a espéré, aux bords de la Tamise, nous faire toucher terre en agitant le spectre de la famine. Mais, nous autres Allemands, pouvons, si nous voulons, jouer le même jeu, encercler l'Angleterre, torpiller tous les navires anglais et alliés de l'Angleterre, et couper ce pays de la plus grande partie de ses importations... L'Angleterre serait, en quelques semaines, au bord de la famine. L'industrialisation exagérée du pays, la transformation, si peu raisonnable, de vastes étendues en pâturages, rendent l'Angleterre esclave de son commerce maritime. On nous a objecté le droit international. Mais l'Angleterre n'a-t-elle pas violé chaque paragraphe de ce droit, barré la mer du Nord, sans égards pour les neutres?... Nous n'avons plus aucun scrupule juridique contre une guerre au commerce par sous-marins, ni à déclarer zone de guerre une partie de l'océan Atlantique : œil pour œil, dent pour dent. Que les puissances neutres, Amérique en tête, se dressent contre l'esclavage que leur impose l'Angleterre et exigent la libération de la mer du Nord. Nous sommes prêts à mener la guerre sous-marine au plus tôt. »

On peut donc affirmer — les documents brièvement cités le prouvent irréfutablement — que l'idée de la guerre sous-marine au commerce a germé chez les Allemands dès le début des hostilités. Les sous-mariniers allemands, qui l'ont, dès les premiers mois, conçue, et préparée, avant de l'exécuter, n'ont jamais heurté la conscience de leurs compatriotes, même des intellectuels les plus cultivés ou les plus raffinés.

L'Allemagne avait vraiment la guerre sous-marine dans la peau.

II

PREMIERS EXPLOITS SOUS-MARINS

On peut donc concevoir la joie et l'orgueil qui gonflèrent le cœur des marins et du public allemands, quand ils apprirent la nouvelle des premiers grands succès de ces petits bâtiments.

Après la première sortie d'ensemble qui fut, nous l'avons vu, un échec, les sous-marins ne furent plus envoyés, qu'en mission, isolés. Un des meilleurs sous-mariniers allemands, Hersing, reprit la mer sur l'*U-21*, accompagné, au début de septembre, par l'*U-20*.

Il s'avança jusqu'au Firth of Forth, y pénétra sans révéler sa présence, mais ne trouva pas de bâtiment à attaquer.

Il rencontra pourtant, le 5, le conducteur d'une flottille de destroyers britanniques, le *Pathfinder*, en tête de sa file de petits bâtiments. Il lui décocha une torpille, qui l'atteignit sous la cheminée avant. L'étrave du navire fut bientôt enveloppée de flammes; il plongea brusquement, entraînant deux cent cinquante-neuf hommes dans les profondeurs; le clapotis n'avait pas permis de distinguer le moindre sillage. L'exploit de Hersing accrut le prestige du sous-marin.

En Angleterre, il sema une véritable panique. La Grande Flotte, qui s'était, dans le plus grand mystère, rendue à Scapa Flow, pour s'y créer un mouillage, d'où elle sortirait pour attaquer en mer du Nord, vécut désormais au milieu d'alarmes continuelles; l'Amirauté constitua une nouvelle base de charbonnage à Loch Ewe, sur la côte ouest de l'Écosse.

Cependant, aucun sous-marin allemand ne parvint jamais à forcer le repaire de la flotte britannique.

Mais les sous-marins allemands n'allaient pas tarder à porter un coup terrible à leurs adversaires. Ce fut dans le sud de l'Angleterre. Depuis le passage du corps expéditionnaire anglais, une patrouille de vieux bâtiments cuirassés, la septième escadre, croisait au sud du Dogger Bank, pour couvrir la patrouille de Douvres, et pour soutenir les flottilles

de Harwich : les Anglais l'avaient baptisée « l'escadre d'amorçage ».

A partir du 17 septembre, le mauvais temps sévit, et les torpilleurs du commodore Tyrwhitt ne purent appareiller de Harwich que le 22, pour protéger les grands navires. Les très anciens croiseurs cuirassés *Aboukir*, *Cressy*, *Hogue*, se croyaient en sûreté, et, grâce au clapotis, à l'abri des sous-marins. Ils s'avançaient, en ligne de file, paresseusement, à dix nœuds.

A l'aube du 22 septembre, le temps était devenu plus clair. Une violente explosion éclata soudain sur l'*Aboukir*. Le navire donna de la bande; vingt-cinq minutes plus tard, il chavira, laissant la plus grande partie de son équipage se débattre au milieu des épaves. Le *Hogue*, dont le commandant crut à la présence d'une mine, accourut à leurs secours. Deux torpilles le frappèrent; il disparut en dix minutes. Le *Cressy* eut le même sort, et coula en un quart d'heure. La plupart de ses marins périrent, car les embarcations avaient été mises à l'eau et envoyées au repêchage des marins des deux autres navires. Huit cent trente-sept officiers et matelots furent sauvés par des vapeurs de commerce; mais soixante-deux officiers et mille soixante-treize hommes périrent.

L'auteur de cette catastrophe était un sous-marin minuscule, le *U-9*, commandé par un tout jeune officier, Otto Weddingen, manœuvrier consommé, audacieux et froid.

Son bateau n'inspirait pourtant guère confiance. C'était un des plus petits de toute la flotte allemande.

La vie à son bord y était atroce. Tout à fait à l'avant, dans la coque épaisse, deux torpilles de réserve, un poste des maîtres, avec une couchette pour deux, la chambre du commandant, — une couchette et une armoire. Il fallait l'évacuer quand on introduisait une torpille dans le tube; le malheureux ne pouvait même pas s'allonger complètement, ni lever les genoux, car, au-dessus de l'extrémité de la couchette, se trouvait la caisse des plombs de sûreté. Le milieu du carré servait de passage, le poste des hommes, de cuisine; quelques-uns seulement dormaient dans des couchettes; aucun revêtement en bois ne protégeait contre l'humidité.

Derrière le poste de l'équipage, le poste central, séparé des

W.-C. par un simple rideau. Les quatre moteurs étaient à pétrole, pour la navigation en surface; deux, électriques, assuraient celle en plongée. Celle-ci durait plus de cinq minutes.

La mission donnée à Weddingen était la suivante : « Vous poster près du bateau-feu de West Hinder, attaquer tout navire de guerre, ou transport ennemi, dans ces parages. »

Après avoir traversé la tempête, Weddingen avait émergé dans la matinée du 22 septembre, sous un ciel éclairci, par excellente visibilité, et mer houleuse, à vingt-deux milles à l'ouest-nord-ouest de Scheveningen. La mer était vide. Tout à coup, dans la direction du bateau-feu de la Meuse, apparut, dans la jumelle, sur la ligne d'horizon, une flèche de mât, longue et mince : des croiseurs anglais, du type *Birmingham*.

Weddingen vise celui du milieu, l'*Aboukir*, et l'atteint. Une épaisse fumée blanche gicle des quatre cheminées. Le *Hogue* et le *Cressy* s'efforcent de sauver les survivants de l'*Aboukir* : Weddingen les coule successivement.

A l'intérieur de l'*U-9* personne ne se doute encore de ce triomphe. Tous les hommes, qui n'étaient pas aux machines et aux tubes lance-torpilles, étaient obligés de courir, tantôt tous à l'avant, tantôt tous à l'arrière, pour rétablir la stabilité du navire. Au bout d'une heure de ce manège, ils étaient exténués. A quinze mètres de profondeur, ils avaient pourtant perçu deux coups au but, à trois cents mètres de distance. La dernière torpille, qui acheva le *Cressy*, fit jaillir sur son flanc une haute colonne de fumée noire, suivie d'une immense gerbe d'eau. De son périscope, Weddingen vit, telles des fourmis sur un tronc d'arbre, des grappes humaines accrochées au flanc du navire; puis la quille, immense et plate, émerger lentement avant de disparaître sous les flots.

La mer s'était refermée sur les trois croiseurs anglais. Le petit sous-marin se posa sur le fond pour passer la nuit, opération qui paraissait absolument impossible, en temps de paix, à cause du danger d'ensablement. Le lendemain, 23 septembre, par une resplendissante journée, il remit ses moteurs en marche, dressa son mât de T. S. F. pour télégraphier à l'*Arkona*, petit croiseur de surveillance, à l'embouchure de l'Ems : « *U-9* a envoyé par le fond, avec six torpilles, le

22 septembre, entre six et neuf heures, dans le carré cent dix-sept α trois bâtiments de guerre britanniques, probablement des croiseurs cuirassés de la troisième escadre. »

Quand il rentra dans l'Ems, Weddingen fut salué par les hourras des équipages. Sur le petit môle du bassin des sous-marins d'Héligoland, une musique unit ses hymnes cuivrés aux rugissements de joie des garnisons des ouvrages fortifiés, massés sur la falaise. A Wilhelmshaven, le sous-marin accosta l'arrière du bâtiment-amiral. Il reçut de l'Empereur — honneur insigne — le droit de peindre une croix de fer sur son kiosque.

L'Allemagne entière prit brusquement conscience de la force du sous-marin, capable de détruire, en quelques minutes, de puissants bâtiments de ligne. Weddingen devint une manière de héros populaire : il renouvela, le 15 octobre, son exploit, en coulant le grand croiseur *Hawke*. Ce fut une réédition, moins brillante, de l'opération du 22 septembre. Les Anglais avaient pourtant appris à manœuvrer plus prudemment. L'approche fut difficile : de grands navires anglais zigzaguaient, ou marchaient, comme des bateaux ivres, tantôt à six nœuds, tantôt, brusquement, à quatorze.

L'habile manœuvrier réussit à lancer une torpille, de son tube n° 2. Il piqua du nez aussitôt après, et ne put donner un coup de périscope que huit minutes plus tard : le *Hawke* avait déjà coulé bas. On vit seulement, pendant quelques secondes, émerger une partie de la cheminée; du gaillard d'avant, une dizaine d'hommes se jetèrent dans l'eau écumante. Un seul canot, qui apportait le courrier, put tirer une centaine de nageurs de l'eau glacée. Les autres croiseurs, instruits par l'exemple du *Cressy*, s'enfuirent, au milieu de lourds nuages de fumée.

Quand le *U-9* rentra au port, après avoir parcouru 1 723 milles, il ne fut plus salué que par quelques maigres hourras.

En Angleterre la phobie sous-marine se propagea comme une traînée de poudre. Un autre sous-marin, l'*U-16*, avait détruit, près des côtes de Norvège, le premier navire de commerce anglais, le *Glitra*.

Un autre encore, l'*U-20*, sema l'inquiétude dans la Manche. Le convoi canadien fut dérouté de Southampton à Plymouth.

Le commandant de l'*U-20*, hésita à rentrer par le Pas de Calais, et regagna sa base par le nord de l'Écosse. Son périple autour des Iles Britanniques — le premier à cette époque, et qui devait être suivi de tant d'autres, ne dura pas moins de huit jours.

La croisière avait été tenue secrète. Mais l'Amirauté britannique ne tarda pas à s'apercevoir que les sous-marins allemans s'avançaient, de plus en plus loin de leur base, jusqu'à l'ouest des Orkneys.

Malgré l'échec de Weddingen, qui avait vainement essayé de pénétrer dans la baie de Scapa Flow, échec dû bien plus, au reste, à la malchance qu'aux patrouilles anglaises, Jellicoe ne s'y trouvait plus en sûreté. Il décida de transférer les escadres de bataille à Lough Scilly, dans le nord de l'Irlande, en attendant que Scapa Flow fût complètement organisé contre les attaques sous-marines.

Au cours de ce mouvement, la Grande Flotte tomba sur un des champs de mines mouillés par le petit croiseur allemand *Berlin*, au large de Lough Scilly, et perdit une magnifique unité, l'*Audacious*.

Il avait donc suffi de la crainte ou de l'apparition de quelques sous-marins, encore bien peu perfectionnés, pour chasser la plus puissante flotte de l'univers de sa base originelle, pour la contraindre à se réfugier en une seconde, pour l'obliger à troquer temporairement celle-ci pour une troisième, enfin, pour l'écarter du théâtre principal des opérations. Toute la côte orientale des Iles Britanniques paraissait dominée par les sous-marins. De vastes et dangereuses possibilités s'ouvraient peut-être à une offensive allemande dans ces parages. Heureusement pour l'Angleterre, l'Allemagne manquait encore de sous-marins, sa flotte de haute mer de chefs, et son commandement suprême, d'idées. Son État-Major général s'hypnotisait sur le front de terre, sur la lutte pour Paris, puis sur celle pour la côte des Flandres. Comme Tirpitz le lui reprochera plus tard, il n'avait pas compris la mer.

L'occupation de la côte des Flandres par les armées allemandes les mit en possession de Zeebrugge. Ce fut là, vraiment, la réalisation du mot de Napoléon : le pistolet braqué contre l'Angleterre. Le 9 novembre, le premier sous-marin y pénétra.

Il fut bientôt suivi par l'*U-5*, l'*U-8*, l'*U-11*, l'*U-24*. L'Amirauté organisa aussitôt le port de Bruges en base sous-marine.

Le 29 mars 1915, fut constituée la flottille des Flandres. Le front de mer, le corps de marine furent organisés, sous la direction de l'énergique amiral Schrœder, homme de confiance de Tirpitz.

L'audace des Allemands croissait, et leur férocité apparut.

Le 26 octobre, le commandant de l'*U-24*, Schneider, commit consciemment la première atrocité officiellement constatée, le premier d'une longue série de forfaits abominables, qui ternirent l'honneur de trop de sous-mariniers allemands. Il rencontra, au large du cap Gris-Nez, le paquebot français *Amiral Ganteaume*, chargé de deux mille cinq cents réfugiés belges, et le torpilla sans pitié. Au cours de la panique qui suivit, quarante civils périrent.

A la fin de septembre, un autre sous-marin, le *U-18* commandé par Henning, essaya, comme l'avait tenté Weddingen, de pénétrer dans la baie de Scapa Flow. Il suivit le sillage d'un steamer et arriva jusqu'à une des entrées. La rade était vide. Comme il faisait demi-tour, l'*U-18* fut découvert par deux chalutiers; éperonné, il plongea si rapidement qu'il heurta le fond. Il rebondit à la surface. Un destroyer l'attaqua de nouveau. Complètement désemparé, il dériva le long des Pentland Skerries, où son équipage le détruisit, avant d'être fait prisonnier.

Le début de 1915 fut marqué par un nouveau triomphe sous-marin très impressionnant. Le bourreau du cap Gris-Nez croisait pendant la semaine de Noël. La fête, rituelle en Allemagne, du sapin orné de bougies fut célébrée avec la solennité accoutumée : le gramophone joua de vieux lieds du pays : les cadeaux furent distribués à l'équipage, avec les massepains et le pain d'épice. Personne ne soupçonnait la présence d'un Allemand en Manche occidentale : l'Amirauté, elle-même, ignorait la longue croisière de l'*U-20* aux Orkneys et autour de l'Écosse.

Au cours de la journée du 31 décembre, l'Allemand frôla tous les bâtiments de ligne, dans les parages de l'île de Wight, où ils devaient effectuer leurs tirs de guerre. L'escadre anglaise marchait à petite vitesse, à cause du grand vent et de la grosse

mer. Au début même de l'an neuf, une torpille frappa le bâtiment de ligne *Formidable*; il coula et perdit cinq cent cinquante hommes. Comme ils en avaient reçu l'ordre impitoyable, les autres vaisseaux se détournèrent de lui, comme d'un pestiféré qu'on fuit.

Les sous-marins allemands étendirent sans cesse leur champ d'expériences. Un jeune officier, Hersing, traversa le Pas de Calais, s'avança par la Manche jusqu'à la côte du Lancashire, bombarda Barrow, et rentra par le Pas de Calais, guidé, de nuit, par les bouées lumineuses qui lui signalèrent des filets mouillés par les Anglais.

Ceux-ci songeaient, en effet, dès ce moment, à le barrer complètement, et à reprendre Zeebrugge. Mais il leur fallut de longs mois, des années de travail opiniâtre, pour réaliser ces deux projets. Les courants du Pas de Calais déplacèrent les premiers filets, trop peu profonds. Les sous-marins passaient dessous, comme des dauphins capricieux sous des barques de pêche.

Les Allemands furent facilement vainqueurs dans cette première manche du grand duel. Le petit sous-marin avait pour lui l'invisibilité, l'offensive foudroyante. Il allait frapper bien plus loin que ses inventeurs eux-mêmes ne l'avaient cru tout d'abord. Il détruisait les navires de guerre : un cuirassé, quatre grands croiseurs, un petit, un porte-avions, une canonnière, un sous-marin. Mais il n'épargnait pas les bâtiments de commerce ; onze steamers avaient disparu, sans le moindre avertissement de leurs bourreaux.

Des deux côtés, la situation était brusquement arrivée à un tournant décisif. Les exécutants s'étaient, un peu à l'aveuglette, lancés dans l'action. Les chefs réfléchirent, les Allemands à l'offensive, les Alliés à la parade.

Au début de l'année 1915, les chefs de la marine allemande pressent le gouvernement d'entreprendre le blocus commercial de la Grande-Bretagne. L'empereur s'obstine à ne pas permettre l'engagement de la flotte de haute mer en une bataille décisive; il veut se contenter d'une « petite guerre », c'est-à-dire d'une série de combats partiels, à proximité des bases navales qui — croit-il — égaliseront, peu à peu, les deux flottes jusqu'au moment où la bataille

décisive sera possible. Au fond, il ne la désire pas, car il souhaite garder « sa » flotte intacte jusqu'à la paix. Quant à Tirpitz, il se convertit à l'idée d'un blocus maritime de l'Angleterre : « Je le tiens, écrit-il, le 6 janvier 1915, pour un des rares moyens qui restent d'amener l'Angleterre à la paix. » Mais il reste partisan d'un blocus limité, pour commencer, à la Tamise, en attendant que l'Allemagne possède assez de submersibles.

Tout le reste de la marine est pour le sous-marin. C'est l'arme de la surprise, la seule susceptible de répandre la terreur et d'effrayer le commerce britannique. La guerre sous-marine abattra la superbe flotte anglaise et sa tyrannie. Elle fera triompher le principe de la liberté des mers, violé par l'Angleterre. Ces principes, professés, dès cette époque, par l'amiral Scheer, exprimaient bien la mentalité de tout le personnel de la marine allemande, et de la plus grande partie de la population. « Nous n'étions pas obligés, écrit Scheer, à ce sujet, d'estimer la vie de quelques équipages ennemis téméraires et avertis plus que celle de milliers de nos enfants, qui, par la prolongation de l'état de guerre, couraient le risque d'être sacrifiés. »

Cependant, l'entourage immédiat de l'Empereur n'était guère favorable à ces mesures violentes. Le chef de son cabinet naval, le conciliant von Müller, répondit à Tirpitz par les instructions du Kaiser : « La guerre commerciale par sous-marins doit être provisoirement différée, jusqu'à ce que l'obscurité de la situation politique soit dissipée. A ce moment, on réclamera une nouvelle décision du chef suprême. En attendant, préparez toutefois les sous-marins pour la guerre au commerce. » Tirpitz partage encore cet avis; il veut attendre jusqu'au printemps ou jusqu'à l'été de 1915, époque à laquelle les sous-marins de la flottille des Flandres seront achevés.

Mais les marins pressent le mouvement. Von Pohl, qui a remplacé Ingenohl à la tête de la flotte de haute mer, profite d'une visite d'inspection de l'Empereur à la flotte, le 4 février 1915, pour lui arracher — avec le consentement du chancelier Bethmann-Hollweg, qui, plus tard, redeviendra beaucoup plus timoré, — la fixation d'une zone, dite de guerre, et la déclaration de la guerre sous-marine. Müller et Tirpitz

se plaignirent violemment de ce manque de loyauté de von Pohl, mais celui-ci avait saisi la balle au bond. Au moment où l'empereur traversait, en vedette, le port de Wilhelmshaven, pour se rendre sur le cuirassé *Seydlitz*, il avait extorqué au faible Guillaume II la signature du document suivant :

1° Les eaux entourant la Grande-Bretagne et l'Irlande, la Manche comprise, sont déclarées zone de guerre. A partir du 18 février 1915, tout navire de commerce, rencontré dans ces eaux, sera détruit, même s'il n'est pas possible d'écarter tout danger pour les équipages et les passagers.

2° Les navires neutres s'exposeront au même risque en pénétrant dans cette zone de guerre, car en raison de l'abus des pavillons neutres ordonné par le gouvernement anglais, le 21 janvier, et des hasards inhérents à la guerre sur mer, il ne sera pas toujours possible d'éviter que des attaques destinées à des bâtiments ennemis atteignent des bâtiments neutres.

3° La navigation par le nord, en faisant le tour des Shetlands, dans la partie orientale de la mer du Nord, et dans une bande d'une largeur d'au moins trente milles, longeant la côte hollandaise, n'est pas menacée. »

Ce fut alors dans toute l'Allemagne, et en Autriche, à travers les journaux de tous les partis, un immense cri de soulagement et de joie sauvage. « Enfin ! » s'écria l'un d'eux. « Tous les sous-marins dehors ! » rugit un autre. « Le plan le plus hardi que les hommes aient jamais conçu », écrivit la *Neue Freie Presse*, de Vienne. Une médaille fut frappée. Elle porte, sur une face, le profil de Tirpitz, avec sa barbe de fleuve, et, au-dessus d'une allégorie représentant Neptune, un sous-marin, bloquant l'Angleterre, la farouche devise : « Que Dieu punisse l'Angleterre ! »

La riposte britannique ne tarda pas. Le 8 février, le gouvernement de Londres déclara, notamment, « qu'il avait toujours trouvé légitime l'emploi du pavillon anglais par un navire étranger cherchant à éviter la capture... et que, par contre, un navire anglais ne se rendait coupable d'aucune infraction au droit des gens, en arborant un pavillon neutre, s'il le jugeait opportun ». « Le belligérant, ajoutait la note anglaise, évidemment à l'adresse des sous-marins allemands, est obligé par les règles du droit des gens, les usages de la guerre, et les principes de l'humanité, de s'assurer du caractère d'un

navire marchand et de sa cargaison avant de le capturer. L'Allemagne n'a aucunement le droit de négliger cette obligation. Ce n'est rien moins qu'un acte de piraterie que de détruire un navire, portant un équipage non combattant, ainsi qu'une cargaison, comme l'Allemagne a manifesté l'intention de le faire. »

Tel fut le prélude d'une interminable série de notes et de réponses diplomatiques, à la faveur desquelles les deux partis — et les neutres — s'assénèrent, pendant des années, les arguments les plus opposés, spécieux ou violents. Ce fut aussi l'ouverture d'une longue joute technique, entre l'offensive sous-marine et la riposte, qui rappela la lutte séculaire de la cuirasse et du canon.

Dès le début de la nouvelle guerre, les commandants de sous-marins allemands reçurent une note, où il était dit : « La première considération est la sécurité du sous-marin. Il faut éviter de venir en surface pour visiter un bateau, car, outre le danger d'une attaque, par surprise, de la part de l'ennemi, il n'existe pas de garantie qu'on n'a point affaire à un bâtiment ennemi, quand bien même il porterait un pavillon neutre. Sa destruction sera donc justifiable, sauf si d'autres éléments prouvent sa neutralité. »

Avant même que le blocus fût déclaré, les sous-marins allemands reçurent des canons pour pouvoir tirer sur les navires de commerce, hors de portée des torpilles, ou dans les parages faiblement patrouillés. Les ponts furent renforcés, des soutes spéciales installées pour les munitions. Un pilote de guerre, emprunté généralement à la marine marchande, familiarisé avec l'aspect et les coutumes des navires de commerce anglais et neutres, fut embarqué à bord de chaque sous-marin. Les communications par T. S. F. furent organisées, bien qu'assez lentement, par suite du manque d'opérateurs. Les sous-marins allemands allaient pouvoir parler au cours de leurs croisières, donner de leurs nouvelles à leurs bases, indiquer leur position, leurs destructions — mais aussi se trahir.

La réplique alliée s'esquissa. Les patrouilles de la Manche occidentale furent réorganisées. Des champs de mines, entre le nord de Dunkerque et Broadstairs, prolongèrent ceux qui

existaient déjà. Dès le 13 février 1915, dix-sept milles de filets, tendus par les destroyers et les chalutiers, furent posés dans le Pas de Calais, d'autres préparés pour le canal du Nord et le canal Saint-Georges. L'Amirauté commanda un millier de milles de filets en fils de fer. On espérait que les sous-marins viendraient s'y prendre, comme souris au piège. Mais les mines, de mauvaise qualité, dérivèrent : les bouées, qui les supportaient, se remplissaient et coulaient. Il fallut de longs mois à l'industrie britannique et alliée pour mettre au point des engins comparables à ceux des Allemands. La seule amirauté qui pût leur tenir tête, à cet égard, était l'Amirauté russe. Les autres avaient méprisé, en temps de paix, cet engin sournois et — l'événement le prouva aux Dardanelles — terriblement efficace. Les sous-marins allemands profitèrent de cette grave erreur et de ce retard.

Ils purent, sans grand danger, utiliser longtemps la route du Pas de Calais, qui leur épargnait tant de chemin et de temps.

Mais — comme Tirpitz l'avait prévu — les Allemands s'étaient lancés trop tôt dans cette partie, qui aurait dû être décisive. Quatre sous-marins seulement combattirent pendant les premiers jours de la guerre sous-marine, et sans grand succès : l'*U-30*, l'*U-8*, l'*U-20*, l'*U-27*.

L'*U-30* apparut dans la mer d'Irlande, y coula quelques bateaux et faillit se prendre dans les filets d'un chalutier. L'*U-8* avait quitté Zeebrugge, le 4 mars, dans l'après-midi. Il fut aperçu par un destroyer anglais; une division entière de chalutiers accourut aussitôt; l'un d'eux remorquait un filet sur la trace du sous-marin. A cinq heures de l'après-midi, on entendit une explosion. L'*U-8* émergea presque verticalement, immédiatement bombardé : les quatre officiers et les vingt-cinq hommes de l'équipage se rendirent. Dix minutes plus tard, l'*U-8* coula dans les profondeurs.

Peu de temps après, périt Weddingen. Le 13 mars, il s'était avancé jusqu'à la hauteur des Fastnet, pour essayer d'attaquer la Grande Flotte, dont les escadres manœuvraient souvent au large. Il les rencontra le 18, à l'est du Pentland Firth, lança une torpille sur l'avant du *Neptune*, de la première escadre de bataille. Il le manqua. A ce moment la quatrième escadre s'avançait vers le Moray Firth. Weddingen l'aperçut trop

tard. Le cuirassé *Dreadnought* était déjà sur lui, et le chargeait, tel un pachyderme piétinant un crapaud. Avec lui, l'Allemagne perdit son meilleur commandant de sous-marins.

Elle paraissait d'ailleurs hésiter, irrésolue ou incapable d'exécuter la guerre sous-marine qu'elle avait déclarée, au début de février. « Forte en parole, timide en action », grondait un des chefs les plus expérimentés, et plus tard, historien de la guerre sous-marine, Gayer. Les contre-ordres n'avaient pas tardé à succéder aux ordres. Dès le 14 février, Bethmann-Hollweg battait en retraite. « En raison de considérations politiques impérieuses », il prescrivit de « s'abstenir, provisoirement, d'attaquer les navires battant pavillon neutre, à moins d'avoir reconnu, avec certitude, qu'ils étaient ennemis ».

Malgré les protestations de von Pohl, l'Empereur ordonna de surseoir à la guerre sous-marine au commerce contre les neutres. Il avait spécifié « de ne commencer les opérations que lorsque le chef suprême en donnerait l'ordre ». De nouvelles directives furent lancées le 18 février : détruire les navires de commerce ennemis, mais respecter les neutres. L'Allemagne s'appuyait, dans le premier cas, sur un article de la Convention de Londres qui paraissait admettre la destruction du navire marchand, au cas où sa capture, et sa conduite au port, risqueraient de compromettre la sécurité du bâtiment de guerre.

Déjà, la destruction, par les Allemands, du *W. P. Frye* et du *Medea* avaient ému l'opinion et les juristes neutres. La perte du transatlantique géant américain *Lusitania*, allait, pour la première fois, forcer les États-Unis à prendre fermement position vis-à-vis de la guerre sous-marine allemande.

Rien ne paraissait pourtant pouvoir les émouvoir, ni les entraîner à un conflit, dont leur président, Wilson, prétendait les écarter à tout prix. Son confident, son second « lui-même », le colonel House, avait, justement, noté un trait de son caractère : il cherchait à esquiver les ennuis et les problèmes irritants. Esprit lucide, cultivé, patriote, Wilson se déclarait lui-même, hors d'état de poursuivre « plus d'une idée à la fois ».

Il s'était, jusqu'ici, confiné dans l'étude des questions de politique intérieure. House, qu'attiraient au contraire la diplo-

matie et, surtout, l'organisation de la paix internationale, lui reprochait amicalement de ne pas se rendre suffisamment compte de l'importance, qu'avait, pour les États-Unis, la politique étrangère. Il estimait la doctrine classique de Monroë absolument insuffisante, et rêvait, quelques mois avant la déclaration de guerre, de faire sortir sa patrie de son égoïste isolement, pour l'engager dans une politique de collaboration avec les grandes puissances européennes, propice à la paix universelle. Le 1er juin 1914, House, en voyage à travers le vieux continent, avait, à Potsdam, réussi à exposer au Kaiser ses vues généreuses, que la guerre prochaine allait cruellement démentir.

Les premiers événements de la guerre avaient, pourtant, ébranlé l'impassibilité wilsonienne. La destruction de Louvain affecta sa sérénité universitaire.

Il continua, cependant, à professer la neutralité la plus stricte. Son devoir envers l'Humanité lui prescrivait, croyait-il, d'éviter toute extension du conflit, et surtout, d'épargner à son peuple les horreurs de la guerre. Le 4 novembre 1914, House avait vainement insisté auprès de Wilson pour qu'il entreprît immédiatement la réorganisation de l'armée américaine.

Si le Président refusait d'empêcher les exportations d'armes et de munitions, de plus en plus considérables, à destination de la Grande-Bretagne, il entendait bien tenir la balance égale entre les deux partis. C'est en termes assez secs qu'il avisa le gouvernement britannique des dangers auxquels il s'exposerait, s'il laissait arborer sur ses navires les couleurs des États-Unis, sans autorisation préalable. Sur un ton plus solennel, il faisait savoir, par ailleurs, à l'Allemagne qu'au cas où ses sous-marins détruiraient, en haute mer, un navire américain, ou causeraient la mort de citoyens de l'Union, il deviendrait difficile au gouvernement des États-Unis « de ne pas voir, en de pareils procédés, une injustifiable violation du droit des neutres et de ne pas en tenir pour responsable le gouvernement impérial allemand ».

Quand l'État-Major de la marine allemande arracha à Guillaume II son consentement à la guerre sous-marine, House caressait le projet, qu'il essaya de faire adopter par le

Président et par l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, Gerard d'obtenir, à la fois, de l'Allemagne la renonciation à l'emploi du submersible, et de l'Angleterre la levée du blocus sur les denrées alimentaires.

La paix du monde devait avoir, selon lui, pour fondement la liberté des mers, favorisée par une législation véritablement internationale. Au moment où le *Lusitania* allait disparaître sous les flots, avec douze centaines d'innocents, de femmes et d'enfants américains, House essayait encore de découvrir un moyen d'amorcer la paix, grâce à ce principe de la liberté des mers.

Mais le torpillage, sans avertissement, du paquebot fut, pour rappeler le mot fameux de Talleyrand, pire qu'un crime : une faute. Il coupa court à toute tentative américaine de réconciliation entre les belligérants. Il poussa violemment le président Wilson sur la pente glissante de la guerre, où il n'aurait jamais voulu mettre le pied, et l'amena, ainsi que son pays tout entier, au seuil des décisions définitives.

L'Allemagne avait, pourtant, d'abord filé très doux avec les États-Unis. Le 16 février, une longue note de Jagow débutait par de vives protestations d'amitié. Il spécifiait soigneusement que son gouvernement, — (Pohl avait en réalité dit le contraire) —, avait annoncé la destruction des navires marchands ennemis trouvés dans la zone de guerre, mais non pas la destruction de *tous* les navires marchands « comme le gouvernement paraissait l'avoir compris par erreur ».

Au début de mars, l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, Gerard, fit savoir à Wilson que l'Allemagne, et surtout — chose étrange — le Grand État-Major ne seraient pas opposés à des offres de paix raisonnables. Le secrétaire d'État américain Bryan — pacifiste passionné — se posa, dans une note adressée presque simultanément, le 20 février, à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, en « ami sincère », désireux d'arriver à une « transaction entre les deux pays intéressés, et de servir ainsi les intérêts communs de l'humanité ». Il demandait à chacun des belligérants : « Aucun des deux gouvernements n'emploierait des sous-marins pour attaquer les navires marchands, de quelque nationalité qu'ils fussent. Tous deux exigeraient de leurs navires marchands qu'ils ne s'abritassent

pas sous des pavillons neutres. » De son côté, la Grande-Bretagne admettrait que les denrées alimentaires ne seraient pas inscrites sur les listes de contrebande absolue, ni retenues, quand elles seraient destinées à l'Allemagne.

C'eût été obtenir des Alliés de renoncer, à l'avance, aux mesures de représailles qu'ils prirent, précisément, le 1er mars 1915, en réponse à la déclaration de la zone de guerre allemande. « Le gouvernement français et le gouvernement britannique se considèrent comme libres d'arrêter et de conduire dans leurs ports les navires portant des marchandises présumées de destination, propriété ou provenance ennemie. »

Le gouvernement américain objecta que ceci constituait un véritable blocus, étendu aux ports et aux côtes neutres. Wilson, converti à l'idée de son confident et inspirateur House, espérait, comme lui, fonder un jour l'entente des peuples européens et des États-Unis, sur le grand principe de la liberté des mers. La contrebande serait, par accord mutuel, limitée au matériel de guerre proprement dit. Toutes les autres marchandises seraient librement transportées sur la mer.

Ainsi, plus de guerres ni de conflits entre les belligérants et neutres; les marines militaires deviendraient purement défensives. Pour assurer le principe de la liberté des mers contre toute violation, House concevait, — et il avait fait partager cet espoir à Wilson — la création d'une Ligue des Nations : toutes s'uniraient pour châtier le peuple, quel qu'il fût, qui violerait ses engagements.

Au cours de sa tournée en Europe, House avait prêché le nouvel évangile à Berlin, à Londres. Il trouva auprès de sir Edward Grey, l'accueil le plus confiant. Mais celui-ci ne lui dissimula pas combien l'opinion publique anglaise avait besoin d'être éclairée, sous ce rapport, et encore fallait-il que les efforts accomplis en ce sens fussent secondés par la bonne volonté des autres nations intéressées au succès.

Le 7 mai, House était reçu en audience par le roi George V à Buckingham Palace. Par un hasard étrange, la conversation s'orienta sur la possibilité de la destruction d'un grand paquebot comme le *Lusitania*, avec des Américains à bord.

Le soir même, House dînait à l'ambassade des États-Unis. On apporta une dépêche : dans l'après-midi, un sous-marin allemand avait torpillé et coulé un transatlantique sur la côte sud de l'Irlande; c'était le *Lusitania.*

III

DÉFI A L'AMÉRIQUE

Comment la fatale rencontre s'était-elle produite? Le commandant du sous-marin allemand *U-20*, Schwieger, qui devait porter dans l'histoire la triste responsabilité de ce désastre, et être exécré, plus tard, par des milliers d'hommes, semblait, au contraire, devoir attirer la sympathie. De vieille et bonne famille berlinoise, très séduisant, avec des traits fins, des yeux bleus, et des cheveux blonds, au demeurant plein d'humour, c'était un officier remarquable, un des meilleurs sous-mariniers allemands.

Il avait reçu l'ordre de quitter la rade de Borkum sur son nouveau sous-marin, frêle David qui allait triompher du Goliath des océans. Il y avait si peu de place à bord que le second s'étendait sur une étroite couchette, à laquelle une torpille était amarrée. La disparition d'un petit bateau avait enrichi l'*U-20* d'un chien, accroché par les pattes de devant à une voile, et qui trouvait, lui aussi, place dans la couchette de l'officier.

Le sous-marin appareilla le 30 avril : il allait relever l'*U-24* et l'*U-32* dans le sud-ouest de l'Irlande et avait l'ordre de torpiller tout navire rencontré dans la zone du blocus.

Le 7 mai, au matin, un brouillard épais recouvrait la mer. L'*U-20* avait pris le chemin du retour, et il ne changea pas de route jusque vers deux heures de l'après-midi. A ce moment, Schwieger entendit, au-dessus de lui, des bruits d'hélice d'un grand bâtiment de guerre, qui disparut à toute vitesse. Le brouillard se dissipait : l'*U-20* put naviguer en surface. Schwieger distingua, alors, à l'horizon, des mâts et des cheminées : un vapeur s'avançait vers l'*U-20*. L'Allemand plongea pour l'attaquer, et à quatre cents mètres, lui décocha une torpille. Il entendit, sous l'eau une faible explosion, suivie

d'une autre, bien plus forte. Un gigantesque navire, s'engloutissant tout d'un coup, créa dans la mer comme une immense colline : quand elle retomba sur elle-même, elle rejeta tous les corps au loin. Il y avait à bord, outre l'équipage, douze cents passagers, dont cent cinquante-neuf citoyens américains. On ne put recueillir que sept cent soixante-quatre survivants.

Au moment de la disparition du paquebot, le pilote allemand jeta un coup d'œil à travers le périscope et s'écria : « Bon Dieu ! c'est le *Lusitania* ! » Schwieger ne l'avait pas soupçonné. Ce n'est que plus tard, à son retour, à la lecture des journaux allemands, et surtout étrangers, qu'il comprit toute l'horreur de la catastrophe que, par obéissance aveugle aux ordres de ses chefs, il avait déclenchée sur l'Allemagne, noyée désormais sous la réprobation universelle.

Le paquebot de la *Cunard*, qui jaugeait plus de trente mille tonnes, avait appareillé de New-York, le 1er mai, le lendemain même du départ de l'*U-20* de Borkum. Quand il entra dans la zone dangereuse de la mer d'Irlande, un sous-marin fut annoncé dans sa direction : une traînée de bâtiments détruits attestait au reste son passage.

Les patrouilleurs anglais, déjà insuffisants en nombre, s'étaient éparpillés, à la recherche d'un autre sous-marin, au large de Fastnet. Le *Lusitania* qui filait, dans l'Océan, vingt et un nœuds, réduisit l'allure à dix-huit, puis à quinze, pour franchir la barre de la Mersey, à la marée, à l'aube. Au moment de pénétrer dans le banc de brume, le commandant Turner avait encore diminué de vitesse, et actionné sa sirène. Il venait d'accélérer, de nouveau, l'allure, par temps redevenu clair, quand, soudain, sans le moindre avertissement, le navire fut frappé par une torpille. Il donna de la bande et disparut, vingt minutes plus tard, laissant la surface de l'eau noire des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants, qui se noyaient.

Ce torpillage s'ajoutait à la destruction du *Valaba*, à l'attaque du *Gullflight*, à l'attaque aérienne contre le vapeur américain *Cushing*. La situation politique entre les États-Unis et l'Allemagne prit, immédiatement, une tournure dramatique, qu'avait évitée, jusqu'ici, l'imperturbable réserve de Wilson et de ses conseillers diplomatiques.

Bernstorff, ambassadeur à Washington, — un des rares diplomates modérés et clairvoyants qu'ait eus l'Allemagne au cours de la guerre, mais, par là même, suspect à Berlin, avait, dès le début de sa mission aux États-Unis, nettement aperçu le danger que la guerre sous-marine faisait courir aux relations germano-américaines et à la paix. « Je crois, déclare-t-il dans ses mémoires, que le gouvernement de Washington aurait agi envers nous différemment, si nous n'avions pas assumé l'odieux de la violation de la neutralité belge, et celui de la guerre sous-marine. »

Bernstorff s'est toujours défendu d'avoir connu les agissements d'espions comme Boy-Ed et von Papen; il essaya, par tous les moyens, d'empêcher le gouvernement de Berlin de commettre des fautes irréparables.

Le pacifisme de Wilson et de son secrétaire d'État Bryan s'était, tout d'abord, refusé à croire à la possibilité même de la guerre sous-marine : ils tenaient la proclamation allemande du 4 février pour un bluff. Le gouvernement américain envoya seulement une note au gouvernement allemand, où il affirmait le droit, pour les citoyens américains de voyager, libres, et sans danger, partout où ils voudraient.

Pendant presque tout le mois de février, — aucun Américain n'ayant encore péri — Wilson resta dans l'expectative, et tint la balance égale entre les deux partis, l'anglais, qui par le blocus, attentait au sacro-saint principe de la liberté des mers, l'allemand, qui menaçait la vie des citoyens des États-Unis.

Mais chaque jour pouvait amener un grave conflit. Le 24 avril, Bernstorff transmit aux journalistes américains, un communiqué où il adjurait le public de leur pays de ne point s'embarquer à bord du *Lusitania*. Le 27 il publia lui-même un « Avis aux voyageurs qui avaient l'intention de s'embarquer pour la traversée de l'Océan »; il devait paraître trois samedis de suite. La première annonce ne fut publiée que le 1er mai, précisément le jour où le *Lusitania* quittait le port de New-York.

Bernstorff s'était rendu de Washington à New-York pour assister à une représentation de gala de la *Chauve-Souris*, donnée au bénéfice de la Croix-Rouge allemande. Il lut la

nouvelle du torpillage dans le train et arriva à New-York juste pour décommander la représentation. Sous les cris de rage des reporters, l'ambassadeur d'Allemagne sentit, pour la première fois, passer sur les États-Unis le souffle de la guerre.

Pendant trois semaines, les deux pays furent au bord de la rupture. Wilson fut soumis aux pressions les plus fortes : « Nous devons exiger de l'Allemagne, lui écrivait de Londres le colonel House, l'assurance formelle qu'un pareil fait ne se reproduira pas, et, si elle refuse, lui faire savoir que notre gouvernement est prêt à prendre, lui-même, des mesures pour la sécurité de ses citoyens. Si la guerre s'ensuit, ce ne sera pas une nouvelle guerre, mais une tentative pour terminer, plus rapidement, celle qui est en cours. Notre intervention diminuera, plutôt qu'elle n'accroîtra, les pertes humaines. L'Amérique est arrivée au croisement des routes. A cette heure il lui appartient de décider si elle entend soutenir dans le conflit la civilisation ou la barbarie. »

Aux États-Unis même, l'émotion fut énorme, les articles de presse se déchaînèrent avec la dernière violence.

L'Allemagne crut habile de prendre les devants, et s'excusa, dès le 10 mai, auprès du Gouvernement des États-Unis : « Le gouvernement allemand désire, déclarait la note envoyée à Washington, vous exprimer sa plus profonde sympathie, à l'occasion de la perte d'existences américaines, à bord du *Lusitania*. La responsabilité en incombe, cependant, au gouvernement britannique, qui, par son dessein d'affamer la population civile de l'Allemagne, a forcé cette dernière à recourir à des mesures de représailles. Dans la pratique, tous les navires marchands britanniques sont armés et pourvus de grenades à main. Il a été ouvertement reconnu, dans la presse anglaise, que le *Lusitania*, dans ses voyages précédents, avait continuellement à son bord de grandes quantités de matériel de guerre. Pendant le voyage actuel, le navire transportait cinq mille quatre cents caisses de cartouches, et à peu près uniquement des objets de contrebande. Si, malgré nos avertissements officiels et officieux répétés, l'Angleterre se croit fondée à affirmer que les bateaux ne courent aucun risque, et à assumer ainsi, d'un cœur léger, la responsabilité

des existences humaines à bord des vapeurs qui, du fait de leur armement et de leur cargaison, sont voués à la destruction, le gouvernement allemand, malgré ses sympathies émues à l'égard des existences américaines perdues, ne peut que regretter de voir les Américains plus enclins à se fier aux promesses de l'Angleterre qu'aux avertissements donnés par l'Allemagne. »

L'opinion allemande, le gouvernement, comme le public, avaient commencé par sursauter devant l'énormité même du forfait. L'entourage du Kaiser, — celui-ci était par extraordinaire resté « calme » — s'inquiéta de l'effet que pouvait causer la catastrophe sur les « politiciens de la rue », notamment en Italie — et aussi sur le Pape.

Bethmann-Hollweg, le plus affolé, le plus conciliant de tous, crut bien faire en prenant les devants et en assurant à Gerard, ambassadeur des États-Unis à Berlin, que « si par suite d'un hasard malheureux, il arrivait qu'un navire neutre fût endommagé par un sous-marin allemand dans la zone de guerre, le gouvernement reconnaîtrait sans réserve sa responsabilité. »

Comme Bethmann-Hollweg, Wilson essaya de prendre une attitude aussi conciliante que possible. La note qu'il envoya, le 13 mai, à Berlin n'avait rien d'un ultimatum.

Le Président américain n'avait-il pas, au lendemain même de la destruction du *Lusitania*, affirmé que l'Amérique devait donner un exemple tout particulier, celui de la paix, non point parce que l'Amérique ne voulait pas combattre, mais parce que la paix, et non point la guerre, devait guérir le monde. Il rédigea, ou plutôt tapa lui-même à la machine la réponse au gouvernement allemand, signée Bryan.

Tout y était calculé pour ne rien rompre. « Se rappelant l'attitude humanitaire et éclairée qu'a toujours prise le gouvernement allemand, particulièrement en ce qui concerne la liberté des mers, le gouvernement des États-Unis ne peut encore se décider à croire que ces actes, si absolument contraires aux règles, aux pratiques, et à l'esprit des méthodes de la guerre moderne, puissent avoir la sanction ou l'agrément de ce grand gouvernement. » Tout au plus, faisait-il la grosse voix, quand, « avec une extrême insistance », il attirait l'atten-

tion du gouvernement allemand sur ceci : « Il est pratiquement impossible d'employer des sous-marins à la destruction du commerce de ses ennemis, sans méconnaître les règles de la loyauté, de la raison, de la justice et de l'humanité... Il est pratiquement impossible aux officiers des sous-marins de visiter un navire marchand en mer et d'en examiner les papiers et la cargaison. »

Mais ce ton de controverse juridique n'en imposa point aux Allemands, car — House le constatait quelques jours plus tard —, « le cerveau allemand ne semble comprendre que la méthode des coups durs : ils ont l'étrange idée que nous ne nous battrons sous aucun prétexte ».

House cherchait, d'ailleurs, à résoudre un problème plus difficile, peut-être, que celui de la quadrature du cercle : amener en même temps l'Allemagne à renoncer à la guerre sous-marine et l'Angleterre à l'embargo sur les denrées alimentaires. Si pacifiste qu'il fût, au fond, Grey lui répondit qu'il ne consentirait à rétablir la libre circulation des vivres, « que si l'Allemagne commençait par abjurer ses principes de guerre sous-marine et par proscrire les gaz asphyxiants ».

L'entente était donc impossible. Désespéré, House avouait en se réembarquant, le 30 mai 1915, pour les États-Unis : « Je suis arrivé à la conclusion que la guerre avec l'Allemagne est inévitable. Ma ferme intention est d'insister auprès du Président pour que nous ne fassions pas la guerre à l'eau sucrée. Nous devons nous y engager en apportant toute la force, toute la virilité, toute la ténacité de notre peuple, pour que l'Europe se souvienne, pendant un siècle au moins, de ce qui arrive quand on provoque une nation pacifiste et qu'on la pousse à prendre les armes... »

EDMOND DELAGE

(*A suivre.*)

L'AUTRICHE

ET

L'EXPÉRIENCE DOLLFUSS

Pour comprendre l'enchaînement et la portée des événements dont l'Autriche a été le théâtre depuis l'avènement au pouvoir de M. Dollfuss, il y a seize mois, et qui l'ont promue, un peu malgré elle, au rang de grande vedette de la politique, il convient de revenir en arrière et de rappeler brièvement les faits essentiels qui dominent la situation.

Le premier est l'erreur initiale commise par les négociateurs de Saint-Germain, en confondant constamment sous le même nom l'Empire disparu et la République nouvelle, le châtiment et la création. Ni l'expérience du passé, ni la considération des nécessités géographiques et économiques, ni le souci de l'avenir ne les ont arrêtés dans une œuvre qui sacrifiait à des satisfactions passagères, — et vite oubliées, — la sécurité du lendemain. Ils ont créé une Autriche allemande, *Deutsch-oesterreich*, et orientée vers l'Allemagne, c'est-à-dire un état de choses au moins aussi dangereux pour la paix que l'ancien. Amputer la double monarchie vaincue des éléments qui balançaient à Vienne, souvent avec succès, l'influence de Berlin, la réduire au seul résidu jugé inassimilable par les États successeurs, laisser ceux-ci l'entourer d'une muraille de Chine dont l'unique issue s'ouvrait du côté du Reich, c'était aggraver singulièrement le péril allemand et fournir

d'avance au Reich l'occasion d'une revanche. Il a essayé de la saisir le 19 mai 1931. Il recommence aujourd'hui, car il ne s'embarrasse pas des vains textes par lesquels les Puissances ont cru boucher la brèche.

Second fait : pendant treize ans, aucun effort sérieux n'a été tenté par les vainqueurs de 1919 pour arrêter l'Autriche dans un glissement continu vers le nord. Accaparée par d'autres préoccupations, l'Europe a traité l'Autriche en facteur secondaire dont le sort final devait être réglé par voie d'autorité. La jeune République a eu le sentiment d'être mise à la remorque de la question d'Allemagne, en même temps qu'elle constatait, non sans amertume, que le châtiment territorial qui lui avait été infligé était définitif et sans remède, tandis que le châtiment financier promis au Reich allait s'atténuant de Conférence en Conférence pour se perdre finalement entre La Haye et Lausanne. On comprendra dès lors que l'Autriche doutât des sentiments de l'Europe à son égard, se crût, sans enthousiasme d'ailleurs, vouée à une absorption plus ou moins prochaine par le puissant voisin auquel la liaient de longues traditions et de confuses affinités, et agit en conséquence.

A la faveur de cette indifférence succédant à la faute première commise en 1919, — l'affaiblissement excessif de l'Autriche à côté d'une Allemagne demeurée forte, — le nouvel État, abondamment pourvu de fonctionnaires et d'intrigants, mais non d'hommes de gouvernement, s'est abandonné à un régime dont le moins qu'on en puisse dire est qu'il n'était guère propre à ramener la sympathie et la confiance de l'Europe. Les mutilations édictées par le Traité s'étaient révélées, comme dans la France de 1871, génératrices de troubles sociaux et politiques dans lesquels l'Autriche perdait le peu de forces et de crédit qui lui restaient. Lorsque la crise économique est venue doubler la crise morale, et que chaque jour s'allongeait la liste des krachs, des suicides et des chômeurs, le pays à peu près entier a lâché pied et s'est abandonné au fil de l'eau, à la merci du premier intrigant. D'un carrefour d'idées, d'échanges, de civilisations, les événements avaient fait une sorte de *no man's land*, coincé entre des tranchées adverses, semé de ruines et retournant à l'abandon.

Parmi tant de conjonctures défavorables, subsistait cepen-

dant en Autriche un esprit particulariste très net, fait de la conscience d'une supériorité certaine du Danube sur la Sprée, des réminiscences d'un Saint-Empire dont Vienne était la puissante et riche capitale, d'un cosmopolitisme opposé au nationalisme exclusif d'origine prussienne, enfin des très mauvais souvenirs de la « fraternité d'armes » entre 1914 et 1918. Ce n'est pas de gaieté de cœur que l'Autriche s'acheminait lentement vers le sort du *Länder* du Reich. Elle considérait simplement, avec ce fatalisme un peu paresseux qui est dans son caractère national, qu'elle n'était pas de taille à lutter contre une destinée qu'elle eût souhaitée différente. Ce qui prouve combien l'attitude de l'Europe justifiait ce sentiment, c'est qu'il a été partagé en de nombreux pays et jusqu'en France, où beaucoup de ceux qui fulminaient l'anathème contre l'*Anschluss* le jugeaient au fond inévitable. C'était méconnaître ce qui subsistait encore en Autriche d'attachement à l'idée nationale, et, chez quelques-uns, de volonté de se relever et de vivre.

Dernière constatation. Si l'Autriche s'est, de plus en plus, détournée d'un parlementarisme dont les abus et les inconvénients trop réels avaient fini par l'emporter sur les avantages théoriques, elle n'a pas, dans son ensemble, le tempérament dictatorial. Comme l'Allemagne, elle a peu d'aptitudes pour les « libertés publiques » telles que nous les comprenons. Dans le désarroi qui avait suivi la défaite et le partage, elle s'était éveillée un jour, sans trop savoir comment, nantie d'un régime « démocratique » d'inspiration presque exclusivement socialiste, sorte de vêtement tout fait qui n'avait subi aucune des retouches nécessaires. Remanié à diverses reprises, aggravé d'une législation sociale et fiscale dictée par la surenchère démagogique, ce régime, qui n'avait jamais été vraiment populaire (sauf à Vienne) se fit rapidement importun, puis odieux, parce qu'il se traduisait par des notes à payer, puis dangereux parce qu'il paralysait tout essai de redressement. A l'inverse de la formule connue, l'Empire était devenu beau sous la République, dont les citoyens avaient conservé le sens de la grandeur et de l'autorité de l'État. Sans être le moins du monde réactionnaire, l'Autrichien moyen s'est mis à réclamer l'ordre. Il n'aime pas

particulièrement le fascisme, ne serait-ce que parce que la monarchie était aussi débonnaire que formaliste, et qu'on n'a jamais eu de goût sur les bords du Danube pour les régimes de force. Mais il est resté un homme de 1848, de l'année de l'avènement de François-Joseph : l'autorité sans oppression dans la liberté sans excès. Il ne fera de barricades ni pour le Parlement, ni pour la *Hofburg*. Mais il est parfaitement capable de suivre un chef qu'il s'est donné et qui sache, sans trop « serrer la vis », se faire écouter et respecter.

Voilà le fond permanent du tableau. Ajoutons-y pour le compléter sommairement à la date de mai 1932, la tentative manquée d'union douanière austro-allemande, les débats devant la Cour de la Haye, l'effondrement de la *Credit-Anstalt* et la prise en charge de ses engagements par le Trésor, l'aggravation de la crise agraire (les bœufs de boucherie se vendaient 150 francs en 1931), celle, ininterrompue, du chômage industriel, la paralysie croissante du commerce extérieur, la chute de 65 à 35 p. 100, puis à 25 p. 100, de la couverture de la Banque Nationale, le mutisme de l'Europe en présence des appels angoissés de M. Buresch, la démission de celui-ci devant l'impossibilité d'obtenir du Parlement le vote des réformes nécessaires. L'ancien régime avait légué à la jeune République, outre un nom difficile à porter, la lourde charge d'une bureaucratie modèle, mais écrasante; la courte révolution de 1918 lui avait laissé les innombrables dépôts d'armes constitués un peu partout par une armée qui s'était démobilisée toute seule et avait regagné ses foyers avec ses mitrailleuses sous le bras; la réforme financière de 1923 ne l'avait assainie qu'au prix de la ruine des retraités, des rentiers et de la classe moyenne; quant aux dernières années, elles avaient apporté le désordre, la misère, le gâchis.

Tel est le peu séduisant héritage que le Président fédéral Miklas, après quinze jours d'une crise réputée insoluble, déposa, en désespoir de cause, entre les mains d'un ministre de l'Agriculture qui s'appelait Engelbert Dollfuss, — le soir même où, coïncidence curieuse, M. Paul Valéry exposait à son auditoire viennois la nécessité de donner un idéal et un but à la vie quotidienne. Les destinées de l'Autriche étaient con-

fiées à un « moins de quarante ans », fils de ses œuvres, ancien combattant et catholique militant. Il eut un geste qui le peint tout entier. Ayant consulté ses amis politiques, il voulut consulter sa conscience devant Dieu. Et c'est après une nuit de méditation au pied de l'autel qu'il fit connaître à M. Miklas, catholique comme lui, sa décision d'accepter une tâche que chacun récusait à l'envi.

***

Celui que ses adversaires appellent couramment par dérision le « petit grand homme », et que les moins malveillants ont affublé du sobriquet de « Millimetternich », n'est assurément pas une figure banale. C'est un homme qui sait dire non, et l'espèce n'en est commune ni sur les bords du Danube, ni ailleurs. Il est plus à son aise au combat que dans les manœuvres tournantes, et il le laisse voir. Sous le large front encadré de cheveux drus, deux yeux gris bleu, d'une pénétrante fixité, mais qui connaissent aussi d'autres armes, regardent en face l'obstacle à surmonter, l'adversaire à abattre, le timide à entraîner, le tiède à convaincre. Une élocution rapide, difficilement saisissable dans le tête-à-tête, un peu criarde dans les meetings où il faut réveiller l'auditoire, et sur laquelle se détachent, martelées et accompagnées d'un petit geste de la main, les phrases essentielles, celles qui doivent faire balle. Une évidente confiance en soi, un optimisme voulu, têtu, raisonné, — que ses intimes assurent n'être qu'un masque, mais il ne faut pas toujours les croire, — et cet air naturel de penser qu'il est impossible que vous ne soyez pas de son avis; connaissant d'ailleurs parfaitement les limites de ses possibilités, et, tout en se montrant jaloux de son autorité, se refusant aux adulations hyperboliques. Un homme, à tout prendre, qui est surtout volonté, et qui cache sous cette volonté une sensibilité très vive jointe à un très réel courage. M. Dollfuss ignore, aussi bien que la peur, la lassitude dans le travail ou l'effort. Il ne serait pas autrichien s'il ne savait pas louvoyer, mais il réduit cet art au minimum et jamais ne perd de vue le but qu'il poursuit avec une ténacité parfois oublieuse des contingences. Tel est en gros, qualités

et défauts, le personnage dont les journaux illustrés ont rendu populaire la silhouette alerte et souriante.

A son avènement au poste que les compétiteurs lui abandonnaient volontiers tout en lui reprochant son ambition démesurée, le désordre était partout : dans les esprits, prêts à tous les suicides, à toutes les capitulations; dans la rue, où le régime des bagarres battait son plein; dans la presse, farcie de « canards » sensationnels, contradictoires et démoralisants; dans les finances, dont l'assainissement se heurtait aux intérêts de clocher représentés au Parlement; dans l'armée et la police, travaillées par la propagande politique; dans les campagnes, ruinées par la mévente; dans les lois, manifestement issues d'un temps où l'on croyait à l'ordre dans la prospérité; jusque dans le gouvernement, dont les membres menaient chacun leur politique personnelle, péroraient, voyageaient, négociaient, sans daigner avertir le Chancelier responsable de leurs coups de tête. La couverture de la Banque Nationale était descendue à 22 p. 100 puis à 18 p. 100, et cela alors que le gouffre insondable des engagements de la Credit-Anstalt demeurait béant, faute d'une entente acceptable avec des créanciers intransigeants.

M. Dollfuss fit un rapide inventaire de la situation, puis il se mit à la besogne. Il fallait tout d'abord consolider une majorité précaire, flatter sa droite sans inquiéter sa gauche, en attendant l'occasion qui permettrait de réduire au silence des alliés gênants en même temps que des adversaires hargneux. Il fallait ensuite savoir si, oui ou non, les Puissances étaient décidées à laisser sombrer l'Autriche. M. Dollfuss résolut d'aller lui-même plaider à Lausanne sa propre cause, puis, le succès de principe obtenu, de le faire ratifier par un Parlement soupçonneux, où les défenseurs bruyants de l'indépendance autrichienne étaient les plus solides partisans de l'annexion allemande. Ce résultat acquis après une lutte où deux morts et un malade, déplaçant l'équilibre des voix, décidèrent de la victoire gouvernementale, M. Dollfuss s'attaqua au problème financier, en accord étroit avec les contrôleurs génevois d'une part, de l'autre avec le Comité des créanciers de la Credit-Anstalt. Il s'attaqua en même temps au problème économique, en le prenant d'abord du côté agraire,

ce qui fit pousser les hauts cris aux industriels et commerçants, mais rallia au Gouvernement les voix paysannes, c'est-à-dire en général catholiques et favorables à un fédéralisme opposé à la prépotence viennoise. Le Chancelier n'eut garde d'oublier la question religieuse, et obtint que le successeur du cardinal Piffl au siège primatial de Vienne fût un de ses amis personnels, Mgr Innitzer, ancien universitaire, respecté de la jeunesse et connu pour sa souriante fermeté. Dans le même domaine, il parvint à mener à bonne fin un concordat qui se heurtait depuis longtemps aux délicates questions de l'école et du mariage civil.

Sur un seul point, à vrai dire le plus important, M. Dollfuss était tenu en échec : celui de l'orientation de la politique intérieure et de la refonte d'un appareil constitutionnel manifestement faussé. Il était parvenu à faire ajourner les élections réclamées impatiemment par l'opposition socialiste, et qui n'eussent servi, en cet hiver 1932-33, qu'au triomphe des nazis. Succès tout négatif : sa majorité était à la merci d'une épidémie de grippe, d'un accès d'humeur de ses lieutenants, d'une scission toujours menaçante entre les ailes. C'est ici qu'il faut dire un mot du chancre qui ronge l'Autriche, celui que les Autrichiens ont baptisé du nom expressif de *politisation*, et qui n'est autre que l'infection de toutes les formes de la vie publique par l'esprit de parti.

***

A première vue, le problème gouvernemental paraît plus simple à résoudre que chez nous. Huit partis au total : cinq représentés dans le parlement élu en 1930 : heimwehriens, chrétiens-sociaux, pangermanistes (*Heimatblock* de M. Schober), agrariens, social-démocrates; trois non représentés : monarchistes, communistes, hitlériens, les deux premiers d'importance très réduite, le troisième en croissance constante depuis 1931. En outre, partis rigides, comme en Allemagne, ne tolérant aucune défection individuelle et faisant du vote le résultat d'une coalition de groupes et non d'un agrégat de votants, ce qui exclut en principe toute surprise de dernière heure. En réalité, la question est plus complexe, d'abord

parce que les partis, soumis à une double présidence (générale et parlementaire) sont très sensibles aux impulsions personnelles de leurs chefs, ensuite et surtout parce qu'ils ont cessé, — et c'est le grand argument des nazis en faveur d'une nouvelle consultation électorale, — de répondre à la carte politique actuelle du pays. Le mode de scrutin, très compliqué, assure à peu près automatiquement la victoire des groupes gouvernementaux, mais, en vertu d'une interprétation assez particulière de la représentation proportionnelle, le décès ou la résignation de mandat d'un député ne provoque pas d'élection partielle, et c'est le « suivant » le plus favorisé qui remplace le disparu, à quelque parti qu'il appartienne.

Par suite, tous les partis (à l'exception des agrariens) sont, si l'on peut dire, des partis de principes et non d'opportunisme électoral. L'individu disparaît derrière le programme du groupe qui le présente : il ne se présente pas en interprètant à sa guise le programme du groupe. Conséquence : l'Autriche en est arrivée très vite à la scission en deux camps : d'un côté les marxistes, vainqueurs par surprise en 1919, de l'autre les antimarxistes; extrême-gauche et coalition des centres (avec un faible élément de droite au sens où nous entendons ce terme). Toute la vie politique du pays est résumée, sous ces deux étiquettes, dont l'opposition condamne toute coalition à n'être qu'éphémère, quel que soit le talent subtil des Autrichiens pour ménager les transitions et éviter les ruptures. C'est que (comme le montrait fort bien M. Marcel Lucain dans un récent article paru ici même), l'*austro-marxisme*, pour reprendre l'expression viennoise, est une expérience socialiste poussée, — sur les rares points où elle a pu s'implanter, c'est-à-dire Vienne et quelques centres industriels, — jusqu'au communisme moins le nom, et marquée par surcroît d'un anticléricalisme analogue à celui que nous avons connu de 1890 à 1910. Tout ce qui n'est ni par conviction, ni par intérêt, dans le camp socialiste, est chez leurs adversaires. Il n'y a pas le savant dégradé de nuances que l'on observe chez nous du pourpre au rose pâle. Les partis secondaires qui, comme le *Heimatblock*, ont voulu faire de l'opposition bourgeoise en liaison avec la gauche collectiviste, ont été débordés et se sont condamnés eux-mêmes dans l'opi-

nion. Au fond, à prendre les choses de haut, il n'y a en Autriche que deux grands partis d'effectifs sensiblement égaux : les socialistes, dont la force principale venait de la situation de la social-démocratie dans l'Allemagne de Weimar, — et les chrétiens-sociaux. Dans le Parlement actuel, ceux-ci avaient trouvé dans les agrariens des alliés d'appoint représentant une « gauche démocratique », et dans les heimwehriens une réserve d'extrême-droite disposant, le cas échéant, de troupes de choc. En gros, prolétariat urbain libre penseur contre démocratie rurale catholique.

C'est naturellement sur cette dernière que s'était de tout temps appuyé M. Dollfuss, fils de paysans, paysan lui-même parvenu à force de ténacité à forcer les portes de l'Université d'où il était sorti avec le titre bourgeois de *Doktor*, embrigadé aussitôt dans la puissante organisation des syndicats ruraux catholiques dont il devait devenir, en peu d'années, l'âme et le chef. La coalition de mai 1932 comprenait les chrétiens-sociaux, les agrariens et les heimwehriens. Elle avait rejeté les pangermanistes, fort décriés depuis l'aventure Schober et incorrigibles dans leurs illusions comme dans leurs exigences, dans une opposition, dont le noyau était, comme partout, formé depuis longtemps par le socialisme. De là la guerre à mort déclarée, dès l'origine, au nouveau Cabinet, à la fois par les socialistes furieux de voir ce rural têtu, élève de Mgr Seipel, arriver aux leviers de commande, et par les germanophiles qui avaient toujours jugé tièdes les sentiments de M. Dollfuss à l'égard du « grand frère ».

Les deux coalitions se balançaient à une voix près en faveur du Gouvernement. C'était un progrès sur le second Cabinet Buresch, qui était un gouvernement de minorité. En soi, c'était une majorité assurée, puisqu'elle représentait un total de partis et non de personnalités, au moins jusqu'aux premiers remaniements partiels. En réalité, la position était très faible, et M. Dollfuss a toujours porté, sans pouvoir s'en défaire, la tare de ce difficile début.

Rien n'illustre mieux le danger de la « politisation », pour un pays aussi chancelant que l'Autriche, que les attitudes contradictoires des socialistes à l'égard du nouveau cabinet. Ils combattaient dans son chef le paysan catholique ; ils étaient

portés cependant à le préférer à la morgue coupante de Mgr Seipel; conscients de l'orage qui s'amassait au nord, ils reconnaissaient la nécessité d'un appel à l'entraide internationale; mais comme amis de M. Loebe, ils défendaient jalousement la politique berlinoise, et, comme démagogues, combattaient âprement les réformes financières exigées par Genève comme condition d'une nouvelle aide pécuniaire. A l'extrême-droite, d'ailleurs, la Heimwehr en faisait autant, sous les impulsions divergentes de MM. Fey, Steidle, le prince Starhemberg et les encouragements contradictoires qui lui parvenaient tantôt de Rome, tantôt de Berlin. Chaque parti menait une politique de personnes, soumise à des influences étrangères plus ou moins rémunératrices, dans un mépris absolu des intérêts supérieurs du pays.

Le grand mérite du nouveau chancelier fut de savoir s'ouvrir, — au besoin à coups de hache un peu rudes, — un chemin à travers ces intrigues, comme son grand mérite en politique extérieure avait été de discerner immédiatement que l'Anschluss était une impasse et que le relèvement de l'Autriche, conditionné au dedans par le rétablissement de l'autorité, l'était au dehors par le concours européen et non par la dangereuse amitié de l'Allemagne. Il n'ignorait pas au surplus que les dirigeants socialistes se rendaient parfaitement compte de la catastrophe imminente et n'avaient nulle envie de partager les responsabilités d'un redressement aussi douloureux que nécessaire. Leur opposition bruyante se condamnait ainsi par sa stérilité même. Il sentait enfin, aux obstacles qu'il avait fallu vaincre pour la ratification du protocole de Lausanne, que le Parlement s'était disqualifié dans l'opinion, et que, malgré les promesses patelines de M. von Papen, l'Autriche, arrivée à la croisée des chemins, se heurterait tôt ou tard à un Reich revenu aux pires traditions de l'ancien. Aussi M. Dollfuss, sceptique sur les possibilités de réalisation rapide et pratique d'une entente danubienne, se hâtait-il d'entamer avec tous ses voisins et même avec l'U. S. R. S. des négociations commerciales dont le succès devait lui permettre de mieux « tenir le coup ».

La regrettable affaire dite de Hirtenberg vint, au dernier moment, paralyser ces efforts. Ce n'est pas ici le lieu de révéler

les dessous d'une intrigue ourdie hors d'Autriche avec des complicités autrichiennes, et qui, par une singulière coïncidence, faisait le jeu de tous les adversaires de l'emprunt escompté. Tout ce que l'on peut dire, c'est que son résultat immédiat semblait devoir être d'arrêter les secours promis de l'étranger et de rejeter le pays dans les ornières d'où M. Dollfuss s'était efforcé de le faire sortir. Le moment était critique, M. Dollfuss n'ayant pas hésité à mettre aux Puissances, comme on dit, le marché en main. Nul ne sait comment se fût terminé l'incident, si, dès l'entrée des négociations dans leur phase délicate, le triomphe du hitlérisme à Berlin n'était venu comme à point nommé. S'il compliquait la tâche du Chancelier, il lui fournissait l'occasion et les moyens de la mener à bien, en lui permettant d'en finir d'un coup avec l'opposition de gauche, avec le Parlement, et avec la tyrannie allemande. En six semaines, du 4 mars au 20 avril, le Schutzbund était dissous, le Parlement en congé illimité, grâce à un incident de séance fortuit, et l'Anschluss solennellement répudié, pour la première fois dans l'histoire de l'Autriche, par le chef du gouvernement.

***

Il est très probable que sans les événements qui ont précédé et suivi les élections allemandes du 4 mars 1933, le Chancelier n'aurait pu ni grouper autour de lui les concours nécessaires, ni triompher indéfiniment de l'opposition parlementaire. L'état de guerre alourdit les devoirs d'un gouvernement, mais lui confère des pouvoirs et une autorité exceptionnels. La bonne étoile de l'Autriche, — et celle de l'Europe, — a voulu que la conjonction de finasseries qui s'était établie entre MM. Schober et Curtius ne se renouvelât pas entre leurs successeurs, et que le retour de la République fédérale à l'européanisme fût déjà en bonne voie au moment où l'Allemagne de Hitler tournait le dos à l'Europe.

On n'attend pas que nous retracions les péripéties d'une lutte dont le détail, parfois confus, est encore présent à toutes les mémoires. La presse quotidienne en a entretenu les lecteurs du monde entier avec une prolixité qui eût pu donner à

croire que l'Autriche entière était à feu et à sang, alors qu'en réalité, si nombreux fussent-ils, les attentats et les bagarres ont toujours été localisés. Notons tout d'abord que contrairement à leurs assertions bruyantes, les hitlériens n'ont jamais eu en Autriche la majorité réelle : au plus fort de leur croissance, on leur attribuait 35 à 40 p. 100 des voix électorales. L'échec a dû ramener ce pourcentage au-dessous de 30 p. 100. C'est beaucoup, — surtout s'ils étaient cohérents, — ce n'est pas à désespérer. Il convient au surplus de distinguer les deux aspects du conflit : l'action directe et l'action politique, la première soutenant la seconde qui, seule mise en jeu d'abord par l'Allemagne, s'était avérée insuffisante. Le terrorisme n'a jamais été pour les hitlériens qu'un moyen de pression, non un but en soi. C'est pour cela qu'ils ne sont jamais allés jusqu'à l'irréparable, alors qu'ils avaient certainement, au moins au début, les moyens de mettre la plupart de leurs menaces à exécution. Et ce n'est pas sans peine que les dirigeants ont dû réprimer le zèle dangereux de certains exécutants. Telle quelle, la série d'agressions commises en Autriche contre les personnes et les biens, depuis le milieu d'avril dernier, représente à coup sûr la plus audacieuse entreprise qui ait jamais été conçue et perpétrée en pleine paix, en pleine Europe, sans l'ombre d'une provocation, par un État dit civilisé contre un État voisin et « ami » auquel le lient des relations normales et des traités en règle. C'est sur le tableau autrichien que le IIIe Reich a abattu ses cartes et trahi le plus ouvertement ses intentions.

L'agitation hitlérienne, sous ses apparences anarchiques et variées, révélait un plan mûrement établi par les dirigeants allemands et appliqué sur place par des exécutants également allemands aidés de complices autrichiens, ceux-ci ne jouant, — une fois de plus ! — qu'un rôle subalterne. Les attentats contre les personnes, contre les voies ferrées, les lignes électriques, les postes téléphoniques, avaient pour but de démoraliser la population, de créer la panique et d'arrêter l'afflux des touristes étrangers; les discours radiodiffusés, les raids d'avions de propagande, les menaces de Hitler et de ses lieutenants, visaient à intimider le gouvernement fédéral. Ce n'est point par hasard que les hitlériens avaient con-

centré leur effort d'une part sur la frontière aisément perméable de Passau aux Alpes tyroliennes, d'autre part sur la zone Vienne-Klagenfurt, axe du ravitaillement de la capitale et des relations avec l'Italie. Ce n'est point non plus par hasard que le Führer a établi son quartier général en Bavière, à proximité immédiate des routes descendant sur Salzbourg et sur Innsbruck. Toutes les armes et projectiles saisis après les attentats étaient de provenance allemande. Le moindre doute eût-il subsisté sur l'origine des troubles, leur préparation méthodique, leur exécution « planmässig » d'après les ordres de Munich ou de Berlin, que les documents saisis un peu partout par la police autrichienne et notamment dans les centrales hitlériennes camouflées de Vienne, l'eussent vite dissipé. La gouvernementale *Reichspost* du 12 août en a publié quelques-uns, d'où il ressort notamment que les consignes émanaient directement de l'entourage de Hitler et étaient transmises aux exécutants par la valise diplomatique de la Légation d'Allemagne à Vienne.

Le gouvernement autrichien était mis ainsi dans une situation passablement délicate, celle de devoir réprimer avec la dernière énergie des crimes de droit commun commis à l'instigation désormais patente d'un gouvernement étranger, qui se trouvait être par surcroît celui du Reich. Faiblir était impossible, sévir dangereux. Soucieux de conserver quoi qu'il arrivât, l'avantage de la position morale, M. Dollfuss eut la sagesse de ne réagir qu'avec une extrême prudence, se bornant longtemps à des répressions individuelles et se gardant avec soin de toute représaille qui eût fourni à ses adversaires l'excuse d'une provocation. Bien des gens lui reprochèrent même son excessive prudence, oubliant que cette tactique était la seule capable de conserver à l'Autriche les sympathies unanimes de l'Europe. Il a fallu plus de quatre mois pour que le gouvernement fédéral se décidât à frapper d'interdiction le parti hitlérien; du moins pouvait-il dire qu'il cédait à la pression de la grande majorité de la population. Les opérations de police ont toujours été conduites, — sauf naturellement en cas d'émeute, — avec le maximum de discrétion et quand les preuves étaient flagrantes. Aussi M. Dollfuss a-t-il pu toujours dire qu'il se bornait à user du droit de

légitime défense, et, pour diviser l'opposition pangermaniste, répéter en toute occasion qu'il demeurait prêt à s'entendre avec une Allemagne revenue de ses erreurs et de ses crimes. En évitant de tomber dans le piège de la politique du pire, il servait les intérêts de la paix.

C'est ainsi qu'a été évitée, contrairement à une opinion trop répandue chez nous et un peu simpliste, une rupture complète entre les deux pays, rupture à laquelle personne n'eût rien gagné. Il y a déjà assez de foyers d'incendie en Europe. Le jour où l'Allemagne abandonnera la lutte actuelle, l'Autriche reprendra aussitôt les relations de jadis, cordialité en moins. Il est vrai que l'abandon de la lutte signifierait pour Hitler l'aveu de sa défaite, et conséquemment une crise de régime en Allemagne. C'est bien ce que l'on escompte à Vienne, où, depuis les élections du 4 mars, on suit avec une extrême attention le développement dans le Reich d'événements que l'on interprète comme autant de symptômes d'un affaiblissement graduel de l'autorité de Hitler et comme les prodromes d'une anarchie peut-être sanglante d'où sortira un ordre nouveau. Quoi qu'on puisse penser de cette opinion, M. Dollfuss continue d'agir comme s'il la tenait pour fondée, c'est-à-dire dans le sens d'une pacification des esprits et d'une désagrégation du nationalisme agressif au profit du nationalisme raisonnable représenté par le Front patriotique. De là ses avances à la Heimwehr, qu'au fond de lui-même il n'aime guère et où il voit surtout un état-major de brouillons ambitieux. De là sa longanimité à l'égard des intempérances verbales du vice-chancelier Winkler, dont les partisans représentent aujourd'hui, beaucoup plus que les intérêts paysans, la thèse de la réconciliation avec l'Allemagne, et qui a fondé dans ce but un « Front professionnel » où il recueille tous ceux qu'effraie le double caractère combatif et confessionnel du Front patriotique.

Il ne faudrait pas croire que cette insistance de l'Autriche à se réclamer d'un germanisme même passagèrement infidèle à sa mission, — tendance au demeurant fort naturelle, — soit demeurée sans écho du côté de Berlin. Mais elle y a été faussement interprétée comme une proposition d'armistice dictée à M. Dollfuss par le sentiment de son infériorité. De là

les tentatives d'accommodement qui se sont succédé depuis six mois, et dont la dernière ne remonte qu'à quelques jours. Il y en a eu, à notre connaissance, au moins trois officielles, c'est-à-dire faites directement auprès du Chancelier, sans compter de nombreux « ballons d'essai » lancés avec plus de zèle que de réflexion par des personnages secondaires. Les offres de Berlin n'ont jamais beaucoup varié. Elles équivalaient en somme à promettre à M. Dollfuss l'arrêt des hostilités, la cessation de la campagne personnelle contre lui et les siens, son maintien à la tête du gouvernement et une renonciation solennelle à l'Anschluss, — moyennant deux conditions : un remaniement qui ferait, au besoin sans élections nouvelles, entrer dans son Cabinet deux ou trois représentants dûment mandatés de Hitler, et un engagement de l'Autriche de décliner toute combinaison d'intérêts échappant à la direction de l'Allemagne. Avec une netteté qui était, à elle seule, une nouveauté dans l'histoire de ce pays, M. Dollfuss a toujours décliné une invitation faite la menace à la bouche et la main à la poche-revolver. Les hitlériens ne lui ont jamais pardonné. Il semble pourtant qu'ils se montrent de plus en plus pressés de liquider une affaire devenue franchement mauvaise, et que la conscience de l'échec de leur première agression les fait hésiter quant à la reprise d'une activité sensiblement ralentie depuis la démarche des Puissances à Berlin.

Là est le danger. Il faut bien comprendre que l'Autriche, dans sa grande majorité, regrette le conflit et souhaite qu'il finisse au plus tôt. Elle veut bien affirmer son indépendance, mais non que cette affirmation soit un effort. Dès que les circonstances le permettront, le rapprochement inéluctable s'opérera, par lassitude sinon par sympathie. Il dépend des Puissances qu'il ne soit plus une menace pour l'Europe. A elles de faire en sorte que, le jour où il se produira, un changement radical soit survenu dans les rapports de l'Autriche avec ses autres voisins, et que les questions d'intérêt aient pris le pas sur les thèmes de réunion publique.

Il serait vain par ailleurs de compter sur les promesses de modération et de désintéressement données, sous une forme ambiguë, par les dirigeants allemands. Bien naïf qui prendrait au pied de la lettre les déclarations « conciliantes » de

M. von Neurath. C'est une simple tactique pour répondre aux bons procédés de l'Italie et ne pas heurter M. Mussolini. Nul ne doute que la propagande ne reprenne un jour de plus belle, parce que le IIIe Reich en a besoin. Souhaitons qu'il en soit pour ses frais, sans oublier que ceux-ci sont en grande partie couverts par nos crédits « gelés ». Souhaitons surtout que l'Autriche ne se laisse pas endormir par les bons apôtres de l'« apaisement ».

Allons plus loin. Les social-démocrates autrichiens ont nettement spécifié que leur refus d'entrer dans le « bagne hitlérien » ne signifiait nullement une répudiation définitive de l'*Anschluss*, et qu'un Reich revenu aux principes démocratiques recevrait aussitôt leur adhésion et leur hommage. C'est se tromper singulièrement que de les croire attachés à la paix de l'Europe centrale : si dangereuse soit-elle, leur mystique doctrinale passe avant tout. Et c'est ici qu'il faut faire attention. On sait que les socialistes germaniques sont habitués aujourd'hui à se contenter de peu. L'on peut concevoir un jour où, l'Allemagne montrant un visage moins hargneux, ils s'empresseront de se déclarer satisfaits et reprendront leurs intrigues rattachistes. L'attraction serait naturellement plus irrésistible encore, au cas, apparemment peu probable, où le Reich abjurerait le hitlérisme pour revenir aux beaux jours de Loebe et de Müller. Et beaucoup de socialistes d'Autriche conservent un fond d'irréductible optimisme à cet égard. Partageant une opinion assez communément répandue dans le pays et qui s'appuie sur certaines informations tendancieuses, ils croient le hitlérisme nationaliste à la veille de capituler devant les sommations de son aile gauche. Ne nous y trompons pas : ils n'attendent qu'un semblant d'apaisement pour tendre à leurs insulteurs, avec une mansuétude touchante, le rameau d'olivier.

Former un « Front patriotique », lui assigner comme première mission la riposte à l'agression allemande, y grouper, en trois mois, un sixième de l'Autriche, la tâche était rude. M. Dollfuss a jugé ne pouvoir l'assumer sans donner préalablement à ses électeurs la satisfaction de voir réduire publiquement à l'impuissance la « tyrannie marxiste ». L'argument le plus fructueux du hitlérisme étant la lutte à mort contre

cette tyrannie, on lui ôtait toute portée en supprimant sa raison d'être. Le duel, attendu depuis longtemps, a été court. De même que le socialisme allemand, le socialisme autrichien, en tant que parti, s'est effondré tel un château de cartes, sans même affronter sérieusement la lutte, tant il sentait que les atouts avaient changé de main et que la moindre résistance risquait de coûter cher. Une demi-douzaine d'ordonnances, autant de perquisitions vraisemblablement concertées de manière à éviter tout éclat, ont suffi. Devant le service d'ordre un peu ostentatoire déployé le 1er mai dans les rues de Vienne, pas un pavé n'est sorti de son alvéole. Il y a eu juste assez de cris et de courtes bagarres pour donner à l'autorité la sensation d'être maîtresse du terrain. Les chefs socialistes, avec une prudence avisée, ont retenu leurs troupes; le Gouvernement a retenu les ukases tout prêts contre la gestion financière de la municipalité. Puis on a fait défiler trente mille *heimwehren* sur le Ring, musiques en tête, sans soulever la moindre contre-manifestation. Dans ce pays, M. Dollfuss le sait bien, qui a perdu les apparences de la force en perd bientôt la réalité. La vision du « tigre rouge » mis en cage et les griffes rognées a rempli d'aise les campagnes et les a disposées à suivre jusqu'au bout, fût-ce contre Berlin, le chef qui leur avait donné ce gage. Nous avons peine à comprendre, en France, à quel point une telle démonstration a servi la cause du Chancelier, en lui permettant de conserver de l'autorité sur des cadres électoraux prêts à se rallier, comme en Allemagne, à tout régime qui se présenterait comme un ennemi résolu du collectivisme.

***

Le problème intérieur n'en demeurait pas moins entier, en dépit du ralliement de tous les éléments sains sur le terrain du maintien de l'indépendance. Un mouvement de salut public est éphémère comme la crise qui l'a provoqué. Le relèment de l'Autriche est une œuvre qui ne se contente pas d'improvisation.

La suspension prolongée du Parlement n'est pas une solution. M. Dollfuss le sait aussi bien que ses adversaires, et il se préoccupe, — un peu lentement peut-être, — de la réforme

constitutionnelle dont il nourrit le projet depuis longtemps et dont il a emprunté les grandes lignes au programme heimwehrien. Il s'agit, dans sa pensée, de substituer au régime parlementaire tel qu'il a fonctionné jusqu'au 4 mars un régime tenant à la fois de l'autorité par la réduction des attributions de la première Chambre, et de la démocratie régionaliste par l'institution d'une représentation corporative et provinciale seule chargée de la législation économique et fiscale. Le Conseil national demeurera une assemblée politique, soumise, pour les projets d'intérêt national, à une procédure d'urgence destinée à empêcher les discussions de s'éterniser dans le vide. Le Conseil des corporations, remplaçant le Conseil fédéral dont le pouvoir de contrôle était au surplus fort limité, constituera auprès du gouvernement une sorte de chambre économique permanente. Les ministres continueront à être choisis soit dans le Parlement, soit au dehors, de manière à soustraire autant que possible l'exécutif à l'emprise des partis. C'est l'ancien chancelier Ender, connu pour sa modération, qui a été chargé de la délicate mission de réaliser, sans trop de heurts, le passage de l'ancien au nouveau parlementarisme. On devine que ce plan, destiné avant tout à combattre la *politisation*, n'est pas du goût de l'opposition, bien qu'elle reconnaisse au fond le caractère inévitable d'un remaniement provoqué par ses propres abus.

Le danger est que, petit à petit, ce régime en arrive à substituer le pouvoir personnel du chef du gouvernement, assisté de techniciens, à celui de la représentation élue du pays. On s'habitue facilement à régir sans contrôle, et l'Autriche, qui a besoin d'une reprise en main, est prête dans sa majorité à se soumettre à une direction ferme. Pour des raisons de politique intérieure, M. Dollfuss estime impossible de réaliser ouvertement contre les nazis l'union sacrée de tous leurs adversaires, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche; il préfère une formation de combat serrée à l'éparpillement d'une milice. L'inconvénient de cette conception est précisément de prolonger dans la paix un organisme créé pour la lutte. A cela M. Dollfuss répond qu'il faut laisser la nation s'adapter, et que du jour où cette adaptation sera faite, personne ne criera plus à l'arbitraire. Il l'a donc entreprise sur un triple

terrain : national, par la création du « Front patriotique » destiné à éclairer les esprits sur la mission de l'Autriche en Europe; confessionnel, en utilisant largement l'appui du clergé et des organisations catholiques laïques, très puissantes en province, pour ramener le citoyen à une exacte conception de ses devoirs envers l'État en tant que croyant; éducatif enfin, en se préoccupant de combattre la démoralisation et l'inaction de la jeunesse, vouée au chômage et par suite aux « mauvais bergers »; trois mille situations d'aspirants-fonctionnaires doivent être, pour la première fois depuis de longues années, ouvertes aux jeunes gens d'ici la fin de l'hiver, sans charge notable pour le Trésor, et surtout à titre de geste symbolique d'encouragement.

Enfin, dans le domaine financier, le nouvel emprunt servira à la fois à reconstituer les réserves de devises de la Banque Nationale et à gager un emprunt intérieur d'assainissement, rendu inévitable par l'affaire de la Credit-Anstalt. Le Chancelier espère ainsi pouvoir rouvrir, avec la prudence indispensable, les écluses du crédit et favoriser la production indigène, industrielle comme agricole, — sous le contrôle, bien entendu, des représentants de la Société des Nations et des trustees responsables.

On s'étonnera du peu de place que les partis extrêmes tiennent dans ces combinaisons et ces intrigues. Le communisme est pratiquement inexistant dans un pays où le néo-marxisme a fait triompher tous les articles du programme communiste compatibles avec le cadre d'un État bourgeois. Les centres de propagande bolcheviste qui fonctionnent à Vienne, sous l'œil vigilant d'une police demeurée l'une des premières d'Europe, ont un personnel étranger qui se renouvelle souvent et dont l'action s'exerce davantage au dehors, surtout dans les Balkans, que dans le pays même. Quant au légitimisme, il est beaucoup plus traditionaliste que combatif. Nourri de regrets dans lesquels l'intérêt national ne vientqu'au second rang, limité, en dehors de quelques vallées tyroliennes, à un petit nombre de survivants de l'ancien régime, il n'exerce aucune influence réelle ni à l'intérieur, ni dans le domaine des relations austro-hongroises. Quelques palabres auxquelles on s'efforce de donner des allures mys-

térieuses et un journal assez fantaisiste dans sa publication sont les seules manifestations d'une activité que nul ne prendrait au sérieux, pas même l'archiduc Otto, si, dans certains pays voisins, le fantôme d'un Charles-Quint ressuscité ne venait encore troubler d'illustres sommeils. On peut en croire M. Dollfuss, lorsqu'il affirme publiquement, comme il l'a fait à plusieurs reprises, que l'idée d'une restauration lui est totalement étrangère. Il est bien trop réaliste pour chevaucher d'aussi inconsistantes nuées. Et il n'a même pas abrogé en faveur de tel de ses collègues du Cabinet l'ordonnance abolissant officiellement les titres nobiliaires.

Commencée dans une atmosphère d'incrédulité et de malveillance, poursuivie dans des conditions qui eussent fait hésiter plus d'un chef de gouvernement, l'expérience Dollfuss continue. Elle a déjoué jusqu'ici les pronostics pessimistes des augures politiques et des agences de presse. Aboutira-t-elle, et à quoi?

Toute prophétie serait imprudente au sujet d'un problème aussi complexe, dont la solution dépend en partie de facteurs étrangers à l'Autriche. Qui eût dit, au temps de Mgr Seipel ou de M. Schober, du « Rien sans l'Allemagne » et de l'*Anschluss*, qu'un chancelier viennois ferait repasser la frontière à un ministre allemand et mitrailler ses compatriotes? Qui eût dit que des membres du Gouvernement fédéral, dans l'exercice de leurs fonctions, flétriraient publiquement l' « ignominie allemande » et en appelleraient à l'Europe contre les « barbares de Berlin »? Qui eût dit que l'Italie, inexorable adversaire de l'Autriche même vaincue, entreprendrait la première de relever l'économie autrichienne aux dépens de la sienne? Ces rappels suffisent à montrer combien tout pronostic serait hasardeux. Il n'est pas interdit cependant de formuler, avec la prudence nécessaire, quelques constatations intéressantes.

La durée même de son expérience est un succès non négligeable pour M. Dollfuss. Son autorité s'est accrue, son prestige affermi, ses partisans multipliés. Le premier point, pour lui, était de ne pas être renversé au bout de trois semaines. Il y a soixante-dix semaines qu'il détient le pouvoir, dans les conditions les plus périlleuses qui puissent jamais se présenter.

Chaque jour de plus est un gain à son actif, un échec pour ses adversaires. S'il tient encore sans défaillance jusqu'à la fin de l'hiver qui approche, la partie sera bien près de lui être définitivement acquise.

Il est par ailleurs de plus en plus évident (et Hitler ne l'ignore pas) que l'expérience Dollfuss est la dernière chance de salut de l'Autriche indépendante, c'est-à-dire la dernière chance d'une reconstruction pacifique de l'Europe centrale. Si elle échoue, c'est le saut dans l'inconnu, et le plus redoutable parce qu'il n'exclut aucune hypothèse, y compris celle d'une reprise foudroyante par les exaltés du IIIe Reich du *Drang nach Osten*. Il est peu probable que le successeur de M. Dollfuss, en admettant qu'il continuât sa politique (ce qui est fort douteux), bénéficie jamais d'un concours de conjonctures aussi favorable. Tenir tête à un adversaire universellement décrié en ayant de l'argent frais dans ses coffres et un Parlement en vacances prolongées, c'est une coïncidence qui ne se retrouvera ni dans dix ans, ni dans cinquante. Espérons que la vision de cette ultime occasion à saisir stimulera, à Vienne, les énergies, autour de Vienne les bonnes volontés.

Il faut enfin reconnaître qu'il y a vraiment, depuis six mois, quelque chose de changé en Autriche. La petite République a affronté, bien malgré elle, la pire des éventualités, celle dont l'énoncé seul était un sacrilège : le conflit aigu avec l'Allemagne. A sa grande surprise, elle n'en est pas morte, et même elle constate que la plupart des spectateurs ont pris le parti de David contre Goliath. Ainsi a-t-elle, pour la première fois depuis 1919, recouvré le goût et presque la ferme volonté de vivre. Et cela est un fait d'une importance énorme, parce que le problème autrichien est d'ordre moral autant que d'ordre économique. Il y a aujourd'hui, groupés autour de M. Dollfuss, de M. Winkler et du major Fey un solide noyau de gens qui ont conscience d'être bons Allemands, qui se sont engagés à fond dans la lutte, corps et biens, et qui savent qu'ils jouent leur tête. Leur conviction n'en subsiste pas moins qu'il faut persévérer dans l'effort, qu'il est possible de sortir des difficultés actuelles, et d'en sortir victorieusement.

Voilà ce que l'on peut équitablement, sans excessif opti-

misme, porter à l'actif de l'expérience Dollfuss. Au passif, il faut inscrire tout d'abord, — et c'est de beaucoup le point le plus inquiétant, — l'énorme disproportion des forces en présence. C'est le pot de terre contre le pot de fer. Il a beau être allé au feu, il offre moins de résistance que l'autre. Admettons que Hitler, intimidé par l'Europe, renonce officiellement à l'*Anschluss*; admettons que les chefs de bande qui opèrent sur la frontière, les assassins de douaniers autrichiens et les assommeurs de passants puissent être tenus en laisse par les dirigeants responsables; que fera le Cabinet Dollfuss, que pourront faire les Puissances contre une *Gleichschaltung* (mise au pas) réalisée dans le cadre des institutions et des lois? Il serait plus facile cent fois de résister à un coup de force qui ameuterait l'opinion mondiale et susciterait probablement l'intervention armée, sur le Brenner et en Carinthie, de l'Italie dont les troupes sont dès maintenant à pied d'œuvre. Une guerre d'usure poursuivie par tous les moyens est autrement redoutable. Et là, la partie n'est pas égale, parce qu'aucun secours direct ne peut être donné à l'Autriche, et qu'en fait d'aide indirecte par l'unique voie efficace, celle des accords économiques d'ensemble arrachant le pays à l'emprise berlinoise, l'expérience a malheureusement montré qu'il y avait loin des promesses aux réalisations.

Or chacun, de part et d'autre, joue son va-tout. Le sort du nazisme, comme l'a fort bien vu M. Wladimir d'Ormesson, se règlera sur le Danube : le régime est à la merci d'un échec sur le point où il a engagé toutes ses forces d'agression; c'est, si l'on veut, un nouveau Verdun. Mais on peut en dire autant du régime que M. Dollfuss essaie d'implanter et de faire triompher en Autriche : lui, ses collaborateurs et leur œuvre sont condamnés à mort au cas où deviendrait irrésistible la vague de fond que les hitlériens, avec une diabolique habileté, s'efforcent sans relâche de soulever sous la barque de leurs adversaires. Pour l'Allemagne entière, « totalisée » dans le fanatisme, la guerre est sans merci : elle ne l'est encore, du côté autrichien, que pour une fraction de la nation, ralliée au Chancelier par les succès initiaux qu'il a remportés.

Entre les deux, ni la volonté, ni les moyens de vaincre ne sont donc égaux. Il faudrait que l'Europe entière, prenant à

Vienne la place des anciens éléments non-allemands de l'Empire, pesât de toute sa force d'organisation, de toute sa volonté de paix, non par de bons conseils ou de banales promesses, mais par la réalisation effective des vœux de l'Autriche ressuscitée : des débouchés, du travail et du pain. Il faudrait que tous ceux qui se rendent compte de l'immense danger que représenterait l'absorption directe ou indirecte de l'Autriche par le IIIe Reich, quittent le domaine des discussions byzantines pour aborder celui des faits. On sait ce qui advient des incendies devant lesquels les pompiers se querellent sur les méthodes d'attaque du feu. L'Allemagne en a, par sa propre volonté, sans provocation de la part de sa victime, allumé un au cœur de l'Europe. Interviendrons-nous à temps, ou, comme nous le reprochions jadis à l'Autriche elle-même, en retard d'une année et d'une idée, sinon même, — ce qu'à Dieu ne plaise, — d'une armée? Le jour où, par leur inertie, les Puissances auront laissé le hitlérisme remporter à coups de brutalités une victoire telle que Bismarck n'eût osé la rêver, — l'Allemagne une de la Baltique à la Carniole, — inutile d'espérer endiguer ses ambitions, inutile de vouloir maintenir la fiction de traités qui se seront condamnés eux-mêmes dans leurs conséquences. L'ère des grandes aventures et des grands remaniements s'ouvrira : elle n'attend que la chute du barrage que représente, là-bas, derrière les Alpes, le « petit Dollfuss »; et les « forces démocratiques » qui reprochent aujourd'hui à celui-ci sa dictature de salut public seront emportées les premières. Il sera trop tard, alors, pour regretter d'avoir réduit au désespoir des milliers de paysans autrichiens, dont les wagons de bois se heurtent, chez nous, à la vigilance électorale d'une poignée de parlementaires...

Encore une fois, il est grand temps d'agir. Sinon pour l'Autriche, que ce soit au moins pour nous-mêmes. Bon gré mal gré, nous sommes solidaires de la République fédérale. C'est une des fatalités de l'histoire, que 'Europe ait toujours traîné ce pays comme un boulet : autrefois dangereux par sa masse, aujourd'hui par sa petitesse. Il ne faut pas que 1914 recommence par l'assassinat d'un second Autrichien[1], ni que

1. Au moment où nous revoyons les épreuves de cet article, la nouvelle de l'attentat dont M. Dollfuss a été l'objet parvient à Paris. (N. D. L. R.)

Salzbourg dispute son renom sinistre à Sarajevo. Ce ne sont pas des métaphores. Six mois d'attentats à main armée ont montré à l'Autriche, suivant le mot de l'un de ses hommes politiques, « ce que les Français appelaient des Boches ». Le hitlérisme répète sur cette « terre d'expériences » la manœuvre qu'il médite à l'égard de l'Europe, quitte à devoir passer du jour au lendemain de la répétition à la tragédie. Cela ne peut évidemment durer. Cette lutte aura un terme, et on se préoccupe déjà, à Vienne, de ce qui suivra ce terme. Aux amis de la paix de faire en sorte que ce ne soient pas les funérailles de l'Europe de 1919 : tout imparfaite qu'elle soit, elle a coûté assez cher pour tenir plus de quinze ans.

***

Ces lignes venaient d'être terminées, quand la presse a répandu la nouvelle du remaniement ministériel par lequel M. Dollfuss vient de franchir une nouvelle étape.

Cet événement est dans la logique des choses, et chacun s'y attendait depuis six mois. Du moment qu'il s'agit de tenir tête à une guerre d'usure et de mettre fin à l'indiscipline des chefs de groupes, le commandement unique s'imposait. Une combinaison assemblant M. Winkler et M. Fey se conçoit, à la rigueur, en un temps propice au byzantinisme, ou comme régime de transition. Ce n'est pas un instrument de combat. Il n'est pas interdit au surplus de supposer que les inquiétudes de M. Dollfuss à l'égard de la Heimwehr s'étaient précisées et qu'en s'adjoignant aux leviers de commande le major Fey, il a voulu prévenir certaines imprudences dont l'espoir paraît désormais interdit aux agitateurs. Ses adversaires crieront au pouvoir personnel : il en a l'habitude, il a tenu au moins à en avoir les avantages. En tous cas jamais, depuis 1918, l'Autriche n'a été aussi complètement dans la main d'un homme. L'expérience Dollfuss est entrée ainsi dans sa phase décisive. Souhaitons pour l'Europe qu'elle se termine le plus tôt possible, — et surtout le mieux possible. S'il devait en être autrement, l'Autriche ne serait pas seule à le regretter.

★ ★ ★

LETTRES A L'ÉTRANGÈRE[1]

(ANNÉE 1847)

Dimanche 13 [juin].

Je viens de recevoir votre lettre de Brody[2], du 2 juin, et j'étais bien inquiet, car il y avait longtemps que je n'avais reçu ma provision de courage, et je craignais que Millet n'eût vendu une lettre, tant je suis défiant! J'espère en finir avec Millet, qui s'est fait marchand de vins, et qui alors m'a donné le droit de le renvoyer. J'ai trouvé un dragon, sortant du quatrième régiment avec quinze ans de services et recommandé pour sa probité. Vous allez être bien contente : il est Alsacien, et parle allemand. Ainsi, je pourrai l'emmener, en le remplaçant, en mon absence, par le domestique que je prendrai. L'Alsacien est un homme solide, peu spirituel, mais très probe. Il fera sans doute un excellent cocher, par la suite. Je l'étudierai[3]. Je suis content de Zanella.

Vous devez être bien heureuse avec votre chère petite chatte et Zorzi. Votre bucolique, dans le genre de Virgile, avec la comtesse Mniszech mère, m'a fait sourire. Moi qui suis partial pour Anna, je trouve que ces deux diamants se valent, avec la différence qu'il y a de l'homme à la femme, qui est bien supérieure à l'homme, à mérite égal de bonté. Je sais cela par moi-

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 août, 1er, 15 septembre et 1er octobre.

2. Ville située près de la frontière austro-russe et que Balzac a décrite dans sa *Lettre sur Kiew*, p. 39 et suiv. (*Les Cahiers Balzaciens*, n° 7).

3. C'est ce François Munch que Balzac retrouva fou, dans la maison illuminée, à son retour d'Ukraine, après son mariage, en mai 1850.

même, moi qui ai vu pendant deux mois[1] une délicieuse créature, mangeant tous les jours le ragoût fait avec les restes des viandes fraîches de la veille, et qui laissait la viande neuve à son loup, sans que j'aie une seule fois dit un mot de tendresse à ce sujet! Mais je le voyais, j'en étais touché, et j'allais me coucher, perdu de courses, de travaux et de fatigue. Ce n'est qu'aujourd'hui que, seul, repassant les plus petits détails de mon bonheur et en ramassant les miettes, il me tombe des larmes en pensant à ces immenses petites choses. L'affection vraie est dans tout comme elle est : un géant si elle est gigantesque, de même que la froideur, quand on n'aime pas, glace les plus chaudes tendresses.

Vous ne sauriez croire les sommes énormes qui s'en vont dans les petites choses de la maison, tout ce que les choses mal faites par Fabre coûtent à bien faire! C'est des glaces au lieu de vitres aux petits dunkerques[2]; c'est, après cela, des tringles en ébène pour tenir les glaces. Les billets de mille francs s'envolent comme des hirondelles!

Je comptais travailler aujourd'hui; mais aujourd'hui tout entier est consacré à des niaiseries, à des mémoires à régler.

La salle de bain ne sera finie que le 16, avec la première pièce. Encore n'ai-je pas le cadre pour le portrait de mon père. J'attends encore la selle[3] pour mon buste! J'attends la glace de Schwab, de Mayence, car, tout bien considéré, il n'y a que cela de mettable. La glace antique va sur le poêle de la galerie, et y fait très bien.

Sois content, ô loup bibliophile, il y a place pour d'énormes acquisitions. Mon avis, chère Comtesse, est de n'acheter plus que des curiosités de bibliophilie, car, à Paris, on a tout à la Bibliothèque Royale.

Ballanche[4] est mort hier. Dois-je me mettre sur les rangs?

1. Madame Hanska pendant les deux mois qu'elle séjourna à Paris, 12 *bis*, rue Neuve-de-Berry.

2. Étagères pour bibelots.

3. C'est-à-dire : le socle pour le buste que David d'Angers avait exécuté en 1843.

4. Pierre-Simon Ballanche, né à Lyon en 1776, philosophe et moraliste, l'ami de Chateaubriand et de madame Récamier. Membre de l'Académie française depuis 1842, son fauteuil fut donné, non à Balzac, qui ne se mit pas sur les rangs, mais à Vatout.

J'attends un mot de vous à ce sujet. Je crois le moment propice.

Adieu pour aujourd'hui; à demain. Je vais relire votre lettre pour vous y répondre.

[Lundi] 14 juin.

Deux mois après le déménagement du 15 avril, avoir encore ses papiers à ranger! Ne pouvoir pas travailler! Qui le croirait?

J'ai fait ma provision de café, de chocolat, et je vais me mettre à ranger et à travailler demain, car la faillite de Pétion me fait sortir aujourd'hui. De plus Chlendowski[1] ne paie pas les billets de son fils, et son fils fait le seigneur dans sa terre, en Allemagne. J'ai à sortir pour toute la journée, et je n'ai pas le cœur aux affaires, car vous m'avez laissé sous le coup de l'attente de la douane de Radziwilow[2], et j'éprouve toutes les angoisses dans lesquelles vous êtes. Mais comment vos enfants ne sont-ils pas là? Qu'est-ce que cela veut dire?

Je viens encore de faire mes comptes plus exactement que je ne l'avais fait. J'ai à payer trente-cinq mille francs d'ici au 15 août, et trente-sept mille, avec le surplus du versement. Où prendre cet argent? La tête se brouille; aussi vais-je me mettre à travailler comme un sourd. Je ne vous écrirai plus que quelques lignes. Je comptais aller à Tours; j'y renonce. Je vais faire un livre aux *Débats* et achever les *Paysans*; puis finir le *Député d'Arcis*. Cela peut seul me sauver.

A demain.

Mardi [15 juin].

L'affaire de la commode est terminée et j'en suis enchanté. Cette commode est celle d'Élisa Bonaparte[3], et je l'ai eue exactement pour rien : quatre cents francs! C'est unique, original et royal. J'aurais payé celle de Tours cinq cents francs, et

1. Comte polonais, établi éditeur 8, rue du Jardinet, qui publia *La Lune de miel* (*Béatrix*), *Les Trois Amoureux* (*Modeste Mignon*) et *Les Petites Misères de la Vie conjugale*, illustrées par Bertall.

2. La douane de Radziwilow a été décrite par Balzac dans sa *Lettre sur Kiew* *Les Cahiers Balzaciens*, n° 7) p. 52-62.

3. Sœur de Napoléon Ier, mariée au prince Felice Bacciocchi, princesse souveraine de Lucques et de Piombino, grande-duchesse de Toscane. Née en 1777, elle est morte comtesse de Compignano, le 7 août 1820.

j'aurais eu pour cent francs de frais. Celle-là est toute portée, et il n'y a rien à y faire. J'y mettrai une étagère Louis XIV, toute en bois sculpté et doré. Ah! la toilette près la chambre est finie. Voilà tous les sacrifices à peu près consommés. L'étagère coûtera cent vingt francs. Je mettrai un bénitier dans le fond du lit; cela coûtera encore quarante francs. Restera la garniture de la cheminée. C'est ce que fera la reine du logis. J'y mets, moi, une paire de flambeaux de cent francs. C'est la dernière acquisition.

Je n'ai pas de regret à ce dernier billet de mille francs jeté dans le complément de mobilier, car je ne saurais voir les choses les plus nécessaires absentes. J'aurais l'air de m'arrêter à mi-chemin.

Vers les premiers jours de juillet, je montrerai le petit hôtel à votre sœur, et alors il y manquera peu de choses.

J'ai acheté le cadre pour le portrait de mon père.

Maintenant, il faut se mettre à l'ouvrage et travailler fort et ferme, et c'est ce que je vais faire. L'Allemand vient au 1er juillet. Il ne peut pas quitter la maison où il est auparavant.

Enfin, veuille Dieu que je finisse les *Paysans*, l'ouvrage des *Débats* et le *Député d'Arcis*, et tout ira bien. Je serai chez vous à la fin de septembre.

Mercredi [16 juin].

Les raccords des peintures sont terminés; il n'y a plus qu'à nettoyer et qu'à vernir. Mais je viens de faire une triste découverte : Lefébure, le tapissier, me vole, mais me vole dans des proportions énormes, et avec un aplomb digne de Robert Macaire. Il me fait acheter pour cinq cents francs d'étoffes pour finir les meubles; il ne peut pas les apporter sans cela, dit-il; et, en métrant les étoffes fournies, je vois qu'il s'en faut de dix-huit mètres sur une seule couleur, que tout soit fourni. Il y a cinquante mètres au moins de rideaux brodés à moi. Je vois là cinq cents francs de volés. Je ne sais quel parti prendre. Cinq cents francs, c'est la garniture de la chambre à coucher!

Adieu pour aujourd'hui car il vient un tas de choses qu'il faut recevoir : la verrerie des cadres, etc.

Jeudi [17 juin].

J'irai voir votre sœur. Je sors pour aller dîner chez madame de Castries et faire quelques affaires. Vous trouverez dans cet envoi une carte de *votre ami*, qui vous prouvera qu'il est bien chez lui, qu'il ne cache pas sa demeure et qu'il peut avouer son domicile[1].

J'ai vu hier, chez Roque, une coupe pour mettre sur la cheminée de la chambre à coucher, qui est délicieuse. C'est du vieux Sèvres et divinement bien monté. Le scélérat de marchand échange cela contre le service Watteau; mais il veut cinquante francs de retour. Nous retrouverons toujours des porcelaines de Saxe (et je regrette beaucoup ce service de Francfort), mais nous ne rencontrerons pas souvent des Sèvres montés comme cela. Je n'ai pas consenti, mais j'en suis fâché. Je ferai monter par Paillard, en candélabres, les deux vases de Saxe, qui font des boîtes à thé, à quatre pans, pour la chambre à coucher. Comme j'ai acheté les flambeaux, cette cheminée serait complète, avec cette coupe pour le milieu. Servais va me redorer l'étagère. Mais il faut un pot à eau et une cuvette mirobolants, avec tout cela. C'est à n'en pas finir. Il faut absolument encore, de pressé, d'indispensable, quatre mille francs de mobilier.

Plus tard il en faudra onze mille dans le salon d'en bas, le blanc et or.

Je n'ai rien à mettre sur le meuble du roi, dans mon cabinet. C'est affreux. Aussi comptai-je mettre les deux vases de Wolff.

On ne se figure pas ce que c'est que ce luxe-là. C'est d'une exigence féroce, comme complet. D'ailleurs, soyez sans inquiétude, je suis sage, pour trois cent cinquante francs, des vases admirables, surtout de monture. Eh! bien, je n'y pense plus. Ils sont verts, et faisaient l'affaire pour mon cabinet. Je ne suis pas retourné chez le marchand. Vous m'avez fait renoncer à Tours et à ses meubles en achetant la table à Wolff, et moi, en achetant la commode dorée!

J'espère vendre la commode de Riesener pour payer la pendule de notre lustre de la coupole, et faire un groupe de la pendule d'Alibert. C'est un changement absolument nécessaire.

1. Que le *Bottin* indiquait par des points : « Balzac (de) ✻, *h. de lettres*,..... »

De grâce, faites-moi envoyer un cadre absolument pareil à la miniature de Georges, et que Zorzi me fasse la miniature de son plus grand et plus beau *coléoptère*, et les deux miniatures iront en pendant, sous les bouquets de fleurs qui font les bras de la glace, en face de la cheminée, de la coupole en camaïeu. Si j'avais eu quatre supports en porcelaine de Saxe, j'aurais été bien heureux. Mais Wolff peut-il, ou madame O... faire cela?

A demain. Vous le voyez, je ne travaille pas encore. Les papiers ne sont pas rangés. J'attends encore des petits travaux de Fabre, de Lefébure, et j'ai encore des brochures à trier.

Vendredi [18 juin].

J'ai vu votre sœur Aline hier. Elle a sa prolongation; elle reste à Paris. Pourquoi n'y viendriez-vous pas, avec vos enfants, quelques jours, comme elle? Ernestine ne va pas bien; Pauline grandit et embellit. Votre sœur trouve que je suis très aimable, quand vous n'êtes pas là. Elle prétend que je suis si absorbé dans la contemplation, que je n'ai plus d'esprit, ce qui pourrait bien être, car jamais je n'ai été l'homme séduisant et spirituel qu'on dit que je suis, près de vous. Je n'existe que par un seul sens, la vue, et un seul sentiment, l'adoration. Aline prétend qu'*un certain mariage est fait parfait, consommé*, et qu'on le tient secret, elle ne sait pourquoi. Elle doit venir voir le *palais* de la rue Fortunée dans les premiers jours du mois prochain.

Le dîner de Castries n'a offert aucun incident; la vieille beauté percluse est devenue d'une affection harpagonienne depuis qu'elle me croit colossalement riche. La petite Sheppard n'est pas venue pendant que j'y étais, car je suis parti à neuf heures et demie.

Vous allez voir comment je deviens sage et rangé. La bibliothèque, *en glaces*, coûtait quinze cents francs. J'ai dit au miroitier : « Quinze cents francs font soixante-quinze francs d'intérêt, et même quatre-vingts francs. Les vitres coûtent trois cent cinquante francs et conservent une valeur de deux cents francs. Dans trois ans, si j'en ai le moyen, je mettrai des glaces, et j'aurai gagné cent francs. » Il a été confondu; je l'ai réglé au mois de février. Il m'a dit : « Je vois bien que

Monsieur est dans la voie de la richesse; on peut prendre ses effets sans crainte. »

J'ai refait à fin février les effets de Servais. Ainsi, nous serons à temps pour le payement, fait par lettres. Je règle tout fin février. Je n'y tiendrais pas, autrement.

Je viens de donner à la reliure cent cinquante volumes brochés.

Samedi [19 juin].

Hier j'ai été forcé de quitter brusquement pour aller chercher le bouquet que j'avais abîmé en le heurtant. Je l'ai rapporté. Le lustre est complet et d'un effet merveilleux. On va me raccommoder deux vases blancs et or à raisins, ceps et pampres, qui étaient dans mon cabinet, et qui orneront le meuble de Bâle.

Je prends pour mon usage, dans mon cabinet, la table couverte de Saxe, qui a des marines. Me le permettez-vous? Mais il me faut un sucrier. Il me faut une carafe originale. J'ai pris le verre de Baden, vous savez, qui est comme en aventurine.

J'ai reçu une lettre pressée de la *Presse*. Je serai bien positivement à l'ouvrage lundi matin, car je suis en face de mes papiers, mis en Alpes sur mon bureau. J'ai fini par trouver l'organisation de mon cabinet, ce qui n'était pas facile, croyez-le bien. J'ai mis le grand bureau de Boule, en large, devant le meuble qui occupe le fond, ce qui laisse bien voir les deux meubles florentins, et je travaille sur ma petite table devant la cheminée, au jour, ce qui me remet dans mes habitudes. Je vais faire enlever l'affreuse tapisserie de la gouvernante, et remettre la vôtre, car j'espère, de vous et d'Anna, un chef-d'œuvre pour le beau fauteuil en ébène et cuivre que je me ferai composer à loisir, avec des ébènes sculptés que j'achèterai petit à petit.

Les provisions de papier ont été faites hier : plumes, etc. Jusqu'alors, je me suis servi pour vous écrire, comme vous pouvez le voir, du papier numéroté[1] qui devait servir au *Cousin Pons*. J'avais une superstition pour ce papier. Il vous appartient.

1. Balzac avait l'habitude de numéroter à l'avance les feuillets avant d'écrire, comme pour se mesurer la tâche.

Servais m'apporte enfin le dernier cadre pour la galerie, non pas le grand pour le Dominiquin, mais celui de l'*Aurore*. Il est superbe, et le Guide paraît plus beau. J'ai interrompu ma lettre pour le faire arranger et placer. Il m'a promis mon étagère redorée pour les cinq premiers jours de juillet, que votre sœur doit venir voir. Elle veut mener ses enfants aux eaux de mer, à la Teste, ou à Biarritz.

Adieu. Je sors pour une affaire de ma mère, au *Siècle*. A demain.

Dimanche 20 [juin].

Vous ne savez pas, car je ne crois pas vous l'avoir dit, que j'ai dit à ma famille que je ne voulais recevoir personne, pas même eux, rue Fortunée. C'est accepté. Je suis très heureux de ce résultat.

Je vais mettre cette lettre à la poste aujourd'hui. C'est demain que je me plonge dans l'ouvrage, avec ardeur, et il le faut pour ma santé morale. Vous ne croirez pas que je maigris à vue d'œil. Rien ne me nourrit; je dévore mes pensées. Je ne veux pas vous peindre mon état moral, il est affreux. Je ne sais que devenir. Je reste des heures entières perdu dans mes souvenirs et vraiment hébété. J'attends beaucoup du café que je vais prendre. Peut-être sortirai-je de cette consomption. Une seule chose me distrait : c'est d'orner, d'achever la maison, parce que je m'occupe d'Ève. Je suis bien malheureux de ne pas avoir les cinq mille cinq cents francs qui manquent pour tout terminer!

Je n'ai pas de réponse de Schwab. J'ai bien envie de lui dire de ne pas m'envoyer son miroir des quatre parties du monde, car j'ai trouvé une glace, supérieurement dorée, aux Champs-Élysées chez un marchand qui est venu là pour faire concurrence au nôtre. Elle n'est que de trois cents francs. La glace rococo fait merveille dans la galerie.

Je viens de payer les treillages et le jardinier; j'ai payé aussi les tringles qui maintiennent les tapis dans l'escalier. Je paie trop; je vais être dénué d'argent. A vue de nez, dix mille francs à régler finissent le payement des réparations.

En ce moment, Fabre et un ouvrier finissent (20 juin!) de poser des gâches, des potences, etc., à la bibliothèque, et des petits travaux à tout; pour toute la journée, des oublis, des

raccommodages! On viendra vitrer sans doute demain la bibliothèque. J'attends encore le dessert de mon service; il faut trois ou quatre petites choses pour le water-closet, qui est un bijou. Puis les compléments de Lefébure. C'est tout au plus si j'aurai vu la fin des travaux d'ici à dix jours. Je ne peux pas obtenir ma toilette. Je n'ai que cette semaine qui vient, la table de nuit en Boule, pour la chambre. On attend tout, à Paris, dans des délais effrayants. Je n'aurai qu'après-demain les chaises et les fauteuils de mon cabinet.

Allons, adieu. Comment vous dire tout ce qu'il y a de bon dans mon âme pour vous, quand la parole m'est interdite? Je m'efforce de franchir les espaces; je me demande à chaque instant : « Que fait-elle en ce moment? » comme Georges le disait par plaisanterie. Si vous êtes encore avec eux, dites-leur bien des tendresses pour moi. Mais, que vous diriez-vous à vous-même? Me devineriez-vous? J'en doute, car on ne devine pas l'infini de l'ennui, l'infini des regrets et de tout ce qui m'oppresse. Il y a l'infini du désir qui peut se comprendre quand on aime beaucoup. Demain, je reprendrai mon journal, mais je serai plus bref, si je travaille, et je voudrais vous écrire les volumes que je dois à la *Presse*[1]!

Allons, mille bonnes choses. Il y a un bengali de mort. Il ne peut vivre qu'avec l'aliment du Minou.

A Madame Hanska, à Wierzchownia, par Berditcheff.

[Paris, 21-30 juin 1847.]
Lundi [21 juin].

Chère Comtesse, je n'ai rien pu faire hier de toute la journée. Je l'ai passée à surveiller Fabre et son ouvrier qui ont travaillé à la bibliothèque depuis huit heures du matin jusqu'à huit heures du soir. Vital est venu rapporter deux cariatides de Watteau, qui vont orner le bas de chacun des deux panneaux à côté de la console et de la cheminée, ce qui me dispensera d'y mettre des tableaux. Ces deux consoles sont deux chefs-d'œuvre de sculpture, supérieurs à tout ce qui est déjà dans le salon, et m'ont coûté soixante francs! Il en faudrait trouver

1. Entre autres la fin des *Paysans*.

cinq autres, et la sculpture du salon serait complète. *Cela peut se manger froid*; à mesure que j'en trouverai, je les placerai. Vital me parle de deux vases de fleurs qui pourraient aller. Il les apporte demain en venant se faire payer de sa facture.

Les vues de Dresde, coloriées, seront réunies dans deux cadres, et orneront la partie de l'escalier qui va à la coupole, le couloir. Ces vues me sont très chères, et je voudrais avoir celles des villes de Suisse où nous avons passé : les deux Fribourg, Genève et Bâle. Je les placerais dans l'escalier.

On travaille aux deux œils-de-bœuf de la pièce, que je veux faire si jolie pour ma chère adorée, et où l'on ira par un escalier. Elle sera dès lors parfaitement éclairée, et l'on va faire une partie du plafond, pourri par la faute du maçon. Je vais changer l'étoffe de la galerie, qui n'est pas assez considérable; il manque le panneau du fond, et je la ferai servir à la tenture de cette pièce où je mettrai tous les meubles qui me servent depuis 1825-26, et le tapis de mon cabinet (le beau rouge) de Passy.

Je range mes papiers aujourd'hui; je serai à l'œuvre demain. Le tapis de table fabriqué à Wierzchownia, que vous m'avez donné à Saint-Pétersbourg[1], ira dans le salon d'attente, sur une table.

Hier, Vital a emporté pour la raccommoder la magnifique étagère Louis XIV achetée au boulevard Bourdon, et Servais a promis de la livrer, dorée, pour les premiers jours de juillet. Ainsi, j'espère que tout sera presque en ordre quand votre illustre endormeuse de sœur viendra répandre les pavots de sa présence dans mon asile.

Décidément, j'échangerai le service des Chinois, de Saxe, contre la coupe à bagues chez Roque. Je vous dirai que ce service a été tellement répété, celui des marines en camaïeu est si supérieur, que nous trouverons toujours, en furetant en Allemagne, mieux que cela. Je garde toujours les boîtes à thé carrées pour faire faire des candélabres très petits, pour la cheminée de la chambre rouge. Il y faut un bénitier Louis XIV dans le fond du lit, et des portraits bien encadrés sur les panneaux, car c'est trop de rouge.

Telles sont les nouvelles de la maison. J'attends toujours

1. Lors du séjour de Balzac pendant l'été 1843.

le peintre pour vernir, et Lefébure pour finir. Quant à Paillard, il a lassé ma patience. Je n'y pense plus.

Vous ne vous figurez pas ce qu'il y a de choses à faire encore. Ainsi, dans mon cabinet de toilette, il faut un petit meuble pour mettre mon linge de corps, et un petit meuble pour mettre les souliers et les bottes.

J'attends votre avis sur une chose qui serait bien économique. C'est de mettre tous les Colemann[1] dans la première pièce du premier étage. Cela éviterait d'y placer des tableaux; comme vous vouliez les garder en album, je n'ose pas me permettre ce changement sans savoir si cela vous plaît.

Je reçois à l'instant une lettre de Schwab, qui m'envoie le miroir des quatre parties du monde, pour mon cabinet.

Enfin, les deux tapis de lit en hermine sont indispensables. Je ne les ferai que de trente centimètres de large; je les borderai en noir. Mais il n'y a que cela qui puisse aller à tant de magnificence artiste, babylonienne et même orientale.

Il me faut aussi deux magnifiques cornets pour le dessus du meuble d'ébène fait avec les portes achetées à Rouen. Toutes ces petites bêtises sont ruineuses. Aussi, vais-je énormément travailler. Le cœur n'y est pas. Je suis dévoré d'un chagrin qui ressemble à ces pluies fines et incessantes.

J'espère que les dernières acquisitions de Wolf sont en route, car elles sont bien nécessaires comme complément. Avec la table, la bibliothèque se trouvera finie. Les deux chaises de la chambre à coucher y sont déjà, car deux chaises, deux fauteuils et le gros fauteuil, pour ma grosse, sont tout ce que cette chambre peut contenir, avec une toilette et la table de nuit.

Oh! je serais bien heureux si j'avais ma mie ici, et si mes cent cinquante mille francs de dettes étaient payés!... Une femme et une somme, c'est beaucoup.

J'ai encore à faire encadrer les deux esquisses de Van Dyck

1. Qui, à Saint-Pétersbourg, en 1843, avait déjà représenté, en aquarelle, le salon bleu de la maison Koutaïsoff (Grande Millionne) où séjournait alors madame Hanska. Cf. *Lettres à l'Étrangère*, II, 322. Karl-Karlovitch Kolman (1831-1889), architecte et aquarelliste russe, voyagea en France, en Espagne, en Italie d'où il rapporta de nombreux dessins et croquis, etc., qui furent exposés en août-septembre 1907, à l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Pétersbourg, dont il avait été membre, et où il avait professé.

et le *Paysage* de Vernet. Autre dépense : j'ai pour cinq cents francs au moins de livres et de reliures à payer à Souverain, et j'ai donné cent trente-cinq volumes à la reliure, il y a trois jours.

On ne peut pas, après tout, avoir une maison et un mobilier de cinq cent mille francs, et avoir les cinq cent mille francs ! Ce serait trop beau. Savez-vous que lorsque le salon sera complet, il coûtera soixante-trois mille francs, et la salle à manger trente-six mille ? C'est effrayant. Je vais inventer des romans monstres, des pièces de théâtre à succès, et manger des croûtes frottées d'ail[1], à la façon des Juifs.

Allons, adieu, Millet vient pour nettoyer le cabinet de toilette, qui, enfin, vient d'être rendu libre, par la transposition des brochures dans la galerie, et je vais en faire le nettoyage pour y mettre ma toilette, que j'attends, les deux gondoles, qui sont nettoyées d'hier, et je chercherai d'occasion les deux meubles pour les bottes et le linge. Il faut aussi faire raccommoder cette infâme marchandise de Bosberg[2], qui vous a tant plu à Amsterdam, et qui est tout au plus digne d'orner ce cabinet de toilette. Ce lavabo m'est devenu *très cher* doublement.

Hâtez, je vous prie, le zèle du Magasin Anglais de Saint-Pétersbourg, pour les malachites qui manquent, car il faut que je les reçoive avant la fin d'août. En mon absence, on ne saurait pas ce que cela voudrait dire. Il faut écrire au Havre, capituler avec la douane, et moi seul puis faire cela.

Mille gracieusetés pour aujourd'hui, et à demain. Que Dieu vous conserve la santé, la force et le sentiment qui fait ma gloire et mon bonheur ! C'est là ma prière, matin et soir.

Mardi 22 [juin].

Aujourd'hui, moi qui hier ne pouvais pas me lever à six heures, après m'être couché à huit heures, je me suis levé à trois heures et demie, et je commence mes travaux herculéens par causer avec celle qui les inspire.

Il est temps de m'y mettre, allez ! Je suis bien fort, mais je ne le suis pas autant que le chagrin d'être séparé de mon

1. On trouvera une histoire d'ail fort spirituellement racontée par madame Hanska dans *La véritable image de madame Hanska*, p. 8.
2. Antiquaire d'Amsterdam.

bonheur. J'ai eu hier une crise affreuse; car, dans ces maladies de l'âme, il y a des incidents qui sont le caillou qui, sur une pente, fait rouler le plus habile guide dans un précipice. En rangeant mes papiers, j'ai trouvé une paire de pantoufles brodées, vous savez par qui[1]. Ces pantoufles, dépliées, font un A, ce qui disait : Absente. Et puis, dessus, il y avait, écrit au crayon : « *J'ai fait ces pantoufles pendant les heures où j'étais seule, et que vous couriez, etc...* » Savoir qu'on a eu celle qu'on regrette, à soi, et qu'on était forcé de *courir*, tandis qu'on donnerait dix ans de sa vie pour la voir un quart d'heure, ah! je ne vous souhaite pas cette douleur d'homme! L'effet a été rapide, comme quand, à Saint-Pétersbourg, je demandais à Anna ce qu'elle ferait pour gagner sa vie, si elle tombait dans la misère. J'ai fondu en larmes, et suis resté deux heures ainsi, seul, dans mon cabinet. Si l'on était venu, je ne me serais dérangé, ni je n'aurais pas répondu. On aurait pu dévaliser mes cassettes[2], comme le fit certain Russe avec la N***. Je me suis levé comme un fou et je me suis dit : « Il faut travailler, et ne plus penser qu'aux *Paysans*. » Et alors, j'ai *fait mon cabinet*, car c'est une terrible question; j'en ai eu la fièvre. D'ailleurs, j'ai tous les jours un peu de fièvre, un petit mouvement fébrile. Je maigris, je ne m'intéresse à rien. Je commence à prendre en haine cette maison vide, où tout est fait pour une absente!... Non, il faut que je m'arrête; je me suis promis de ne vous rien dire de l'état moral, pour ne pas vous chagriner.

Parlons ménage. Tous les draps sont à refaire, même ceux achetés par la scélérate de Chouette. Il faut, pour le lit de la chambre rouge, des draps de trois mètres de longueur sur deux mètres de largeur. Je vais essayer de vendre les draps que nous avons et d'en commander d'autres, à Doctor, avec l'argent que j'en ferai. Il est impossible de border des deux côtés, et je suis très mal couché. D'autre part, il est impossible de rien changer au lit, car il n'est que bien pour les gros loups

1. Par madame Hanska, elle-même, pendant son séjour à Paris, 12 *bis*, rue Neuve-de-Berry.

2. Entre autres une fameuse cassette en malachite, portant sur son couvercle, en lettres hébraïques : Hewa Lididda : Ève la bien-aimée. Balzac l'a donnée au maréchal Hulot dans *La Cousine Bette*, en remplaçant l'inscription hébraïque par les armes de l'empereur de Russie.

que vous savez. J'attends avec impatience le lit d'en bas, pour savoir si les draps peuvent y aller. Et je me dis aussi qu'à la campagne, à Moncontour, il y aura des lits d'amis, et que des draps sont toujours bons. Mais commander douze paires de draps à Doctor, c'est tout à fait hors de mes moyens. J'aurai bien de la peine à lui payer mon linge en septembre, quand je viendrai. Vous qui faites de la toile, vous devriez en faire, chère drapière!

Je viens de boire la première tasse de café noir, depuis celles que me faisait cette chère jolie main, la plus belle des mains que j'aie jamais vue!... Elle était si faible, que je n'en éprouve aucun effet (la tasse, pas la main!).

Pour deux mois, je n'écris pas une dépense, car je n'en veux rien savoir. Je vais à même; cela compte dans mon installation. Je me sers souvent du cher petit coupé, qu'on m'envoie toujours. Comme le hasard est intelligent! Mais je dépense beaucoup; tout est encore fort cher.

On ne peut pas se figurer le calme profond de ma demeure. C'est bien mieux qu'au 12 *bis* de la rue Neuve-de-Berry. C'est bien plus la campagne. Mais, un jour, ces grands espaces seront bâtis, à moins que les enfants puissent m'envoyer, dans l'occasion, quatre cent mille francs pour acheter Gudin. Gudin vendra. Ah, quelle belle chose que ces deux propriétés, réunies et mieux arrangées! On n'a pas besoin de terre en Touraine.

Hier, les deux œils-de-bœuf ont été percés. Ce sera fini dans deux jours, et alors la chambre sera charmante. Il n'y aura plus que le séchoir et l'escalier à faire et tout cela sera complet.

Que fait à cette heure madame *Ancha?* Que fait *Gringalet?* Que fait *Zéphirine?*

Autre plaie! J'avais compté que j'aurais une femme en 1847, et qu'elle s'occuperait de mes hardes. Et voilà que je trouve que toutes mes affaires d'été sont à renouveler. Une dépense de quatre à cinq cents francs! Tous mes pantalons de travail et mes petits paletots blancs sont en guenilles. On ne peut pas les raccommoder; ils l'ont été trop, pour les faire servir l'année dernière. Et je n'ai plus que deux cent quarante francs! Je suis dans une grande nécessité d'argent, aussi faut-il inventer des nouvelles.

Adieu; la causerie a été plus longue que je ne le voulais. Je ne vois personne; je ne reçois personne; je suis dans une cellule. Jamais je n'ai eu pareil calme. Il ne me manque que la somme et la femme!

Hier, j'ai retrouvé les trois vues de Breslau; je les fais encadrer pour l'escalier, et le lac de Neuchâtel aussi. Je le veux sous mes yeux à chaque instant. Il y a la signature d'Anna à cinq ans. Je fais encadrer aussi le comte Guillaume et le *Domenichino* de Théano[1].

Et adieu donc pour aujourd'hui. On ne peut encore rien obtenir de la Chouette. Elle veut qu'on lui prête dix mille francs, qu'elle rendra. Elle se contente de la promesse à l'heure qu'il est.

Il me prend un sombre effroi de me mettre aux *Paysans*. Mais il le faut. C'est ma dernière obligation avec le *Député d'Arcis*.

A demain. Mille millions de gentillesses et autres.

Mercredi 23 [juin].

Comme je vous dis tout, je dois vous dire que je viens de me lever à quatre heures et demie, que je viens de boire une tasse de café un peu plus fort que celui d'hier, et qu'hier, perdu de chagrin, je suis allé porter à Servais, *primo* : le comte Guillaume; *secundo*, Neuchâtel; *tertio*, le Domenichino de Théano. Là n'est pas le crime. J'ai reporté la *Marie Leczinska* à Eude, qui l'a reprise pour cent et vingt francs, après l'avoir vendue cent trente. Et me voilà cherchant des satyres pour mettre en pendant avec les deux délicieuses femmes de Vital. Et je dévale chez Tremblay, place du Louvre[2], heureux de me retrouver là, où j'ai par deux fois *bricabraqué* avec la bien-aimée. Là, pas de bois sculptés; mais il y a possibilité d'échanger la glace rococo, qui coûte cent cinquante francs, avec le fameux panneau de la *Moisson*. Et d'un; ce n'est pas là le crime. Mais je trouve un magnifique marbre pour la commode Grohé et de deux. Là n'est pas le crime. Mais je trouve

1. Ou plus exactement Teano : Don Michele-Angelo Cajetani, prince de Teano qui avait épousé Calixte Rzewuska, cousine de madame Hanska.

2. Marchand de bric-à-brac établi dans une des baraques de la place du Louvre.

un portrait admirable de Delannoi, qui reçut l'épée de François Ier à Pavie qui me semble une esquisse de Titien, tant elle ressemble à celle qui est chez Maldura, et au magnifique Sébastien Bourdon; mais le cadre du Bourdon est d'une beauté supérieure encore à celle du cadre qui encadre la *Léda* de Boulanger, et j'ai eu le tout à cent dix francs. Est-ce une folie? Est-ce un crime? Voilà le seul plaisir que j'ai eu, depuis le jour fatal où je vous ai tourné le dos, à Francfort.

Ce matin, me trouvant si pauvre, et chargé de cent et dix francs à payer, j'ai frémi, d'autant plus, que, rentré chez moi à huit heures et demie hier, j'ai trouvé le plus ravissant dessert du monde, le dessert du service ordinaire, et qu'il va y avoir là à payer trois cents francs, et trois cents francs pour les vitres de la bibliothèque; en tout, six cents francs, et qu'après ces six cents francs payés, il faut gagner de l'argent, si je veux manger. Voilà le vrai crime! Je me suis frappé la poitrine, et j'ai dit : « *Elle* ne ferait pas cela. *Elle* amasse et tu dissipes! » Mais, chose étrange, j'ai trouvé un *Louis XV à cheval* pas plus grand que la *Marie Leczinska* que je venais de vendre, au prix de quarante francs, qu'on me donnera pour trente, et je me dis que jamais je ne trouverai à remplir les deux ovales du salon à meilleur marché. Faut-il reprendre la *Marie Leczinska* et acheter le *Louis XV*, et les mettre dans les deux ovales? Répondez-moi là-dessus, je vous en prie. Cela coûtera en tout trois cents francs, avec le rentoilage, et nous serons sauvés d'une bien grande dépense, à moins que je ne trouve un autre tableau de la force du Sébastien Bourdon et que je l'encadre; nous aurions deux belles choses. Mon Sébastien Bourdon est d'une grande force et d'une grande beauté. C'est une *Halte dans la fuite en Égypte*, et des enfants viennent jouer avec l'Enfant Jésus. Cela tient de Murillo par la grâce. J'ai peu vu de tableaux de cette force-là. Tremblay achète des tableaux par quinze cents à la fois. Il a acheté tous ces tableaux, sans les voir, du côté de Niort. J'avoue que Louis XV et sa femme feraient mieux dans le salon.

Je crois que je ferai faire la pièce de surplus et l'escalier, pour ne plus voir les maçons, et en finir.

Ah! une nouvelle. Zanella est douce, soigneuse, tranquille

et probe. Elle me propose une fille de cinquante ans, dans son genre, sachant admirablement blanchir et repasser. Or, il faut maintenant une personne pour faire les appartements, car il y a douze pièces à faire, et je ne puis pas les faire moi-même. Le portier, que j'attends, ne peut qu'aider aux gros ouvrages. Avec ces trois domestiques-là, j'aurai ma tranquillité. Je serai bien servi et la maison sera bien tenue. Elle est excellente femme de chambre; elle sait coudre, faire les robes. Zanella en répond comme d'elle-même, et je vais, ma foi, l'essayer. Vous savez quelles étaient mes appréhensions à l'endroit du domestique, et, à Paris, aussitôt qu'on trouve un bon et excellent sujet, il faut savoir faire des sacrifices pour l'avoir, car c'est introuvable. Elle est Belge pieuse. Elle est de *Liége*, et n'est pas *légère*! J'aurais ainsi pour quatre-vingt-dix francs de gages par mois, et trois personnes à nourrir; à un franc cinquante par jour, cela fera encore une centaine de francs. Mettons deux cent cinquante, et deux cents pour moi, c'est quatre cent cinquante francs par mois. Eh! bien, Passy coûtait cela. Mettez cent cinquante francs de dépenses pour moi, c'est six cents francs par mois. Avec mon Alsacien, j'aurais voiture avec quatre cents francs, pas plus. Ce serait douze mille francs de rentes qu'il me faudrait. Une fois mes dettes payées, je puis bien prendre mille francs par mois pour vivre, sur mes gains, et mettre une vingtaine de mille francs de côté par an. Voilà la morale du petit hôtel de la rue Fortunée! Est-ce une folie, une faute? N'ai-je pas bien entendu la vie? Suis-je un dissipateur? Mais tout cela ne peut avoir lieu qu'avec des gens probes pour domestiques.

Je vais avoir ma toilette ce matin, et enfin, d'ici à deux jours, j'aurai mes aises. Il était temps! Ce n'est qu'au mois de juillet que je serai installé et que j'aurai trois domestiques. Ah! si je pouvais avoir fini les *Paysans*!

Allons, adieu pour aujourd'hui. Il est six heures; voilà deux heures que je cause avec vous. On coupe le gazon pour la troisième fois. Vingt arbres sont morts et sont à remplacer. J'ai payé le treillageur et le jardinier. J'ai le bitume à payer. Allons, adieu. Comme il est difficile de se mettre à l'ouvrage! Et il faut se gagner dix-huit mille francs

de rentes et payer cinquante-cinq mille francs de dettes, ce qui exige un capital de six cent mille francs. Travaille, petit auteur de la *Comédie Humaine*, fais l'*Éducation du Prince*[1], fais des romans, fais des pièces... de cent sous! Paie ton luxe, expie tes folies, et attend ton Ève, dans l'enfer de l'encrier et du papier blanc!

En me voyant rue Fortunée, il y a cependant une pensée consolante; c'est de me dire : « Mon Ève et moi, nous avons conquis ces belles choses par l'économie, le travail, la persistance et un sentiment encore plus beau que ces trois vertus théologales de la vie matérielle. »

Adieu donc pour aujourd'hui; l'on m'apporte mon chocolat. Hier Senlis a envoyé la selle pour le buste, la colonne de Mayence pour une statuette dans la galerie, le porte-rideau de la porte du premier étage, dans l'escalier, et le porte-rideau circulaire, pour la coupole. Voici juste huit jours que M. Paillard devait envoyer les deux paires de candélabres prêts que j'ai vus chez lui allant à la dorure. C'est un fabricant inexplicable pour moi; je ne pense plus à lui; il me donnait la fièvre!

Mille caressantes gracieusetés d'âme.

Jeudi 24 [juin].

Vous m'avez promis d'écrire à Bartolini[2] pour qu'il me fasse une réplique de votre buste en marbre. Je vous en supplie, tenez votre promesse. Demandez-le-lui promptement et qu'il me l'adresse. Dites-lui que c'est pour moi, car, alors, il se piquera d'honneur et ne fera pas faire le buste par un élève, comme cela arrive. Je me déciderais alors à mettre le mien dans la galerie et celui de Bartolini en pendant, car le buste de David écrase beaucoup le salon. La *Vénus* de Meudon, vous savez, dont nous donnions cinq cents francs, a été achetée sept cents par le comte Lemarois. Nous avons fait une faute. Elle est de Coustou; elle vaut trois à quatre mille francs. Il y a, chez Eude, une copie en marbre de la *Vénus Callipyge*, de deux pieds de haut, qui est une merveille. Elle

1. *Le Prince* ou *L'Éducation du Prince*, pièce qui ne fut jamais écrite; (cf. D. Milatchitch, *Le Théâtre inédit de H. de Balzac*, p. 28).

2. Sculpteur florentin qui avait fait un buste de madame Hanska. (*Lettres à l'Étrangère*, I, 158-383.)

a la tête recollée; on peut cacher cela par un collier doré. Elle vaut deux cent cinquante francs. Je me suis tenu à cent chevaux pour résister. C'était bien l'affaire pour mon cabinet.

Pour vous donner une légère idée de l'état actuel de notre maison, je vous dirai que pour garnir les flambeaux, lustres, bras et candélabres, il faut trois cent quarante bougies!

J'aurai ma table de salon, celle d'Anna, la jardinière et la garniture de mon cabinet pour le jour de la visite de votre aimable et *morphinistique* Aline!

Je vais faire mettre le lézard, qui vous a tant éblouie en Allemagne et qui n'est que de la camelote, mais qui m'est plus précieux que s'il était en saphir, à la place du lézard en corail qui s'est cassé dans le transport. Ainsi j'aurai votre souvenir et celui de la gentille Zéphirine bien-aimée. Le marbre représentera la lenteur et la solidité germaniques et le lézard, la paresse italienne, et le serre-papier servira sur mon bureau de Boule. Je n'en ai encore que deux, ayant destiné les malachites au délicieux salon de marqueterie.

Le jardinet a énormément poussé; il est soigné comme une nouvelle mariée. Il est gentil. Vous ne reconnaîtriez rien. Tout est devenu fantastique de beauté. Mais c'est fort cher.

J'aurai aussi, pour la fin du mois, tout le complément de la marqueterie du salon vert. Vous avez dit : « Éblouissez ma sœur! » Elle sera plus qu'éblouie; elle sera abasourdie, hébétée!

Il faut couper de cinq à six centimètres le lit de madame de Pompadour pour qu'il entre dans l'alcôve de la chambre en coupole. C'est le contraire de Procuste. Je soupçonne l'histoire de Procuste d'être le mythe de l'ébénisterie, qui devait être florissante avant le siège de Troie, vu la perfection des arts dont témoigne le musée Campana, à Rome.

Allons, adieu. A demain.

HONORÉ DE BALZAC

(*A suivre.*)

BALZAC ET L'AMOUR[1]

Les *Lettres de Balzac à l'Étrangère* que l'on vient de lire ne sont pas les dernières de cette attachante correspondance. Nous en ferons paraître, l'année prochaine, une nouvelle série. Mais il nous a semblé que nous ne saurions donner meilleur point final à cette première publication qu'en faisant connaître à nos lecteurs la remarquable étude, inédite en France jusqu'à ce jour, du grand critique allemand E. R. Curtius sur *Balzac et l'Amour*.

C'est un beau geste romantique que de confondre et d'égaler l'amour et la passion. Mais c'est une erreur. Car un amour aussi sublime que celui de Dante ne connaît pas la passion et, à un degré plus élevé encore, l'homme est susceptible d'aimer Dieu, mais il ne peut l'aimer passionnément. Les théologiens définissent l'amour de Dieu un *motus rationalis animae ad Deum*, et Spinoza un *amor intellectualis*.

La passion, elle, est un « mouvement irrationnel ». Elle est toujours liée à une volontée tendue. Toute passion, y compris la passion de l'amour, veut posséder ou veut créer. Mais l'amour, sous son espèce la plus sublime, est un état où la volonté détendue laisse place à la contemplation. Cet amour peut être béatitude, ce que la passion ne sera jamais.

Balzac, qui a su si bien interpréter les passions, les découvrir et les poursuivre en tout ce qui est humain, n'en a pas moins tenu à distinguer rigoureusement la passion de l'amour. Il dit quelque part, en passant, qu'on les confond constamment et qu'à cette confusion les sages et les poètes n'échappent

1. Copyright by Bernard Grasset.

pas plus que les hommes ordinaires. Marquant à grands traits la différence, il constate que l'amour implique certitude et constance. La passion, elle, n'est que le pressentiment de l'amour et de l'infini qui réside dans l'amour.

La passion est un espoir qui peut-être sera trompé. Passion signifie à la fois souffrance et transition; la passion cesse quand l'espérance est morte. Hommes et femmes peuvent, sans se déshonorer, concevoir plusieurs passions; il est si naturel de s'élancer vers le bonheur! mais il n'est dans la vie qu'un seul amour.

Pour Balzac, en effet, il n'est dans la vie qu'un seul amour. La femme aimée est *nunc et semper dilecta*. Déjà, dans la *Physiologie du Mariage*, il proteste contre les sceptiques qui prétendent qu'il est impossible d'éprouver pour une femme unique un amour inchangeable. Lui voit dans la constance la génialité de l'amour, le signe d'une force illimitée. « L'amour est une admiration qui ne se lasse jamais », dit-il dans *Séraphita*. Et ailleurs, reprenant une image qui lui est chère, il écrit :

L'amour n'est-il pas comme la mer qui, vue superficiellement ou à la hâte, est accusée de monotonie par les âmes vulgaires, tandis que certains êtres privilégiés peuvent passer leur vie à l'admirer en y trouvant sans cesse de changeants phénomènes qui les ravissent.

Dans *Un prince de la Bohême*, Balzac condense et approfondit en quelques formules frappantes ses idées essentielles sur l'amour.

Charles-Édouard a sur l'amour les idées les plus justes. Il n'y a pas, selon lui, deux amours dans la vie de l'homme; il n'y en a qu'un seul, profond comme la mer, mais sans rivage. A tout âge, cet amour fond sur vous comme la grâce fondit sur saint Paul. Un homme peut vivre jusqu'à soixante ans sans l'avoir ressenti. Cet amour, selon une superbe expression de Heine est peut-être la maladie secrète du cœur, une combinaison du sentiment de l'infini qui est en nous et du beau idéal, qui se révèle sous une forme visible. Enfin, cet amour embrasse à la fois la créature et la création. Tant qu'il ne s'agit pas de ce grand poème, on ne peut traiter qu'en plaisantant des amours qui doivent finir...

Cette idée de l'amour unique, véritable axiome chez Balzac, suppose toute une doctrine philosophique de l'amour et ne peut être bien comprise que par rapport à cette doctrine. Si l'on ne perd pas de vue ce rapport, il apparaît donc insensé de

vouloir « réfuter » cet axiome par les faits. Sans doute, pour la plupart d'entre nous, cet amour éternel et unique est une chose inconnue; sans doute, notre amour se porte sur des objets changeants, et Balzac n'a pas agi autrement, mais de telles expériences prouvent tout simplement qu'elles n'ont rien à voir avec le véritable amour et que nous sommes les victimes d'une illusion. Il y a des illusions de l'amour comme il y a des illusions de la connaissance et ces illusions ne causent aucun préjudice à la valeur et à l'essence réelles de la vérité et de l'amour.

De plus, il faut bien prendre garde que dans la réalité nous ne sommes jamais en présence de pures essences. La réalité est un mélange où l'être participe avec le hasard dans des proportions variées à l'infini. C'est pourquoi on trouve chez Balzac, à côté de vues sur l'essence de l'amour, tout un tableau des réalités de l'amour. Il importe de faire cette distinction, si l'on veut bien comprendre Balzac.

Enfin on ne doit pas oublier non plus qu'aucun mot n'a été plus malmené que le mot amour. Toutes les nuances qui séparent les familles d'âmes et les époques historiques, tout ce qui, en vertu du sang, des biens que l'on possède, des manières de croire et de penser, en vertu aussi du milieu, différencie le type humain, tout cela se reflète dans l'emploi de ce mot. Dans la *Comédie Humaine* également, l'amour nous offre un spectre aussi riche et aussi varié que la passion. De la vie érotique comme de la vie passionnée, Balzac nous dépeint tous les degrés, en nous menant des régions de l'animalité jusqu'aux extases de la mysticité. « Je t'aime de tous les amours ensemble », dit Louis Lambert à la femme qu'il aime, et on retrouve à peu près les mêmes termes dans une lettre que Balzac envoie en 1842 à madame Hanska : « J'aime de tous les amours à la fois. » Toutes ces formes de l'amour, réunies et confondues chez l'homme de génie, se retrouvent, dispersées et séparées, dans le monde créé par Balzac.

Dans le tumulte de ses années de jeunesse, il y eut un temps où Balzac inclina au libertinage du XVIIIe siècle. Emporté par l'élan d'une vie gonflée de sève, il ne voyait dans l'amour que la joie des sens. A l'aide de « principes philosophiques » empruntés au rationalisme du XVIIIe siècle, il s'était bâti tout

une théorie sur le plaisir. Quelques brouillons de lettres qu'il écrivait en 1822 à madame de Berny et dont la publication ne remonte qu'à 1922, nous permettent de jeter un coup d'œil sur cette époque de sa vie. Ce cynisme de jeunesse a laissé quelques traces dans l'essai que Balzac écrivit plus tard, en 1831, sur *l'Amour*.

Il n'est pas toujours agréable, mais il est parfois utile de réduire chaque chose à sa plus simple expression. Ainsi décomposé, l'amour ne paraît que ce qu'il est vraiment, un puissant appétit! Il faut bien s'accommoder de l'organisation que nous avons trouvée ici-bas; seulement, comme elle impose une trop sévère abstinence, il faut, en tacticien habile, tâcher de jeûner le moins possible, sans enfreindre les règles ni risquer les chances de l'indigestion. Enfin, il faut, entre autres conventions, faire l'amour comme les lois sociales l'exigent, le code en main et suivant l'étiquette; s'en acquitter, par exemple, comme de la danse, de l'escrime et du chant...

Déjà dans *Tom Jones* Fielding avait défini l'amour « un appétit pour une certaine quantité de chair humaine blanche et délicate ». Novalis n'hésite pas à employer de semblables expressions.

C'est ce même réalisme brutal qui reparaît dans les *Contes drolatiques*, assaisonné de gauloiseries.

Mais ce n'est pas là la grande route royale parcourue par l'imagination de Balzac. Il est bien plus juste de dire que dans l'amour, selon Balzac, la vie des sens et la vie de l'âme sont étroitement liées et confondues. Là même où il décrit l'amour comme une jouissance, il interprète la volupté comme une des formes empruntées par le démon faustien. Ses jouisseurs blasés portent les cicatrices du mal du siècle. Ils demandent toujours des sensations nouvelles, des voluptés inconnues « comme ce roi d'Orient qui demandait qu'on lui créât un plaisir, soif horrible dont les grandes âmes sont saisies ». L'image de l'idéal féminin qui correspond le mieux à ce désir faustien de jouissance est la courtisane; non pas la prostituée rencontrée au hasard, mais la femme aux attraits mystérieux, l'être innocent et inépuisable qui dispense la volupté : image de la perfection féminine, aussi rare que l'homme de génie. Dans l'œuvre de Balzac, c'est Paquita, la jeune fille aux yeux d'or, qui est l'original de la délirante peinture.

La femme caressant sa chimère, la plus chaude, la plus infernale inspiration du génie antique; une sainte poésie prostituée par ceux qui l'ont copiée pour les fresques et les mosaïques... c'est toute la femme, un abîme de plaisirs où l'on roule sans en trouver la fin... c'est une femme idéale qui se voit quelquefois en réalité dans l'Espagne, dans l'Italie, presque jamais en France.

La courtisane idéale, selon Balzac, s'enrichit de quelques traits empruntés à l'antiquité. Mais l'antiquité dont il s'agit ici est située en dehors et au-dessus de l'histoire : c'est l'antiquité inventée par la Renaissance, qui projette sur la tradition antique une image qui fait pendant à l'ascétisme chrétien. C'est l'époque où surgit ce paganisme qui se veut amoraliste et esthéticien. Et c'est ce paganisme enrichi d'éléments platonisants, qui sert à Balzac pour interpréter l'amour de Lucien de Rubempré pour la courtisane Esther van Gobseck. Il accorde qu'un pareil amour reste incompréhensible à la plupart des hommes; mais l'artiste y découvre un attrait irrésistible, car en lui ne peut tarir cette soif du beau idéal qui distingue les natures pressées de créer. Or, élever une courtisane jusqu'à soi, c'est créer.

Quel alléchement que de mettre d'accord la beauté morale et la beauté physique! Quelle jouissance d'orgueil, si l'on réussit! Quelle belle tâche que celle qui n'a d'autre instrument que l'amour! Ces alliances, illustrées d'ailleurs par l'exemple d'Aristote, de Socrate, de Platon, d'Alcibiade, de Céthégus, de Pompée, et si monstrueuses aux yeux du vulgaire, sont fondées sur le sentiment qui a porté Louis XIV à bâtir à Versailles... Enfin, c'est l'art qui fait irruption dans la morale.

« L'art qui fait irruption dans la morale... » Ici apparaît un des éléments principaux de l'esthétisme moderne. Oscar Wilde dira plus tard : « Traiter la vie dans l'esprit de l'art. » L'amoralisme esthétique est bien un des traits de l'époque romantique, comme en témoigne « Mademoiselle de Maupin », que Swinburne appelait « le livre d'or de la beauté ». Aussi bien Wilde doit beaucoup à Théophile Gautier. Cet amoralisme esthétique, Gautier, dans son célèbre roman, l'étendait aussi à la vie érotique. Précédant Baudelaire, il y introduit le motif de Lesbos et de Sodome. Et parmi les multiples formes qui nous sont dépeintes dans la *Comédie Humaine*, ces dernières formes de l'amour ne pouvaient manquer. Mais là encore

Balzac fait, pour les décrire, appel à cette quête de jouissance, à cette « recherche de l'infini ». Il réussit même, grâce à une adresse et à un art qui font penser à Loti, à nous faire supporter la peinture d'un des égarements érotiques les plus étranges dans *Une passion dans le désert*, où il analyse l'influence destructive de la solitude tropicale sur le système nerveux.

De là aussi l'importance de la beauté corporelle. Dans cette sphère, l'amour est sanctionné par cette adoration de la beauté. C'est ce que dit Henri de Marsay à Paquita :

> Tu es un de ces anges qu'on m'avait appris à haïr, et dans lesquels je ne voyais que des monstres, tandis que vous êtes ce qu'il y a de plus beau sous le ciel.

Coralie, elle aussi, grâce à la « beauté surhumaine » de Lucien, se sent absoute et n'éprouve aucun remords à l'aimer. Chez Arabella Dudley, cette sentimentalité religieuse se fait plus vivement sentir encore que chez la courtisane parisienne :

> Je me suis demandé si je commettais un crime en t'aimant, si je violais les lois divines, et j'ai trouvé que rien n'était plus religieux ni plus naturel. Pourquoi Dieu créerait-il des êtres plus beaux que les autres, si ce n'est pour nous indiquer que nous devons les adorer? Le crime serait de ne pas t'aimer, n'es-tu pas un ange?... les règles de la morale ne te sont pas applicables, Dieu t'a mis au-dessus de tout. N'est-ce pas se rapprocher de lui que de t'aimer? Pourra-t-il en vouloir à une pauvre femme d'avoir appétit des choses divines?

Ici aussi, on le voit, l'esthétisme romantique prend la forme d'un amoralisme conscient; mais au lieu de se faire païen, il se pare de lambeaux chrétiens. Par là Balzac rejoint une des formes principales de l'érotisme romantique.

L'amour-passion et l'amour-adoration, ce sont là deux modes de sentir que le romantisme, outre ses prétentions à l'esthétisme, a remis en honneur; façons de sentir qui d'ailleurs remontent assez loin dans le XVIIIe siècle, et avant Rousseau lui-même. C'était là une réaction contre l'érotisme badin et lutin du rococo; le cœur reprenait ses droits contre les folâtreries sensuelles d'une époque qui ne voyait dans l'amour que la bagatelle et pour laquelle « un quart d'heure d'un commerce intime entre deux personnes d'un sexe différent et qui ont du goût l'une pour l'autre » se parait déjà d'une

haute valeur érotique. Mais ces deux conceptions de l'amour ont dû attendre le début du XIXe siècle avant de triompher, et c'est seulement lorsque le mouvement romantique est à son apogée — c'est-à-dire entre 1820 et 1840 en France — qu'elles deviennent une convention obligée, pour quitter bientôt les hautes régions de la poésie et s'abîmer graduellement dans les platitudes du roman-feuilleton. Lorsque Balzac peint *les Petits Bourgeois* de 1845, il nous les montre rêvant « de boire la passion dans une coupe d'or ciselée ». Pour un jeune provincial comme Calyste du Guénic, l'amour-passion est encore en 1840 une chose toute nouvelle et, dans sa hâte à s'émanciper de de la tradition familiale et religieuse, il se peint cette passion sous les traits les plus délicieusement naïfs. Il se voit errant par des sentiers pleins de rosée, attendant des heures sous une gouttière sans sentir la pluie « comme les amoureux vus par Diderot », capable de tenir un charbon ardent, comme le duc de Lorraine, escaladant un balcon sur une échelle de soie, ou encore caché dans une armoire ou sous un lit.

> Vivrais-je sans éprouver ces rages de cœur qui grandissent la puissance de l'homme?... Ces beaux oiseaux bleus de mes rêves, ils viennent de Paris, ils sortent d'entre les pages de lord Byron, de Scott : c'est Parisina, Effie, Minna!

Le jeune romantique qui veut vraiment aimer — c'est-à-dire selon la vérité littéraire — se doit de témoigner de sa passion par mille folies sublimes. Même un politicien blasé comme de Marsay n'a pas échappé à cette mode durant sa jeunesse.

Mais il ne faudrait pas croire que l'amour-passion n'apparaît dans la *Comédie Humaine* que pour y être persiflé. Comme devant toute grande passion, Balzac est plein de respect pour l'amour-passion, lorsqu'il est sincère et ne s'engonce pas dans la rhétorique. Cette idée d'amour-passion datait d'avant la révolution et c'est Sénac de Meilhan, ce peintre si spirituel d'une société près de périr, qui avait forgé le mot. Il s'empressait d'ailleurs d'ajouter qu'il n'avait lui-même jamais connu cette sorte de passion, car « en France, les grandes passions sont aussi rares que les grands hommes ». Le mot est devenu vite célèbre. Ses contemporains lui donnaient raison et ceux qui suivirent ont continué. Ce mot, qui résume parfaitement

tout un côté de l'attitude de Stendhal, trouve aussi son écho chez Balzac :

Les âmes féminines assez puissantes pour mettre l'infini dans l'amour constituent d'angéliques exceptions... Les grandes passions sont rares comme des chefs-d'œuvre. Hors cet amour, il n'y a rien que des arrangements, des irritations passagères, méprisables comme tout ce qui est petit.

La duchesse de Langeais représente justement ce type de femme incapable d'aimer, faute de grandeur d'âme. Mais en face d'elle se dresse une marquise d'Espard, une duchesse de Maufrigneuse ou encore une Coralie : toutes héroïnes d'une grande passion, et que Balzac a dépeintes avec admiration.

La folie ou la pseudo-folie de la passion romantique cherche volontiers un piment dans les façons de parler et de sentir des âmes religieuses. Le roman sensible avait déjà préparé cette mode, et Rousseau l'avait entièrement légitimée. Madame Cottin usait largement de ces expressions et Madame Riccoboni trouvait déjà que le mot « adorer » était faible. Elle ne se doutait pas que ce mot allait recevoir un regain de vie et de virulence en s'enrichissant des apports du catholicisme et du spiritualisme romantiques. Les héros romantiques de Balzac, lorsqu'ils aiment, renoncent mal à cette atmosphère de vague idéalisme. Ils s'aiment « religieusement »; ils comprennent « la sainteté de l'amour ». Le premier baiser dans lequel « deux âmes prennent possession d'elles-mêmes » a pour eux « cette sainte et délicieuse ferveur » qui chasse toute arrière-pensée. La baron Macumer est le modèle de ceux qui unissent la passion à l'adoration. Avec quelle joie celle qu'il « adore » confie-t-elle à son amie :

Quel bond de lion africain!... Ce n'est plus Paris, c'est l'Espagne ou l'Orient; enfin, c'est l'Abencérage qui parle, qui s'agenouille devant l'Ève catholique en lui apportant son cimeterre, son cheval et sa tête.

Félix de Vandenesse pousse encore plus loin le sentimentalisme religieux. Il boit deux larmes qu'il essuie sur les joues de celle qu'il aime et s'écrie :

Voici la première, la sainte communion de l'amour. Oui, je viens de participer à vos douleurs, de m'unir à votre âme, comme nous nous unissons au Christ en buvant sa divine substance.

Dans de pareilles scènes, bien des détails et bien des expressions appartiennent à l'époque et ont été décrites par Balzac comme telles. Pourtant, Balzac y a mis quelque chose de sa propre vie. Chez lui, la vie érotique et la vie religieuse, et on peut ajouter même la vie mystique, sont intimement mêlées. Les héros de Balzac voient dans l'amour un mouvement infini qui ne trouve sa fin qu'en Dieu. Passe cet amour, Dieu seul peut donner un sens à leur vie. « Après avoir aimé comme nous aimions, il n'y a plus que Dieu. » L'amour est-il sans espoir, l'âme se trouve ainsi plus proche de Dieu : « J'ai conçu la beauté, la grandeur d'un amour sans espoir. N'est-ce pas le seul sentiment qui nous rapproche de Dieu? » « Rien ne ressemble plus à l'amour divin que l'amour sans espoir. » Même accent dans les paroles sévères de l'abbé Herrera lorsqu'il réprouve l'amour de la pauvre courtisane, tout en lui montrant le chemin de l'amour purificateur.

Mais l'amour heureux trouve aussi la même consécration religieuse : « Je t'ai, depuis longtemps, confondue avec le Seigneur de toutes choses : je suis à toi, comme je suis à lui. »

C'est peut-être dans ces paroles du critique Claude Vignon à Camille Maupin que Balzac a le plus clairement formulé son idéal :

> Pour vous, comme pour quelques hommes de génie infiniment rares, l'amour n'est pas ce que la nature l'a fait : un besoin impérieux à la satisfaction duquel elle attache de vifs mais de passagers plaisirs, et qui meurt ; vous le voyez tel que l'a créé le christianisme : un royaume idéal, plein de sentiments nobles, de grandes petitesses, de poésies, de sensations spirituelles, de dévouements, de fleurs morales, d'harmonies enchanteresses, et situé bien au-dessus des grossièretés vulgaires, mais où vont deux créatures réunies en un ange, enlevées par les ailes du plaisir.

Mais un tel idéal de l'amour suppose une tension énorme qui n'est autre chose que l'antagonisme entre l'âme et les sens. Tous les grands poètes qui ont apparu jusqu'ici durant l'ère chrétienne, de Dante jusqu'à Gœthe, se sont efforcés d'équilibrer cet antagonisme. Tous ont échoué. Balzac aussi s'y est essayé, et il a échoué. Là où il a dépeint le plus profondément l'amour, c'est là où précisément, après avoir essayé la fusion de tous ses éléments, il constate son insuccès. De cette tentative et de cet échec, il n'est pas de plus bel exemple que *le Lys dans la Vallée*. Ce double amour, Félix le connaît ;

A chaque heure, de moment en moment, notre fraternel mariage, fondé sur la confiance, devint plus cohérent; nous nous établissions chacun dans notre position : la comtesse m'enveloppait dans les nourricières protections, dans les blanches draperies d'un amour tout maternel; tandis que son amour, séraphique en sa présence, devenait loin d'elle mordant et altéré comme un fer rouge; je l'aimais d'un double amour qui décochait tour à tour les mille flèches du désir, et les perdait au ciel où elles se mouraient dans un éther infranchissable.

Félix est ainsi contraint de se prêter à un rôle sublime, auquel parfois il se surprend à croire. « Vous serez ma religion et ma lumière, vous serez tout. » « Non, je ne puis être la source de vos plaisirs. » Mais Henriette, elle aussi, doit confesser enfin qu'elle a vécu dans une folle illusion :

Je comprends aujourd'hui que le ciel et la terre sont incompatibles. Oui, pour qui peut vivre dans la zone céleste, Dieu seul est possible. Notre âme doit être alors détachée de toutes les choses terrestres. Il faut aimer ses amis comme on aime ses enfants, pour eux et non pour soi.

Solution douloureuse d'une longue lutte, tragique renoncement. Et pourtant, chose plus tragique encore, ce n'est pas le dernier dénouement. A son lit de mort, Henriette s'écrie, affolée : « Tout a été mensonge dans la vie... Est-il possible que je meure, moi qui n'ai pas vécu? »

Certains critiques ont trouvé cette fin immorale. Ils méritent le mot que Vautrin assène sur la tête de Goriot : « La vertu dans toute la fleur de sa bêtise. » Car c'est justement dans ce cri de désespoir et d'agonie que l'art de Balzac révèle son émouvante grandeur.

Félix est tout aussi incapable de réaliser l'idéal du pur amour et de l'union des âmes. Il est le jouet de deux passions incompatibles. Henriette de Mortsauf est l'élue de son âme, tandis qu'il aime Arabella Dudley d'un amour tout charnel.

Félix explique cet échec par la double nature de l'homme, constamment tiraillé entre l'ange et la bête, entre l'amour divin et l'amour charnel.

Tel homme les résout en un seul, tel autre s'abstient; celui-ci fouille le sexe entier pour y chercher la satisfaction de ses appétits antérieurs, celui-là l'idéalise en une seule femme dans laquelle se résume l'univers; les uns flottent indécis entre les voluptés de la matière et celles de l'esprit, les autres spiritualisent la chair en lui demandant

ce qu'elle ne saurait donner. Si, pensant à ces traits généraux de l'amour, vous tenez compte des répulsions et des affinités qui résultent de la diversité des organisations...; si vous y joignez les erreurs produites par les espérances des gens qui vivent plus spécialement par l'esprit, par le cœur ou par l'action... : vous aurez une grande indulgence pour les malheurs envers lesquels la société se montre sans pitié.

Dans *la Cousine Bette*, Balzac revient sur cette idée et ajoute que la femme capable de satisfaire à l'une et l'autre aspiration, est une étrange exception, « un mystérieux androgyne », que l'homme recherche presque toujours en vain. On serait tenté de croire, à la suite de pareilles réflexions, que Balzac, loin de voir dans l'échec de cet idéal une nécessité de nature, l'explique par une série de simples hasards. La solution consisterait alors à sauvegarder cet idéal en le préservant de tous les obstacles et de tous les dangers qui le menacent, et à former d'après lui un nouveau type humain, un type capable de redécouvrir en lui les sources originales et profondes de l'intuition morale et de retrouver l'unité de la vie; un type enfin qui se dépouille et se délivre de toutes les formes historiques qui assombrissent son idéal moral. Mais Balzac, pas plus que son siècle, n'était en mesure de concevoir même l'idée de cette solution.

Il cherche toujours à incarner cet idéal dualiste de l'amour en des créatures nouvelles, sans parvenir pourtant à surmonter les effets destructeurs de ce dualisme. De là sa conception de l'amour angélique qui occupe une place si importante dans la *Comédie Humaine* et dont il a poussé fort loin les diverses incarnations. Dans *l'Enfant maudit*, dans *les Proscrits*, dans *Louis Lambert* et enfin dans *Séraphita*, c'est le même rêve qui le poursuit.

Le platonisme de la Renaissance connaissait déjà l'amour angélique; Pic de la Mirandole l'appelle l'amour céleste, qui s'adresse à la beauté spirituelle. Et déjà chez lui le mythe oriental et platonicien de la double nature androgyne de l'homme se charge d'éléments gnostiques et cabalistiques. Franz von Helmont et Jacob Böhme se livrent plus tard à des spéculations semblables. Chez eux, tout comme dans la tradition théosophique, qui a eu sur Balzac l'influence la plus forte, la notion d'amour angélique fait partie d'un système métaphy-

sique. Dans la littérature conventionnelle de l'amour-adoration, comme par exemple chez madame Cottin, on a toujours le mot ange dans la bouche; mais il ne s'agit plus là que d'une simple métaphore, et d'une mode de style. Cette mode, c'est le « genre angélique »; elle fait rage parmi les reines des salons romantiques de la Restauration. Balzac ne s'est pas fait faute de la poursuivre de ses violents sarcasmes. « On est deux anges, et on se comporte comme deux démons si l'on peut », remarque-t-il cruellement quelque part. Déjà dans les dernières années de l'ancien régime, Sénac de Meilhan se moquait méchamment de cette même mode :

Faites croire, si vous pouvez, à celle que vous voulez séduire qu'elle est une substance particulière plus près de l'ange que de la femme : vous serez cru; que dis-je? vous serez au-dessous encore des illusions de son amour-propre, et l'on ne refusera rien à un homme doué d'un discernement aussi exquis.

La théorie balzacienne de l'amour angélique s'écarte soigneusement de ce jargon à la mode. Balzac cherche à la fonder métaphysiquement, elle n'est pas pour lui une simple idée poétique; elle représente une vérité philosophique. Dans une préface à *Eugénie Grandet*, qui ne fut plus réimprimée par la suite, il déclare :

Si l'auteur continue d'accorder, malgré les critiques, tant de perfections à la femme, il pense encore, lui jeune, que la femme est l'être le plus parfait entre les créatures. Sortie la dernière des mains qui façonnaient les mondes, elle doit exprimer plus purement que tout autre la pensée divine.

La femme n'est pas

ainsi que l'homme, prise dans le granit primordial; mais, tirée des flancs de l'homme, matière souple et ductile, elle est une création transitoire entre l'homme et l'ange... forte autant que l'homme est fort, et délicatement intelligente par le sentiment, comme est l'ange.

Ainsi la femme se trouve être plus proche de l'ange que l'homme. Mais l'homme, lui aussi, peut s'élever, grâce aux puissances del'esprit, jusqu'à cette hauteur. Tel, par exemple, le jeune Étienne d'Hérouville. Voué dès son plus jeune âge à la solitude, il était « enfant par la forme, homme par l'esprit... également angélique sous les deux aspects ». Il a appris à transporter « ses émotions dans la région des idées », et à

vivre « par l'âme et par l'intelligence ». Il devient ainsi « une sorte de créature intermédiaire entre l'homme et la plante, ou peut-être entre l'homme et Dieu ». Il se plaît à contempler la mer, où sa passion de connaître et d'aimer trouve à s'assouvir. « Il y découvrit la raison de plusieurs mystères. Le destin lui fait rencontrer la jeune Gabrielle Beauvouloir, qui incarne pour lui « la séraphique et profonde beauté de l'Église catholique... »

Ainsi ces deux blanches colombes volent d'une aile semblable sous un ciel pur : Étienne aime, il est aimé, le présent est serein, l'avenir est sans nuages... la virginité des sens et de l'esprit leur agrandit le monde;... le désir, dont les satisfactions flétrissent tant de choses, le désir, cette faute de l'amour terrestre, ne les atteint pas encore.

Pourtant le moment vient où eux aussi connaissent le désir et se donnent entièrement l'un à l'autre. Étroitement enlacés, Étienne et Gabrielle reposent dans un paysage d'été.

Certes, ils ne pouvaient alors être comparés qu'à un ange qui, les pieds posés sur le monde, attend l'heure de revoler vers le ciel. Ils avaient accompli ce beau rêve du génie mystique de Platon et de tous ceux qui cherchent un sens à l'humanité; ils ne faisaient qu'une seule âme, ils étaient bien cette perle mystérieuse destinée à orner le front de quelque astre inconnu, notre espoir à tous!

Ici comme sous la Renaissance, la mystique chrétienne orientale et le mythe platonicien se trouvent confondus dans une vague représentation de la nature angélique. Mais, ce qui est tout à fait caractéristique, c'est qu'ici encore la valeur accordée aux réalités des sens demeure entière. « Le désir, cette faute de l'amour terrestre », voilà qui paraît assez clair. Et pourtant, l'amour angélique qui unit Étienne et Gabrielle arrive à maturation dans une communion totale des sens et de l'esprit, et Balzac, loin de voir là une chute ou une défaite, y voit la réalisation la plus haute que peut atteindre sur terre le mystère mystique et théosophique de l'amour. S'il est vrai que l'amour ne se réalise pleinement que dans un acte où l'individualité s'évanouit pour ne plus former qu'un seul être avec un autre être, l'union des corps est un symbole qui trouve par là même sa sanction. Le véritable amour, dès lors, est bien, comme Balzac

le dit ailleurs, « la graduelle fusion des deux natures qui réalise l'androgyne platonique ».

Chez Balzac, comme dans toute la tradition ésotérique de la gnostique, de la Renaissance et du mysticisme moderne et contemporain, le mythe de l'androgyne tend à réconcilier le spiritualisme religieux avec l'hédonisme érotique et à mettre fin à la guerre que l'ascétisme déclare aux sens. Pour maintenir plus étroitement ces éléments discordants, ce mythe s'allie volontiers à la doctrine que la tradition orientale et chrétienne nous a transmise sur la nature angélique. Mais on ne fait par là que reculer la discordance, en la reportant sur la notion même de nature et d'amour angéliques; on ne la fait pas disparaître.

C'est pourquoi, chez Balzac même, ce conflit se trouve localisé dans l'interprétation qu'il donne de l'amour angélique et dans les diverses solutions qu'il propose; solutions inadéquates, alors même que l'idée d'amour angélique devait mettre fin au conflit. C'est ce qui apparaît très nettement dans les deux grandes œuvres mystiques de Balzac, *Louis Lambert* et *Séraphita*. Balzac a emprunté plusieurs éléments de ses conceptions religieuses à la doctrine de Swedenborg. Ici, cette doctrine lui permet de préciser davantage la notion d'amour angélique. Mais dans ces deux livres mystiques, il ne réussit pas à résoudre le problème de la vie érotique. Le spiritualisme de Louis Lambert, en s'élançant vers les plus hautes régions, se désagrège et se brise sous la poussée triomphante d'une sensualité trop longtemps comprimée. Et si, dans *Séraphita*, la sensualité est vaincue, ce n'est que par un renoncement à l'amour terrestre, renoncement qui fait place à l'amour mystique de Dieu. Séraphita, qui se trouve déjà, de par sa nature même, située au-dessus des conditions humaines, puisqu'elle est androgyne et qu'elle devient ange, ne trouve à se réaliser pleinement que dans une dernière victoire du désir, qui amène sa mort et sa transfiguration.

Il est très rare que Balzac s'attarde à décrire l'amour purement spirituel, l'amour qui échappe à toute tentation charnelle. C'est tout au plus si l'on peut citer l'union angélique qui attache l'un à l'autre Emilio Memmi et Massimilia

Doni, et qui leur fait mépriser tous les « grossiers plaisirs ». Enfin, dans toute l'œuvre de Balzac, on ne trouve qu'une seule trace de cette *perfecta spiritualis dilectio*, dont Thomas a Kempis parle comme d'un mystère : cette trace, il faut la chercher dans *l'Envers de l'Histoire contemporaine*, dans cette œuvre unique chez Balzac, où il essaie de capter un des rayons qui font la splendeur de *l'Imitation*. Là, l'amour qui porte une âme vers une autre âme est « un sentiment immense, infini, né de la charité catholique... C'est un attachement sans aucun mécompte, sans brouilles, sans vanité, sans luttes, sans contrastes même, tant les natures morales se sont également confondues ». Tout égoïsme a disparu, et avec lui jusqu'au désir de possession spirituelle. L'*amor concupiscentiae* cède à l'*amor benevolentiae*. Loin d'éloigner et de séparer deux êtres du monde, cet amour embrasse une communauté des âmes, à laquelle il est permis d'appliquer ces mots de *l'Imitation* : *Omnes unum sunt per caritatis vinculum : idem sentiunt, idem volunt, et omnes in unum se diligunt.*

Mais une communauté si parfaite et si noble n'est possible que pour ceux qui se sont détachés des réalités, des souffrances et des joies de la terre. Balzac, lui, vivait au centre même de cette réalité humaine en qui viennent composer les affaires et la société, le travail, la politique, les idées. Il se trouve au beau milieu du courant de la vie. Il peut bien jeter un regard d'envie et d'admiration vers les bords tranquilles où reposent dans une paix complète les âmes qui se sont consacrées à Dieu, mais il ne peut pas se joindre à elles. Il peut bien capter pour un moment les rayonnantes clartés de l'amour spirituel et en enrichir sa prodigieuse palette, mais ces clartés ne peuvent pas l'aider à avancer sur la route qu'il doit suivre. Bien plus, il peut peindre l'amour, il peut le glorifier à travers les mille créatures de son génie, mais ni dans sa vie, ni dans son œuvre par conséquent, l'amour ne peut être la valeur suprême et l'idée unique. Il a su aimer, mais il doit d'abord créer. Et s'il a conçu l'antagonisme entre l'amour charnel et l'amour spirituel comme le problème fondamental de la vie érotique, le problème fondamental de la vie pratique consiste pour lui à surmonter l'antagonisme qui oppose l'amour et l'œuvre, la femme et l'idée.

Cet antagonisme réapparaît constamment dans *la Comédie humaine*. C'est dans *la Recherche de l'Absolu* qu'il trouve son expression la plus frappante. Balthasar Claes, possédé par son démon, le cœur desséché, brise le bonheur de son mariage. Sa femme, qui se résigne héroïquement à renoncer, le place en face du dilemme :

La science est ta vie. Un grand homme ne peut avoir ni femme, ni enfants. Allez seuls dans vos voies de misère! Vos vertus ne sont pas celles des gens vulgaires, vous appartenez au monde, vous ne sauriez appartenir ni à une femme, ni à une famille. Vous desséchez la terre autour de vous, comme font les grands arbres.

C'est là la solution tragique du problème. La femme y trouve sa perte, et Balthasar Claes, de son côté, échoue. Sans doute, la source de cet échec tragique, c'est la chimère même pour laquelle il a tout sacrifié. Mais aurait-il été la proie de cette chimère, si sa femme, au lieu de consentir à se sacrifier, ce qui est une solution héroïque certes, mais aussi une solution sentimentale et fausse, avait su le suivre et l'assister en pénétrant mieux dans ses réflexions et ses desseins? Si elle avait montré pour lui plus de compréhension, si elle l'avait secondé sans se perdre elle-même, partageant tous ses déboires et tous ses espoirs? Si elle l'avait encouragé, consolé, doucement averti? N'eût-ce pas été là le couronnement de leur amour à tous deux? Marianna n'a-t-elle pas épousé un Gambara pour veiller sur son génie égaré? Lui, le génie, elle, la raison, tous les deux formant « cet être presque divin qu'on appelle un ange, cette sublime créature qui jouit et comprend, sans que la sagesse étouffe l'amour ».

Balzac a souvent décrit la femme émancipée. Ce thème faisait partie des discussions romantiques. Madame de Staël et après elle George Sand avaient introduit dans la littérature la question du féminisme et avaient cherché à la résoudre dans la vie pratique. Balzac a donné à cette question une réponse d'une clarté lapidaire : « La destinée de la femme et sa seule gloire est de faire battre le cœur des hommes. » Ce n'est pas qu'il soit insensible à la grandeur d'une Camille Maupin, mais elle reste pourtant pour lui une « créature monstrueuse, qui a quelque chose de la sirène et de l'athéisme ». Et il la laisse finir dans le repentir. Pour les types ridicules des

bas-bleus romantiques, il n'a que sarcasmes et mépris. La femme d'élite accomplit sa véritable vocation, non pas en cherchant à s'émanciper, mais en se vouant à l'homme de génie, qui est toujours une âme souffrante et dont la voie solitaire est semée de dangers :

Auprès des âmes souffrantes et malades, les femmes d'élite ont un rôle sublime à jouer, celui de la sœur de charité, qui panse les blessures, celui de la mère qui pardonne à l'enfant.

C'est aussi le rêve de Marie de Vandenesse :

Être une providence humaine pour Raoul... soutenir de sa main blanche et faible ce colosse... être secrètement la créatrice d'une grande fortune, aider un homme de génie à lutter avec le sort et à le dompter... lui donner l'amulette contre les sortilèges et le baume pour les blessures.

L'amour est pour elle « une voluptueuse charité ». Et c'est encore Pauline Gudin, qui veille sur Raphaël, ou Pauline de Villenoix sur Louis Lambert, ou madame de Mortsauf sur Félix. Et toutes sentent que leur plus haute vocation est d'être pour l'homme aimé la consolatrice, le refuge, le secours. Participant à sa création et à son œuvre, elles deviennent elles-mêmes créatrices, tout en restant fidèles à leur nature féminine. Cet idéal féminin ne pouvait être conçu et réalisé que par un homme qui voit dans la création et dans l'idée catholique de sacrifice des données spirituelles essentielles à la vie. « Sœur de charité », c'est là une alliance de mots que Balzac emploie toujours, chaque fois qu'il décrit ce type féminin idéal. Mais ces mots ne s'enrichissent de tous leurs harmoniques que si on les rapproche des idées religieuses de Balzac et de la valeur qu'il attribue à la « Charité ».

Cet idéal n'est en aucune façon une projection de l'imagination romantique. Il ne fait que refléter dans son œuvre une des réalités les plus hautes et les plus pures de sa vie. C'est madame de Berny, la *nunc et semper dilecta*, qui sert de modèle à toutes ces créatures balzaciennes. Elle fut pour Balzac une amie, une amante, une mère. Elle l'a soutenu de ses ressources matérielles, de toute son expérience de la vie, du trésor inépuisable de son cœur. Elle a été tout pour lui; elle a été « un ange descendu du ciel ». Elle a reçu de Balzac les hommages les

plus sublimes, et quiconque admire Balzac ne peut pas penser à cette femme sans lui être reconnaissant et sans la vénérer.

Balzac s'est acharné à voir en madame Hanska une seconde madame de Berny. Tout le pathétique des *Lettres à l'Étrangère* est dans cet effort que fait Balzac pour idéaliser la lointaine inconnue. Tous les excès de la sentimentalité, toutes les folies de la passion romantique, toutes les images paradisiaques, toutes les exaltations extatiques et blasphématoires de l'adoration, tout cela gonfle ses lettres, et tout cela dure avec la même intensité près de vingt ans! Et pourtant toujours reviennent des détails qui lui révèlent les petitesses de cette femme et lui annoncent des désillusions : reproches puérils, soupçons qu'il lui faut réfuter, complications créées par cette nature si nerveuse et qu'il lui faut sans cesse aplanir. Avait-elle compris ce qui faisait la véritable vocation de la femme? Et cette vocation n'était-elle pas au-dessus de ce que la plupart des femmes peuvent donner? Il n'est pas rare de rencontrer chez Balzac de pareilles réflexions. « Toutes les femmes veulent qu'on ne s'occupe que d'elles. » Très peu consentent à être une « sœur de charité auprès d'hommes de science ou d'art ». Et Wilfrid demande quelque part à Séraphita : « Tu n'as donc pas d'âme, si tu n'es pas séduite par la perspective de consoler un grand homme? »

L'amour de Charité est donc une exception très rare. Elle est la fleur, le couronnement de l'existence, tout au moins selon l'idée. Mais en réalité, le monde moderne soumis à l'argent et au travail ne laisse presque plus rien subsister de ce qui fait l'éclat de cet amour idéal. L'amour, dès qu'il veut se réaliser, est soumis à la nécessité économique. L'absence de tous besoins dont rêve l'idéalisme romantique ne tient pas devant la réalité.

Les quinze cents francs et ma Sophie, sont des propos d'affamés auxquels le pain bis suffit d'abord, mais qui, devenus gourmets s'ils aiment réellement, finissent par regretter les richesses de la gastronomie. L'amour a le travail et la misère en horreur. Il aime mieux mourir que de vivoter.

Dans le Paris moderne, et au beau milieu de notre époque, l'amour exige « des travaux impossibles ».

La femme moderne veut le luxe, elle le veut jusque dans

l'amour. L'amour, tout comme l'art et la société, veut s'orner de tout ce qui fait le charme des raffinements de la vie moderne. Mais l'homme qui est né pour créer ne peut, ni ne doit se laisser entraîner dans cet esclavage. Que lui reste-il à faire, sinon à dresser une frontière entre l'idée et la réalité, à goûter en pensée à l'amour éthéré et à satisfaire à « l'appétit » de l'amour sans se mettre en frais de sentiments? Mais alors c'est l'unité de l'amour qui se trouve à nouveau rompue.

Mêler intimement le caractère naturel et le sens spirituel de l'amour, en faire une unité profonde, une image rayonnante pareille aux statues des dieux, attacher ses regards sur cet idéal pour marquer toute sa vie érotique du sceau de la pureté, de la clarté, de la beauté, c'est là un des désirs les plus élevés de la virilité, ce vers quoi la pousse son instinct de création. C'est à quoi tendent aussi toute la plénitude de vie qui emportait Balzac, son rêve de beauté, la volonté de son esprit. Mais il échoue dans tous ses élans. Il échoue déjà, nous l'avons vu, sur le plan de l'idée; il échoue encore en se heurtant aux lois naturelles de la société moderne.

L'idée ne pouvait-elle pas, ne devait-elle pas nécessairement surgir un jour, que c'est faire fausse route que de s'efforcer à ce désir? Ne devait-il pas un jour se demander, tout d'abord avec effroi et lanciné par l'angoisse, puis trouvant dans ce doute même des lumières et des appels, s'il fallait vraiment attribuer à l'amour cette valeur souveraine dont le pare notre désir? La divinisation de l'amour, « le culte de l'amour pour l'amour », pour reprendre une de ses expressions très caracrétistiques, n'était-ce pas là une fausse piste? Ne restait-il pas à l'homme une richesse inappréciable de grandeur et de puissance créatrice, même après avoir détrôné l'amour? N'est-il pas toujours poussé en avant par une force qui le conjure et lui permet de peupler sa vie d'accomplissements plus profonds et plus durables, de lui donner une ligne plus héroïque que ne le fait l'amour?

En cherchant à mettre l'infini dans l'amour, dans la volupté l'extase où nous plonge l'enivrement de la beauté, dans la passion les transports où nous ravissent la quête de Dieu, Balzac avait surestimé l'amour. Mais on trouve dans son œuvre une tendance toute contraire. Elle y est tout aussi profondé-

ment enracinée, bien qu'elle apparaisse moins clairement à un regard superficiel : il méprise l'amour, il renonce à l'amour pour s'accomplir sur un plan plus élevé. Et ce qu'il y a de remarquable dans cette attitude de Balzac, c'est qu'elle n'est pas le fruit tardif d'illusions brisées, le bilan de toute une vie, un ressentiment qui serait né de l'impuissance et d'une sagesse blasée; c'est une polarité dont Balzac a clairement conscience dès qu'il arrive au seuil de la maturité. De cela témoigne cette page fort curieuse qui termine la *Physiologie du Mariage* et qui donne tout d'abord l'impression qu'on se trouve en face d'un corps étranger venu on ne sait d'où :

Abjurez l'amour. D'abord plus de tracas, de soins, d'inquiétudes; plus de ces petites passions qui gaspillent les forces humaines. Un homme vit heureux et tranquille; socialement parlant, sa puissance est infiniment plus grande et plus intense. Ce divorce fait avec ce je ne sais quoi nommé amour est la raison primitive du pouvoir de tous les hommes qui agissent sur les masses humaines, mais ce n'est rien encore. Ah, si vous connaissiez alors de quelle force magique un homme est doué, quels sont ses trésors de puissance intellectuelle, et quelle longévité de corps il trouve en lui-même, quand, se détachant de toutes espèces de passions humaines, il emploie toute son énergie au profit de son âme! Si vous pouviez jouir pendant deux minutes des richesses que Dieu dispense aux hommes sages qui ne considèrent l'amour que comme un besoin passager auquel il suffit d'obéir à vingt ans, six mois durant... ah, vous iriez vivre dans les cieux!... vous y trouveriez l'amour que vous cherchez dans la fange terrestre; vous y entendriez des concerts autrement mélodieux que ceux de M. Rossini, des voix plus pures que celle de la Malibran... Mais j'en parle en aveugle et par ouï-dire : si je n'étais pas allé en Allemagne, je ne saurais rien de tout ceci... Oui, l'homme a une vocation pour l'infini. Il y a en lui un instinct qui l'appelle vers Dieu. Dieu est tout, donne tout, fait oublier tout, et la pensée est le fil qu'il nous a donné pour communiquer avec lui!...

Durant toute une vie Balzac a fait œuvre de poète en cherchant l'absolu de l'amour; mais il le réduit par avance à l'échelle de la relativité par cette simple page. Car ce n'est pas là une toquade de vieillard : c'est une adjuration qui exprime un des éléments essentiels de la personnalité même de Balzac.

ERNST ROBERT CURTIUS

Traduction de HENRI JOURDAN.)

LE LIVRE DE LA BROUSSE[1]

III

La nuit vint, brusque.

La lune gravitait déjà par le ciel où bombillent à profusion, quand les ténèbres sont claires et belles, étincelants essaims de moucherons de cuivre, les étoiles.

Kossi s'arrêta de travailler. Que lui importait, pour le moment, que la longueur de l'infini se fût confondue dans sa largeur? Que les combes et les kagas fussent maculés de buées sans épaisseur?

Il n'avait plus goût pour rien et ne se sentait même pas le courage de forger plus avant de ces fers de sagaie qui changent, de la hampe à la pointe, deux ou trois fois de plan de retaille, ni de ces couteaux de jet, qui projetés à toute volée, filent droit au but, avec des frouements aigus.

Le travail, pourtant, ne lui manquait point. Il ne savait où donner la tête. Tout le monde lui passait des commandes. La saison de la chasse au feu allait s'ouvrir.

Quelques jours encore, et les horizons se hérisseraient de flammes fourrées de fumées. Des nuées de charognards, des hordes de corbeaux voleraient à tire-d'aile au-dessus de la brousse incendiée. Les échos, les sous-bois, les plaines, les hauteurs se gorgeraient de cris, de clameurs, de sonneries d'olifants, de rauquements de cornes d'appel. Les chiens aboieraient à pleine gueule. Les cibissis, les antilopes, les sangliers, les phacochères viendraient s'empêtrer dans les

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 septembre et 1er octobre.

mailles des filets tendus. Et les sagaies de danser autour d'eux les frénétiques danses rouges des tueries sous le soleil. Et-pa! — dans l'écume des hures souillées de sang. Et-djouk! — dans les panses dégonflées et palpitantes. Ce serait la vie! Ce serait la joie!

Mais non. Il n'était plus possible qu'il éprouvât encore de joie en ce monde. Nini! Mata! Le contentement avait déserté son cœur pour toujours. Jamais plus il n'y reviendrait. Il faudrait, pour qu'il se distendît à nouveau, que le tribunal de Ngakoura, cassant le jugement qu'il avait rendu, se décidât à réparer le préjudice qu'on avait causé à Doutomikoh, en ne châtiant pas son meurtrier comme il aurait mérité de l'être.

Quelle termitière, quel baobab d'iniquité, ce jugement! C'est tout juste si on avait condamné Tougoumali à payer une amende dérisoire, qui ne se montait qu'à huit poules et dix cabris, dont la moitié pour la victime.

Il avait eu beau protester avec violence, en appeler aux traditions et réclamer le prix du sang. Mieux eût valu pour lui cracher dans l'eau. Loin de l'écouter, on l'avait berné, ridiculisé, bafoué.

A quoi servaient, alors, ces fameuses lois de la brousse qu'on lui avait si durement enseignées, qu'il connaissait sur le bout des doigts et dont il était l'un des mainteneurs?

Pourquoi avait-on, sur ce point, négligé de le consulter? Pourquoi n'avait-on pas cru devoir faire droit à ses requêtes? Avait-on entendu lui donner par là un avertissement?

C'était donc ça? On le lui avait dit, mais il n'avait pas voulu y croire, de prime abord. A la réflexion, c'était ça. Comme on craignait sa force, comme on enviait son crédit, comme on jalousait son savoir, on s'appliquait à l'humilier dans le cadre de son village.

Il s'était élevé trop vite, il était, d'un seul coup, monté trop haut. On voulait l'abaisser, le réduire à la commune mesure, lui rappeler, quelque grand qu'il se crût être, qu'il n'était qu'un banda parmi des bandas.

Nul ne le savait mieux que lui. Les rudes disciplines de l'initiation ne l'avaient pas en vain plié à l'obéissance. Il n'ignorait rien de ses devoirs, rien non plus de ses droits.

Il connaissait le bien, le mal. Le bien tirait toujours de

son propre fonds sa récompense. Le mal, on devait le débusquer, le pourchasser, le punir. Était bien, par exemple : défendre l'honneur de ses parents, subvenir à leurs besoins dans la vieillesse, leur assurer des funérailles dignes d'eux, porter des offrandes à leurs Mânes, partager, si besoin était, avec les gens de même tribu et de même village, jusqu'à son dernier panier de manioc, jusqu'à son dernier grain de mil.

En revanche, voler était mauvais, voler, qui est le pire des crimes.

La propriété, en effet, est chose sacrée. De là que l'adultère n'est qu'un vol et le meurtre aussi, puisque, dans le premier cas, on dispose, en la personne de telle femme ou de telle autre, du bien d'autrui, de son avoir, de la portion d'apanage humain qu'il a troquée contre des cabris, des poules, des canards ou la monnaie d'échange que sont les fers de houe, et que, dans le second, on prend à son adversaire, sans motif, pour le plaisir, le souffle qui le fait vivre, la vie qui lui appartient en propre.

Or, l'adultère, en tant que vol, tombait sous le coup des peines les plus sévères. Le moins que l'on pût encourir en la matière, c'était de n'être que condamné à la seule énervation de la main droite.

Il n'était pas, du reste, de châtiment meilleur. De la sorte, le coupable portait à vie, partout, la marque de sa flétrissure, la preuve de son infamie.

Par surcroît, il lui était pour toujours défendu de songer à recourir aux moyens de force pour supprimer le rival gênant.

Quant au meurtre, il appelait nécessairement le meurtre ou, s'il y avait des circonstances atténuantes, le poing coupé, à moins que l'on ne préférât recourir à l'arbitrage des poisons d'épreuve.

Telles étaient les mœurs, les coutumes, les traditions, la loi.

Ceci étant, pourquoi les avait-on tournées en faveur de Tougoumali?

Indulgence néfaste. Tougoumali n'était pas de ceux qui en méritent. Qu'il en eût obtenu dépassait l'entendement. Il était d'ailleurs à parier qu'il n'avait pu arriver à ses fins qu'en comblant les notables de matabiches et en corrompant les Anciens.

Ehein! c'était sûrement grâce aux cadeaux dont ce maître fourbe les avait gavés en tapinois, qu'il avait pu se tirer d'affaire avec tant de facilité.

Voilà pourquoi on les avait renvoyés tous deux dos à dos, Voilà pourquoi on lui disait maintenant, à lui, Kossi, en lui donnant du plat de la main sur l'épaule : « Après tout, tu n'es pas à plaindre, et, entre nous, tu as tort de continuer à le faire! Que veux-tu de plus? N'as-tu pas tout ce qu'il te faut? N'es-tu pas le plus heureux des hommes? Yassi n'est-elle pas enfin devenue ta femme, Yassi que Tougoumali te disputait naguère et qu'il ne te disputera plus désormais? Et Doutomikoh n'est-il pas revenu à la santé? »

Certes, il était vrai qu'il avait pu arracher Doutomikoh à l'étreinte de Koliko'mbo. Mais croyait-on, par hasard, qu'il y était parvenu sans peine? Il ne savait que trop, au contraire, qu'il lui avait fallu faire appel à tout son savoir; inonder Ngakoura d'offrandes et de prières; danser des danses magiques autour du malade en plein délire; extirper Do'ndro, l'esprit malin, qui se plaît à vivre dans le corps des hommes et à infecter leurs entrailles, du poumon blessé où l'avait fiché le poignard de Tougoumali; faire donner les tam-tams pour mettre la fièvre en déroute.

Cette lutte de tous les instants avait duré pendant des jours, pendant des nuits. Puis Doutomikoh s'était remis. On n'avait toutefois pas besoin de le regarder longtemps pour comprendre qu'il n'irait pas loin.

Il n'était plus que l'ombre de son ombre. Un rien le faisait transpirer à grosses gouttes, un rien l'essoufflait. Il n'avait pas d'appétit, mangeait à peine et marchait voûté, ridé, cassé, en soutenant d'un bâton ses pas tardifs.

Bref, en moins de deux lunes, il avait pour le moins vieilli de dix saisons de pluies.

Et voilà! Parce que Doutomikoh n'était pas mort, — il n'en valait, pourtant, guère mieux, — on avait exempté Tougoumali de payer le prix du sang...

Alors, brusque, chaude, rouge, la rage l'avait pris. Et si Yassi n'avait pas été là... Mais heureusement pour Tougoumali, la sage Yassi était là.

Il s'était laissé fléchir par elle. A une condition cependant :

celle de ne pas faire de vieux os parmi les gens dont l'hypocrisie le répugnait.

Peu après, suivi de Yassi, de leurs poules, de leurs chiens, de leurs canards, de leurs cabris, de Doutomikoh, des trois femmes et des deux boyesses de celui-ci, il s'était porté, malgré les conseils de Katchina qui insistait pour qu'il n'en fît rien, sur un petit renflement de terrain situé derrière le village de Krébédjé, dans la direction du soleil levant, à vingt jets de flèches des toutes dernières cases du groupement qui lui pesait.

Là, il avait creusé sa case, celle de Yassi, celle de Doutomikoh, puis planté à l'entrée du village qu'il venait de fonder, une branche fourchue de l'arbre iili'ngou, qui croît le long des rivières, et déposé, dans l'espace compris entre deux de ses fourches, des offrandes à la divinité tutélaire.

Ce geste avait naturellement provoqué les commentaires les plus aigres. On s'était aussitôt répandu contre lui en diatribes passionnées. Son orgueil, sa violence commençaient vraiment à perdre toute mesure. Pour qui donc se prenait-il? Il ne lui appartenait pas de critiquer l'arrêt que les Anciens avaient rendu.

Il n'avait fait que rire de ces criailleries et ne s'était pas gêné pour dire à ceux de ses familiers qui les lui rapportaient, combien elles lui étaient indifférentes.

Les violences verbales, il en faisait fi. Pour le reste, il ne craignait rien ni personne, surtout depuis qu'il avait réduit Mourou à merci et qu'il s'était, en mangeant le cœur de ce féroce, incorporé sa force et son courage.

Donc, qui le cherchait le trouverait. Il se tenait à la disposition de chacun. Mais tout lui donnait à croire qu'il pouvait attendre longtemps.

Il fallait, d'autre part, se garder d'oublier qu'on avait, pour le moment, on ne peut plus besoin de ses services. La saison de la chasse au feu était venue. Nul mieux que lui ne savait dresser les pièges à l'éléphant ni traquer les bœufs sauvages.

Tout cela, joint à sa renommée de grand sorcier et à son incomparable vigueur, lui garantissait l'avenir.

Ses discours et son assurance avaient fini par produire leur effet. Et, par la suite, Alaouala, Katchina, Djékédé,

Kizikani et leurs femmes lui avaient demandé la permission de bâtir leurs cases auprès de la sienne et de celles de sa famille.

A ce souvenir, Kossi, se rengorgeant, promena un regard satisfait sur l'embryon de village qui l'avait choisi pour chef.

La nuit était si radieuse, si claire la lune, qu'on y voyait comme en plein jour. Les éphémères et les noctuelles voletaient autour de grands feux dont le flamboiement poudroyait de place en place. Des rondes de lucioles semblaient çà et là crépiter et s'éteindre, pour se rallumer aussitôt plus loin. La danse des étoiles saupoudrait le ciel de clignotements infinis. Les flatteries du vent flottaient de feuille en feuille, y propageant le parfum des menthes sauvages et l'arome des pollens disséminés. Le tam-tam des li'nghas et l'allégresse des balafons animaient la brousse de tambourinements, de rires syncopés, de chants et de frénésie.

Kossi peu à peu eut la sensation qu'il faisait vraiment trop beau ce soir-là, pour que sa colère pût résister plus longtemps à ce concert d'odeurs, de tam-tams et de lumières.

Il la sentait d'ailleurs se dissoudre en lui, comme fuit l'eau qu'on essaie de serrer dans sa main fermée. Aussi se préparait-il à se rendre jusqu'à la case de Djékédé, qui conversait, à quelques pas de là, avec Alaouala et Doutomikoh, lorsqu'il entendit une voix très douce, celle de Yassi, qui lui disait :

— Je te salue de bonnes paroles, mon Kossi bien à moi.

Elle s'accroupit avec précaution, se débarrassa des charges de mil et des paniers de manioc qu'elle portait en équilibre sur sa tête, puis vint s'asseoir à ses côtés, pour le mettre au courant des nouvelles et des propos qu'elle avait glanés chez Krébédjé pendant qu'elle y vaquait à ses affaires.

La maman de Bokolobo, la vieille Kaléyassi, était au plus mal. Trois cabris de Krébédjé avaient biqueté la nuit dernière. Elle avait entendu dire que des choses extraordinaires se passaient, elle ne savait où, sur la Grande Eau, et que des bandas de la Kouma avaient été assassinés par des mandjias de Combélé.

Kossi mangeait Yassi des yeux, tout en l'écoutant parler, et son sang commença à battre dans les cordes bleues de ses membres, comme s'il se fût mis à marcher à pas précipités.

Comme il la désirait, qu'elle fût près de lui ou non! Il en

était déjà ainsi, bien avant qu'il eût pris possession de sa chair profonde. Son désir avait crû depuis.

D'ailleurs, comment ne pas la désirer? Elle était grande, elle était belle, elle était bonne. Son corps lisse, oint de graisse et de poudre de bois rouge, respirait l'odeur de la santé. Elle avait des cuisses bien faites, le bassin large, de fines chevilles cerclées d'anneaux sonores, les pieds menus, portait longs ses cheveux toujours admirablement tressés.

Une fiche de bois rouge ornait le lobe de son oreille droite traversée de part en part, un cabochon de quartz cachetait l'aile de sa narine gauche. Telle quelle, il n'y avait pas de femme au monde qui pût, même de loin, essayer de rivaliser avec elle.

Yassi parlait toujours.

Elle avait rencontré Tougoumali. Tougoumali lui avait déclaré que si Kossi le voulait bien, il ne demanderait pas mieux que de faire la paix avec lui. La démarche de Tougoumali l'avait surprise aux limites de l'étonnement. Elle croyait volontiers qu'il devait y avoir quelque traîtrise là-dessous. Les parents de Katchina et de Kizikani ne lui avaient pas caché que Kossi ferait bien de se méfier. Voilà.

Autre chose encore. Il fallait qu'il sût ceci. Les femmes du village de Krébédjé ne juraient que par lui. Toutes, sans exception. Même Bandja, la vieille cheffesse au corps ridé comme feuilles de tabac séché. Tant et si bien que c'était Bandja en personne qui lui avait dit, en cachette : « Yassi, ma fille, que ton homme mette beaucoup d'eau dans sa bière de mil et qu'il se tienne sur ses gardes. En ce qui me concerne, je ne crois pas qu'on cherche à lui faire du mal pour le moment. Mais il se pourrait que, la saison des pluies venue, quand repousseront les cheveux de la brousse... »

— Il ne faut jamais écouter Bandja, Yassi. Elle ne prédit jamais que des calamités.

— Il n'empêche que je crois tout ce qu'elle m'a dit, parce que toutes mes amies, et toutes celles qui s'intéressent à toi, m'ont plus ou moins répété la même chose.

— Yaba! Et moi, Yassi, qui te croyais plus raisonnable que ces commères.

— Je le suis, en tout cas, plus que tu ne l'es, mon Kossi

bien à moi. Et c'est parce que je le suis, que je te prie de te montrer plus prudent que jamais.

» Promets-moi que tu le seras. Il est grand temps que tu le deviennes, mon Kossi-o. Je vais te dire pourquoi. Depuis quelques jours, j'avais des étourdissements, des vomissements. J'ai interrogé Bandja à ce sujet. Elle connaît tout ce qui ressortit aux malaises frappant les femmes. Sais-tu ce qu'elle m'a répondu? Qu'il me fallait t'en remercier, que tu étais un bon coq et que je mettrais un enfant au monde, dans quelques lunes.

Le compliment et la nouvelle dilatèrent le cœur de Kossi d'une félicité à laquelle il aurait refusé de croire auparavant.

Prenant doucement Yassi par les épaules, il la contempla, souriante, souriant.

La lune, de plus en plus radieuse, jouait avec les étoiles. Les arbres, plus noirs de toutes les blancheurs qui les cernaient, agitaient mollement leurs bras tors et chevelus. Le chant des crapauds s'efforçait de couvrir le cri des cigales. Les grillons persiflaient les crapauds. La déflagration des tam-tams et des balafons avait, de plaine en kaga et d'échos en échos, gagné l'infini. La danse, la danse, la danse, les tam-tams et les balafons, les balafons et la danse, les balafons et le tabac, les tam-tams, les femmes, la danse, les balafons et le tabac, tout cela, tout cela, tout cela, c'était la joie, c'était la vie, les seules joies de la vie, avec le sommeil et la chasse au feu!

Mais, ce soir-là, rien de ces vanités ne pouvait intéresser Yassi et Kossi. Il leur avait suffi de se regarder les yeux dans les yeux, pour que le monde entier s'effaçât devant eux, balayé par le désir.

D'un commun accord, le cœur battant, ils se glissèrent sous leur case, l'un après l'autre. Et rien qu'en les voyant, Pieurrorr et Poueupoué comprirent, en chiens d'expérience qu'ils étaient, qu'il leur fallait vider la place et laisser ces intrus, dont ils étaient les esclaves, y mettre vivement au point les petits travaux que l'homme et la femme font de compagnie.

IV

Les jours ont passé. De froids qu'ils étaient, les matins sont devenus tièdes, les nuits torrides.

La terre surchauffée se craquelle. La brousse rouge ou rousse n'est que crissements. De l'aurore au crépuscule, bruissent tiges sèches sur fanes froissées. Leur frisselis serré ondoie jusqu'aux blocs de latérite, où il se brise contre un chaos de rocs convulsés, rouges, arides, stériles.

Des siliques éclatent dans les arbres, sous le soleil. Les corbeaux et les charognards glissent avec agilité, dans l'air bleu qui aspire des trombes de poussière ou apporte par bouffées, tantôt des bruits étouffés de tam-tams, tantôt des touffeurs de cendres chaudes et d'herbes brûlées.

On est au plein de la saison sèche. La chasse au feu a commencé. On le sent à mille signes. Tout le dénonce. Des serpents sourdent de toutes parts, se crispent, se disloquent, se roulent bord sur bord, se déroulent d'un trait, se coulent, se glissent entre les herbes et s'y cachent avec précipitation, comme s'ils fuyaient la dent des mangoustes ou le bec des serpentaires.

Des animaux de tous genres surgissent des moindres recoins, à l'improviste. Les uns et les autres se ruent, tête baissée, n'importe où, droit devant eux, au galop, hagards, affolés, effarés, — rats, cibissis, antilopes, fourmiliers, pangolins, hérissons, chats sauvages, sangliers, phacochères, genettes, porcs-épics, mulots, lapins.

La panique est sur la brousse. Des vols de souïmangas et de mange-mil giclent des plantations, se dispersent en cohues de piailleries. Mantes, abeilles, punaises des bois, mouches maçonnes, taons, papillons, bousiers, libellules, moucherons, cigales, sauterelles, criquets, cantharides grincent, craquettent, bourdonnent, crépitent, vrombissent et se perdent, eux aussi, à tire-d'aile, dans toutes les directions, tandis que des nuées d'un roux noirâtre cernent les horizons où parfois l'on croit entendre haleter le grondement d'une énorme soufflerie.

Il n'y a presque plus personne dans les villages de Krébédjé. Les cases, écrasées par l'immense lumière qui les rissole, y

croupissent à l'abandon. On n'y rencontre que foyers éteints, nattes mangées de termites, débris d'escabeaux. C'est tout juste si une dizaine de vieillards et quelques infirmes traînaillent par-ci par-là, comme des âmes en peine. Autour d'eux, rien qui ne respire la tristesse et la solitude. Plus une femme. D'enfants? Pas un. Disparus les chiens. Les cabris aussi. Les poules et les canards? Disparus. Les animaux ont suivi la migration de leurs maîtres et campent avec eux à la belle étoile, parmi le fouillis des sagaies et des calebasses, des paniers de mil et des boucliers, au loin, dans la brousse.

Et cette vie allait durer deux lunes, peut-être plus. Car il fallait, pour qu'elle prît fin, que le feu eût ravagé les terrains de chasse que les gens de Krébédjé possédaient, dans toutes les directions, à une bonne journée de marche de leurs villages.

***

Les gens de Krébédjé séjournaient depuis peu sur les bords de la rivière servant de ligne de démarcation entre les terrains des gens de Combélé et ceux qui leur étaient propres.

Ce soir-là, la nuit rayonnait d'étoiles et de lune. Partout régnait la plus vive animation. On devait, à peine levé le petit jour, mettre le feu à la brousse. Les auspices se montraient favorables et l'on avait solennellement porté à Ngakoura les offrandes rituelles.

Mais cette chasse au feu n'était pas une chasse au feu ordinaire. Elle constituait plutôt une expédition de représailles. L'occasion était bonne. Il convenait de tirer vengeance des frères ou parents de ces mandjias excrémentiels qui avaient lâchement assassiné, quelque temps auparavant, deux ou trois naturels des villages bandas établis en deçà et au delà de la Kouma.

Pareille injure, qui atteignait jusqu'en ses plus lointaines générations la race banda tout entière, ne pouvait se laver que dans le sang.

Donc, dès le chant du coq, on traverserait la rivière qui était là. Et Béhi'ngué, le dieu de la guerre aidant, on apprendrait à ces chiens de mandjias, — sur eux la malédiction! — de quel bois les bandas avaient coutume de se chauffer.

L'homme du jour était Kossi. Une foule de courtisans se pressait sur ses talons. Tout le monde l'interpellait à la fois. Il répondait à tout, à tous, avec la meilleure grâce du monde, racontait les histoires de Lolo, le soleil, qui fuit de son mieux, sans jamais reprendre haleine, du commencement de la saison sèche à la fin de la saison de pluies, la haine et la colère d'Ipeu, la lune, dont il avait calciné la maman, Akéra, il y avait de cela longtemps, bien longtemps, et les histoires d'Ipeu, la lune, qui, par un juste retour des choses, avait congelé la maman de Lolo, le soleil, et dont la femme, Makaramba, l'étoile matinale, enfantait chaque jour un enfant qui ne passait jamais la journée.

Il parlait de Nadoulou et de Nangodjo, qui sont les fils aînés de Ngakoura, et de la secourable Yamissi, qui est la femme de ce dernier.

Il expliquait pourquoi les antilopes rouges hébergent des douves en leur boîte cranienne; pourquoi les enfants ne doivent pas manger de chair de tortue, s'ils tiennent à ne pas devenir précocement vieux; pourquoi les femmes se ceignent les reins d'un assemblage de lanières taillées à même la rouge écorce de l'arbre « guaingué », chaque fois qu'Ipeu, la lune, purge leur sang de toutes les impuretés qui fluent en elles; pourquoi Gonvo, la civette, qui porte sous le ventre, juste à l'endroit que l'on devine, une poche odorante, revenait toujours enterrer ses déjections au même emplacement, si loin que ses mœurs carnassières l'eussent entraînée à travers brousse.

Kossi feignait de ne pas comprendre, pendant qu'il paradait comme un pigeon vert, les raisons de l'affluence qui l'entourait.

Il n'était pourtant pas médiocrement fier de son triomphe mérité. Après tout, c'était bien lui qui avait débarrassé Krébédjé et les siens du lourd tribut que Mourou, la panthère, prélevait, chaque saison, sur leurs villages!

Et n'était-ce pas lui encore qui, ces jours passés, leur avait rapporté d'une de ses randonnées, la dépouille de Bamara, le lion?

Depuis, tout le monde croyait qu'il avait tué Bamara de ses mains, en combat singulier, comme il avait naguère tué Mourou.

De vrai, Bamara ne devait sa mort qu'à sa gloutonnerie. Il l'avait trouvé en un coin de brousse, dormant son dernier sommeil, la gorge perforée par un des gros os de Gogoua, le bœuf sauvage, dont il avait commis l'erreur de faire sa proie ce jour-là.

C'étaient les cris de Doppélé et de sa bande qui avaient attiré son attention. Il avait marché sur eux. Et arrivé à pied d'œuvre, il n'avait eu qu'à dépecer le gros cadavre jaune de Bamara.

Telle était la vérité vraie. Mais des vérités comme ça, mieux vaut les garder pour soi. Elles servent le prestige de celui qui les détient et on lui prête un pouvoir qui répand la terreur. Or, dans la vie, tout s'aplanit devant celui que l'on redoute.

Kossi s'ingéniait, à présent, à tourner en dérision les mœurs de Bassaragba, le rhinocéros.

— Il n'est pas, — énonçait-il, — de plus sale animal que ce monstrueux cochon à bec de perroquet. Je le connais comme si je l'avais fait et j'ai beaucoup appris sur son compte, depuis que je piste celui de ses fils qui gîte aux environs des M'Boulous.

De gros éclats de rire saluèrent les facéties du fils de Yamanga. Et quel caractère! poursuivit Kossi. Un caractère de phacochère qui aurait de perpétuelles rages de dents. Aussi n'est-ce pas sans raison que les gens de la Grande Eau l'ont surnommé le Chef toujours en colère, le Chef toujours en quête de palabres. Ce surnom lui convient comme un morceau de viande à un affamé. A preuve la conduite qu'il tient avec ses propres bouses.

Yaba! Bassaragba n'a pas plus tôt fienté, qu'il se précipite, ouragan à pattes, sur ses crottes, les piétine avec frénésie, les disperse, ivre de rage, et s'en va, geignant, soufflant, grognant, renâclant et fracassant tout sur son passage.

Le reste du temps, quand il n'est pas courroucé après elles, — il en a honte, parce qu'elles puent trop et lui paraissent trop petites par rapport à sa masse, — le reste du temps, il se vautre dans la vase, avec délices s'y prélasse, s'en barbouille, frotte aux arbres ses flancs stratifiés de boue, agite ses oreilles d'avant en arrière, fouille le sol de ses cornes, comme s'il voulait faire des plantations, happe tiges et bourgeons, les

râpe, les mâchonne, fait face au bruit, à la moindre alerte, et, furieux, sans réfléchir, fonce droit sur lui, comme un fou, en poussant des ranglements de forcené, et disparaît, rrou! rrou! patala-patala!

Tout en parlant des faits et gestes de Bassaragba et en les mimant, Kossi achevait de se parer pour les danses que l'on devait danser un peu plus tard.

Il se leva enfin pour ceindre son « koundou », ou tutu d'apparat, et attacher à la saignée de ses bras et de ses genoux, ainsi qu'à ses poignets et à ses chevilles, des sonnailles et des bélières, qui commencèrent à drindeliner doucement à chacun des mouvements qu'il faisait.

On s'empressa de suivre son exemple. Le bruit se changea en désordre, le désordre en tumulte. Et ce dernier s'enfla, quand le tam-tam précipité des maillets de bois se mit à grêler sur le ventre des li'nghas sonores.

Alors Kossi, qui ne pouvait déjà plus tenir en place, se coiffa d'un « agaraba », coiffure que l'on ne prend que lors des cérémonies à grand spectacle et, en particulier, lors de la fête des « ga'nzas », ou nouveaux circoncis.

Ainsi coiffé, il fit le tour de tous les groupes, très beau, très grave, en dansant comme un cheval qui encense et piaffe, et en agitant dans ses mains un fouet, une trompette en bois ou « m'bia-ongo » et un couteau de bois que terminait une sorte de clochette en bois.

A ses moindres sauts oscillaient les simulacres virils de bois peint qui ornaient son casque fait de fibres de rotin cimentées d'argile blanche, et cliquetait le tintement de ses sonnailles.

Cependant, le vide se faisait peu à peu autour de lui. Et quand, brusquement, à on ne sait quel signal, tam-tams, koundés et balafons donnèrent tous ensemble, il se trouva seul, sous la lune, tout seul, au milieu d'un vaste cercle d'hommes, d'enfants et de femmes, qui dansaient comme lui, et qui n'étaient que battements de mains, trépignements scandés, youyouyouyouyouhis et acclamations.

Les joueurs de tam-tam frappaient selon des rythmes connus, de leurs maillets ou de la main, sur le ventre de leurs instruments,

Fidèle à leur ordre sonore, Kossi, transfiguré une fois de plus, dansait déjà la danse indiquée : celle des phacochères dans un champ de manioc.

Où pouvait-il bien être? Il n'en savait rien lui-même. La yangba l'avait transporté en un monde où il n'était de réel que les koundés, les balafons, les sonnailles et les li'nghas, que des maillets de bois, fourrés en leur extrémité de battement de bourrelets de caoutchouc, criblaient de tam-tams de plus en plus pressés et pressants.

La danse l'avait pris. Il était devenu sa chose, n'existait qu'en elle, par elle, pour elle. Ses pieds ne touchaient plus terre, ses bras ballaient comme des ailes.

Phacochère immatériel, il ravageait, comme tel, suivi de son clan, une plantation de manioc, singeait le déboulé de Bengué, ses appels bourrus, sa manière de fourrager de tous côtés, de vermiller, les grouinements de satisfaction qui lui échappaient, quand il déterrait de bonnes racines, à coups de hure ou de boutoir, la goinfrerie du piacpiacpiac qu'il faisait en les triturant à belles dents, les cris d'irritation qu'il proférait, quand l'un des siens essayait de lui disputer son butin, enfin l'alerte, le rassemblement de la horde, les oreilles dressées, les groins mobiles, la bousculade et la fuite, rapide, au grand trot, en paquet, flanc contre flanc, puis la brousse, le silence et rien.

Nouvel ordre des tam-tams. Changements de pied de Kossi. Une nouvelle danse commençait.

Il dansa ainsi la danse des toucans et celle de Tourouba, l'oiseau mange-miel, la danse des lucioles et celle de Lé-treu, le crapaud, en saison des pluies, la danse de Gogoua, le bœuf sauvage, traqué par un feu de brousse, et celle de Bacouya, le cynocéphale, saccageant des plants de bananiers, la danse de l'herbe qui pousse, celle de la feuille qui tombe, la danse de l'eau, la danse du vent, la danse de Daddra, l'étoile filante, et la danse des tiques de l'éléphant.

La terre, saisie de tremblements, trépidait, poudroyait sous la lune. Les chauves-souris et les oiseaux nocturnes zigzaguaient en tous sens, effrayés. Les toucans ricanaient d'énervement. Le cri triste des singes pleureurs répondait au frouement étonné des chouettes. Les poules caquetaient au fond des

paniers où on les avait encagées et les cabris chevrotaient avec amertume, au pied de leurs piquets d'attache.

Seuls, les canards et les chiens avaient pris leur parti de cette orgie de clameurs qui semblait ne plus vouloir s'interrompre. Les premiers, les yeux clos sous leur membrane clignotante, essayaient vaguement de rêver à ce bienheureux pays des canards d'où les ancêtres de leurs ancêtres s'étaient un jour expatriés et où les canards sauvages habitaient encore.

Quant aux chiens, mettant à profit les occupations de leurs maîtres, ils s'étaient plus ou moins aimablement empressés de lier connaissance à la manière qui leur est propre, et passaient leur temps à se prouver de chienne à chien l'inépuisable ardeur de leurs sentiments respectifs, après avoir chacun à son tour levé la patte sur les troncs d'arbre ou les blocs de latérite environnants.

Les gens de Krébédjé, sur une nouvelle indication des tam-tams, se débandèrent à boulevue, courant qui çà, qui là à la recherche de leurs bagages.

L'instant d'après, plus fiévreux, plus nerveux, plus frémissants que jamais, ils se serraient tous autour de Kossi et de Krébédjé, lances hautes, boucliers au poing.

Les femmes et les enfants avaient pris du champ pour voir ce qui allait se passer.

L'air sentait, âcre, lourde, forte, l'odeur de la chair chaude et de la sueur. Le roulement des tam-tams gronda, plus roide, plus bref, plus dur. Il prenait au ventre, crispait les battements du cœur, nouait la gorge, remplissait le cerveau du besoin de tuer.

Soudain, cruel, atroce, un chant éclata.

Nous les tuerons, nous les tuerons.
Et leurs foies nous mangerons,
Et leurs yeux nous crèverons.
Nous les tuerons, nous les tuerons.

Les tam-tams hoquetaient de colère. Des chocs de lames, des heurts de boucliers scandaient, rudes, ces cris de meurtre.

Nous les tuerons, nous les tuerons,
Car les bandas sont des lurons,
Car les mandjias sont des poltrons.
Nous les tuerons, nous les tuerons.

Sur une terrible pétarade des tam-tams tonnants, sagaies et boucliers levés, les guerriers se ruèrent sur un ennemi imaginaire, en poussant des clameurs sauvages, exaspérées, suraiguës et revinrent à leur point de départ, où ils s'immobilisèrent d'un bloc.

Un dernier roulement : deux coups de maillet, l'un clair et long, l'autre bref et sourd, et chacun s'en fut de son côté.

Les danses de guerre étaient finies. Il était grand temps de se reposer.

On allait passer aux actes.

Le petit jour n'était pas loin.

***

Le petit jour.

Le gros des troupes bandas marche sur le village mandjia de Yaffara, qui ferme la route de Combélé.

On va bon train. Il faut surprendre les gens de Yaffara et ne les tirer du sommeil que pour les plonger dans la mort.

Ils ne se doutent pas, ces chiens de mandjias, de ce qui les attend.

On va rire, dans un moment.

Des tourterelles roucoulent. Des perdrix brourrissent. Le vent chuchote ses chansons aux feuilles et les susurre aux herbes hautes que voûte l'humidité matinale.

Tout est immensément calme.

La terre fume par ses naseaux. La rosée étouffe le bruit des pas. Des traînées de fourmis-cadavres se hérissent sur les sentiers. Sous terre, grouille le froufrou multiplié des termites, qui dévorent la brousse entière.

Parvenu à distance opportune, Krébédjé partagea son monde en deux portions à peu près égales, prit le commandement de l'une et confia l'autre à Kossi.

Voici quelles étaient ses instructions.

Pendant que, suivi des siens, il ramperait, lui, Krébédjé, jusqu'aux abords immédiats de Yaffara, Kossi tournerait le village pour l'attaquer en sens contraire.

C'est d'ailleurs Kossi qui donnerait le signal de l'assaut. Le signal donné, ils se précipiteraient tous dans le village, se saisiraient des tisons qui devaient traîner çà et là et mettraient

le feu à toutes les cases, — excellent moyen pour déloger les mandjias de leur gîte.

Et alors, pas de quartier. Mais il fallait faire vite. Une seule imprudence, et l'on aurait sur le dos tous les mandjias de la région.

Un certain laps de temps s'écoula, qui parut plus long qu'il n'était. Que se passait-il donc? Le soleil allait se lever. Les brumes, déjà, bruinaient. Toujours rien.

Soudain, des aboiements et des aboiements. Des cris féroces les étouffèrent. Le village de Yaffara flambait.

En avant!

Clameurs de rage. Râles atroces. Hurlements de douleur qui s'éteignent, sous le bâillon de l'agonie.

Les cases crépitent comme des tiges sèches. Kossi, Krébédjé, Tougoumali, Bokolobo, Katchina, Alaouala et Kizikani, se piquant d'émulation, se prodiguant, se multipliant, clouent dans l'incendie les mandjias qui essaient de fuir.

Aya! Aya! Les couteaux de jet sifflent ou zozotent, en fendant l'air. Aya! Aya! Les sagaies débondent ventres et poumons. Le sang gicle, fume — aya! aya! — mais se fige en un clin d'œil, noirci par le feu. Ayaaah!

Tout va bien. Djékédé et les autres font main basse sur les cabris, achèvent d'empiler poules et canards en des paniers.

Le carnage s'achève. Il faut tout passer au fil des sagaies. Pas de merci. Voilà qui est fait.

Il ne reste plus qu'à débiter les cadavres qui jonchent le sol. Un ennemi, ça se mange, et sa chair, dès qu'on l'a abattu, constitue une nourriture de choix.

Vite! Vite! On étripe les morts, les mourants, on leur arrache le foie, le cœur, on sectionne des bras à hauteur d'épaule, des jambes à ras du bassin.

Qu'on se hâte. Il est temps de prendre le chemin du retour. Les échos retentissent déjà de tam-tams mandjias qui appellent aux armes.

Trop tard, les tam-tams! Justice est faite. Les Mânes des bandas assassinés sur la Kouma pourront dormir en paix à partir d'aujourd'hui. Les gens de Krébédjé les ont vengés et ont fait payer aux mandjias le prix du sang.

Le repli s'acheva en bon ordre.

Kossi assurait l'arrière-garde.

Quand il fut sur le point d'atteindre le campement quitté le matin, avant de franchir le marigot qui l'en séparait, comme le vent portait dans la direction du village que l'on venait d'incendier, par mesure de précaution, avec l'aide de ses compagnons de toujours, il mit le feu en différents endroits de la brousse. Et le feu s'éloignant à grand bruit vers Yaffara, arrêta net la poursuite des mandjias accourus à la rescousse.

***

La dernière chasse au feu de la saison sèche se déroula dans la région où Bassaragba, le rhinocéros, avait élu domicile.

On la prépara minutieusement, méthodiquement. Rien ne fut livré au hasard. On refoula petit à petit, jusqu'à l'endroit fixé d'un commun accord, tout le gibier qui avait réussi à prendre le large lors des précédentes battues.

On releva les moindres pistes. On étudia les animaux, leurs habitats, leurs habitudes. On ne fut pas long à apprendre que des antilopes rouges paissaient toujours les paquis où Katchina et Kossi les avaient vues, il y avait de ça deux ou trois lunes; que Gogoua-aux-longues-cornes, le chef des bœufs sauvages, et son clan broutaient et ruminaient, eux aussi, non loin de là; que Voungba, le sanglier, et Bengué, le phacochère, frayaient tous deux dans les mêmes parages, enfin, que le vieux Mbala, ses femmes, ses enfants, la famille de ses descendants, leurs proches et ses protégés défonçaient les terrains d'alentour du poids de leurs onglons et les ensemençaient, à la grande joie des mouches ,des papillons, des abeilles et des scarabées, de leurs monstrueuses bouses en forme de termitières.

On accula insensiblement tout ce beau monde au sous-bois marécageux où Bassaragba promenait son esprit têtu et borné, ses cornes soupçonneuses, ses petits yeux méfiants, son humeur chagrine et son tempérament de brute intarissablement colérique.

Puis l'on tendit le plus judicieusement possible des pièges

à bœufs et l'on creusa en divers points des fosses à éléphants.

Le plus facile était fait. Restait à connaître l'aire des vents.

Il fallait, en effet, que le jour où l'on mettrait le feu dans les réserves, on s'y prît de telle sorte, que les bêtes rabattues et traquées se trouvassent à un moment donné au centre d'un brasier mouvant.

Viendrait ensuite l'instant où pour ne plus voir ces flammes dont les brûlait déjà la rouge haleine, ces fumées qui les bouleversaient, les suffoquaient, les étouffaient, les affolaient, pour ne plus entendre les furieux grondements de la brousse incendiée, pour échapper aux cris de l'homme allié au plus terrible des éléments, pour revoir le ciel et respirer de nouveau l'air libre à pleins poumons, pour vivre, — bœufs, éléphants, antilopes, phacochères, rhinocéros et sangliers n'auraient plus qu'une seule idée, une seule : rompre à tout prix le barrage de feu, fuir en avant.

Mais encore ne pouvait-on réaliser cet encerclement, sans demander son avis à Poupou, le vent, et sans le prier humblement de bien vouloir avoir la gentillesse de favoriser les petites affaires des hommes.

Car Poupou souffle où bon lui plaît, dans telle direction au petit matin, dans telle autre et dans telle autre au lever du soleil et après, Poupou qui, de ses doigts légers, essuie toutes les larmes et qui, bruits, cris, plaintes, parfums, court tout cacher au plus profond de ses repaires.

Il était donc capital de l'avoir dans son jeu. Aussi ne se décida-t-on à mettre le feu dans ce terrain d'élection que lorsque le grand sorcier du village eut déclaré que Poupou avait non seulement daigné se laisser fléchir par les prières et les offrandes qu'il lui avait faites, mais encore qu'il était tout disposé à aider de son mieux les hommes de Krébédjé dans la chasse qui allait s'ouvrir.

Or le grand jour s'était levé.

De bon matin, le chef des sorciers exorcisa la brousse et Kossi dansa, en costume de cérémonie, la danse du feu et la danse des bêtes que le feu épouvante.

Chacun se hâta ensuite vers son poste. Les dieux, les génies et les esprits avaient été honorés selon les rites. Aux hommes de montrer leur savoir-faire, leur coup d'œil, leur adresse, leur

courage, leur force, leur endurance et la rapidité de leur course.

La brousse leur appartenait, ainsi que les animaux qui y vivent.

Le poste de Kossi était situé au pied du fromager où il avait tué Mourou. Il s'y rendit avec Poueupoué et Pieurrorr, ses deux chiens roux, que les précédentes battues avaient considérablement engraissés.

Quand Djékédé, Katchina, Kizikani et Alaouala l'y rejoignirent, ils le trouvèrent qui aiguisait son poignard sur la corne de l'un de ses talons.

Ils s'assirent sans façon à ses côtés et déballèrent leurs vivres et leurs bagages.

Ils pouvaient manger un brin. Le signal de la chasse, les tam-tams ne le donneraient que vers ce moment du jour où le soleil se prépare à faire la roue en plein ciel et croit devoir annoncer au monde, par des trombes de coups de vent, cet événement considérable.

— Si nous jouions au joli jeu des devinettes? — proposa Djékédé au bout d'un instant de silence.

Tout le monde l'approuva en battant des mains.

— Kpoukou? — fit Djékédé.

— N'gué, — lui répondit-on.

— Eh bien! — continua-t-il, — puisque vous y êtes, et que, tous, vous êtes pour le moins aussi malins que Ouala, le lapin, lui-même, dites-moi, je vous prie, ce que vous pensez de ceci. Vous reposez dans une case, auprès de l'un de vos amis. Ce dernier ferme la porte de la case. Mais personne de vous ne l'entend. De quoi s'agit-il? Devines-tu, Alaouala?

— Par Ngakoura! c'est trop difficile pour moi.

— Et toi, Katchina?

— C'est trop difficile pour moi aussi.

— Et toi, Kizikani?

— Tu ferais mieux de poser la question à Kossi. Il connaît tout.

— Alors, Kossi, de quoi s'agit-il, d'après toi?

— Du sommeil, — prononça Kossi, en scrutant la brousse, — du sommeil, parce qu'il est impossible que l'on puisse entendre son voisin fermer les yeux.

» A mon tour, maintenant, de vous poser des devinettes. Vous y êtes?

— N'gué.

— C'est un être, qui serait comme vous et moi, s'il n'était fait de vingt compagnons réunis à lui par une ceinture. De qui s'agit-il? Allons, ne répondez pas tous à la fois. Comment, personne ne dit mot? Pas même toi, Djékédé? Pourtant ce n'est pas bien difficile à deviner, puisque ce n'est que du balai qu'il s'agit.

Il partit d'un éclat de rire inextinguible. Et riant toujours :

— Je vois, mes bons amis, que vous n'êtes pas très versés dans l'art des devinettes. Comme je les collectionnais autrefois, je vais vous en apprendre quelques-unes. Et si le cœur vous dit, je vous conterai, pour finir, l'histoire de la poule et de l'éléphant.

— C'est ça, c'est ça, — acquiescèrent d'enthousiasme ses quatre amis. — Parle. Nous sommes pendus à tes lèvres et t'écoutons.

— Je commence, — fit Kossi. Et prenant affectueusement Katchina par les épaules : — Si jamais, un jour, l'on te dit : « Tu vis avec ton père. Vous habitez tous deux la même case. On vous oblige un beau jour à la quitter. Mais tu es seul à partir? Et que l'on te demande : « De quoi s'agit-il? » sache qu'il te faudra répondre : « C'est de la tombe dont il est question, parce que nous autres, bandas, nous avons l'habitude d'enterrer chacun de nos morts dans sa case d'habitation. »

Kossi n'eut pas le loisir d'en dire plus long. De larges coups de vent s'étaient mis à rudoyer la brousse qui sentait le cramé, du chaud vacarme de tourbillons de poussière. Et presque dans le même temps, on entendit bruire, vrombir, bourdonner, trépider des tam-tams, rauquer des cornes d'appel, sonner des olifants.

La dernière grande chasse au feu de la saison sèche commençait.

Ni Kossi, ni ses compagnons ne bougèrent de l'endroit où ils se tenaient assis. Pieurrorr et Poueupoué, les babines retroussées, poussaient parfois, en les regardant, de faibles grognements d'impatience.

Mais est-ce que ça compte, l'impatience d'un chien?

L'important était de ne pas perdre un mot des ordres que transmettaient directement aux quatre horizons les li'nghas ventriloques et de suivre, grâce à eux, la progression de la chasse.

Chacun tendait l'oreille. Poupou, le vent, se comportait vraiment en ami. Le ciel était noir, dans la direction de la rivière Benguétou, noir dans la direction de Konon. La fumée, marigots de nuages, descendait lentement le couloir tout en méandres de la Tomi.

Aha! que disait le parler des tam-tams? Il disait : « Écoutez bien, écoutez bien tous... Tougoumali a déjà tué trois cibissis, Bokolobo une antilope mbélé... » Il disait encore : « Écoutez bien, écoutez tous. Des bœufs sauvages... effrayés par le feu, ont pu, forçant les flammes, s'échapper vers le pays Togbo... »

Des multitudes de moucherons et de cigales, d'abeilles et de libellules, de calandres et de punaises striaient l'azur décoloré, tandis que mantes et criquets déchiquetaient l'air de leur vol craqueté, et produisaient en tombant les uns après les autres sur le sol, le petit bruit crépitant que font les grains de sable qui choient sur des feuilles sèches.

La chaleur devint, d'un seul coup, intolérable et la brousse se poudra de pâles cendres.

Kossi se leva.

— Chacun à son poste, — commanda-t-il. — Toi, Katchina, et toi, Djékédé, tenez-vous prêts, dès que les tam-tams en donneront le signal, à descendre au pas de course vers la Tomi, en boutant partout le feu sur votre passage.

— Passez la consigne à tous ceux des nôtres qui se sont égaillés par là. M'est avis, en effet, que s'approche notre tour d'entrer dans la danse. Lolo, le soleil, atteindra bientôt le point culminant de sa carrière. Assez bavardé. Il faut que chacun de nous se trouve à pied d'œuvre à temps voulu, si du moins nous tenons à profiter des sautes d'humeur que Poupou a toujours pour habitude de manifester juste à ce moment-là.

— Écoutez le parler des tam-tams, — fit-il vivement. — Vous entendez les messages qu'ils m'envoient?.. Pour Kossi, fils de Yamanga, et ses amis... Pour Kossi, fils de Yamanga, et ses amis... Pour tous ceux qui sont à l'affût, dans les

parages confiés à la garde de Kossi et de ses amis... Écoutez tous... et sachez... que nous avons rabattu... que nous avons rabattu... de Konon, sur l'endroit où gîte Bassaragba, le rhinocéros, une vingtaine... une vingtaine de dissidents de la gent Mbala... et de belle taille... Autre chose encore... pour Kossi, fils de Yamanga... Deux ou trois fils de Mourou, la panthère... éhein! deux ou trois fils... participeront... aujourd'hui... à la grande fête du feu que nous donnons... que nous donnons... en l'honneur de tous les animaux...

— Allons, — fit Kossi en s'éloignant à grandes enjambées, — je me sauve. Il n'est que temps. Io, Kizikani! Alaouala-o! venez avec moi.

Cependant, les tam-tams achevaient :

— Kossi, fils de Yamanga... Io, Kossi, fils de Yamanga... Prépare-toi... et dis à tes amis de se préparer... On va avoir besoin de vous.

Et rudes, autoritaires, impérieux, ils tonnèrent tous ensemble, roulements sur roulements.

Une longue ligne de feu jaillit aussitôt et s'embrasa, qui partait de la Tomi pour aboutir au point extrême de l'endroit où, fidèles aux instructions de Kossi, Katchina, Kizikani, Alaouala et Djékédé s'étaient déployés en fourrageurs.

Ce ne furent d'abord que d'incertains brasiers qui, par la suite, se muèrent en trombes de fumées d'un noir âcre et fuligineux.

Puis, le vent souffla, torride, un grandissant, un extraordinaire tumulte de grondements, de rauquements, de pétillements, de vastes et lentes chutes sourdes entraînant, parmi des craquements et des effondrements qui n'en finissaient plus, d'autres lentes vastes chutes sourdes.

Cependant, innombrables et volubiles, multiformes et solidaires, les flammes, poussant de l'avant, s'abattaient sur les hirsutes étendues de brousse rousse que survolaient, criards, adroits, véloces, furtifs, voraces, tous les corbeaux de la région, auxquels s'étaient joints, par esprit de rapine et de solidarité, Doppélé au cou pelé et les charognards, ses congénères.

Des cris enragés fusèrent alors de ce coin de brousse qui paraissait si tranquille auparavant. De partout surgissaient, hagards, suants, hurlants, des hommes armés de sagaies,

de couteaux de jet, d'épieux, qui couraient, torches en main, derrière le feu.

Chaque torche projetait des flammes. Chaque herbe se démettait des siennes en faveur de celle qui la précédait. Et elles bondissaient de l'une à l'autre, rouges et sauvages, trouant de leurs mouvantes fournaises, qui portaient le meurtre en elles, les nuages de la fumée. Et elles se lançaient, attisées par de furieux tourbillons de coups de vent, à l'assaut des réserves où l'industrie de l'homme avait réussi à refouler pêle-mêle des bœufs sauvages, des phacochères, des éléphants, des panthères, des antilopes et des sangliers, ainsi que Bassaragba, le rhinocéros et sa famille.

Iaha!... iaha!... youyouyouyouyouhi!... iah!... iaha!...

Les charognards et les corbeaux grouillaient et tournoyaient au plus épais des fumées dont les flocons d'un roux noirâtre masquaient le ciel et le soleil.

Les chasseurs continuaient cependant à suivre l'incendie qu'ils avaient découplé. Ils avançaient, tout sales et suants, au milieu d'ombres brûlantes pleines de cris, d'appels, d'ordres brefs, d'interjections, d'aboiements, de jurons.

Youyouyouyouyouhi!... Iaha!... bandas!... Craaaa!...

Les flammes lapaient les fumées, essayaient de les broyer, de les déglutir, se lovaient autour de leurs volutes, déflagraient en éruptions ininterrompues, léchaient la brousse de coups de langue, la convulsaient de hurlements désespérés, d'où giclaient, comme aspirés par le vent, qui les dispersait au loin, des salves d'étincelles et des papillons de cendres, où plongeaient les corbeaux et les partisans de Doppélé au cou pelé.

Leur suffocante haleine, souffletant les arbres, leurs rameaux aux moignons tordus et calcinés, les desquamait de leur écorce, défeuillait leurs branches desséchées et tarissait leur sève, qui avant de roussir et de se résorber, étoilait, verte comme la bave de Dalékéré, l'escargot, d'éclats sibilants et spumeux, le brandon des fûts craquelés.

Tout à coup, dominant le grondement des flammes qui terrifiaient la brousse cassante en imitant le bruit d'orage que font, le soir, les grandes eaux dans les rapides, — tout à coup, cris, jurons, aboiements se fondirent en une clameur hideuse, féroce, qui sentait la curée.

Les animaux!... Les animaux!... Il y en avait!... Il y en avait!... On les voyait. Et là! Et puis là! Et puis là encore!

Cette fois, on les tenait pour de bon. On avait fini par les tirer de leur sous-bois. Tant pis pour eux. Ils n'y rentreraient plus. Le feu allait, dans un instant, les acculer aux pièges qu'on leur avait tendus, aux fosses qui les attendaient.

On les distinguait de mieux en mieux... Iche!... La fournaise se resserrait sur eux. Les tam-tams, les olifants les bourrelaient de leur frénésie. Ils couraient çà et là, anxieux, éperdus, affolés, mêlant leurs barrissements, leurs grouinements, leurs ranglements, leurs beuglements, leurs bramements, leurs feulements, aux pétarades du feu, complice aveugle de l'homme, et à l'hallucination discordante des trompes et des tam-tams.

Ils n'étaient que chaos, terreur, désordre. La trêve du feu leur imposant sa loi, ils se pressaient les uns contre les autres, un instant réconciliés dans le danger, oublieux des vieilles querelles qui séparaient leurs espèces depuis toujours.

Des grappes d'escarbilles mouchetaient leurs robes de picots de feu. Un seul désir les animait : fuir ces crépitements, ces pétillements, ces brasiers de flammes torses, ces cendres, ces fumées, ces flammèches, franchir ces aboiements et ces cris.

Leur désarroi ne cessait de croître. Il atteignit bientôt son paroxysme. Les plus forts, les plus gros bousculaient les plus faibles, les piétinaient, les écrasaient.

Il n'était pas jusqu'aux éléphants qui n'eussent perdu toute placidité. Familles, clans, hordes, troupeaux, plus rien n'existait, fors l'instinct de conservation.

Que faire? Où aller? Par où fuir? Ils affluaient tous sur un point, refluaient tous sur un autre. En vain. Pas une éclaircie. Le feu, partout, ruisselait.

Ne sachant où donner de la tête, les éléphants se mirent à battre, de plus en plus fort, du large éventail de leurs oreilles, tandis que les bœufs, le front bas et l'œil vultueux, décochaient, à la volée, des ruades, que les panthères allaient et venaient, nerveusement, et que les phacochères, les antilopes et les sangliers s'accroupissant, pissotaient, pissotaient sans fin, les yeux dilatés d'épouvante.

Il fallait pourtant se décider. La mort avançait toujours. Le feu était là. Le hurlement des tam-tams et des olifants se confondait, derrière le feu aux mille visages, avec les vociférations des hommes et les aboiements des chiens.

Brusquement, n'y tenant plus, Bassaragba tourna plusieurs fois sur lui-même, en poussant des ranglements d'irritation terrifiée. Puis, comme toujours, sans prendre le temps de réfléchir, il fonça, mufle bas, de toute sa vitesse, sur le feu et les fumées.

Ce fut aussitôt la ruée. Sa femelle se précipita sur ses foulées. Les éléphants, la trompe agitée de mouvements convulsifs, les bœufs sauvages, les sangliers, les grandes antilopes, les phacochères, tous les animaux qui se sentaient le courage de risquer le tout pour le tout, se jetèrent à corps perdu dans la trouée qu'ils avaient faite.

La terre résonna un moment du bruit profond que produisait le piétinement d'une multitude de galops multipliés.

Le feu parut céder au choc massif de ces bêtes en délire et s'ouvrit, leur livrant passage. Mais son saisissement ne dura pas. Et il reprit sa marche en avant, ivre des fumées que le vol des corbeaux et celui des charognards chapaient de leurs « uhi-uhi » et de leurs craillements...

Quand le crépuscule tomba sur les espaces fumants et ras où des arbres, torches fantômales, flambaient encore, on comptait au tableau, parmi les herbes brûlées et les souches en combustion, un éléphant femelle, deux éléphanteaux, un rhinocéros en bas âge, deux jeunes panthères, trois phacochères, un sanglier, des antilopes de toutes espèces, des lapins, des rats de brousse, des cibissis et quelques hérissons.

La brousse, pour une fois, avait été prodigue envers les descendants des enfants de Téré, qui, croit-on, a créé le premier homme.

TROISIÈME PARTIE

I

Larges, chaudes, pesantes, des gouttes d'eau, s'écrasant sur le sol, sur la brousse, sur les arbres, sur les kagas, les maculèrent de mouchetures pareilles à des taches d'huile. Le vent accourut, véhément et torride, du plus profond de l'horizon où le ciel bas semblait se désagréger en longues filasses grisâtres. Et la pluie se mit à cracher interminablement sur les étendues que torturaient des trombes de bourrasques, cependant que les nuages ballonnés de tornade vomissaient leur trop-plein d'éclairs ou, farouches, aboyaient des grondements que les échos se transmettaient les uns aux autres.

Il en était ainsi depuis des jours. Les Anciens prétendaient, à vrai dire, que semblables intempéries, pour fâcheuses qu'elles fussent, ne présentaient rien que de naturel.

Toutefois, impossible de s'y tromper. A n'en pas douter, la saison des pluies était proche. Tout le prouvait. Et, aussi, que sa singulière précocité tenait pour le moins du sortilège.

C'était à n'y rien comprendre. Tôt ou tard, il faudrait tirer ça au clair. Pour le moment, une seule chose importait : mettre en état les plantations de bananiers et de cacahuètes, celles de mil et de maïs et naturellement celles de patates douces et de manioc.

Il fallait même s'y atteler d'arrache-pied. Sinon, l'on pouvait s'attendre, pour la fin de la saison de pluies en cours, à la misère, à la disette, à la famine.

Déjà, on voyait passer, en route pour des ciels meilleurs, le vol en triangle des hirondelles. Le clan des charognards se clairsemait de jour en jour. De jour en jour la brousse reverdissait, plus dense que jamais, plus drue, plus verte, plus haute, plus vivante et plus hostile.

Les tam-tams diffusaient chaque matin et chaque soir les mauvaises nouvelles qu'on recevait de partout.

Des troupeaux entiers de cabris crevaient de tournis. Le

niveau de la Tomi ne cessait de croître. Les cases étaient envahies de fourmis-cadavres et de fourmis rouges. Mbala, l'éléphant, et les siens venaient de réintégrer les sous-bois d'où les avait expulsés la chasse au feu. Toutes les rivières, tous les marigots roulaient à pleins bords des tourbes d'eaux torrentueuses. On avait relevé çà et là des traces de Bakanga. La dysenterie convulsait les entrailles de tel et tel. Les bruits étranges qui, ces derniers temps, avaient déjà courus à maintes reprises parmi les populations bandas, paraissaient prendre corps et se préciser. Ne disait-on pas que des choses extraordinaires se déroulaient quelque part, dans ces régions du bas pays que la Grande Eau irrigue, et qu'il y avait corrélation certaine entre ces choses extraordinaires et l'extraordinaire précocité dont la saison des pluies faisait montre? Qui plus est, n'affirmait-on pas que celle-ci ne se passerait point sans que se produisissent des catastrophes dont le peuple banda garderait longtemps le souvenir?

Ces nouvelles, d'autres encore, maintenaient les villages de Krébédjé en état de surexcitation. La crainte, l'effroi, l'épouvante les courbèrent graduellement sous leur empire. On poursuivait, le soir, à voix basse, dans les cases soigneusement closes, autour des feux de garde, les palabres animées commencées le matin. Au moindre bruit, chacun sautait sur sa sagaie sur ses couteaux de jet, et l'on écoutait longuement le vent et la pluie, la pluie dans le vent et leur double plainte, avant de reprendre les conversations au point où on les avait interrompues.

Seul, Kossi demeurait impassible au milieu de la consternation générale.

Il savait ce qu'il savait. S'était-il gêné, naguère, pour crier casse-cou et dire ce qu'il avait sur le cœur? On avait, alors, refusé de prendre ses protestations au sérieux. On l'avait moqué. Peut-être même, si la chose n'eût dépendu que de certains, qu'il connaissait bien, que tout le monde connaissait aussi bien que lui, n'eût-on pas hésité à le supprimer en un tournemain.

On voyait maintenant le résultat du passe-droit qu'il avait pourtant dénoncé. A qui la faute? Pas à lui, bien sûr. On n'avait qu'à chercher les responsables. Avec un peu de

bonne volonté, on les trouverait. Quant à lui, il se lavait les mains du grabuge actuel. Ce qui arrivait là devait arriver, ne pouvait pas ne pas arriver. On n'avait pas voulu, lors de l'affaire Tougoumali, tenir compte des traditions et forcer le meurtrier à payer le prix du sang. Il avait relevé ce manquement aux lois avec toute la vigueur nécessaire. On n'avait pas cru devoir l'écouter. On l'avait éconduit. Et voilà : les dieux, mécontents, se vengeaient. Cela servirait de leçon à ceux qui faisaient trop volontiers plier les coutumes devant les matabiches.

Les commentaires dont Kossi, sans avoir l'air de s'y intéresser le moins du monde, soulignait les événements de chaque jour, étaient d'une logique si impressionnante qu'ils finirent, vu les circonstances qui les entouraient, par susciter une émotion considérable.

De discussions en discussions, les villages de Krébédjé se scindèrent en deux camps. Le premier comprenait, en sus des Anciens et de leurs proches, les proches de Krébédjé, ses familiers, Tougoumali, la famille de Tougoumali et quelques-uns des amis de celle-ci. L'autre engloba, à peu de chose près, le reste des habitants de Krébédjé.

Kossi n'eût pas manqué, en toute autre occasion, de tirer parti de sa victoire. Mais il n'y pensa même pas, ayant de plus graves préoccupations.

Il n'était plus temps pour lui de parler traditions. Doutomikoh venait de retomber malade. La dysenterie avait pris possession de son ventre. Par-dessus le marché, il toussait tout le long du jour, — tiko... tiko... — à fendre l'âme.

Il fit de nouveau l'impossible pour sauver son « baba », et, pour ce, tenta d'abord de l'alimenter coûte que coûte.

Il n'est pas, en effet, de maladie qui ne soit mangeuse insatiable. En conséquence, on ne doit jamais rien négliger, quelle qu'elle soit, pour satisfaire sa boulimie, du moins si l'on ne tient pas qu'elle finisse par se nourrir aux dépens du malheureux qu'elle a choisi pour victime, l'état de maigreur dans lequel, d'ordinaire, elle laisse son client, quand elle se décide à porter sur un autre que lui sa gloutonnerie, suffisant à prouver amplement son extrême voracité.

Mais plus rien ne plaisait à Doutomikoh des aliments dont

les bandas font depuis toujours leur régal : ni les bons gâteaux de manioc qui tremblent dans d'onctueuses sauces à l'huile de palme; ni les gombos bouillis avec des feuilles de manioc; ni les épis de maïs rôtis sous la cendre; ni les patates douces cuites à l'estouffade; ni les grillades d'éphémères; ni même les meilleurs morceaux de viande boucanée.

Il repoussait de la main, d'un geste las et débile, les mets qu'on déposait près de lui, sur sa natte, ou secouait négativement la tête.

Puis — tiko!... tiko!... — il toussait ou, rampant hors de sa case, s'isolait dans la brousse.

Quand il y restait trop longtemps, on allait voir ce qu'il était devenu.

La même scène se répétait quinze fois, vingt fois par jour. Ses narines se pinçaient de plus en plus. Son visage, qui s'amenuisait du matin au soir, avait pris la couleur de la cendre. On ne voyait guère que le blanc de ses yeux. La fièvre consumait son corps décharné. Il somnolait souvent et tenait, au cours de ses somnolences, de sourdes conversations avec des personnages invisibles.

Il était clair que Doutomikoh déclinait comme un feu qui s'éteint.

Que faire encore qu'on n'eût déjà fait? A qui s'adresser? Ne valait-il pas mieux se résigner à l'inévitable? Les danses d'exorcisme s'étaient, à l'usage, révélées inefficaces. Les remèdes végétaux qu'on avait appelés à l'aide n'avaient pas eu plus de succès. Les vocératrices les plus expertes et les joueurs de tam-tams choisis exprès avaient échoué eux aussi dans leurs conjurations sonores. Il n'y avait vraiment plus rien à faire. Les dés étaient jetés. Ngakoura se désintéressait du sort de Doutomikoh.

Restait un espoir. Et si on lui administrait un lavement à base de « mandjéké » pilé dans de l'eau tiède? Ehein! ses amis bourrakas et sangos lui avaient autrefois dit merveille de ce remède. D'après eux, il n'était pas de médication qui pût égaler le petit piment « mandjéké » dans la lutte contre la dysenterie.

Le lavement au piment produisit une légère amélioration, qui ne dura pas plus que ne dure le beau temps au plus fort

de la saison des pluies. Et le lendemain, dans la soirée, le « léa-léa » commença.

Doutomikoh était entré en agonie.

Quand le premier coq chanta, il crispa vaguement ses mains sur son ventre, hoqueta de faibles plaintes et s'affaissa sur le côté gauche, comme s'il cédait au besoin de dormir.

Koliko'mbo venait de partir, suivi de son nouveau serviteur, pour les villages dont il est le propriétaire.

Alors, de la case où la mort avait passé si vite que personne n'avait eu le temps de la voir ni de l'entendre, les premières nénies en l'honneur de Doutomikoh, s'élevant dans le petit jour pluvieux, se répandirent dans les villages.

Doutomikoh nous a quittés,
Doutomikoh, ia-oho!
Il est maintenant heureux,
Ia, Doutomikoh, babao!

La case de Doutomikoh déborda bientôt de pleureuses et de vocératrices.

Le chef couvert de cendres et de poussière, visage et corps noircis de charbon, Kossi, Yassi, les femmes du défunt, ses proches et ses boyesses avaient déjà pris son deuil.

Ils se lacéraient les joues, la poitrine, les cuisses, les bras, piétinaient le sol, d'un air désespéré, se battaient les flancs, s'arrachaient les cheveux, pleuraient, l'œil égaré, de véritables larmes, mimaient leur affliction, lamentaient leur douleur et entonnaient en chœur le finale des versets que Kossi, immobile, égrenait d'un air hagard, sur un ton monotone :

Tu es maintenant heureux,
Doutomikoh, ia-oho!
Tu es maintenant heureux,
Ia, Doutomikoh, babao!

La vieille Yamanga procédait, en chantant elle aussi, à la dernière toilette de celui dont elle avait été la femme préférée. Et elle songeait, cependant que, chantant, elle lavait le corps, puis oignait les membres de Doutomikoh d'un onguent à base de bois rouge en poudre, elle songeait qu'elle avait perdu un de ces maris comme on n'en faisait plus beaucoup et que, maintenant qu'il n'était plus, elle allait se sentir

un peu trop seule et beaucoup plus vieille, bien qu'il fût heureux pour elle qu'elle eût un bon fils et qu'elle s'entendît au mieux avec Yassi, sa bru.

Lugubres, les sanglots des tam-tams scandaient de leurs lamentations proférées à ciel ouvert, ces voceri que les danses rituelles martelaient de trépignements accablés.

Doutomikoh ne connaîtrait plus les joies de la vie à la belle étoile et au grand soleil. Il ne forgerait plus ni sagaies ni couteaux de jet. Plus jamais il ne chasserait au feu. Les joies que procure le corps des femmes lui étaient pour toujours interdites.

Ia, Doutomikoh, babao!

N'empêche qu'il n'était pas de ceux que l'on doit plaindre. Il laissait Kossi derrière lui. Et Kossi lui ressemblait. Et Kossi était savant, fort et courageux. Et Kossi le continuerait. Et Kossi allait lui donner une sépulture honorable. Et Kossi, chaque jour, rendrait filialement à ses mânes, sur l'autel de son « bada », le culte prescrit par les traditions.

Doutomikoh, ia-oho!
Ia, Doutomikoh, babao!

L'aurore parut, pâle, défaite et ouatée de brumes. Lolo, le soleil, montra peu après son visage blafard. Les pluies, pour un jour, faisaient trêve.

On s'empressa de mettre à profit ce temps d'arrêt.

Les villages perdus dans la brousse furent informés par voie de tam-tams de la mort de Doutomikoh.

Comme le beau temps se maintenait, on tira celui-ci de la case où il dormait son dernier sommeil et l'on exposa son corps à quelques vingt brasses de là, mais en prenant soin de l'amarrer à un arbre et de l'asseoir sur un escabeau.

Doutomikoh était un brave homme.
Il était fort,
Il était droit,
Il était beau.
Doutomikoh était un brave homme,
Mais Koliko'mbo est toujours le plus fort.

Cependant que les chants mortuaires se perdaient dans l'air lourd qu'animait le bruit de la vie quotidienne, les deux

boyesses du défunt, debout à ses côtés, chassaient à coups d'éventail, d'un geste indifférent et machinal, les grosses mouches à charogne, les bestioles et les fourmis qui cherchaient à l'importuner.

Kossi, les trois femmes de Doutomikoh, Yassi, leurs proches, les pleureuses et les vocératrices dansaient ou chantaient toujours, les membres huilés de sueur, la voix enrouée et les yeux boursouflés de larmes.

Le vide s'était fait peu à peu autour d'eux. Certes, il n'était personne qui ne participât à leur légitime crève-cœur. On les abandonnait néanmoins à leur détresse, jusqu'à la tombée de la nuit.

La vie continuait, malgré la mort du regretté Doutomikoh. On n'avait qu'à regarder autour de soi. Droits sur leurs ergots et crête haute, les coqs provoquaient de lointains adversaires, des kékérékés qu'ils poussaient à gorge déployée. Dongou, le canard et sa bande de canes et de canetons furetaient, cahin-caha, par rang de taille, au cœur des monceaux d'immondices où s'ébattaient des nuées de papillons. Les cabris, l'œil narquois, poursuivaient leurs femelles de sollicitations lubriques ou les agaçaient, tout trépidants, en chevrotant d'impatience, de la plus sale façon qui soit.

Quant à Poueupoué et à Pieurrorr, revigorés par le soleil, ils passaient leur temps à s'épucer gravement l'un l'autre, à se chevaucher avec conviction ou à s'entre-mordiller les babines en se roulant sur le dos.

Heureux, les chiens et les cabris! N'ayant qu'à vivre au gré des jours, ils n'ont cure des plantations. Quel dommage qu'il n'en fût pas de même chez les hommes et qu'ils dussent au contraire travailler à s'en rendre bossus.

Qui rien ne semait, rien ne récoltait. Ehein! il en était ainsi et pas autrement. Donc, puisque le ciel s'y prêtait ce jour-là, en route pour les plantations. Et pla! les ngapous retournant les mottes de terres, arrachant les herbes et fouissant le sol spongieux. Et han! les ngapous éventrant les termitières, dessouchant les troncs d'arbres ou tranchant leurs rejets. Et plou! par ci. Et, tchac! par là.

Quand le soir revint, les chants reprirent, plus drus que jamais. Le ciel s'ocella de giclures d'étoiles. Des éclairs de

chaleur éclaboussaient l'horizon. Le halètement des tam-tams se mêlait aux coassements des grenouilles et des crapauds. Des torches grésillaient dans l'obscurité peuplée de bruits et les éphémères papillonnaient autour de leurs rougeoiements dont le vent chargé d'humidité et de senteurs de bois punais, restreignait parfois le jet ou déplaçait la clarté.

Saltations, glapissements, lamentations, tam-tams et chants funèbres durèrent quatre jours et quatre nuits. Le beau temps persistant, le matin du cinquième jour, on décida de procéder aux obsèques.

Le corps de Doutomikoh commençait à se décomposer. On pouvait le planter en terre. On ne le reverrait plus, vivant, parmi les hommes.

Tout, d'ailleurs, était prêt pour recevoir les restes de celui qui avait été un homme. On avait décapité le toit de sa case, rompu le simulacre viril dont le bois touchait presque le seuil de celle-ci, rasé les cactées fétiches qui se hérissaient de chaque côté de son entrée et creusé face à face, en plein milieu du logis devenu tombeau, profonds, larges et circulaires, quatre trous confortables, qui communiquaient entre eux, deux à deux, par un couloir souterrain.

On descendit, avec tout le cérémonial d'usage, Doutomikoh en l'un de ces trous, non sans lui couper auparavant le pouce de la main droite au ras de la phalange.

Il n'en fallait ni plus ni moins pour le préserver de ces mauvais génies qui, sous prétexte de donner aux morts la poignée de main du bon accueil, ne cherchent qu'à les arracher, en les empoignant par le pouce droit, aux douceurs de la vie seconde, pour les expédier on ne sait où.

Les tam-tams soutinrent une dernière fois de leur orage de bois le hurlement des pleureuses et des vocératrices, cependant que Yassi, Kossi et les trois femmes de Doutomikoh se hâtaient à dépêche compagnon, de mettre de l'ordre dans l'étroit caveau qui allait désormais abriter le mari de Yamanga.

Quand on l'eut adossé, raide comme pieu, à l'une des parois de ce trou, on attira ses jambes par la galerie du trou adverse et on les allongea sur le sol, non sans les avoir au préalable enveloppées dans une natte.

L'on plaça ensuite à portée de ses mains la vieille pipe, les soufflets de forge, le marteau-pilon et le poignard dont il avait accoutumé de se servir de son vivant. L'on entassa sur sa tête et sur ses pieds des faisceaux de bois sec que l'on couvrit de nattes. Puis l'on combla de terre ces deux trous.

Mais on n'en avait pas encore fini avec Doutomikoh. Les hommes de son rang et de son mérite ont besoin de serviteurs en ces villages dont les noms sont inconnus des lèvres humaines.

Seulement, il n'était pas possible de satisfaire sur ce point les traditions. La raison en était des plus simples. Se doutant vaguement du sort qui les attendait, Mounou et Toutoulé, les deux boyesses de Doutomikoh, avaient pris la brousse depuis la veille.

Pour apaiser le juste courroux des Mânes de Doutomikoh, on leur sacrifia séance tenante trois beaux cabris jaunes pommelés de blanc.

Les deux trous béants qui restaient happèrent sur le champ les spasmes de leur agonie et la terre qu'on jeta sur eux étouffa leurs râles.

Alors, bruits et cris se dispersèrent et s'éteignirent. Le silence gagna les animaux, les villages, la brousse, l'infini. Et la nuit chut, noire et saturée d'éclairs.

RENÉ MARAN

(*La fin dans le prochain numéro.*)

LE PLAN AMÉRICAIN A L'ÉPREUVE

Les promoteurs et administrateurs du Plan de reconstruction nationale (N. R. A.) entrepris par les États-Unis il y a six mois, proclament que l'expérience dans laquelle le président Roosevelt a engagé à fond son pays est sans précédent dans l'histoire. Cette affirmation, qui a pour but principal de stimuler l'enthousiasme d'un public toujours sensible au superlatif, n'est cependant pas sans fondement. Le Plan de reconstruction nationale représente en effet une tentative unique par son inspiration et par sa méthode d'application.

On entend couramment comparer le plan américain soit au plan quinquennal soviétique, soit au programme fasciste, soit même au plan hitlérien dans la mesure où celui-ci existe; mais sans dénier que l'expérience américaine ait quelques traits communs avec ces diverses entreprises de reconstruction en vase clos, elle s'en différencie par un point capital : les plans russe, italien ou allemand sont issus de révolutions qui ont bouleversé de fond en comble non seulement l'économie mais aussi la philosophie politique de ces trois pays; leurs physionomies morales en ont été bouleversées. Lénine, Mussolini et Hitler sont partis à pied d'œuvre et pour vaincre les résistances ont pu invoquer les principes nouveaux, et par conséquent sacrés, au nom desquels leurs révolutions respectives s'étaient accomplies. Ils ont plié l'économie à la politique et à l'idéologie suivant en cela le précédent classique de la Révolution française. Cela a beaucoup facilité leur œuvre car on

peut toujours, au nom des idées et des principes, supprimer individuellement ou en masse les contradicteurs.

La tâche des organisateurs américains est plus difficile. Ils ne peuvent, jusqu'à présent, s'abriter derrière aucune mystique nouvelle en dehors de celle, assez vague, qu'on s'est efforcé de créer autour de l'idée du *New Deal*. Leur effort ne s'appuie que sur la bonne volonté et sur une régénérescence de l'esprit civique le plus orthodoxe. Il n'y a pas eu et il n'y a pas aux États-Unis de révolution, au sens où l'entendent les pays européens, et s'il se trouve que de l'expérience en cours naissent des manifestations révolutionnaires, si certaines modifications se produisent dans la structure sociale, ce sera par voie de conséquence indirecte, presque par hasard et parce que les nécessités pratiques, bien plus que l'évolution des idées, l'auront voulu.

Si nous insistons sur cette différence d'origine entre les *expériences* européennes et américaine, c'est pour qu'on ne perde pas de vue le caractère nettement pragmatique de ce qui se passe actuellement aux États-Unis. Loin de se considérer comme un révolutionnaire, l'Américain se comparerait plus volontiers lui-même à un automobiliste qui se verrait obligé de changer quelques pièces importantes dans une voiture un peu usagée mais toujours solide. Les révolutionnaires, ceux qu'il appelle les « radicaux », continuent à lui inspirer la plus grande méfiance, sinon de la répulsion. Il entend résoudre à sa manière un problème d'ordre essentiellement pratique et, pas plus que les premiers colons, ses ancêtres, il n'a le désir de le compliquer de spéculations philosophiques ou politiques qui, selon lui, ne servent qu'à faire perdre du temps.

Ce qu'il veut aussi, c'est ne pas rompre brutalement le lien qui le rattache avec tant de force à sa conception traditionnelle de l'américanisme. Certes, il admet volontiers l'idée d'une évolution dont il reconnaît la nécessité, mais il faut que cette évolution s'inscrive dans le cadre de ses habitudes d'esprit. « La civilisation américaine, dit J. Truslow Adams, c'est l'opportunité offerte à chacun d'atteindre à une vie meilleure, plus pleine et plus riche », formule vague, mais qui selon cet auteur, contient l'essence même de l'américanisme. « Si nous

ne parvenons pas, ajoute-t-il, à continuer d'offrir à chacun cet idéal, nous devrons admettre que la civilisation américaine n'était pas viable. »

Il n'est pas d'Américain qui, en ce qui le concerne personnellement, n'ait renoncé au rêve d'une « vie meilleure, plus pleine et plus riche ». M. Truslow Adams a expliqué avec beaucoup d'éloquence et de conviction que sa formule ne devait pas être considérée comme une simple définition du progrès matériel et de l'enrichissement. Il a même conseillé à ses concitoyens de profiter de la *dépression* pour se recueillir, pour réviser leurs valeurs et pour rechercher au fond d'eux-mêmes les vertus spirituelles de leurs pères. M. Roosevelt lui-même a prêché la prudence et les joies de la vie familiale et modeste... Ces conseils ont-ils été écoutés? — Oui, sans doute, quoique nous doutions qu'ils aient fait une impression durable. Roosevelt n'a pas été élu parce qu'il était sage mais parce qu'on était las de son prédécesseur. On concède que l'*Aigle Bleu* est le symbole d'une *ère nouvelle*, mais c'est un peu une façon de parler. On ne lui demande pas une philosophie. Plus simplement on souhaiterait qu'il rapportât le plus vite possible dans ses serres, pour le moment embarrassées d'un faisceau d'éclairs et d'une roue d'engrenage, la clef momentanément perdue de la prospérité individuelle et de la liberté.

Reconnaissons toutefois que, depuis l'institution du N. R. A., chacun a fait de son mieux pour être raisonnable. Il est même de bon ton de vitupérer contre les méfaits de l'individualisme égoïste de 1919-29, source de tous les malheurs. Dans un discours récent, le général Johnson a été jusqu'à jeter l'anathème officiel contre cette époque déplorable : « Que Dieu nous préserve, s'est-il écrié, de cette prospérité en carton-pâte! » — ce qui fait malheureusement penser à la fable du renard et des raisins, mais qui marque bien cependant l'orientation qu'on essaie de donner à l'opinion publique toujours trop encline à se griser d'un optimisme dangereux dès qu'il n'y a plus péril immédiat.

L'intention de Roosevelt n'est pas de changer l'idéal traditionnel de ses concitoyens, mais de leur faire comprendre qu'ils ne l'atteindront qu'en acceptant la réorganisation et les sacrifices qu'il leur demande.

On connaît par des articles parus ici même le dispositif général du plan de réorganisation, mais il est nécessaire pour la compréhension des développements qui se sont produits au cours des dernières semaines et pour l'avenir, de donner quelques précisions complémentaires. Le plan se décompose, dans ses grandes lignes, de la façon suivante :

1° Programme de réorganisation agricole;

2° Programme de réorganisation industrielle;

3° Programme de grands travaux d'utilité publique organisés par l'État;

4° Financement (Commission de reconstruction financière. Crédit agricole. Crédit familial, etc...).

L'organisation et l'exécution de ces programmes ont été confiées à plusieurs administrations interdépendantes qui, de Washington, étendent leur action sur tout le pays. Les administrateurs ont été choisis par le président Roosevelt. Ils remplacent, dans beaucoup de cas, les nombreuses commissions chères à M. Hoover et que son successeur n'aime pas, préférant déléguer les pleins pouvoirs que lui a accordés le Congrès à des hommes qui soient directement responsables vis-à-vis de lui. Peut-être pourrait-on les assimiler à des fermiers généraux. On les appelle couramment « les dictateurs » depuis que le légendaire *Brain's Trust* est un peu passé de mode. Ce terme est évidemment impropre, mais il correspond à l'idée que le public se fait de ces hommes d'après les méthodes du plus connu d'entre eux — et jusqu'à présent le plus important — le général H. Johnson.

Parmi les autres « dictateurs », il faut citer :

Harold L. Ickes, secrétaire de l'Intérieur, chargé en même temps de l'administration du fonds de trois milliards trois cent millions de dollars destiné aux travaux publics et de l'application du code de l'industrie pétrolifère. Son influence semble avoir considérablement augmenté au cours des derniers mois.

George Nelson Peek, chargé de l'administration du programme agricole. On lui attribue une profonde connaissance de la psychologie particulièrement difficile des *farmers*;

Joseph B. Eastman, le « coordinateur fédéral » des transports. Il est chargé en particulier de la tâche ingrate de remettre sur pied les chemins de fer;

Henry Morgenthau Junior, ami personnel du Président, chargé de l'administration du Crédit agricole;

Jesse Jones, président de la Corporation de reconstruction financière (R. F. C.), le seul héritage de Hoover qu'on ait vraiment conservé en l'intégrant dans le plan général.

On pourrait citer six ou sept autres personnalités de même importance si l'on voulait compléter le recensement de l'état-major présidentiel, mais nous avons nommé celles qui nous paraissent avoir eu, ces derniers temps, la part la plus immédiate dans l'application du plan Roosevelt.

Mais, pas plus qu'il n'y a eu de « Commission du cerveau » véritablement constituée, on ne peut dire qu'il y ait maintenant de « Comité dictatorial », tel que l'imagine le public. Roosevelt a un entourage nombreux et élastique, dans lequel il puise, selon les besoins du moment, pour y trouver les compétences nécessaires. Il suffit de lire les journaux qui découvrent chaque jour une nouvelle influence prédominante pour se rendre compte que Roosevelt a réussi, jusqu'à présent, à conserver une indépendance remarquable qui est un des éléments principaux de son prestige.

Un des caractères les plus importants de l'organisation créée par Roosevelt et ses collaborateurs, c'est qu'elle est provisoire. Elle ne se justifie que par la gravité exceptionnelle de la situation qui existait en mars. C'est pourquoi son armature a été calquée en grande partie sur les organisations en temps de guerre.

A cet effet le pays a été divisé en districts et on a fait appel, pour remplir les postes ainsi improvisés, à un million cinq cent mille volontaires. Les bureaux hâtivement installés dans des locaux de fortune ressemblent aux postes de Y. M. C. A. ou de la Croix-Rouge américaine que nous avons vus autrefois en France. Il y règne une atmosphère à la fois militaire, bénévole et paperassière. Le Quartier général du N. R. A.[1] de New-York, par exemple, occupe tout un étage de l'Hôtel Pensylvania. Il s'y presse à toute heure une foule considérable mais docile. On y est d'ailleurs accueilli avec une grande ama-

1. Les initiales désignent indifféremment le *National Recovery Act* et le *National Recovery Administration*. C'est le symbole courant dont on se sert pour parler de l'ensemble des mesures qui constituent le plan de reconstruction nationale.

bilité. Les employés qui ont à se plaindre de leurs patrons, les patrons qui ont des difficultés avec leurs ouvriers, les consommateurs qui se plaignent de tout le monde sont assurés qu'on tiendra compte de leurs réclamations et qu'on fera les enquêtes nécessaires. Un service spécial est chargé d'expliquer aux visiteurs particulièrement curieux les mystères du N. R. A.

On n'a pas créé d'uniforme spécial pour le personnel, mais chacun porte l'insigne de l'*Aigle Bleu* et les nombreux boy-scouts qui font fonction de messagers achèvent d'éveiller dans la mémoire du visiteur des réminiscences du temps de guerre.

De Washington, le grand directeur du N. R. A., le général Johnson s'est efforcé, dès le début, de créer dans le public un esprit de mobilisation patriotique aussi exalté que si le pays était menacé d'une invasion étrangère. Nul doute que, s'il y avait réellement la guerre, le général Johnson ne soit le plus fougueux partisan de l'offensive à outrance avec bombardement intensif et attaque massive sur toute la ligne. Mais comme il n'y a pas de guerre, c'est dans des discours violents parsemés d'exhortations et de menaces et dans une activité prodigieuse que le général dépense son énergie. Notons tout de suite que les méthodes du général Johnson, si souvent critiquées pour leur exagération et même pour leur brutalité, se justifient par le fait que le succès du N. R. A. dépend presque entièrement de la possibilité de maintenir l'enthousiasme populaire. Il se trouve dans la position d'un impresario qui doit à tout prix retenir l'attention d'un public encore aimable mais un peu impatient, pendant que, derrière le rideau baissé, on monte les décors de la grande féerie.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le gouvernement n'a pas de moyens de coercition réels pour faire accepter son programme, situation qui peut avoir des conséquences dont nous parlerons plus loin.

On peut considérer que la première phase du programme de reconstruction nationale s'est terminée vers le 1er septembre. Les mois précédents furent en effet employés à construire la machine dont Roosevelt et ses collaborateurs avaient tracé

les plans et c'est à partir de cette date qu'on a vraiment essayé de la faire fonctionner.

Nous allons tenter d'examiner les premiers résultats acquis, mais disons tout de suite que nos observations seront sujettes à révision pour plusieurs raisons : la première, c'est que le gouvernement étant obligé, comme nous l'avons dit, de maintenir, coûte que coûte, la confiance populaire dans le succès de l'entreprise, il est très difficile de distinguer à travers les barrages de propagande, le contour réel des faits; la seconde, c'est que les chiffres dont on pourrait se servir pour mesurer le progrès accompli ne sont pas encore suffisamment dégagés des contingences pour être probants; la troisième enfin, c'est qu'il ne s'agit pas d'une construction entièrement préconçue mais d'un effort d'adaptation continue à une situation qui change chaque jour par l'effet de cet effort même et qui en même temps le commande. Rien de moins impossible, en fait, qu'un renversement brutal et imprévu de la politique de Roosevelt, si, à n'importe quel moment, il se convainquait que la route suivie actuellement n'est pas bonne.

En ce qui concerne tout d'abord l'agriculture, l'*Agricultural Adjustment Act* a commencé par produire les plus heureux effets. Cet acte prévoit, comme on sait, une restriction de l'étendue des terres cultivées compensée par une prime proportionnelle offerte aux cultivateurs, cette compensation devant provenir d'une surtaxe spéciale prélevée sur la vente des produits agricoles, c'est-à-dire sur l'ensemble des consommateurs. La dévalorisation du dollar au mois d'avril avec sa répercussion immédiate sur le blé et sur le coton a fortement contribué à faire accepter favorablement cette mesure.

Le programme de reconstruction agricole comporte une réduction de 15 p. 100 de la culture du blé, par rapport à la moyenne ordinaire, cette réduction devant être appliquée dès 1934 pour permettre aux États-Unis de se conformer aux accords internationaux pris à Londres. Comme la récolte de cette année a été, « heureusement », fort mauvaise, il est probable que l'ensemencement ne subira pas, l'année prochaine, de restriction réelle.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne le coton. Au

moment de l'institution du programme de reconstruction, le surplus existant équivalait déjà à une année entière de récolte. La situation était proprement désastreuse dans les États du Sud. C'est pourquoi on s'employa immédiatement à rendre à la nature plus de cinq millions d'hectares de culture. Mais cela n'est qu'un commencement et l'on prévoit pour 1934 une destruction de treize millions d'hectares, sinon davantage.

Les autres produits agricoles qui ne sont pas tombés au début sous la juridiction de l'*Adjustment Act*, sont en voie d'intégration progressive. Les éleveurs et les producteurs de lait en particulier n'ont guère bénéficié de la dépréciation du dollar et leur situation est restée mauvaise.

On estime néanmoins qu'au mois de septembre, le revenu global des *farmers* avait augmenté de plus d'un milliard de dollars par rapport à l'année dernière.

Ce gain, malheureusement, a été automatiquement neutralisé par le fait que la hausse des produits manufacturés, *poussés* par le programme de reconstruction industrielle, a été beaucoup plus rapide que celle des produits agricoles. Les *farmers* se trouvent donc actuellement à peu près dans la même situation qu'il y a six mois et l'écart entre leurs prix de vente et le prix des commodités dont ils ont besoin est resté constant. Or comme les *farmers* constituent l'élément le plus hargneux et le mieux organisé de la population, ils n'ont pas tardé à élever la voix et à menacer à nouveau de se révolter. Leurs représentants à Washington s'agitent beaucoup et s'agiteront bien davantage encore, car ils savent qu'il n'est pas d'économie dirigée ou de N. R. A. qui puisse, en fin de compte, leur faire oublier qu'ils ont l'avantage, ou l'infortune, de tenir le bout de la chaîne.

L'établissement des codes industriels s'est poursuivi laborieusement pendant tout le mois de septembre et il faudra encore quelque temps avant qu'ils ne soient complétés. Certains informateurs prétendent que, derrière la façade imposante du travail de coordination entrepris par l'administration, règne une grande confusion et qu'il y avait récemment à Washington plus de huit mille codes en suspens dont on n'avait

pas encore eu le temps de s'occuper. Cela n'a d'ailleurs pas grande importance, puisque toutes les industries principales sont désormais réglementées.

La réduction des heures de travail a été acceptée partout sans grande résistance, bien qu'il ait souvent fallu... expliquer que cela ne signifiait pas en même temps une réduction des salaires. La Fédération américaine du travail (A. F. L.) affirme cependant que la semaine de quarante heures représente une réduction insuffisante et beaucoup d'experts, dont miss Florence Perkins, secrétaire du travail de l'administration Roosevelt, sont enclins à être du même avis. La semaine de trente heures, disent-ils, aurait permis un embauchage plus important et mieux en rapport avec le nombre des sans-travail.

La suppression du travail des enfants au-dessous de seize ans a été accueillie partout comme un bienfait indiscutable.

L'embauchage des ouvriers supplémentaires dans les industries et entreprises commerciales importantes a été fixé d'accord entre les patrons et les représentants de l'administration du N. R. A. Personne ne peut dire à l'heure actuelle quels sont ceux qui ont assumé le maximum de charge possible, compatible avec la saine gérance de leurs entreprises, et ceux qui, par différents moyens, ont réussi à s'en tirer au meilleur compte.

La reconnaissance du droit de revendication collective pour les ouvriers est probablement le point le plus litigieux de tout le programme de reconstruction industrielle et un des plus importants par ses conséquences durables. Jusqu'à présent, en effet, le gouvernement américain avait laissé une liberté presque complète aux patrons dans leurs négociations avec leurs ouvriers et, étant donnée la faiblesse politique des unions ouvrières, il était d'usage que les patrons traitassent soit individuellement avec leurs ouvriers, soit avec les représentants des groupes organisés au sein de chaque compagnie. Ils évitaient naturellement d'entrer en conflit avec les délégués corporatifs. L'intervention du gouvernement, telle qu'elle se manifeste dans les codes, et le fait qu'il se soit rangé nettement du côté de la classe ouvrière en faisant droit à une de ses revendications les plus chères, a suscité de violentes polé-

miques. Mais le gouvernement a, jusqu'à présent, tenu bon sauf dans un cas, celui de l'industrie automobile où il a été admis que la question du mérite individuel de tel ou tel ouvrier entrerait en ligne de compte et pourrait justifier son avancement ou son renvoi sans que son union puisse intervenir. Naturellement l'A. F. L. s'est élevée violemment contre cette dérogation insolite au dispositif général des codes, alléguant qu'elle donne au patron un moyen facile de tourner la loi.

Quoi qu'il en soit, nul ne conteste que la classe ouvrière ne soit, pour le moment, la plus nettement avantagée grâce au N. R. A.

Cela est si vrai que les grèves ont été nombreuses et qu'on en prévoit davantage encore au cours des prochains mois. Or les ouvriers américains, comme les autres, ne se mettent en grève que s'ils se sentent forts. Il n'y a pas eu de grèves pendant le règne de Hoover, c'est-à-dire au pire moment de la crise. Les chefs de la Fédération américaine du travail, tout en saluant la victoire remportée, exhortent leurs adhérents — dont le nombre a augmenté considérablement depuis quelques mois — à exploiter ce premier avantage et à profiter de l'occasion unique qui leur est offerte. S'ils sont écoutés, il se peut que naisse du N. R. A., pour la première fois aux États-Unis, un véritable sentiment de classe parmi les travailleurs. Reste à savoir toutefois si l'ouvrier américain qui, hier encore, était un Italien, un Polonais ou un Tchèque et qui avait tendance à écouter avant tout ceux qui parlaient sa langue d'origine, saura surmonter son extraordinaire indifférence politique et constituer un véritable parti ouvrier sur le modèle européen.

L'attitude des chefs des grosses industries n'est pas encore assez nettement définie pour qu'on puisse la décrire avec certitude. Elle semble, en général, être celle de gens qui ont décidé de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Sans être pessimistes, ils sont sceptiques et observent pour le moment une attitude d'attente, estimant qu'il est encore trop tôt pour formuler un jugement sur l'expérience en cours. Certains symptômes, récemment manifestés, sont, sinon décourageants, du

moins assez inquiétants. Le bâtiment, par exemple, loin de suivre le mouvement de reprise a marqué au mois d'août un recul d'une vingtaine de millions de dollars sur le mois d'août 1932. Quant à la production de l'acier qui était passée de 40 p. 100 en mai à 60 p. 100 en juillet, elle est retombée aux environs de 40 p. 100 en septembre. Comme, malgré ce fléchissement, les industriels affectés doivent continuer à payer le nombre d'ouvriers supplémentaires engagés conformément aux codes, on comprendra qu'ils éprouvent quelques doutes quant au succès de l'expérience.

Le cas de Henry Ford, parce qu'il est le seul qui ait osé manifester ouvertement sa désapprobation du N. R. A., est naturellement celui qui a le plus frappé l'imagination du public.

Avec une obstination caractéristique, il a, comme on le sait, refusé de signer le code provisoire qui lui était soumis, alléguant qu'il en remplissait toutes les conditions et que ses ouvriers étaient mieux payés que ne le prescrivaient les nouveaux décrets. Le général Johnson a eu l'imprudence de se mettre aussitôt dans une grande colère et de menacer Ford d'un boycottage public s'il ne signait pas avant le 5 septembre, date à laquelle le code automobile avait force de loi. Le 5 septembre est passé sans que Ford ait daigné sortir de son silence. On s'est alors aperçu que Ford avait raison, en ce sens que personne ne pouvait le contraindre à signer quoi que ce soit et que du moment qu'il se conformait aux prescriptions du code, il était en règle. Tout ce qu'on peut faire, si l'on constate une infraction de sa part, c'est lui infliger une amende de cinq cents dollars par jour et, ultérieurement, si le code automobile devient permanent, le priver de licence, ce qui l'obligerait à fermer ses portes.

Les raisons pour lesquelles Ford a manifesté, jusqu'à présent, une hostilité muette mais évidente pour le N. R. A. en ce qui concerne son industrie, sont faciles à deviner. Il est vrai que les ouvriers qui travaillent chez lui sont un peu mieux payés qu'ailleurs. Il est vrai aussi qu'il vient de réembaucher un nombre considérable de chômeurs choisis parmi les vétérans de la guerre. Mais ce qui permet à Ford d'être aussi généreux tout en maintenant ses prix, c'est qu'il a la possibilité de s'approvisionner en matières premières à des

prix inférieurs à ceux que paient ses concurrents, grâce aux nombreuses industries de seconde zone qu'il contrôle directement ou indirectement et dans lesquelles on n'a jamais jusqu'à présent observé la semaine de quarante heures. En outre, Ford ne tient nullement à ouvrir ses livres à ses concurrents pour qu'ils vérifient s'il se conforme bien au principe de la « concurrence loyale ». Enfin, il n'a certainement aucun goût pour la discussion collective avec ses ouvriers.

Mais ce ne sont là sans doute que des objections secondaires. Ce qui heurte vraisemblablement le plus les idées de Henry Ford dans la N. R. A., ce sont les attaques dirigées par les partisans de ce système contre le vieil esprit individualiste dont il s'est toujours fait le champion. Sa résistance n'est qu'un épisode et elle s'atténuera sans doute s'il ne se sent pas soutenu par l'opinion; au contraire, elle pourra servir de point de ralliement pour les mécontents s'il se croit assez fort pour briser le boycottage que le gouvernement encourage assez sournoisement contre lui. On peut d'ailleurs prévoir que, en cas d'infraction, Roosevelt n'hésitera pas à sévir énergiquement, car il est notoire qu'il n'a pour Ford personnellement aucune sympathie.

Les petits commerçants sont sans doute ceux qui ont été le plus satisfaits de la nouvelle politique. Étant directement en contact avec l'acheteur, ils ont toujours plus de facilités que l'industrie ou le commerce de gros pour s'adapter rapidement aux fluctuations journalières. Les prix de détail n'ont pas cessé de monter depuis quelques mois et comme les quatre années de dépression ont forcé les petits commerçants à réduire leurs frais généraux à un minimum absolu — ou à faire faillite — ils n'ont eu aucune peine à exécuter, grâce à la reprise d'activité des récents mois, les quelques mesures prescrites par le N. R. A. Beaucoup même, probablement la majorité, n'ont rien eu à changer pour obtenir leur *Aigle Bleu*.

Quant à la situation des banquiers, elle n'est guère enviable. On sait que ces infortunés ont servi depuis quatre ans de boucs émissaires à la vindicte publique. On les a accablés d'injures, on a fouillé dans leurs papiers et on a étalé au grand jour leurs secrets les mieux gardés. Le président des États-

Unis lui-même n'a pas hésité à faire allusion à eux dans son discours inaugural et à parler des « marchands du Temple ». Tout cela était fort désagréable, même pour ceux qui se sentaient une conscience à peu près pure. Or voici qu'après une accalmie relative, on s'en est pris de nouveau à eux avec une grande violence. M. Jesse Jones, président de la Corporation de reconstruction financière, a profité de la réunion annuelle, au début de septembre de l'Association américaine des Banques, pour expliquer aux banquiers ce qu'on attendait d'eux. Il leur a reproché sans ambages de mettre des bâtons dans les roues et de ne pas « faire leur devoir ». Le surcroît de dépenses qui incombe à l'industrie et au commerce soumis aux codes ne peut être supporté que par une extension de crédits correspondante, mais les banquiers n'estiment pas que ces affaires ainsi surchargées se trouvent dans une situation suffisamment sûre pour aventurer une fois de plus l'argent de leurs clients. On leur a assez reproché leur légèreté passée, une des causes principales de la catastrophe de 1929, pour qu'ils veuillent renoncer aujourd'hui à une sagesse si péniblement acquise.

Les organisateurs du N. R. A. ne peuvent pas malheureusement s'encombrer de pareils scrupules. L'*Aigle Bleu* est un oiseau capricieux et vorace qui s'arrêtera immédiatement de voler si on lui refuse sa pitance. L'État est tout prêt à seconder l'effort des banques, mais il faut qu'elles fassent preuve de bonne volonté et ce n'est pas le moment de parler de prudence, ni du caractère sacré de l'argent des déposants... Les banquiers ont discuté poliment, fermement, mais M. Jesse Jones a fini par leur dire que s'ils se montraient trop obstinés, le gouvernement n'aurait plus qu'un seul recours : intervenir et distribuer lui-même les crédits disponibles selon les exigences du N. R. A.

Tels sont, brièvement résumés, les principaux points de vue dont il a été possible de noter l'évolution au cours des dernières semaines. On comprendra qu'on juge difficile et imprudent d'essayer d'en dégager une image d'ensemble trop précise avant que les faits n'aient pris un certain recul. Toutefois quelques résultats précis semblent se dégager que l'on peut d'ores et déjà indiquer :

Miss Florence Perkins, secrétaire du Travail, a annoncé officiellement que le nombre des ouvriers et employés réembauchés depuis le début de mars jusqu'à la fin d'août s'élevait à deux millions deux cent mille. C'est le résultat le plus positif qui ait été enregistré jusqu'à présent. Il appelle toutefois quelques commentaires : tout d'abord ce chiffre porte le nombre de travailleurs de toutes catégories à un total qui est encore inférieur de 28 p. 100 au nombre de travailleurs employés en 1926 et, par rapport à cette même année, le total des salaires payés est encore inférieur de 48 p. 100. Ces deux pourcentages prouvent donc que le nombre des travailleurs n'est qu'un indice secondaire dans l'évaluation du pouvoir d'achat des salariés. Notons ensuite que ces chiffres couvrent une période de cinq mois et que si l'on considère que le plan de réorganisation nationale n'a commencé à être appliqué que vers le mois de juillet, ils ne sauraient servir à en mesurer les effets réels.

Certains critiques pensent qu'une des grandes faiblesses des codes c'est de n'avoir pas fixé les salaires supérieurs au minimum, ce qui peut permettre aux employeurs d'abaisser les salaires relativement élevés et de neutraliser par conséquent les progrès réalisés dans le pouvoir d'achat de la masse. Ces mêmes critiques prétendent également qu'il est tout à fait vain d'essayer d'augmenter le nombre des travailleurs selon les méthodes du N. R. A. — et cela à cause des progrès technologiques extraordinaires réalisés au cours de la dépression, progrès qui rendent un surcroît de main-d'œuvre parfaitement inutile. La discussion de ces objections nous entraînerait hors du cadre de cet article. Mais chacun sent qu'on n'en peut méconnaître l'importance fondamentale.

Quoi qu'il en soit et si satisfaisant que soit le chiffre des travailleurs réembauchés, il est loin d'être égal aux espérances qu'on avait fondées sur le succès rapide du N. R. A. puisqu'on espérait pouvoir redonner du travail à au moins cinq millions de personnes « avant les premières neiges ». A moins d'un miracle, il n'y faut plus compter et l'on doit prévoir environ dix millions de chômeurs au cours de l'hiver prochain.

On ne doit même plus compter beaucoup, cette année, sur

les grands travaux d'utilité publique pour absorber une partie de cette masse. Le programme de ces travaux est très en retard. M. Ickes a déclaré que l'affectation du crédit de trois millions trois cent mille dollars dont il dispose exigeait des études prudentes et forcément longues si l'on ne voulait pas se livrer au gaspillage. Il s'est plaint également de certaines pressions politiques exercées pour faire adjuger ces travaux à des entrepreneurs particuliers. On a l'impression que le gouvernement ne voudrait pas s'engager à fond pour le moment dans cette partie de son programme qui ressemble un peu trop à un *dole* (aumône) déguisé.

Un autre chiffre précis et qui est considéré par les uns comme très encourageant et comme fort alarmant par les autres, c'est celui de l'augmentation du coût de la vie. Les prix de détail ont monté de 1,4 p. 100 en mai, de 2,6 p. 100 en juin, de 5,2 p. 100 en juillet et de 8,4 p. 100 en août.

Si l'on considère, indépendamment des autres facteurs, un des buts principaux du N. R. A., qui était de provoquer la hausse des prix, il est évident que les prix ont en effet augmenté. Ce qui est inquiétant c'est que, comme nous l'avons déjà noté, ni le pouvoir d'achat des *farmers*, ni la masse des salaires n'ont augmenté en proportion. Ils sont en retard, et, si cet écart se maintient ou augmente, il faudra admettre l'inefficacité des efforts faits jusqu'à présent pour prévenir un dangereux déséquilibre. Un remède s'imposera et c'est à le trouver que s'emploient activement, en ce moment, les administrateurs du N. R. A.

En attendant, l'état de choses actuel cause beaucoup d'inquiétude dans le public qui a déjà oublié avec quelle impatience il réclamait, il y a peu de temps, la hausse des prix dont il se plaint aujourd'hui. Certaines personnalités, comme le professeur Ogburn qui a démissionné de l'administration de Washington précisément à ce propos, pensent qu'un contrôle sévère des prix est indispensable pour maintenir l'équilibre du N. R. A., mais il est fort douteux que le gouvernement veuille s'engager dans cette voie. Il semble qu'en cela comme pour le reste, l'intention soit de modifier le moins possible le mécanisme établi et d'attendre quelque temps encore qu'il ait fait ses preuves ou révélé plus clairement ses imperfections.

Le N. R. A. n'a pas encore réussi à rompre le cercle vicieux de la hausse des prix annulant la hausse des salaires qui la provoquent, mais on n'est pas disposé à y renoncer, même si l'on doit recourir temporairement à des palliatifs, fort discutables et fort discutés.

Ceci nous conduit à dire quelques mots de la question de l'inflation qui, pour beaucoup, se présente comme le seul moyen de sortir du dilemme.

Les partisans de cette politique qui étaient demeurés assez tranquilles depuis avril, ont profité de l'atmosphère d'incertitude qui a caractérisé le début de septembre pour reprendre une offensive vigoureuse. La propagande est devenue très pressante vers le milieu du mois. Comme en avril, elle a eu pour origine, réelle ou apparente, les régions agricoles. Ce sont les États du Sud, producteurs de coton, qui se sont chargés de donner l'assaut à Washington. Voici un des principaux passages de la pétition que leurs représentants ont présentée au gouvernement :

> Considérant que les producteurs de coton et tous ceux qui dépendent d'eux sont à la veille d'une ruine complète parce que les conditions de vente du coton sont aujourd'hui pires que pendant toute la dépression; considérant que le maintien des prix actuels du coton compromettra le programme de reconstruction nationale tout entier, nous demandons respectueusement au Président de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour provoquer une inflation ou une expansion de la monnaie.

En même temps Hearst menait une campagne violente dans ses journaux et par la radio pour provoquer un mouvement d'opinion. « Pourquoi étions-nous prospères en 1928? s'est-il écrié. Parce que nous avions beaucoup d'argent. Pourquoi ne le sommes-nous plus aujourd'hui? Parce que nous n'en avons plus... Le remède est simple : c'est l'inflation et si ce mot vous fait peur, appelons cela la *reflation* » (*sic*).

Il n'est pas superflu de noter que l'inflation recommandée par M. Hearst devrait comporter l'application du bi-métallisme et que les mines d'argent américaines se trouvent précisément entre les mains de quelques-uns des plus ardents inflationnistes.

Le gouvernement s'est donc trouvé en butte à un assaut en règle et menacé de se voir débordé par les mêmes éléments

qui forcèrent déjà les États-Unis à abandonner l'étalon-or.

Le problème de l'inflation américaine se présente d'ailleurs sous un aspect particulier. En fait il n'y a pas eu d'inflation réelle aux États-Unis depuis janvier 1932. La circulation monétaire depuis cette date, d'après les statistiques du *Federal Reserve Board*, est demeurée parfaitement stable, si l'on excepte une pointe en mars dernier au moment de la fermeture des banques. Au 15 septembre 1933, le nombre de billets de banque en circulation était le même qu'au 1er janvier 1932. Les crédits bancaires ont suivi une ligne à peu près parallèle et ce n'est que récemment qu'on constate une élévation de la courbe. On pourrait même dire qu'il y a eu plutôt une restriction depuis mars, puisqu'un certain nombre de banques, fermées à ce moment, n'ont pas rouvert leurs portes, ce qui représente une immobilisation appréciable des dépôts.

En ce qui concerne la dévalorisation de la monnaie, elle a eu pour effet notoire de ramener le dollar aux environs de son ancienne parité avec la livre sterling, et la hausse des prix à l'intérieur des États-Unis, calculée sur la base-or, n'a servi qu'à les maintenir au même niveau qu'avant la dévalorisation.

Il n'est pas dans le cadre de cette étude d'examiner les répercussions internationales de cette situation. Bornons-nous à constater que les inflationnistes américains sont tout à fait résolus à ne pas s'en préoccuper, persuadés qu'ils sont que l'expérience américaine peut et doit se développer en pleine indépendance. L'inflation reste pour eux une question strictement domestique. Cela est si vrai qu'ils s'efforcent de présenter leur projet comme une sorte d'exploit patriotique. La presse de Hearst, par exemple, soutient sa propagande par des arguments nationalistes. (Ce sont les banquiers de Wall Street, inspirés par la finance internationale, qui veulent priver le pays de cette manne bienfaisante... Mais nous sommes maîtres chez nous et nous pouvons nous passer du reste du monde. Si l'Europe doit en pâtir, tant pis pour elle : elle n'avait qu'à payer ses dettes, etc...)

Les intentions de Roosevelt à ce sujet, autant qu'on en peut juger, n'ont pas beaucoup varié depuis Londres, bien qu'il paraisse se préoccuper davantage des réactions internationales de sa politique financière et s'appuyer plus volontiers sur

les éléments conservateurs de son entourage, tel que M. Woodin, secrétaire de la Trésorerie. Il n'est pas formellement opposé à l'inflation qu'on lui demande, mais il paraît la considérer de plus en plus comme un expédient, auquel il ne voudrait avoir recours que si le ralentissement qu'on constate en ce moment dans les progrès du N. R. A. persistait.

Une inflation monétaire immédiate paraît donc improbable, à moins que la pression dans ce sens ne devienne suffisamment forte pour que Roosevelt, plutôt que de se voir forcer la main par le Congrès lorsqu'il rentrera en janvier, préfère devancer son action. En attendant l'inflation indirecte sous forme d'expansion des crédits bancaires et de subventions gouvernementales aux travaux d'utilité publique va être largement pratiquée. Nous avons déjà noté que le capital privé n'accepte pas cette politique sans réticences, pour autant qu'il est appelé à y collaborer, mais il est probable que Roosevelt, tout en étant enclin à se montrer moins brutal que M. Jesse Jones, n'en persévérera pas moins dans sa résolution d'obtenir le concours des banques par la persuasion ou, au besoin, par la contrainte.

En ce qui concerne les plaintes des États agricoles, le gouvernement essaiera de les apaiser en consentant des prêts considérables aux cultivateurs.

Ainsi l'on peut considérer que l'administration Roosevelt, après avoir, à cet égard, plus promis que tenu, est désormais engagée dans la phase vraiment active de l'inflation.

Comment apprécier, en présence des chiffres et des faits contradictoires que nous avons énumérés brièvement, la valeur de ce qu'on a appelé « l'Expérience Roosevelt »?

Du point de vue psychologique, il ressort des observations qu'il nous a été donné de faire au cours des dernières six semaines, que l'opinion publique, malgré un refroidissement marqué mais peut-être salutaire, continue de croire au principe d'une amélioration. Elle continue en tous cas à croire en Roosevelt, même si beaucoup doutent sérieusement de l'efficacité des méthodes employées en ce moment et ne comprennent pas grand'chose au système du N. R. A.

Dans une interview récente, Roosevelt a comparé le mou-

vement actuel à un train qui doit atteindre le sommet d'une côte très rapide. « Pour y parvenir, a-t-il dit, il faut que le train prenne de la vitesse. En ce moment nous faisons déjà vingt milles à l'heure, mais ce n'est pas assez; il faut faire du quarante. » Cette image correspond encore assez exactement à l'idée que se font la majorité des Américains de l'aventure où on les a lancés. Il s'agit bien toujours d'un effort gigantesque, concerté, discipliné, mais limité dans le temps pour se tirer d'un mauvais pas. Si l'effort réussit, si l'on arrive au haut de la côte, on est bien décidé à rentrer dans la norme le plus vite possible et à se débarrasser de l'attirail encombrant du N. R. A. On remettra l'*Aigle Bleu* dans sa cage et on l'oubliera.

Mais il est peu probable que les choses se passent aussi simplement. Plus vraisemblablement on s'apercevra peu à peu que le plan de reconstruction nationale, institué primitivement comme une mesure de salut public destinée à apporter un remède immédiat, n'a pas répondu à cette intention d'une façon satisfaisante. Il est trop lourd, trop compliqué et basé sur un trop grand nombre de postulats douteux. Par contre, de l'ensemble touffu de lois, codes et règlements qui le composent se dégageront sans doute un certain nombre de réformes qui ne pourront manquer d'avoir une portée durable. Il s'en dégagera même des idées.

Essayons, sans exagérer leur importance, d'en indiquer l'orientation :

La question la plus souvent discutée est celle de savoir si le pays s'oriente vers la droite ou vers la gauche, vers le fascisme ou vers le communisme. Bien que cette question soit probablement sans portée pratique appliquée à un peuple qui, comme nous l'avons dit au début de cette étude, tient particulièrement à résoudre ses problèmes à sa guise et en marge de la politique telle qu'on l'entend en Europe, il est cependant notoire qu'on entend de plus en plus fréquemment s'élever des protestations contre la pression morale excessive exercée par l'administration. Cela apparaît à beaucoup comme un empiètement dangereux sur la liberté individuelle, base même de la Constitution.

D'autres, au contraire, s'effraient de voir le gouvernement

soutenir délibérément l'élément ouvrier et l'opposer au capital, tout en prétendant aplanir les conflits par son intervention. Ils ne voient dans le N. R. A. qu'un instrument destiné à susciter des troubles sociaux conduisant infailliblement au communisme.

Tout ce que l'on peut dire pour le moment à ce sujet, c'est que les mots socialisme, communisme, fascisme, nationalisme ont tendance à prendre aux États-Unis un sens aussi plein qu'en Europe. L'idéologie politique américaine, toujours vague et toujours en retard sur les mouvements européens, a néanmoins trouvé un levain puissant dans l'expérience instituée par le président Roosevelt. Le système économique basé entièrement sur l'initiative individuelle sans contrôle ayant fait en 1929 une faillite qui semble irrémédiable, a entraîné dans sa chute, en Amérique comme dans beaucoup de pays d'Europe, le libéralisme intégral hérité du XIXe siècle et il n'est pas douteux que la conception de l'*individu-cellule* ait fait aux États-Unis comme ailleurs des progrès importants. Sans doute s'efforce-t-on avec beaucoup de zèle et de sincérité d'expliquer que le véritable individualisme ne peut s'exprimer vraiment que dans les limites que lui impose l'intérêt commun et qu'il ne faut pas confondre le rôle régulateur de l'État avec l'Étatisme. Il n'en est pas moins certain que l'évolution actuelle est nettement dirigée vers une intégration de plus en plus grande de l'individu dans la collectivité.

Telle est, interprétée en termes politiques, l'évolution actuelle d'un mouvement qui prétend n'être qu'une tentative d'adaptation purement pratique à la réalité changeante. Il en résulte que Roosevelt, s'il le désire ou si c'est nécessaire, n'éprouvera pas de grandes difficultés s'il se résout à établir un contrôle de plus en plus dictatorial sur la vie du pays. Lorsque le Congrès entrera en session, ce qu'il reprochera peut-être au président des États-Unis, ce n'est pas d'avoir abusé des pleins pouvoirs qu'il lui a donnés, mais de ne pas s'en être suffisamment servi.

RAOUL DE ROUSSY DE SALES

LE LOUP-COLONEL[1]

IV

Boris fut réveillé par le bruit d'une conversation qui lui parvenait de dessous sa couchette. La voix de Linskoï disait :

— Si le général vous l'a promis, je ne manquerai certainement pas de le faire, mais pour cela il faut d'abord que je le voie.

Boris se pencha sur le bord de la couchette. Linskoï était près de la fenêtre à moitié baissée. Il portait une chemise de soie richement brodée au col et aux poignets. Son pantalon bleu-vert foncé, au passepoil rouge, allait très bien avec cette chemise et lui donnait l'aspect élégant qui lui était habituel. Le rideau recouvrait presque entièrement la fenêtre, laissant filtrer à l'intérieur un mince rayon de soleil qui irisait le verre d'un siphon de soda sur la table. Une odeur légère de parfums et de bon tabac flottait dans le compartiment.

A côté de Linskoï se trouvait assis un homme en civil, que Boris reconnut immédiatement : c'était l'acteur qui, la veille, avait fait l'éloge de Samko. Il portait un veston défraîchi. Quelques taches jaunâtres couvraient son gilet blanc. Il paraissait embarrassé et mécontent. Après une pause qui suivit les dernières paroles du prince, il lui demanda :

— Quand verrez-vous donc le général?

— Pas avant ce soir, — répondit Linskoï, en buvant le soda à petites gorgées. — Il est invité à déjeuner chez le grand-

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er octobre.

duc. Je suis sûr que Son Altesse Impériale le retiendra après le repas.

— C'est embêtant, — fit l'acteur. — Il me faut cet argent dans le courant de l'après-midi.

Linskoï fit une grimace.

— Vous vous en passerez très bien jusqu'à demain. Est-ce que votre peintre ne pourrait pas attendre?

— Mais non, mais non, mais non... J'ai expliqué à Son Excellence, hier soir, tous les détails de la situation. Je n'ai jamais connu personne de plus grincheux ni de plus capricieux que ce peintre. Cependant, c'est le seul homme qui puisse nous monter les décors du dernier tableau.

Linskoï haussa les épaules.

— Est-ce que vous ne pourriez pas me donner au moins une partie de cette somme à l'avance, sans attendre les ordres du général? — dit l'acteur d'une voix suppliante.

— Mon cher, — répondit Linskoï, avec dédain, — vous connaissez mon opinion sur toute cette affaire. A la place du général Samko, je n'aurais jamais consenti à être « mis en scène » en qualité de héros d'une féerie. Samko est un héros véritable, et il n'a pas besoin d'une réclame de ce genre. J'ai déjà dit au général que cela risquait de paraître ridicule; et il m'avait formellement promis de ne plus donner un sou pour cette pièce, qui lui coûte déjà plus de trente mille roubles. Par contre, vous m'assurez maintenant qu'il vous en a promis encore cinq mille. Dans ces conditions, mon devoir n'est-il point d'aviser le général de votre demande?

L'acteur rougit violemment.

— Vous vous trompez, mon prince, — balbutia-t-il. — La pièce n'a pas coûté tant que cela au général.

— Elle a coûté moins? Attendez, je vais vous faire voir mon carnet de notes... Où l'ai-je donc fourré? — Il leva la tête et vit que Sobakine s'était réveillé. — Ah! ah! Boris, tu ne dors plus? Descends vite, tu as sans doute besoin de prendre un petit alcool après la cuite d'hier... Tiens, dans ce coin, sous la banquette, tu trouveras une bouteille d'excellent cognac, ou de la vodka, si tu préfères.

Tout en parlant, le prince cherchait ses notes.

— Dis donc, Boris, — prononça-t-il enfin. — Si tu pouvais

aller dans le compartiment voisin et m'apporter mon carnet qui doit se trouver sur la table?... Je ne veux pas laisser cet individu seul dans mon coupé, — ajouta-t-il en anglais en désignant des yeux l'acteur.

Boris passa dans le couloir. La porte du compartiment voisin était entr'ouverte, mais Sobakine s'arrêta sur le seuil. Un énorme chien s'y trouvait, assis sur la table, en train de regarder par la fenêtre. Or, Sobakine n'aimait guère les chiens, bien qu'un chien figurât dans ses armes. Peut-être ce chien était-il méchant, peut-être mordait-il? Par bonheur, l'animal ne bougea pas à l'apparition de Boris. On n'apercevait que son dos et sa longue queue grise qui pendait le long de la table. Sobakine referma doucement la porte et appela Linskoï. Celui-ci apparut dans le couloir, l'air mécontent, jetant des regards inquiets vers son coupé où l'acteur était resté tout seul.

— Écoute, — dit Sobakine. — C'est cela, le compartiment en question?

— Mais oui! Comprends bien. Je ne veux pas quitter...

— Et ce chien qui est là? Il ne mord pas?

Linskoï le regarda avec étonnement.

— Quel chien?

— Mais le gros chien qui est planté là-bas sur la table. Est-ce que...

Linskoï partit d'un éclat de rire.

— Oh! l'imbécile, — dit-il enfin en reprenant haleine. — Dis-moi un peu, où as-tu vu un chien qui mord?... C'est un loup, un loup empaillé, c'est notre emblème que nous avons toujours dans notre train... Ah! Tu es un vrai brave, toi.

Sobakine se sentit très confus. Il pénétra dans le compartiment, trouva le carnet et le rapporta à son propriétaire. Après quoi, il sortit de nouveau dans le couloir, pendant que Linskoï disait à son interlocuteur :

— Veuillez me suivre : la première subvention se montait à huit mille roubles. Puis, le lendemain, vous avez encore touché six mille cinq cents, plus deux mille huit cent cinquante roubles, pour le matériel... Vous voyez, j'ai tout noté...

Sobakine se sentait mal à l'aise depuis le festin de la veille : la bouche amère, une horrible migraine... D'autre part, leur

aventure nocturne à l'hôtel de Moscou ne laissait pas de l'inquiéter. Il en avait oublié les détails, il se souvenait très bien cependant qu'un officier lui avait demandé ses documents; comment cette histoire s'était-elle terminée? Il lui fallait revenir à l'hôtel où ses bagages étaient restés, et il gardait toujours dans sa poche la clef du numéro 10...

L'acteur quitta enfin Linskoï, et Boris rentra dans le coupé pour exposer à son ami l'embarras dans lequel il se trouvait. Mais le prince le rassura bien vite en disant que l'officier de la veille n'avait nullement le droit de s'intéresser aux documents de Sobakine, que c'était tout simplement un misérable agent de Denikine, n'ayant d'autre but que de causer des ennuis aux vaillants partisans de Samko. Quant aux bagages, inutile de s'en inquiéter : si Boris ne voulait pas aller les chercher lui-même, on chargerait de cette besogne le lieutenant Khomenko, et dans une heure les bagages seraient là, dans le train.

La journée passa paisiblement. Le général était absent, et la plupart des habitants du train se reposèrent des fatigues du festin. Il y eut quelques visiteurs chez Linskoï. Boris, couché dans le compartiment voisin, entendait des bribes de conversations. Il lui sembla que la plupart de ces gens, déjà subventionnés par le général, ne venaient là que pour demander encore de l'argent, comme l'acteur le matin.

Il commençait à faire très chaud. Khomenko revint de l'hôtel avec les bagages de Sobakine, et l'aida à s'installer provisoirement dans le compartiment au loup empaillé, libre en l'absence de son occupant, envoyé à Ekatérinodar pour faire des remontrances à l'intendance. A en croire Khomenko, après les événements de la nuit, Sobakine était devenu un véritable héros aux yeux de tout le personnel de l'hôtel de Moscou. — Vous avez tort, — disait Khomenko en riant, — de ne pas y aller vous-même : on vous aurait accueilli avec beaucoup de respect. — Mais Sobakine lui répondit que ce respect lui était tout à fait indifférent. En réalité, il aurait éprouvé quelque honte à se montrer encore une fois devant le personnel de l'hôtel; non parce qu'il avait participé à un scandale qui lui rappelait certaines sorties à Pétrograd avec la camarade Rose, mais tout simplement parce qu'on l'avait

vu dans un état d'ivresse qu'il ne se pardonnait pas.

Quand il eut terminé son installation, Sobakine s'assit dans son coupé en regardant autour de lui avec satisfaction. Tout était bien, tout était confortable.

— Sobakine es-tu occupé? — appela tout à coup Linskoï. — Viens vite... il y a chez moi une de tes anciennes relations...

Sobakine entra. Une dame se trouvait dans le coupé, accompagnée d'une jeune fille de quatorze à quinze ans.

— Le reconnaissez-vous? — dit Linskoï à cette dame en désignant Boris. — Il a changé, hein?

La dame se leva et fit un pas en avant en tendant les deux bras à Sobakine.

— Baronne von Eselkopf!

Boris se sentit transporté au bon temps où la vie était si belle et si joyeuse, où il n'avait d'autres soucis que celui de sa carrière... Il soupira et dit :

— Madame! Que d'événements! Que de jours de détresse... Comment avez-vous réussi à échapper aux bolcheviks?

— Oh! je vous raconterai cela, — dit la baronne. — Permettez-moi d'abord de vous présenter ma fille : Lilly, ma chérie, dis bonjour à M. Sobakine.

La jeune fille baissa timidement les yeux et esquissa une révérence.

— Comment, est-ce possible? — dit Boris. — C'est cette petite Lilly que j'ai connue enfant? Une grande jeune fille maintenant; ce n'est plus la petite Lilly, c'est mademoiselle Hélène.

— Appelez-la Lilly, comme autrefois, — répliqua sa mère. — Cela lui fera plaisir. Votre ami l'appelle ainsi, et elle n'en est pas fâchée. N'est-ce pas, ma chérie?

La jeune fille rougit et lança à Linskoï un regard aigu, puis baissa les yeux de nouveau et refit sa révérence.

— Madame, — dit Linskoï, — il me vient une idée : si nous allions tous les trois — pardon, tous les quatre (il regarda la jeune fille qui rougit derechef), si nous allions dîner chez Abramiantz? Ce restaurant est l'un des meilleurs de Kislovodsk. Vous y mangerez des « chachlyks » comme vous n'en avez jamais goûté... Madame veut absolument voir Denikine,

comme toi, l'autre jour... ajouta le prince en se tournant vers Sobakine.

— Je ne comprends pas, — dit Boris. — Est-ce que Madame cherche aussi une situation?

— Tu comprendra après. Partons maintenant.

Pendant le trajet, Linskoï taquina la petite Lilly; Sobakine marchait à côté de la baronne qui ne cessait de lui poser des questions.

— Monsieur Sobakine, portez-vous depuis longtemps les épaulettes?

— Hem ... — fit Sobakine. — Non, pas depuis très longtemps.... J'estime, n'est-ce pas, qu'actuellement tous les honnêtes gens doivent devenir soldats...

— Mais comment avez-vous réussi à vous enfuir de Pétrograd?

— Je me suis fabriqué de faux documents, — répondit Boris, non sans une certaine vanité.

— Que c'est intéressant!... Et où avez-vous passé la frontière?

— A Orcha. J'avais un visa allemand...

Chez Abramiantz, après la première bouteille de vin du Caucase, noir comme de l'encre et laissant une lie épaisse dans le fond des verres, Linskoï abandonna Lilly et s'occupa de sa mère.

— Alors, Madame, — dit-il, — vous ne nous avez pas raconté comment vous avez été reçue par le commandant en chef.

— Prince, je vous ai déjà expliqué que je n'avais pu obtenir une audience de lui à Rostov. On la remettait de jour en jour. Puis le général est parti pour Ekatérinodar... Je l'y ai suivi... Oh! que ce voyage a été pénible! Figurez-vous que les billets de chemin de fer m'ont coûté plus de quinze mille roubles. Et encore en seconde classe...

Linskoï lança à Boris un regard qui signifiait : on va s'amuser. Puis, s'adressant à la baronne :

— A qui avez-vous payé ces quinze mille roubles?

— A un simple porteur... Il n'y avait pas moyen de s'approcher du guichet de la gare.

Linskoï cligna de l'œil.

— C'est intéressant, — dit-il en imitant légèrement l'accent de la baronne. — A votre place, j'aurais refusé de payer, et j'aurais voyagé, quand même, en première... Mais, dites-nous, qu'est-ce qui s'est passé ensuite, à Ekatérinodar?

— Tout à fait comme à Rostov. Je n'ai même pas réussi à apprendre où logeait le général Denikine. On m'a envoyée d'un endroit à l'autre; j'ai parcouru la ville comme une folle. Ce n'est qu'au bout de la troisième journée que j'ai rencontré le jeune Zaviekoff qui m'a dit que le général se trouvait tout simplement dans son train à la gare, et ne recevait personne. Le lendemain, il est parti pour Kislovodsk. Alors j'ai quitté le refuge de Doubinka, où j'étais logée, aux environs d'Ekatérinodar...

— Et vous avez payé encore quinze mille roubles, — dit Linskoï.

— Ah! non, douze seulement. Les porteurs d'Ekatérinodar furent beaucoup plus aimables que ceux de Rostov-sur-le-Don... Je crains que la même histoire ne se répète ici, à Kislovodsk.

— Vous nous quitterez, chère Madame, sans payer un sou aux porteurs. Je m'engage à vous arranger cela.

— Merci bien, cher prince; seulement, pourrai-je voir enfin le général?

Sobakine, qui s'était tu pendant toute cette conversation, demanda à la baronne :

— Mais pourquoi vous est-il indispensable de voir Denikine?

— Je veux, expliqua-t-elle, avoir un visa pour l'étranger et des places sur un bateau à vapeur jusqu'à Constantinople... J'en ai assez, de ce pays, de cette révolution, de la guerre civile, de ce sale peuple, des maladies épidémiques... A l'étranger, j'ai des relations, même de la famille lointaine; j'ai aussi un petit capital à la banque de Dresde... Pourquoi ne me laisse-t-on pas partir?... Dites, pourquoi?

Elle tira de sa poche un mouchoir qu'elle porta à ses yeux.

— Mais, Madame, — dit Sobakine, — il faut espérer que nos armées remporteront bientôt une brillante victoire sur les Soviets, que nos troupes rentreront, glorieuses, à Moscou et à Pétrograd... Nous recouvrerons nos biens, nos domiciles perdus, et nous reprendrons notre train de vie d'autrefois.

— Mais je ne le veux pas!... Je ne veux pas!... — s'écria la baronne en redoublant ses larmes. — On n'a pas le droit de me retenir ici de force. Laissez-moi, laissez-moi partir.

Elle s'adressait à Boris comme si c'était lui vraiment qui l'empêchait de quitter la Russie.

Le reste du dîner fut plutôt morne. Il était déjà tard, lorsqu'ils quittèrent le restaurant d'Abramiantz, et la baronne exprima le désir de regagner son hôtel. Les deux amis la reconduisirent, puis se dirigèrent vers la gare. A mi-chemin, Linskoï s'arrêta subitement et dit :

— Elle a raison, après tout.

— Qui?

— La baronne... Il n'y a rien à faire dans ce pays-ci.

Sobakine fut stupéfait.

— Comment, rien à faire?... Et la guerre aux bolcheviks? la victoire finale des armées blanches? Les exploits du général Samko?...

Linskoï le fixa d'un œil vague.

— La victoire finale... — répéta-t-il, — les exploits du général... Ah! n'en parlons pas! Allons chercher Khomenko et retournons chez Abramiantz. J'ai envie de me griser ce soir.

Sobakine sourit.

— Et, pour finir... nous passerons à l'hôtel de Moscou?

— Non. Les Ter-Abkhazoff sont partis ce matin pour Essentouki. Tant pis pour elle!

Puis, comme ils approchaient du train, Linskoï demanda :

— Comment trouves-tu la petite Lilly?

— Elle est gentille, — dit Boris. — Seulement un peu timide. Une gamine encore.

— Ce sera une femme adorable, — prononça lentement Linskoï en séparant les syllabes. — A-do-ra-ble, te dis-je; a-do-ra-ble!

Et, se dirigeant vers le couloir du wagon pour chercher Khomenko, il répéta encore une fois :

— A-do-ra-ble.

V

Le lendemain, l'acteur revint, et, après de nouvelles discussions, reçut ses cinq mille roubles. Boris fut invité à se rendre dans le wagon de Samko pour y entendre le récit de sa conversation de la veille avec le grand-duc. Samko, l'air très satisfait de lui-même, raconta qu'il avait promis à Son Altesse Impériale de restaurer le trône des Romanoff, aussitôt que les armées blanches auraient débarrassé Moscou du pouvoir soviétique.

— Vous pouvez vous figurer, — ajouta le général avec un sourire, — à quel point le grand-duc s'est intéressé à mes paroles. Il était très inquiet, comprenez-vous, avant de connaître mon opinion au sujet de la monarchie. Maintenant c'est fait; je l'ai rassuré, et il peut dormir tranquille.

Linskoï fronçait les sourcils, se mordait la moustache. Le général s'en aperçut et lui demanda :

— Qu'est-ce qu'il y a? Tu n'approuves pas ce que j'ai dit à Son Altesse?

— Non, ce n'est pas ça, — répondit Linskoï. — Mais je pense toujours à cette fripouille d'acteur qui ne cesse de t'extorquer de l'argent.

— Eh! mon ami, c'est un pauvre diable, il faut bien qu'il puisse boire et manger. J'ai suffisamment d'argent; il ne me ruinera pas. Est-ce vraiment beaucoup, cinq mille roubles? c'est du papier... ce n'est rien du tout. Je ne lui donne pas mes diamants, par exemple. S'il est satisfait d'avoir du papier, tant mieux pour lui.

Après un court silence, Samko bâilla et demanda :

— Que faisons-nous ce soir?

— Grand dîner dans la salle de la municipalité. Les habitants reconnaissants de Kislovodsk veulent fêter leur libérateur, le général Samko.

Samko bâilla pour la seconde fois.

— Ah? c'est bien... Tu viendras aussi, j'espère? Je veux que le colonel Sobakine y vienne également.

Boris salua.

— Oui, oui. Le colonel a une manière bizarre et fort amu-

sante de répondre à mes toasts. J'ai bien entendu ses cris avant-hier soir au Kursaal.

Linskoï jeta à Boris un regard de reproche. Boris rougit.

— Il ne connaît pas encore nos coutumes, — dit le prince pour excuser Sobakine.

— Non, non, c'était très bien; je n'en suis pas fâché. J'aime la nouveauté. Notre société vous plaît-elle, colonel? Vous ne regrettez pas d'être devenu un des loups?

— Au contraire, — répondit Sobakine.

Samko se tourna vers Linskoï.

— Écoute, prince, — lui dit-il, — qu'est-ce que tu es allé faire à l'hôtel de Moscou la nuit, après notre dîner au Kursaal?

— Qui est-ce qui a porté plainte? — questionna vivement Linskoï pour toute réponse. — Ce misérable Ter-Abkazoff?

— Non. C'est le commandant militaire de Kislovodsk. Il demande, ni plus ni moins, à te faire passer en conseil de guerre. Il a du toupet, celui-là.

— C'est une plainte écrite, n'est-ce pas? — demanda Linskoï. — Puis-je la voir?

— Tu la trouveras derrière ma tête, sur la table (Samko était étendu sur la couchette, la tête vers la fenêtre). Je t'en fais cadeau. Tu pourras la faire encadrer et l'accrocher au mur de ton compartiment.

Linskoï trouva le papier et le lut avec beaucoup d'attention. Après quoi, il lança un regard à Boris qui le fixait d'un œil inquiet.

— Il faut répondre à cela, — observa-t-il. — Et c'est le colonel Sobakine que nous chargerons de rédiger la réponse.

— Parfait! — s'écria Samko. — Le colonel aura là l'occasion de nous montrer ses talents de bureaucrate. Mais, — continua-t-il en se soulevant sur la couchette et en s'adressant à Sobakine, — il faut rédiger la réponse de telle manière que ce chien de commandant comprenne tout ce que sa conduite a d'insensé. Savez-vous qu'il vous accuse également? Il prétend, en outre, que vous n'êtes pas colonel, car vous vous êtes inscrit à l'hôtel comme un ancien fonctionnaire de l'intérieur... Du reste, vous lirez tout ceci vous-même. Répondez au commandant comme il le mérite.

Quand ils furent sortis de chez Samko, Boris dit au prince :

— Elle peut mal tourner, toute cette histoire! Le commandant de la place s'occupe déjà de ma personne.

Linskoï fit un geste d'impatience.

— Si cette histoire tourne mal pour toi, c'est que tu l'auras bien voulu. Quels sont tes rapports avec le commandant de la place, pour que tu t'intéresses à ses agissements? Ils ne peuvent te concerner. Le général Samko te reconnaît pour colonel, donc tu es colonel. Veux-tu qu'il signe ta nomination en qualité d'aide de camp? Elle sera publiée par les journaux, et tu deviendras colonel pour tout de bon.

— Non, non, — dit Sobakine. — Je ne veux pas de nomination formelle... Attends un peu, donne-moi le temps de réfléchir... Peut-être qu'après tout, je me montrerai incapable de remplir mon emploi.

— Tu t'en es très bien tiré jusqu'à présent... Écris-moi le brouillon de ta réponse au commandant. Je crains que cette tâche ne soit trop difficile pour toi. Chez vous, dans vos ministères d'autrefois, on avait l'habitude d'écrire poliment, de ne jamais exprimer le fond de sa pensée, de ne faire que des allusions... Tandis qu'ici...

Il montra le poing.

— Voilà ce qu'il faut!

— Ne t'inquiète pas, — dit Boris en souriant, — tu auras cette réponse dans un quart d'heure.

En effet, il n'eut pas beaucoup de peine à faire ce travail. Il se rappela, tout simplement, la correspondance soviétique dont il avait vu plusieurs échantillons pendant sa collaboration avec la camarade Rose. Il tira de sa mémoire quelques phrases qui lui parurent les plus convenables à la circonstance, remplaça l'Internationale par la Russie une et indivisible, la révolution mondiale par la victoire finale des armées blanches, accusa le commandant de saboter la cause des combattants, glissa deux mots sur les parasites de l'arrière-garde qui mènent une existence paisible en tirant leur profit des exploits héroïques des autres, — et la réponse fut rédigée. Linskoï ouvrit de grands yeux en écoutant sa lecture.

— Mais c'est superbe, — dit-il. — Boris, je ne t'aurais jamais cru capable de pareille chose. Il faut absolument que tu sois nommé aide de camp.

Khomenko tapa la lettre à la machine, et Samko la signa sur-le-champ, sans faire aucune observation. Le soir, au banquet municipal, il souriait à Boris en clignant légèrement de l'œil comme pour lui signifier qu'on se comprenait très bien. Après ce troisième banquet, où Sobakine eut un malaise presque aussi fort que celui de Khomenko au premier, il n'en pouvait plus, et demanda grâce pour la journée suivante. On rit beaucoup de sa faiblesse, mais on le laissa se reposer dans le train pendant que tout le monde partait au théâtre voir la répétition générale de la pièce écrite en l'honneur de Samko. Il va sans dire qu'après le théâtre on alla au restaurant, et que personne ne rentra avant l'aube. Sobakine dormit tranquillement, et le matin le trouva tout à fait reposé. Pendant que tous les occupants du train dormaient, il écrivit une lettre à Marie, où il lui faisait raconter ses aventures à Kislovodsk. Après avoir cacheté sa lettre, il réfléchit sur sa position présente.

— Ce n'est pas la situation que je cherchais, — pensa-t-il. — Je peux me trahir à chaque instant. De plus, il ne me sera jamais permis d'avoir ma famille auprès de moi... Marie doit accoucher dans deux ou trois mois... Du moins, si je savais où se trouvent mes parents, j'aurais pu l'amener près d'eux...

Mais ces pensées pénibles s'envolèrent dès qu'il se retrouva en compagnie du général Samko et de son entourage. Ce jour-là on allait à Essentouki pour y visiter le casino, après quoi devait avoir lieu un grand banquet en l'honneur du général, organisé par la population reconnaissante de cette ville, banquet payé par Samko.

A Essentouki, tout se passa comme à Kislovodsk. Boris revit l'historien et l'acteur, qui prononça un speech. On écouta la chanson des trompettes qui sonnaient la victoire, on apprit encore une fois que la mort se rapprochait des hussards noirs. Comme pour rappeler à tout le monde cette lugubre circonstance, quelques-uns des invités militaires portaient une tête de mort, brodée en bleu, sur leur manche. On cria « ouhaou » et le général Samko exprima le désir d'entendre Sobakine pousser ce cri tout seul, avec le complément « hou! hou! », comme il l'avait fait au Kursaal de Kislovodsk. Boris exécuta

ce numéro avec d'autant plus d'entrain, que déjà l'ivresse le gagnait. Il portait pour la première fois, ce soir-là, l'uniforme des cosaques du Kouban qui, de l'avis de Linskoï, lui allait à merveille. Le lendemain, il ne se rappelait aucunement comment s'était terminée cette soirée.

Ainsi s'écoulaient les jours. Il y avait déjà un mois que Sobakine se trouvait à Kislovodsk. Pendant ce temps on apprit la prise de Kharkoff et de Koursk par les troupes blanches. Tzaritzyne fut délivré des bolcheviks par le groupe du général Wrangel. Samko restait toujours à Kislovodsk et faisait de petites courses à Piatigorsk, Essentouki. Le général Denikine était parti, après avoir donné une courte audience à la baronne von Eselkopf. Sobakine la rencontra dans la rue, toute radieuse.

— Le commandant en chef m'a donné une lettre pour la mission anglaise à Rostov-sur-le-Don, — dit-elle. — Ainsi le visa m'est garanti. Monsieur Sobakine, vous ne pouvez pas vous figurer à quel point je suis contente! Maintenant, il ne me reste plus qu'à voir votre ami le prince qui m'avait promis d'arranger mon voyage à Rostov de façon à ne pas payer des milliers de roubles aux porteurs.

Deux jours après, elle partit avec Lilly, que Linskoï ne cessait de taquiner. Sobakine ne comprenait pas le plaisir que son ami pouvait éprouver à passer son temps avec cette jeune fille d'une timidité exagérée. Quant à lui, il préférait la société de la baronne. La veille du départ, madame von Eselkopf lui dit :

— Je ne m'arrêterai pas cette fois à Ekatérinodar et je ne pourrai pas faire mes adieux à l'une de mes meilleures amies qui se trouve dans cette ville. Mais je vous donnerai son adresse, monsieur Sobakine. Promettez-moi que, si vous vous trouvez par hasard à Ekatérinodar, vous irez chez elle pour lui porter mon souvenir. Peut-être même vous serait-il utile de faire sa connaissance; elle a énormément de relations. Elle s'appelle madame Groznoff, elle est infirmière et travaille à l'hôpital militaire du troisième corps. N'oubliez pas!

— Oui, Madame, je ne manquerai pas de voir cette dame, — répondit Sobakine. — Permettez-moi seulement de vous poser une question : où avez-vous fait sa connaissance? Je ne

vous ai jamais entendu prononcer ce nom à Pétrograd.

— Mais ce n'est pas à Pétrograd que je l'ai vue pour la première fois, c'est à Rostov. C'est une femme charmante, vous verrez vous-même. Elle a été bien gentille pour moi, et je regrette de partir à l'étranger sans pouvoir lui dire adieu.

Le lendemain du départ de la baronne, Linskoï se montra distrait et répéta deux fois, de manière à n'être entendu que du seul Boris :

— Elle a raison! elle a raison!

— Si elle a raison, — lui dit Sobakine, — pourquoi ne veux-tu pas reconnaître que je n'ai pas tort, moi aussi, de vouloir quitter la compagnie du général Samko?

— Ce n'est pas la même chose, — répondit le prince. — Tu es un homme.

— Je suis un homme, mais je ne suis pas militaire. Et plus j'y pense, plus je suis d'avis qu'il faut que je parte.

— Comment, à l'étranger?

— Non pas à l'étranger, mais quelque part où je puisse entrer au service civil et avoir ma famille auprès de moi. N'oublie pas, Nicolas, que j'ai une famille!

— C'est vrai, — dit Linskoï avec tristesse. — Le général m'a dit hier soir que dans quelques jours nous partirions pour le front. Ce sera pour toi un dur métier que de faire la guerre.

Il soupira.

— Laisse-moi partir, — fit Sobakine d'un ton suppliant. — Je te dois beaucoup d'argent, je ne peux rien te rendre à présent, mais dès que cela me sera possible...

Linskoï le regarda d'un air de reproche :

— Quelle bêtise, Boris, tu devrais avoir honte de me dire cela. L'argent que j'ai dépensé pour toi, c'est l'argent du général Samko, l'argent dont le propriétaire ne savait pas le compte... Mais que dirions-nous au général si tu nous quittais?

— Nous dirons, — répliqua Sobakine — que j'ai reçu une lettre de ma femme annonçant qu'elle est parvenue à fuir les bolcheviks, et se trouve dans un village près de Taganrog. Il me faut partir pour l'installer d'une façon ou d'une autre, la ramener près de mes parents... Il faut rechercher mes parents... Le général me donnera le certificat de

service sous ses ordres et une lettre ouverte aux autorités pour que celles-ci m'aident en ce qui concerne voyage, réquisition d'appartements, etc... S'il peut me donner une recommandation pour quelque personnage de Rostov ou d'Ekatérinodar, cela n'en serait que mieux... C'est un brave garçon, ton général. Parle-lui de tout cela après sa deuxième bouteille, et il consentira.

Tout s'arrangea. Sobakine partit trois jours après. A cette occasion, il y eut un festin exceptionnel. L'acteur prononça un speech en l'honneur de Boris, pointant son index vers lui et s'écriant :

— Regardez bien! C'est lui! lui-même...

On souhaita à Sobakine de terminer ses affaires le plus vite possible et de rejoindre les vaillantes troupes de Samko. On but maintes fois à sa santé, puis à la santé de sa femme, de sa fille et de son futur enfant qui devait venir au monde dans deux mois. Boris se souvint d'avoir été debout sur la table, au milieu des bouteilles, et d'avoir prononcé un discours. Il se rappela aussi qu'on l'avait hissé dans son wagon, puis qu'il avait vu bouger devant ses yeux le paysage. En quittant Kislovodsk, il avait vu passer à toute vitesse devant la fenêtre de son wagon, une colonne Moriss où se trouvait collée une affiche rose qui portait en énormes caractères noirs :

LE GÉNÉRAL SAMKO

APOTHÉOSE

VI

Comme tous les endroits du territoire occupé par les armées blanches, la ville d'Ekatérinodar était encombrée par ce qu'on pouvait appeler les débris de la Russie. Anciens propriétaires, fabricants, marchands, députés, journalistes, fonctionnaires, avocats, artistes, militaires en service de Denikine, militaires sans fonctions, tout cela formait une foule pareille à celle qu'on avait vue à Kieff un an auparavant, avec la seule différence que, là, on percevait malgré tout l'existence d'une certaine organisation maintenue par les Allemands, tandis qu'ici il n'y en avait aucune.

A la gare, on vérifiait les papiers des arrivants pour s'assurer qu'ils avaient l'autorisation de venir à Ekatérinodar. Deux officiers, qui se tenaient à l'intérieur de la gare, étaient chargés de cette besogne et par conséquent tous ceux qui n'avaient pas de permis, contournaient le bâtiment en se dirigeant vers les fiacres. Lorsque Sobakine avait visité Ekatérinodar, un mois plus tôt, il avait dû, pour sortir de la gare, avoir recours à la ruse. Cette fois, c'était inutile, il n'avait pas de permis spécial, mais il portait les certificats de Samko. Il les présenta d'un air assuré aux officiers de la gare. L'un deux, ayant aperçu la signature de Samko, porta la main à la casquette et dit :

— Vous savez certainement, mon colonel, où vous devez vous adresser pour la réquisition d'un logement?

— J'ai oublié cette adresse, — répondit Boris en rendant le salut. — Veuillez me la rappeler.

Une heure après il était installé dans une famille cosaque, non loin du centre de la ville. L'ameublement de sa chambre était simple, mais tout était très propre et confortable. La maîtresse de maison lui demandait :

— Prendras-tu, petit père, un verre de thé à la crème? Je viens d'allumer le samovar.

Boris prit le thé, demanda qu'on le laissât seul et s'allongea dans un fauteuil.

— C'est bien bizarre, — pensa-t-il, — mais depuis mon arrivée à Kislovodsk, ou plutôt depuis ma rencontre avec le prince, je n'ai guère eu de temps pour réfléchir. Il est encore heureux que j'aie eu assez d'esprit pour quitter cette société qui ne me convenait en rien, bien que tous ces gens-là fussent très sympathiques. Il me semble néanmoins que je n'ai pas perdu mon temps à Kislovodsk. Merci, merci beaucoup à Linskoï et au général Samko!

Après s'être reposé une demi-heure, il décida d'aller à la recherche de madame Groznoff, et se mit à faire sa toilette en fredonnant :

Sonnez, trompettes,
Victoire complète...

Une fois prêt, il se contempla avec suffisance et sortit dans la rue.

Il lui fut assez facile de trouver l'hôpital du troisième corps, mais à l'hôpital on lui dit que madame Groznoff n'était plus là et qu'on ne connaissait pas son adresse. Boris se trouva perplexe au milieu de la rue. Quel parti prendre? Vers où se diriger? Il commença par questionner les passants. Personne ne connaissait la générale. Sobakine commençait à s'impatienter, et déjà cette ville qu'il était en train de parcourir lui apparaissait sous un aspect fort différent de celui qu'elle avait pour lui le matin. Après deux heures de recherches il se sentit brisé de fatigue. Il eut faim et entra, ou plutôt descendit, dans un petit restaurant qui s'appelait « Cave caucasienne » et était situé dans un sous-sol. Là, seul dans une petite pièce partagée en deux par un rideau rouge, il mangea un « chachlyk » qui lui parut détestable, après l'excellente cuisine d'Abramiantz à Kislovodsk. Il but du vin qui sentait l'outre, paya très cher et sortit pour continuer ses recherches. Il décida que, s'il ne réussissait pas à trouver madame Groznoff avant quatre heures de l'après-midi, il partirait le soir pour Rostov-sur-le-Don, puis de là dans la direction de Taganrog, pour rejoindre Marie.

A la sortie du restaurant, il lui vint une nouvelle idée : demander l'adresse dans les magasins. Il lui semblait impossible que cette dame, apparemment assez connue à Ekatérinodar, ne fît pas partie de la clientèle d'au moins deux ou trois magasins importants de la ville. Hélas, il n'eut pas plus de succès que le matin. Il perdit patience et se mit à entrer dans tous les magasins qu'il rencontrait sur son chemin, sans même regarder les enseignes. Dans une boutique de sellerie on le considéra avec ahurissement. Ce fut alors qu'il comprit l'absurdité de ses questions. Mais dix minutes après, il recommençait dans une pharmacie.

— Quelle madame Groznoff? — demanda à son tour le pharmacien. La générale?

— Oui, oui! — répondit Boris avec joie. — Celle qui travaillait à l'hôpital du troisième corps.

— Attendez, — dit le pharmacien. — Je vais appeler le patron.

Boris entendit une discussion dans la pièce voisine; puis le patron apparut et dit :

— C'est vous qui demandez l'adresse de madame Groznoff?

— Oui, c'est moi, — fit Boris. — La connaissez-vous?

— Dites... pourquoi en avez-vous besoin?

— Mais... — fit Sobakine. — J'espère que ce n'est pas un secret. J'ai une commission pour la générale.

Le pharmacien se consulta à mi-voix avec son aide.

— Nous ne savons pas, — dit-il enfin, — l'adresse de la générale, mais elle vient chez nous de temps en temps, et il se peut bien que nous la voyions ce soir même... Si vous voulez lui laisser ici un mot et repasser demain matin, nous pourrons peut-être vous donner sa réponse.

Sobakine commençait à deviner que ces deux hommes connaissaient fort bien l'adresse recherchée, mais, pour quelque raison qu'il ne pouvait comprendre, ne voulaient pas la communiquer au premier venu. Offrir de l'argent au pharmacien? Cela pouvait gâter toute l'affaire. Boris poussa un soupir.

Boris demanda du papier et un crayon. En appuyant le papier contre la glace d'une vitrine à médicaments, il gribouilla :

Le colonel Sobakine,
aide de camp du général Samko,
désire transmettre à madame la générale Groznoff
une commission de la part de madame la baronne von Eselkopf.

— Voilà, — dit-il. — Veuillez transmettre ceci à la générale.

Et il sortit, pendant que les deux hommes se plongeaient avec curiosité dans la lecture de son billet.

Le lendemain matin il repassa à la pharmacie, où on lui donna l'adresse de madame Groznoff, en ajoutant que la générale le recevrait à cinq heures de l'après-midi.

La générale habitait une maisonnette blanche, entourée d'un beau jardin, aux environs de la ville. Lorsque Sobakine s'y présenta à cinq heures précises, une jeune femme ouvrit et lui demanda ce qu'il voulait.

— Madame Groznoff m'a donné rendez-vous.

Après lui avoir demandé son nom, la bonne le conduisit dans une petite pièce en lui disant :

— Veuillez attendre quelques instants. Je vais vous annoncer à la générale.

Sobakine se mit à examiner l'ameublement. Son attention fut attirée par une étagère couverte de porcelaines rares, de grande valeur. Le reste de l'ameublement n'avait rien de remarquable, sauf peut-être le bureau qui se trouvait près de la fenêtre et qui semblait plutôt celui d'un homme d'affaires que celui d'une femme; tout y était rangé avec soin, il y avait même un registre; un appareil téléphonique était accroché au mur. Ce n'est qu'en s'approchant de ce bureau que Boris aperçut la couche de poussière qui le couvrait et comprit que personne n'y avait travaillé depuis longtemps. Sobakine jeta ensuite un regard sur les murs blanchis à la chaux. Parmi quelques photographies il vit les portraits de l'empereur Nicolas II et de l'impératrice. A cet instant, il entendit derrière lui un froissement de robe et une voix agréable prononça :

— Colonel Sobakine?

Il se retourna et vit la générale Groznoff. C'était une femme de trente à trente-cinq ans, de grande taille, blonde, dont le visage, bien qu'agréable, portait des traces de fatigue. Ses grands yeux gris étaient entourés de cernes brun foncé que l'on apercevait même à travers la poudre, appliquée avec beaucoup de soin. Elle portait une simple blouse blanche avec une cravate de soie bleue qui allait très bien à la teinte de ses cheveux. Elle tendit la main à Boris et répéta :

— Colonel Sobakine?

— Oui, madame, — dit celui-ci en lui baisant la main. — J'arrive de Kislovodsk où j'ai vu la baronne von Eselkopf. C'est elle qui m'a chargé de venir vous voir.

— Ah oui, la baronne. Je me souviens d'elle, — dit madame Groznoff. — Elle a passé quelques jours chez moi avec sa fille. Que fait-elle à présent? Asseyez-vous, je vous prie.

— Elle a quitté la Russie, navrée de n'avoir pu vous faire ses adieux avant son départ... et vous remercier...

Madame Grosnoff sourit :

— Oh, je ne lui ai rendu qu'un tout petit service. Elle était si désolée, cette pauvre baronne. C'est de sa fille qu'il s'agissait.

— Ah? — fit Boris en simulant beaucoup d'intérêt, mais bien décidé à ne quitter la place qu'après avoir pu parler de ses propres affaires.

— Oui; figurez-vous qu'il s'agissait de cette enfant... Elsie, je crois?

— Lilly.

— Oui, oui, Lilly Eselkopf... Elle a eu une véritable aventure à Rostov-sur-le-Don. Très passionnée même, je vous assure.

Cette fois, Boris fut réellement intéressé. Cette petite Lilly, si timide!

— Que dites-vous? — s'écria-t-il.

La générale sourit.

— Mon cher monsieur Sobakine, — dit-elle en posant familièrement sa main sur celle de Boris, — les apparences sont souvent trompeuses. Cette jeune fille a un tempérament de courtisane, et c'est elle qui a séduit le jeune homme; celui-ci n'a été que sa victime. Il ne faudrait peut-être pas vous raconter tout cela, mais puisque la maman et la fille sont parties pour l'étranger, je ne vois pas d'inconvénient à vous faire connaître toute l'histoire... Ce pauvre Vanitchka! il est au front maintenant.

— Il est militaire? — questionna Boris.

— Un tout jeune élève officier de l'école militaire du Don. (La générale laissait toujours sa main sur celle de Sobakine. Cette main était un peu moite, mais le contact n'en était pas moins agréable.) Un petit cosaque, garçon sans importance... Je ne sais pas où Lilly a pu le rencontrer. Il est certain néanmoins qu'il y a eu deux ou trois rendez-vous avec baisers et... enfin, je ne sais pas jusqu'où cela est allé... La maman, un soir, a eu des soupçons, elle a obtenu de sa fille un aveu, l'a enfermée à clef et est accourue tout en larmes chez moi comme une folle.

Elle retira sa main.

— Alors j'ai proposé à la baronne d'habiter chez moi et de laisser sa fille sous ma surveillance. En même temps, j'ai fait agir mes relations pour activer la promotion du jeune homme. Il a été nommé sous-lieutenant dans l'armée du général Maï-Maïewsky et dû rejoindre son corps qui se trouvait alors dans le secteur de Kharkoff.

— Je n'aurais jamais cru à cette histoire si vous ne me la racontiez vous-même, — dit Sobakine. — Et cette promotion a été difficile à obtenir?

— Oh, pas du tout. J'ai été heureuse de rendre ce petit service à la baronne. D'ailleurs, j'ai profité également de mes relations avec elle... mais chut! je ne vous en dirai rien. Peut-être plus tard, avec le temps...

A ce moment, la sonnerie du téléphone retentit dans la pièce.

— Vous permettez? — demanda madame Groznoff en décrochant le récepteur. — Allo, j'écoute... est-ce vous, colonel?... Mais oui, c'est moi, c'est moi, ai-je changé de voix?... oui... oui... non, je n'ai pas encore eu l'occasion de lui en parler... C'est urgent, dites-vous? Denrée périssable... quel poids?... Tant que ça?... Oui, je comprends bien, c'est très important... Écoutez, je ferai mon possible pour le voir demain matin, puis vous viendrez dîner chez moi à six heures et je vous dirai le résultat... Bon, téléphonez-moi à midi... Seulement, dites-moi, comment vont les affaires de Satougnan?... Ah oui, vous connaissez mes conditions : changer la pierre du milieu, la remplacer par une véritable, n'est-ce pas?... J'ai confiance en vous, colonel. A demain.

Elle raccrocha le récepteur.

— Que c'est ennuyeux, les affaires! — dit-elle à Sobakine. — Me voici obligée de passer la soirée hors de la maison, et par conséquent privée de votre société... j'avais l'intention de vous retenir à dîner. Maintenant tout est changé.

« Il faut partir », se dit Boris. Et il se leva.

— Madame, je n'ose abuser de votre temps...

La générale le fit rasseoir en lui posant les mains sur les épaules.

— Pas tout de suite, mon cher colonel. Je ne pars pas immédiatement. Restez encore.

« Elle est bien familière, pensa Sobakine. Mais tant mieux. Si je lui ai plu, j'obtiendrai d'elle ce qu'il me faut. »

— Vous ne refuserez pas de venir dîner chez moi demain? — demanda-t-elle. — Ce monsieur avec lequel je viens de parler par téléphone, le colonel Zaviékoff, viendra aussi.

— Zaviékoff? interrogea Boris. N'est-ce pas le fils de l'aide de camp de l'empereur?

— Si, c'est lui. L'avez-vous connu par hasard?

— Oh très peu! Il faisait alors ses études au corps des pages.

Mais son père était un des grands amis des parents de ma femme.

Madame Groznoff battit des mains.

— Que le monde est petit!

Puis, au bout d'un instant :

— Alors, vous êtes marié?

— Oui, madame, — répondit Sobakine. — Ma femme se trouve à la campagne non loin de Taganrog.

— Mais vous êtes un loup de Samko, je crois? C'est ainsi que vous avez écrit dans votre billet d'hier. Cependant, je croyais qu'un loup de Samko devait être célibataire.

— Samko est lui-même marié. Mais je trouve, moi aussi, que, servir sous les ordres du général, cela convient plutôt aux célibataires. Et c'est justement pourquoi je songe maintenant à changer d'emploi.

— Ah? fit la générale avec intérêt. — Alors, vous souffrez d'être loin de votre femme?

Quelque chose avertit Boris qu'il ne fallait pas jouer le rôle d'un époux fidèle. Un sourire presque imperceptible passa sur son visage.

— Ne parlons pas de ça, — dit-il. — Ce qui est ennuyeux, c'est de passer son temps à manger et à boire, à chanter... Il y a dans la vie d'autres plaisirs auxquels on aurait envie de goûter. Malheureusement le service de Samko ne laisse que fort peu de temps pour ces choses-là.

La générale le menaça du doigt.

— Polisson!

Puis elle le fixa longtemps de ses grands yeux gris. Boris y vit son propre visage réfléchi, son col et ses épaulettes.

— Vous êtes un homme original, monsieur Sobakine, — dit-elle enfin en se rapprochant de lui et en posant ses doigts sur la manche de sa veste. — Votre visage donne une impression bien rare de force et d'énergie. Si j'étais l'un de vos soldats, je vous aurais suivi partout, même si la mort m'attendait sur les champs de bataille, près de vous.

Boris sentit la rougeur envahir ses joues. En même temps, l'expression de madame Groznoff changea et elle dit :

— Qu'avez-vous? Vous avez une poussière dans l'œil?

« Maudite habitude de cligner des yeux! pensa Boris.

Que de fois elle a failli ruiner ma réputation auprès des femmes! » Il fit un effort de volonté, s'inclina et dit :

— Madame, vous me rendez confus comme jamais je ne l'ai été sur les champs de bataille... Mais maintenant permettez-moi de me retirer. Il se fait tard et vous avez encore besoin de sortir.

— Et vos affaires, colonel? Vous n'avez pas achevé de me les raconter. Mais vous le ferez demain après le dîner, n'est-ce pas?

Elle lui tendit la main qu'il baisa et retint dans la sienne. Puis il la baisa encore une fois et sortit.

« Charmante personne! pensait-il en se dirigeant vers son domicile. Un tout petit flirt avec elle, et ma situation sera arrangée...

» Quant à Zaviékoff, il fait des affaires avec la générale, c'est évident, mais lesquelles? Aujourd'hui il s'agissait d'un transport de denrées périssables... Zaviékoff est-il donc dans le commerce maintenant? Non, elle l'appelait colonel. Tout le monde est colonel, du reste. Et, qui est-ce, Satougnan? Il me semble avoir lu ou entendu ce nom, ces derniers jours... Mais où?... »

En rentrant chez lui, il se souvint : Satougnan était le nom qu'il avait lu sur l'enseigne d'un grand magasin de bijouterie, dans lequel il était entré la veille lorsqu'il cherchait partout l'adresse de la générale Groznoff.

Le soir, il constata avec beaucoup d'étonnement qu'il s'ennuyait sans les compagnons du général Samko. Depuis deux jours il passait sa journée sans boire ni chanter. Il fit une promenade dans la ville, dont l'aspect cette fois lui parut morne. Kislovodsk était beaucoup plus gai. Il rentra de bonne heure, et s'endormit après avoir décidé de porter le lendemain des fleurs à madame Groznoff.

Le matin, comme il n'avait absolument rien à faire à Ekatérinodar, il fit une autre promenade, au cours de laquelle cette ville lui déplut définitivement. Le temps avait changé, il commençait à pleuvoir, et Boris fut trempé, ce qui l'obligea à changer de vêtements. Aussi, pour aller dîner, il dut revêtir son uniforme de cosaque. Afin de ne pas être trempé une seconde fois et de ne pas crotter ses bottes dans les rues

boueuses, il prit un fiacre. En approchant de la maisonnette blanche, il fut dépassé par une automobile qui s'arrêta devant la porte de madame Groznoff. Un jeune officier descendit et entra dans la maison, avant que le fiacre de Sobakine eût le temps de s'arrêter devant le perron. Boris, son bouquet de roses à la main, descendit et sonna à son tour.

Il vit, à l'expression de madame Groznoff, que les fleurs lui faisaient grand plaisir.

— Vous avez deviné que ce sont mes fleurs préférées, — dit-elle en acceptant le bouquet. — Permettez-moi de vous présenter... Mais je crois que vous vous connaissez déjà.

Le jeune officier qui se trouvait dans la pièce salua froidement.

— Non, je n'ai pas l'honneur...

— Mais si, — dit Boris. — Vous me connaissez. Je suis Sobakine, l'ami de monsieur votre père. Je vous ai connu lorsque vous étiez encore élève officier. Vous ne me reconnaissez pas?

Zaviékoff l'examina avec attention. Un léger sourire moqueur, à peine visible, passa sur ses lèvres.

— Il me semble vous reconnaître maintenant, — dit-il en tendant la main à Sobakine. — C'est probablement l'uniforme qui vous a tellement changé. Êtes-vous depuis longtemps dans l'armée?

Boris démêla aisément l'ironie de ces paroles. Mais les leçons d'audace de Linskoï ne lui avaient pas été données en vain. Sans répondre à la dernière question de Zaviékoff :

— Vous avez énormément changé, vous aussi, — répliqua-t-il. — Je m'aperçois que, depuis que je vous ai vu, vous avez fait une brillante carrière.

Et, s'adressant à la générale :

— Figurez-vous que M. Zaviékoff était élève officier il y a à peine quatre ans, et le voilà colonel.

Zaviékoff rougit violemment. Il était vaincu. La générale, à qui ce petit duel verbal n'avait pas échappé, prit le parti de Sobakine.

— Est-ce vrai? — s'écria-t-elle naïvement. — Je ne me suis jamais rendu compte de la jeunesse du colonel. En effet, quel âge avez-vous, monsieur Zaviékoff?

— Vingt-sept ans, — répondit celui-ci en rougissant encore.

— Pardon, — fit Sobakine. — Je crois que vous faites erreur. Vingt-sept ans? Vous seriez sorti du corps des pages à vingt-trois. Cela me semble impossible, puisque monsieur votre père disait toujours que vous faisiez bien vos études sans perdre une seule année scolaire. Mais à propos, où est-il maintenant, monsieur votre père?

— Je n'en sais rien, — répondit Zaviékoff, très content de changer de sujet de conversation. — J'espère qu'il a pu quitter Pétrograd avant le coup d'état bolchevik.

— Oui, il l'a quitté, — dit Boris qui avait pris part à une perquisition opérée dans l'appartement du vieux Zaviékoff par la camarade Rose.

— Comment le savez-vous? Peut-être pourriez-vous également me dire où il s'est réfugié?... Voilà plus de deux ans que je suis sans nouvelles de lui.

C'était au tour de Boris de désirer changer de conversation. A ce moment, la bonne entra et annonça que le dîner était servi.

— Excusez-moi, monsieur Sobakine, — dit la maîtresse de maison, — si le dîner vous paraît trop simple. Nous ne sommes ici ni à Moscou ni à Pétrograd. Je ne m'excuse pas devant M. Zaviékoff; il est déjà habitué à ma cuisine.

Ils s'assirent autour de la table garnie d'un beau service; décidément la générale s'entendait en porcelaines. Elle devait s'y connaître aussi en tapis, car les murs de la salle à manger étaient recouverts de tapis très rares de Bokhara et de Perse, ce qui donnait à la pièce un aspect luxueux, bien qu'étrange. Sobakine aperçut sur la table plusieurs bouteilles de vins très coûteux, dont il avait goûté aux festins de Samko. Madame Groznoff, apparemment, ne regardait pas à la dépense.

Après le potage — non moins savoureux que ceux d'Abramiantz, — le jeune Zaviékoff prit la parole :

— Si vous avez pu me donner des renseignements au sujet de mes parents, — dit-il à Sobakine, — je suis en mesure de vous en donner sur les vôtres, et même avec plus de précision, car je sais qu'ils se trouvent à Odessa.

La surprise fit cligner des yeux à Sobakine. Il se rappela toutefois que cela pouvait déplaire à la générale.

— Comment le savez-vous? Odessa se trouve entre les mains des bolcheviks.

— C'est parfaitement exact; mais j'y ai séjourné avant l'arrivée des rouges, et j'y ai vu votre père et votre sœur. J'ai même leur adresse inscrite quelque part sur mon carnet de notes.

— Oh! colonel, je vous suis bien reconnaissant, — s'écria Sobakine. — Trouver mes parents, c'était un des buts principaux du voyage que je suis en train d'accomplir. Voulez-vous me donner cette adresse?...

Pendant le dîner, Boris n'avait pas oublié sa résolution d'entreprendre avec la générale un flirt sérieux, qu'il jugeait pouvoir être profitable. Mais la présence de Zaviékoff, qui gardait un air réservé et boudeur, l'embarrassait. Il lui semblait que la générale en était aussi gênée; elle lançait à Boris des regards coquets chaque fois que Zaviékoff s'occupait activement de boire et de manger. Vers la fin du dîner, elle se leva, et dit tout à coup à Sobakine :

— Voulez-vous voir ma dernière acquisition?

Elle disparut dans la pièce voisine et revint au bout d'un instant, tenant à la main un petit écrin de cuir.

— Regardez, — dit-elle. — Est-ce beau?

Boris vit un bijou qui lui rappela l'époque d'avant-guerre : une bague en or avec une émeraude entourée de brillants. Involontairement son regard se posa sur l'intérieur de l'écrin où se trouvait la marque du joaillier : *K. Satougnan. Rostov-Ekatérinodar.*

— Magnifique! — dit-il en examinant la bague.

La générale sourit.

— C'est un cadeau, — dit-elle en refermant l'écrin.

Boris n'eut pas de peine à deviner quel était le donateur. Vraiment, il était difficile à la générale de s'occuper de lui en présence de Zaviékoff.

Lorsque vint le moment des adieux, madame Groznoff profita de l'absence momentanée de Zaviékoff, déjà passé dans l'antichambre, pour chuchoter à l'oreille de Boris :

— Venez demain après-midi. Je n'ai pas pu vous parler, je me suis tellement ennuyée ce soir!

VII

— Où est mon automobile? — fit Zaviékoff quand il se trouva dans la rue avec Sobakine.

— Je l'ai vue partir après vous avoir déposé à la porte, — dit Boris.

— Oui; mais elle devait revenir pour me ramener chez moi. Ce crétin de chauffeur oublie toujours la moitié de mes ordres. Il faut aller à pied. Malédiction!

— Où habitez-vous? — demanda Sobakine. Et, quand Zaviékoff eut donné son adresse : — Mais c'est tout près de chez moi! faisons route ensemble, le temps paraîtra moins long.

Ils firent une centaine de pas sans rien dire. Zaviékoff n'avait pas l'air enchanté de la compagnie. Enfin, il rompit le premier le silence :

— Y a-t-il longtemps que vous connaissez la générale?

— Ma foi non, — fit Boris. — Je l'ai vue hier pour la première fois. Quelle charmante personne, n'est-ce pas?

— Charmante?... Je ne l'ai jamais jugée à ce point de vue. Mais quand on fait des affaires, elle est indispensable... malheureusement!

Sobakine crut s'apercevoir que la démarche de son compagnon se ressentait des nombreuses libations du repas qu'ils venaient de faire. « Bonne occasion, pensa-t-il, pour le faire parler. »

— Pourquoi, malheureusement, — fit-il d'un air innocent.

— Parce qu'elle veut toujours avoir la plus grosse part dans les bénéfices; et elle l'obtient, nom d'un chien!... Croyez-vous que c'est juste? On passe quelquefois une semaine à mettre une affaire sur pied, on se fait du mauvais sang, on est empoisonné... Quand tout est enfin arrangé, on s'adresse à cette femme pour obtenir le succès final. Quel est son rôle, je vous le demande? Elle n'a qu'à souffler un mot, un seul mot, à son général et ça y est... Mais elle reçoit les deux tiers, si ce n'est plus, et vous le reste... Elle m'invite à dîner? Je m'en f..., de ses dîners! C'est de l'argent qu'il me faut. Ce n'est pas pour les dîners que je travaille.

Sobakine écoutait avec beaucoup d'attention.

— Je ne comprends pas bien ce que vous dites, — fit-il enfin. — De quel général parlez-vous? Je croyais que M. Groznoff était mort.

Zaviékoff s'arrêta brusquement et le fixa d'un œil mauvais.

— Que me chantez-vous là? — dit-il d'un ton mécontent. — Vous savez aussi bien que moi, de quel général il s'agit. Quant à M. Groznoff, je ne l'ai jamais vu, jamais connu, et je ne sais même pas s'il a jamais existé. Pourquoi me jouez-vous cette comédie?

— Mais je ne joue aucune comédie. Je vous répète encore une fois que j'ai vu la générale hier soir pour la première fois...

— Et puis, qu'est-ce que cela signifierait encore? — continuait Zaviékoff. — Vous feriez mieux d'avouer tout de suite le but que vous poursuiviez en liant partie avec cette sacrée femelle. Je suis bien sûr que vous aviez en vue d'entrer par elle en rapport avec le général.

— Pas le moins du monde! — répondit Sobakine. — Si vous voulez m'écouter, je vous dirai tout. — Et il raconta son histoire, et la commission qu'il avait reçue de la baronne von Eselkopf. A ce nom, Zaviékoff fronça les sourcils et prit un air encore plus renfrogné.

— Vous me rappelez une affaire où j'ai dû, comme toujours, céder le pas à madame Groznoff, — dit-il. — Elle m'a soufflé un joli bénéfice d'une dizaine de milliers de roubles... Du reste, la baronne Eselkopf a été sa victime aussi bien que moi.

MICHEL DE POURICHKEVITCH

(*A suivre.*)

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

On a grand plaisir à penser qu'un des écrivains de ce temps qui parle le plus pur français, pense avec le plus de finesse et de vigueur et entend le mieux la musique, vient de nous donner un livre. Dans trois études, où il étudie trois faces d'un même problème, Pierre Lalo a essayé de résoudre l'énigme de Wagner[1].

Comme tous les hommes, l'auteur des *Niebelungen* est un monstre incompréhensible, et il le paraît plus que tout autre parce que le génie accentue les contrastes. Il s'agit, au milieu de toutes ses contradictions, de retrouver une unité organique.

M. Lalo considère d'abord la vie de Wagner, ou plutôt les cinquante premières années de cette vie, telles que Wagner les a racontées lui-même dans *Mein Leben*. Le récit commence à l'enfance et finit au 4 mai 1864, « date où l'admiration puis l'amitié du roi de Bavière vinrent tout à coup le sauver de la longue hostilité du sort. » C'est dans cette somme de renseignements que l'auteur va chercher les clartés décisives qui éclairent ce génie.

Fils, petit-fils et neveu de bourgeois cultivés et lettrés : voilà l'origine. Devenu son beau-père, l'acteur Louis Geyer lui fait donner chez un pasteur de campagne une éducation « saine, solide et sensée ». Mais l'enfant va aussi au théâtre, tient un rôle de quelques mots dans *Haine et repentir*. Il est là dans un autre monde, un monde attirant et effrayant. « Un

1. Pierre Lalo, *Richard Wagner ou le Niebelung* (Flammarion).

décor, un fragment de décor représentant un buisson, un simple costume, faisaient pour moi partie intégrante de ce monde extraordinaire, et ces objets devenaient pour ainsi dire les leviers, à l'aide desquels je m'élançais de la banale réalité dans cette charmante sphère fantastique qu'est le monde du théâtre. »

Privilège, délice et terreur de vivre dans un monde surnaturel : voilà le point de départ. Et ce monde est musical. « L'accord des instruments suffisait à me jeter dans une exaltation mystique, et le frôlement des archets sur les quintes des violons évoquait dans mon esprit les accents de bienvenue d'un monde de fantômes. »

Écolier inégal et fantasque, indomptable et dissipé par crises, il prend du moins un intérêt passionné à ce qui flatte son imagination. Le monde de la mythologie grecque le fascine; il fait une traduction des douze premiers chants de l'Iliade. A quinze ans il quitte Dresde pour Leipzig. Il y retrouve son oncle le philologue. « L'oncle lisait à son neveu les tragédies des grands poètes grecs, le familiarisait avec Dante, avec Shakespeare, s'entretenait avec lui de toutes choses. » — Le résultat fut que le jeune Richard, à seize ans, refusa de passer son baccalauréat, mais écrivit *Leubald et Adélaïde*, drame qu'il se proposait de mettre en musique, et annonça à sa famille l'intention de se consacrer à l'art. Dans le récit qu'il fait de ces années d'enfance, il y a peu de tendresse; les parents n'interviennent que selon qu'ils troublent ou favorisent le développement de l'esprit; les amis ne paraissent point. Sa vie est toute faite de rêves et d'un obscur travail. Le reste ne compte point. « Ainsi dès le commencement, il apparaît séparé de tous, isolé dans ses idées et en lui-même, enfermé dans un monde intérieur où personne ne pénètre avec lui. »

Sa sœur Clara était devenue *prima donna* du théâtre de Dresde. Il voyait chez elle, en deux figures, la musique italienne et la musique allemande. La musique italienne, c'était le ténor Sassaroli, géant ventru. La musique allemande, c'était Weber, pour qui il avait de la passion. Le *Freyschütz* exerça sur lui un empire prodigieux. « La personne frêle, délicate et presque immatérielle de Weber me charmait

jusqu'à l'extase. Sa face fine, émaciée, aux yeux vifs et pourtant voilés souvent me fascinait. Son pas fortement claudicant que j'entendais sous mes fenêtres quand le maître rentrait à midi de ses fatigantes répétitions, symbolisait dans mon imagination le grand artiste. » — Après Weber, Beethoven, puis Mozart et Haydn entrèrent dans son rêve. Il se les assimilait en copiant des partitions entières. Il est remarquable qu'il n'ait jamais songé à devenir exécutant. Être musicien, c'était être compositeur. Il essaya d'abord d'apprendre seul et loua chez Wieck une méthode de basse chiffrée, puis il prit secrètement des leçons d'harmonie avec un musicien de l'orchestre de Leipzig. Mais surtout il s'appropriait les grands classiques. Il copia toutes les symphonies de Beethoven. Il fit même un arrangement pour le piano de la neuvième et l'envoya à l'éditeur Schott, qui lui envoya en retour la messe en ré. A dix-sept ans, sa famille le mit sous la direction d'un vieil organiste, Weinlich, qui, en deux mois, lui apprit le contrepoint. Wagner lui apporta une fugue à deux sujets et resta effrayé quand le musicien, l'ayant lue, déclara qu'il n'avait plus rien à apprendre de lui. Il entend madame Schroeder Devrient chanter Fidelio; il lui doit sa révélation du drame lyrique. Il prend ainsi des mains du destin les éléments dont il a besoin, et pour ainsi dire sa nourriture. Pendant ce temps son génie se forme en lui. Bientôt ses maîtres lui sont aussi étrangers que ses parents. Il appartient au monde musical qu'il porte en lui.

De vingt à vingt-six ans, il est chef d'orchestre dans cinq villes successivement : c'est une période d'erreur. Il abandonne ses anciens dieux. Chez lui, le dirigeant pervertit le musicien. Ayant à conduire *Robert le Diable*, il n'entend plus que ce qui peut être applaudi. Une belle audition du *Roméo et Juliette* de Bellini achève de le convertir, à la joie des siens. Il poussa l'apostasie jusqu'à écrire un éreintement de l'*Euryanthe* de Weber, dans le *Journal du monde élégant* de Leipzig. Non seulement il dirige, mais il compose « dans le style de la musique française moderne ». Aux opéras qu'il conduit, il ajoute des airs de bravoure, des cavatines, des prières, pour faire briller les artistes. Le public est enchanté. Wagner écrit de sa première saison à Magdebourg : « La satis-

faction générale s'exprimait de la façon la plus agréable et la plus encourageante pour ma direction. Au bout de quelques mois, j'avais l'impression d'être le premier chef d'orchestre d'opéra qui fût dans le monde. »

Le retour aux classiques vint de lui-même, comme par une loi de sa nature. Il eut à conduire le *Joseph* de Méhul. « Le style noble et simple de cette musique émouvante, dit-il, influença favorablement mon goût musical, alors gâté de façon extraordinaire par la pratique du théâtre. » Il sentit se réveiller ses anciennes tendances. D'autre part, il travaillait à *Rienzi* qu'aucune scène provinciale d'Allemagne n'aurait pu représenter. Il vint donc à Paris. Là il entendit la *Neuvième Symphonie*, dirigée par Habeneck. Ce fut une illumination. « La période décadente de mon goût, dit-il, prit fin dans le repentir. » Et M. Lalo ajoute : « C'est donc à Paris que Wagner reprit conscience et possession de lui-même. Il y demeura deux années encore, luttant contre la misère, s'efforçant sans succès de sortir de l'obscurité. Mais lorsqu'il le quitta, en 1842, la musique du *Vaisseau Fantôme* était entièrement achevée : le véritable Richard Wagner était né. »

A mesure que nous tournons les pages, la figure du musicien devient plus nette, et aussi la pensée de l'auteur. Le musicien est une sorte de monstre créateur, uniquement fait pour la mise au monde d'une œuvre immense. Mais voici qui est tout à fait singulier. Les années fécondes de sa vie sont justement les plus misérables. On pourrait croire que pour faire mûrir dans son esprit un monde entier de musique, il lui faut une atmosphère calme, une vie exempte de soucis. C'est exactement le contraire. Dans les périodes tranquilles de sa vie, le travail se ralentit; dans les périodes tragiques, l'inspiration surabonde.

Nous venons de le voir pendant trois ans à Paris, dans la plus noire misère, souffrant la faim et le froid, contraint, pour manger, de composer des méthodes de cornet à piston, des arrangements de la *Reine de Chypre*. Enveloppé d'une couverture, faute de feu, il travaille de l'aube à minuit, ne se permettant une sortie que tous les quatre jours. C'est pendant ces années atroces qu'il écrit le *Vaisseau Fantôme*, qu'il conçoit *Tannhäuser* et *Lohengrin*, qu'il libère pour la première

fois son génie. Le voilà revenu à Dresde, en 1842, chef d'orchestre de la cour, avec de l'argent et des loisirs. Tout ce qu'il fera en sept ans, c'est d'achever sans joie et sans passion les deux drames commencés. Mais voici que la Révolution de 1848 éclate. Accident unique dans sa vie, il s'y mêle. « Ce fut, dira-t-il, en songeant à la possibilité d'un changement radical dans tout ce qui tient au théâtre que j'en vins à reconnaître les vices fondamentaux de l'organisation politique et sociale... » Ainsi, ce qu'il demande au mouvement populaire, c'est le renouveau du drame lyrique, c'est la réalisation de son art. Il dut déchanter. Quand la réaction vint, il fut proscrit. Le voilà à Zurich, et de nouveau misérable. Or, c'est en ce temps-là, où tout autre désespérerait, qu'il réalise dans une exaltation surhumaine, des œuvres qui n'avaient pas eu leurs pareilles et qui ont bouleversé l'art pour cent ans, la *Tétralogie* et *Tristan*. En 1864, l'amitié du roi de Bavière termine les mauvais jours. Mais de 1864 à 1883, Wagner, opulent et illustre, n'écrira plus que *Parsifal*. — M. Lalo a mis ce rythme dans un jour saisissant. Oserai-je sous une forme plus générale hasarder cette règle, que le même rythme se retrouve dans toute l'histoire? Ce sont les siècles tragiques qui sont par excellence les siècles musicaux dans l'histoire des peuples : en France le XVIe; en Angleterre le début du XVIIe; en Allemagne le XIXe. Comme si la musique avait besoin de la souffrance humaine pour en faire son chant, et se refusait, indignée, aux heureux.

Dans les périodes créatrices de la vie de Wagner, l'inspiration est d'une abondance incroyable. Il lui faut moins de trois mois, d'avril à juin 1852, pour écrire le poème entier des quatre drames qui forment le *Ring*. La partition de l'*Or du Rhin*, écrite directement pour l'orchestre, est achevée en deux mois et demi, de novembre 1853 au 16 janvier 1854. Cette rapidité est, comme le dit M. Lalo, un miracle du génie humain. Wagner nous confie, assez naïvement, qu'il ne lui est resté que peu de souvenirs de son entourage durant cette période. On l'en croit sans peine. En juillet 1854, il commence la partition de la *Walküre*, qui est achevée le 30 décembre. Mais dans le même temps, il a voyagé, donné des concerts à Zurich, formé un quatuor de musique de chambre et assimilé la philosophie

de Schopenhauer. En fait la *Walküre* a été écrite en quatre mois. Cette tempête de musique est suivie d'un long repos, prolongé encore par une maladie. Ce n'est qu'en octobre 1856 qu'il commence *Siegfried*. Les deux premiers actes sont terminés en août 1857. Tout à coup Wagner s'interrompt. Une nouvelle source d'inspiration a jailli. Il ressent le besoin profond d'écrire *Tristan*.

Ceci nous amène à la seconde étude, *Wagner et l'Amour*, où M. Lalo montre avec une clairvoyance et une précision singulières, comment le musicien a utilisé, aux fins de la musique, son amour pour Mathilde Wesendonk. La confusion entre les amants légendaires et les êtres réels est inextricable. Quand en 1858, il doit quitter Mathilde, Wagner lui écrit : « Mon enfant, il ne m'est plus possible d'imaginer qu'un unique salut... Il a nom la paix! l'apaisement absolu imposé au désir!... Laisse-moi, sur les ruines de ce monde du désir, t'apporter le salut!... Mourons bienheureux, avec un regard lumineux et calme... » C'est exactement le troisième acte de *Tristan*. De Venise, où il s'est réfugié au mois d'août, Wagner écrit : « Ici s'achèvera *Tristan*, malgré les tourments du monde. Et avec lui, si je peux, je m'en reviendrai, pour te voir, pour te consoler, pour te rendre heureuse... Allons, valeureux Tristan, allons, vaillante Isolde! Assistez-moi, venez au secours de mon ange. Ici votre sang cessera de couler, ici ses blessures guériront... D'ici le monde apprendra les plaintes de la plus douloureuse des voluptés, la haute et noble détresse de l'amour le plus sublime. » De qui parle-t-il? se demande M. Lalo. On ne sait plus. « Et l'on se demande si Wagner a fait son œuvre à l'image de son amour ou s'il s'est efforcé, consciemment ou inconsciemment, de former son amour à l'image de son œuvre. »

C'est une question terriblement difficile. M. Lalo incline à penser que l'amour et l'œuvre ont grandi ensemble, en se pénétrant et en s'exaltant l'un l'autre. Pour une certaine période, c'est certainement vrai. Mais, pour le début, il y a des difficultés. Au commencement de tout, il y a une sorte d'incubation de la maladie nommée amour, un désir de vivre et d'aimer. Le 12 janvier 1852, il écrit à Uhlig : « Je ne puis m'empêcher de penser que si nous avions une vraie vie, nous

n'aurions pas besoin d'art. » L'art est un substitut que nous invoquons quand la vie nous trahit. « Alors, dit-il encore, nous crions à l'art : *Je désire, je voudrais...* Notre art n'est rien de plus qu'un désir exprimé aussi clairement qu'il nous est possible. »

Au moment même où il déclare si nettement que l'art n'est qu'un *Ersatz* de ce que nous voudrions vivre, il fait la connaissance des Wesendonk. « Le côté masculin indifférent, écrit-il en février; il n'en est pas de même du côté féminin. » Et le 20 mars : « Les yeux humides et brillants d'une femme me remplissent d'un espoir nouveau. »

L'intimité s'établit, Wagner commence à penser à *Tristan*. Il en parle à Liszt dans une lettre fameuse, que M. Lalo cite sans en donner la date et qui est de décembre 1854 : « Comme je n'ai jamais éprouvé dans ma vie le bonheur propre de l'amour, je veux élever à ce plus beau des rêves, un monument où, du commencement à la fin, cet amour doit s'assouvir. » Comment interpréter ce texte? Wagner est amoureux de Mathilde. On peut admettre qu'il pense à *Tristan* pour assouvir, comme il dit, le plus beau des rêves. L'art va, une fois de plus, remplir sa fonction, et se substituer à la vie. Il me semble que cette interprétation est confirmée par une lettre de 1855, où il nie que les créations de l'art aient pour origine une impression de la vie. Loin de devoir l'existence au réel, elles délivrent de lui. Cette phrase sonne exactement comme si Wagner voulait, dans une œuvre nouvelle, étouffer un amour nouveau. Mais ce n'est qu'une velléité. Nous avons vu que de 1854 au milieu de 1857, il avait été occupé de la *Walküre* et des deux premiers actes de *Siegfried*.

Je doute d'ailleurs que le remède, qui avait admirablement réussi à Gœthe, l'eût aussi bien guéri. Quoi qu'il en soit, il ne l'employa point. Pendant trois ans, l'amour put grandir librement. En 1857, il éclata avec une telle violence qu'il fallut interrompre *Siegfried*, et chercher dans *Tristan* non plus un dérivatif, mais la forme vivante, l'hymne et la voix de cet amour. Wagner compose alors seulement le poème, et le donne à Mathilde. « Pour la première fois la force lui manqua, écrit-il un an plus tard à sa sœur, et elle me dit qu'elle devait mourir. » Ainsi commença une année de passion folle. « Pense,

chère sœur, dit-il encore, ce que devait être pour moi cet amour, après une vie de peine et de souffrances, de tourments et de sacrifices comme la mienne... Nous étions résignés, renonçant à tout vœu égoïste; nous subissions, nous souffrions, mais nous nous aimions. »

C'est avec ces variations que *Tristan* appartient à Mathilde. Il est assez étrange de penser que si Wagner l'avait écrit dès qu'il y a pensé, vers la fin de 1854, sa musique chargée de philtres eût peut-être été une drogue salutaire, qui l'eût guéri. Mais il l'a laissée attendre trois ans, où elle s'est chargée de venins magnifiques. Avec cette réserve, l'œuvre, écrite en 1857 et 1858, est bien, comme dit Wagner, l'enfant de leur amour. « Les plaintes et les renoncements de Tristan et d'Iseult, dans le langage d'or des sons, leurs larmes, leurs baisers, je dépose tout cela à tes pieds afin qu'ils célèbrent l'ange qui m'a porté si haut. » Tels étaient les vers qui accompagnaient le 1er janvier 1858, le manuscrit du premier acte. « Peu de femmes à travers les siècles, écrit M. Lalo, ont reçu un tel cadeau de nouvelle année. »

Mais c'étaient des propos de Nouvel An. En fait, Wagner a toujours nié que le chef-d'œuvre dût la vie à personne qu'à lui. Et ce n'est pas seulement en 1864, quand il écrit *Mein Leben* sous l'influence jalouse de Cosima. Le 19 janvier 1859, il le déclare à Mathilde elle-même. Ses conceptions viennent de lui et non de l'expérience. Il a inventé Lohengrin, Tannhäuser et Wotan. Et Tristan? Ici Wagner, un peu embarrassé, imagine un compromis. Il explique que par un phénomène qui n'est pas dû au monde extérieur, jamais l'idée n'a coïncidé aussi étroitement avec l'expérience, l'idée étant apportée par lui et l'expérience par Mathilde. C'en est assez pour qu'elle ne puisse revendiquer le chef-d'œuvre.

Sans entrer dans ce détail, M. Lalo en dit tout l'essentiel. Nous voici arrivés au paroxysme où nul ne doute que l'œuvre et la passion ne fassent plus qu'un. Cependant *Tristan* est fini en 1859. Que va devenir Mathilde? Dès 1861, Wagner achève ainsi ses lettres : « Je vous salue du meilleur de mon cœur. » Est-ce ainsi qu'on parle à Isolde? En mars 1862 la formule est : « Mes meilleures amitiés. » En décembre : « Dévouées salutations. » En octobre 1863 : « Ma profonde et

sérieuse gratitude pour votre bonne lettre. » En décembre : « Donnez-moi le plus tôt possible de vos bonnes nouvelles. » Puis, plus rien. *Ainsi finissent nos amours*, chantait le matelot dans la hune, sur la nef de Tristan.

***

M. Valéry nous donne quelques pages seulement, et beaucoup à penser. Il publie un discours qu'il a fait sur l'art de dire les vers[1]. La maxime fondamentale, et dont chacun peut faire profit, est qu'au lieu de hausser la voix depuis le parlé ordinaire jusqu'à la poésie, il faut au contraire prendre pour point de départ le chant pur et abaisser le ton jusqu'à la simple déclamation lyrique.

Qu'on me permette de manifester d'abord un peu de joie. J'ai toujours soutenu, sans beaucoup de preuves, je l'avoue, mais avec vraisemblance, ou du moins je le crois, que le chant était la forme primitive de la parole. Du cri rythmé, à hauteur définie et à vibrations régulières, l'homme est passé à la confusion du discours, quand, dans son esprit, l'émotion a fait place au raisonnement. Et comme il faut bien reconnaître que le discours discursif est postérieur à l'effusion lyrique, il faut pareillement reconnaître que la parole est postérieure au chant. Celui-ci donne d'ailleurs tous les signes d'archaïsme. Il est conservé dans les liturgies, à peu près comme l'usage antique du bronze pour se raser était gardé par les prêtres de certains cultes. Bien mieux, partout où l'homme primitif reparaît dans le civilisé, dans la douleur comme dans le désir, il recommence à chanter. Les ténors sont des survivants de l'âge de pierre. Dans ces conditions, il faut considérer la poésie comme une dégradation du chant, et la prose comme une dégradation de la poésie. La voix humaine, en se conformant à ce cours naturel des choses, doit réciter la poésie comme un chant atténué. C'est exactement la théorie de M. Valéry.

« Il ne faut point, dit-il, dans l'étude d'une pièce de poésie que l'on veut faire entendre, prendre pour origine... le discours ordinaire et la parole courante pour s'élever de cette prose plane jusqu'au ton poétique voulu. » — Il pense au con-

1. Paul Valéry, *De la diction des vers* (Chamontin).

traire qu'il faut « se fonder sur le chant, se mettre dans l'état du chanteur, accommoder sa voix à la plénitude du son musical, et la redescendre jusqu'à l'état un peu moins vibrant qui convient au vers ».

Qu'est-ce donc que le vers? Tandis que la parole plane et courante, celle qui sert à quelque chose, comme dit plaisamment M. Valéry, s'abolit tout entière dans sa signification purement mentale, le vers, qui a pour fin une volupté suivie, exige une union très intime du sens avec la réalité physique du son. Il demande une égalité entre ces deux puissances de la parole. Dans le chant, le sens tend trop souvent à s'abolir; dans le discours, c'est le chant qui disparaît. La poésie conserve l'un et l'autre. Le vers se tient dans un équilibre admirable et fort délicat entre la force sensuelle et la force intellectuelle du langage.

Que faut-il conclure? M. Paul Valéry parlait aux interprètes de *Bajazet*, et ils attendaient de lui des conseils. « Apprivoisez-vous d'abord, leur dit-il, à la mélodie de ces vers; considérez de près la structure de ces *phrases* doublement organisées, dont la syntaxe, d'une part, la prosodie, de l'autre, composent une substance sonore et spirituelle, engendrent savamment une forme pleine de vie. »

Autrement dit, commencez par la musique de la période et par cette ligne que la phrase dessine. Je demande encore ici la permission d'ouvrir une parenthèse. J'en suis fort convaincu, la poésie de Racine comprend non seulement un texte, mais une partition que le poète n'a pas tracée sur une portée, mais qui est incluse dans les mots, et si habilement tracée qu'elle comporte une véritable mélodie obligée. On ne peut pas, en récitant des vers de Racine, élever ou baisser l'intonation à volonté. Bon gré, mal gré, on répète un chant voulu par le poète. Faites-en l'expérience. Faites réciter à dix personnes, qui aient de l'oreille et le sens de la poésie :

> Dieux! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts!

ou bien

> Dans l'Orient désert quel devint mon ennui.

Les dix voix s'élèveront ou s'abaisseront sur les mêmes syllabes. Il y a donc un dessin mélodique obligé, que Racine a

voulu. C'est cette musique que M. Valéry recommande de dégager d'abord. Et non seulement l'intonation de la phrase, mais sa coupe et son architecture. Ensuite seulement vous descendrez jusqu'au sens. « Ne vous hâtez point, dit-il en quelques mots charmants, ne vous hâtez point d'accéder au sens. Approchez-vous de lui sans forces, et comme insensiblement. N'arrivez à la tendresse, à la violence, que dans la musique et par elle. Défendez-vous longtemps de souligner des mots : il n'y a pas encore de mots, il n'y a que des syllabes et des rythmes. Demeurez dans ce pur état musical jusqu'au moment que le sens survenu peu à peu ne pourra plus nuire à la forme de la musique. Vous l'introduirez à la fin comme la suprême nuance qui transfigurera sans l'altérer votre morceau. »

Encore M. Valéry ne parle-t-il que d'une parfaite conformité entre la coulée musicale et le sens qui l'illumine, comme un rayon de l'esprit. Mais on peut imaginer entre ces deux voix du concert, le son et le sens, toutes les combinaisons du contrepoint le plus délicat. On peut ajuster des marches contraires, des écarts dissonants, des anticipations des retards et des broderies. Que de fois, dans une chose que l'on dit, traîne l'écho de ce qu'on vient de dire! Que de fois, dans la parole arrachée, on entend l'intonation de celle qu'on n'a pas dite! Que de fois, à travers les trous du masque, on reconnaît les yeux de la pensée!

HENRY BIDOU

ALBERT BESNARD
ET SES TRAVAUX RÉCENTS

Pour inaugurer sa saison d'hiver, M. Jean Charpentier a fort opportunément demandé à M. Albert Besnard de rassembler un choix de ses œuvres. Peintures, pastels, aquarelles et dessins, presque tout ce qui est montré en ce mois d'octobre dans la grande salle de l'hôtel du faubourg Saint-Honoré date des quinze ou vingt dernières années. Au cours de sa longue et généreuse existence, M. Albert Besnard a fait en tout et pour tout deux expositions particulières. Voilà qui peut donner à certains de ses cadets, qui exhibent leur production une fois l'an, une leçon de recueillement et de modestie.

Il ne s'agit pas ici d'une rétrospective, d'une récapitulation. Rien qui rappelle la fabuleuse exposition de 1905, dans les salles de la galerie Georges Petit, où Albert Besnard avait groupé ses plus beaux tableaux, ses portraits les plus fameux. Il ne faut voir, dans la présente réunion, qu'un prélude. En effet, nous ne croyons pas être indiscret en disant que le projet de M. Raymond Escholier, le nouveau conservateur du Petit Palais, est de consacrer la première des expositions d'art contemporain qu'il envisage à l'œuvre entier du plus grand de nos peintres vivants... Ce sera, dans quelques mois, une fête de printemps. En attendant, voici, au seuil de l'automne, une fête dédiée à un artiste qui, dans l'hiver de son âge, a conservé magiquement toutes les forces fécondes du plein été.

A quelques exceptions près, les moins récentes des œuvres rassemblées à la Galerie Charpentier ont été peintes dans les

années qui précédèrent immédiatement la guerre. Les plus récentes sont d'hier.

Comme un Titien, comme un Delacroix, comme un Ingres, M. Albert Besnard a traité tous les genres. Il est l'auteur de vastes décorations murales, desquelles nous sommes invités à nous ressouvenir, ici, non seulement par un florilège fascinant de cartons et d'études, mais par un certain nombre de compositions achevées, de formats moyens ou petits. Ces compositions prouvent que M. Albert Besnard n'est pas près de cesser d'aimer ce qu'il a toujours aimé, c'est-à-dire la représentation lumineuse d'un univers heureux. *L'Eau profonde*, qui est accrochée au centre du panneau principal, et qui irradie, au milieu des autres toiles, comme le plus bel astre d'une constellation, a été peinte au cours de ces toutes dernières années. Or, M. Albert Besnard est né en 1849. Si cette toile n'était pas datée, pourrait-on admettre qu'elle est de l'imagination et de la main d'un homme de quatre-vingts ans? On songe, en regardant une œuvre si pleine, si puissante, si harmonieusement équilibrée, à ces grands couchants célestes, où le soleil, au moment de toucher l'horizon, donne à ses rayons une richesse et un resplendissement que les rayons de midi, mangés par le zénith, ne possèdent pas fatalement.

Cette *Eau profonde* est celle du lac d'Annecy, aux bords duquel le peintre a tant vécu, et qui reste à jamais pavoisé de ses plus beaux rêves.

Le privilège des grands artistes est de peupler la nature de fantômes, plus despotiques et moins éphémères que les êtres vivants. Pour maint promeneur, ces fantômes obsèdent en quelque sorte le paysage. Les anges et les saints de Fra Angelico vous attendent sur les collines de Fiesole; les alchimistes taciturnes de Rembrandt vous guettent dans les rues noires et dorées d'Amsterdam; les nymphes et les sages de Poussin rôdent autour de vous lorsque vous errez dans ce qui reste de la campagne romaine; si, dans quelque région d'Ile-de-France, vous traversez à l'aube le jardin pour gagner la rivière, vous débusquez à coup sûr, sous les peupliers, sous les saules, quelque gentille et dansante amie de Corot.

Au bord du lac d'Annecy, ou lorsque vous ramez sur ses eaux, dans les nuages, dans les reflets, des corps sourient,

s'ébrouent, s'étirent, ayant quelque chose d'animal et à la fois de divin, sous l'apparence humaine. Ce sont des Lédas qui vont rejoindre le cygne; des Andromèdes qui ne se sont encore souciées de nul dragon; des Danaés fouettées par des pluies d'or. Ces sirènes d'eau douce, redevenues femmes, nous les donnons à la Fable; mais Albert Besnard ne les donne qu'à la Vie. C'est que l'art de ce nécromant a une faculté de suggestion poétique qui transfigure, sans la trahir, la réalité. Les songes peints de ce grand artiste confondent ce qu'on regarde et ce que l'on imagine; et ces figures qui ne portent jamais de noms mythologiques possèdent un pouvoir mythique qui les place implicitement sur le plan du symbole et de l'allégorie.

Toute l'œuvre d'imagination d'Albert Besnard pourrait être désignée par le titre que Maurice Barrès a donné à son dernier ouvrage : *Le Mystère en pleine Lumière...* Mystères joyeux; mystères nus. Les dieux et les déesses innommés dont Besnard est le grand prêtre vivent parmi les mortels, comme Apollon parmi les bergers, sans accessoires et sans attributs. Dans ces beaux paysages d'Annecy, ils sont l'émanation spirituelle du monde végétal. Le signe de leur noblesse n'est point le carquois, ni le caducée, ni le sceptre; pour les reconnaître, il suffit des manteaux et des couronnes que leur fait la lumière; et c'est aussi la seule lumière qui bâtit sereinement leurs palais.

Soumis à la souveraineté de la Vérité, Albert Besnard voit avant de rêver, contrairement à certains poètes de la peinture qui rêvent avant de voir. Gustave Moreau disait : « Je ne crois qu'à ce qui n'existe pas. » Besnard, lui, croit d'abord à ce qui existe. Lorsqu'il représente son prochain, il ne cède pas fatalement ni continûment à la tentation de restituer l'homme à ses édens perdus. Les plus beaux portraits de notre temps sont sans doute ceux qu'il a signés. Souhaitons que l'on groupe dans une seule salle, au Petit Palais, l'an prochain, les meilleurs de ces portraits.

Ce sont des portraits de coloriste, qui, au lieu d'enregistrer la représentation du modèle par une analyse scrupuleuse et patiente, suggèrent ce modèle par la divination d'une

synthèse. Les portraits les plus caractéristiques d'Albert Besnard vont plus loin que l'individu. Jamais Besnard n'est plus heureusement inspiré que lorsqu'il a devant lui un modèle dont la personnalité est assez marquée ou assez marquante pour qu'il puisse en faire le prototype d'une espèce, le parangon d'une catégorie sociale. Là encore, il voit et sent en poète; et « héroïse » la réalité.

Les portraits de cette sorte pourraient être, dans l'œuvre d'Albert Besnard, désignés non par le nom du modèle, mais par sa profession, sa fonction, sa vocation. D'ailleurs, les circonstances ont parfois contraint M. Besnard à de semblables appellations anonymes. Lorsqu'il montra pour la première fois dans un Salon l'admirable portrait de Réjane, comme celle-ci n'aimait point son image et ne voulait pas s'y reconnaître, M. Besnard dut l'intituler : *Portrait d'une Actrice.* Il aurait aussi bien pu l'intituler : *L'Actrice,* tout court; comme il aurait pu intituler le portrait du pianiste Sauer *Le Virtuose,* le portrait de Boni de Castellane *Le Mondain,* le portrait de la princesse Mathilde *La Grande Dame,* celui de M. Barrère *Le Diplomate,* et celui du cardinal Mercier *Le Saint.*

Aucun de ces portraits fameux n'est montré à la galerie Charpentier; mais on y peut voir, se faisant pendants, celui de monsieur Cognacq et celui de madame Cognacq : *Les Marchands.*

Le portrait de M. Cognacq a été peint avant le portrait de sa femme. Le modèle fut assez intelligent pour être content et même flatté par son image. Il adressa spontanément à son peintre ce compliment : « Vous avez fait de moi ce que je suis : le Roi des Calicots. » Pour madame Cognacq, elle vint poser deux fois devant Besnard. A la fin de la deuxième séance, elle dit sèchement à l'artiste : « Je ne suis quand même pas aussi laide que ça! », et on ne la revit plus. C'est pourquoi le portrait de *La Marchande* est resté à l'état d'une ébauche poussée.

Ces deux toiles sont saisissantes. Le portrait de M. Cognacq, dans son achèvement d'une perfection inspirée, peut, quoique né d'une conception esthétique toute différente, et même opposée, être rapproché du portrait de M. Bertin par Ingres. Le fondateur de *La Samaritaine* est représenté debout, dans

la solidité et la ténacité d'une intransigeante énergie. De même qu'un amiral peint par Tintoret a derrière lui sa flotte, de même qu'un humaniste peint par Holbein a derrière lui sa bibliothèque, M. Cognacq a derrière lui son royaume d'étoffes et de coupons. Il froisse d'une main possessive un lé de calicot désenroulé dont les plis d'une pâleur maigre recouvrent à demi un mètre de bois. Le portrait de madame Cognacq a aussi pour fond les rayons d'un magasin. La femme, âgée, aux traits à la fois aigus et flétris, se tient devant ses denrées comme une fourmi devant ses réserves. Rarement l'art du peintre s'est ainsi rapproché de l'art du romancier; et l'on devine comment et pourquoi Balzac, Flaubert ou Zola eussent aimé et admiré de pareils portraits.

Il va sans dire que ces deux chefs-d'œuvre, avant de satisfaire l'esprit, font le plaisir des yeux. Les percales et les futaines bon marché entassées derrière M. Cognacq ont des tonalités rosâtres et bleuâtres qui composent, avec le complet gris dont le modèle est vêtu, une harmonie ravissante, et des petits yeux comme affûtés de madame Cognacq filtre un regard dont l'azur a la froideur doucereuse des saphirs étoilés.

Autour de ces ouvrages capitaux, M. Albert Besnard a rassemblé des jeux, des caprices; d'exquis petits morceaux de récréation; de succulents et éblouissants exercices. De même qu'il a traité tous les genres, Albert Besnard a employé tous les procédés. Peu d'aquarelles sont aussi transparentes, aussi mouillées que les siennes; et, à côté des aquarelles, voici les tiédeurs duveteuses du pastel, les moites matités de la gouache, les ténébreuses épaisseurs du fusain, les accents aiguisés de la plume, les ténuités arachnéennes de la mine de plomb... Tout cela offert, éparpillé, abandonné avec la riante prodigalité du génie... Au moment où l'on peut douter de la solidité et de la durée de certains talents éprouvés ou reconnus, l'exposition des travaux récents de ce grand doyen a une vertu lustrale, et confirme une gloire qui, dans sa jeunesse miraculeuse, semble défier le Temps.

JEAN-LOUIS VAUDOYER

LE THÉÂTRE

M. Tristan Bernard : *Bloch de Chicago*, d'après *Abie Irish Rose* de madame Anne Nichols. — M. Jacques Deval : *Prière pour les vivants*. — Arthur Schnitzler : *Liebelei*, traduction et adaptation de madame Suzanne Clauser. — *Quinze couples*, par madame Henriette Charasson, madame Rachilde et M. Georges Kamké, M. Paul Achard, M. Jean Bastia et M. S. Ramel, M. F. de Heeckeren. — M. Alfred Savoir : *Maria*. — M. Paul Demasy : *Milmort*.

Un hebdomadaire nous a présenté dernièrement une série de portraits d'auteurs dramatiques français contemporains. Chacun d'eux offrait cette particularité qu'il était peint par un confrère du modèle. Certes, j'ai toujours pensé que les talents ne manquaient pas, chez nous, au théâtre. Leur somme me paraît pour le moins égale à ce qu'elle fut à d'autres époques, et notamment dans les dix dernières années antérieures à la guerre. Mais je n'imaginais tout de même pas que nos dramaturges actuels formaient une telle assemblée de Titans. Au début de la saison, cette constatation réjouit le cœur. La crise ainsi ne peut manquer d'être dénouée, et nous allons applaudir, tout l'hiver, les œuvres sorties de ces mains prodigieuses.

***

La pièce américaine que M. Tristan Bernard, maître-cuisinier à ses heures, vient de faire revenir à feu doux dans sa

poêle, et qu'on nous sert à la Madeleine sous un titre nouveau, connut aux États-Unis une immense fortune. Il nous souvient de l'avoir vue à New-York, en 1924. A cette époque, elle y tenait l'affiche depuis plus de deux ans déjà. Son succès devait se prolonger, à New-York même, près de trois années encore. Durant tout ce laps, huit ou dix troupes, concurremment, promenèrent la pièce à travers les États. L'auteur, madame Anne Nichols, dont *Abie Irish Rose* était, je crois, la première œuvre représentée, semble n'avoir plus rien produit depuis lors. C'est dommage, car cette ancienne actrice, fort intelligente, avait des dons certains de dramaturge. Mais l'extraordinaire pluie d'or qui était tombée sur elle avait paralysé son imagination créatrice et assombri son humeur : elle m'est apparue, quand je la rencontrai, comme la prisonnière d'un étrange coup du sort.

Un jeune israélite et une jeune chrétienne se sont mariés à l'insu de leurs pères (les nouveaux époux n'ont plus de mères, pour simplifier le débat); puis la formalité du mariage civil accomplie, ils se présentent réciproquement à leurs familles comme des fiancés. Samy dit à son père que Rose est juive, et Rose dit au sien que Samy est chrétien. Ils reçoivent ainsi successivement les bénédictions des deux églises. L'argument de la pièce consiste dans la mise en œuvre de ce double mensonge, dans les quiproquos qu'il entraîne, et dans les incidents qui font éclater la vérité. Le conflit des deux races est dénoué avec bonne humeur, avec sentimentalisme aussi, mais un sentimentalisme non exempt d'humanité profonde. Le jeune ménage rentre en grâce auprès des deux familles quand il a des enfants, et il en a deux à la fois, un pour chaque grand-père.

Dans la pièce originale, la famille chrétienne était en outre d'origine irlandaise. Or, comme l'élément juif et l'élément irlandais composent, à New-York, la grande majorité de la population, comme ils y sont en perpétuelle discorde, le drame prenait là-bas un relief, une acuité, une actualité qu'il ne peut avoir en France, où la peinture des mœurs juives primitives garde toujours une couleur exotique. L'amusement pour nous a été surtout d'admirer comment un écrivain aussi subtil que M. Tristan Bernard peut traiter, quand il le veut, une donnée

un peu naïve et grosse, et l'accommoder à son humour, l'enrichir de ses traits.

L'ouvrage est fort bien joué, principalement par M. L. Rosenberg, dans le rôle de Salomon Bloch, le père de famille israélite, et par M. Dalio, dans un personnage de *Schlemyl*. Cependant, il m'a semblé que l'interprétation, à New-York, était, dans l'ensemble, bien supérieure : tous les acteurs, en Amérique, appartenant au milieu même qui est celui des héros de la pièce. A Paris, des acteurs, même israélites, qui jouent des rôles de juifs, ont tendance à outrer le caractère; ils ne sont plus entièrement naturels, parce qu'ils ont cessé d'être entièrement juifs.

***

M. Jacques Deval, homme d'esprit, observateur attentif de l'âge ingrat, du désordre actuel des familles et des travers de l'époque, me semble avoir voulu, cette fois, synthétiser, dans les dix tableaux de sa *Prière pour les vivants*, ses vues pessimistes de la vie. Rien n'est plus favorable à la thèse pessimiste que l'étude de la médiocrité, car les grands criminels, rares comme les saints, témoignent, comme eux, d'un certain lyrisme, d'une certaine folie, qui sont une manière de romanesque. M. Deval a donc choisi pour principal héros de sa « danse macabre », ou de sa « cavalcade », un médiocre. Il nous montre, au jour de sa naissance, les tares grotesques des petits bourgeois dont il est issu; puis, à différentes époques de son existence, considérées comme critiques sans doute, il le fait agir et parler devant nous : au lycée, où il trahit la confiance d'un condisciple tendre et hagard; dans une chambre d'étudiant, où il pleure d'abord comme un veau sur le départ d'une cliente de l'hôtel qu'il aimait en secret d'amour pur, et où il se console, l'instant d'après, en perdant sa virginité dans les bras d'une bonne fille; marié, dans son ménage, à une heure difficile, volant à son vieux grigou de père un portefeuille bourré de bank-notes; quand la fortune a récompensé son effort de petit inventeur-mécanicien, sacrifiant la vanité naïve d'un ami au profit de la sienne propre dans une histoire banale de décorations; trompant à la fois le même ami et sa femme à lui, en

couchant avec la femme de cet ami, selon toutes les règles bourgeoises; quand meurt l'épouse délaissée, affligé sincèrement, mais séchant vite ses larmes entre deux anciennes maîtresses; veuf, roquentin soigné, qui feint les façons de la jeunesse, pose au père-camarade, et se fait moquer de lui par son fils et les compagnons de celui-ci; vieillard, que ce fils, qui lui ressemble, élimine de la direction de ses affaires; vieux cochon commun, qui s'excite à contempler la gorge d'une jeune fille, et déjà se prépare à une fugue avec la fausse ingénue, quand le « bon Dieu », qu'il a mis au défi en riant, l'abat sur le tapis. *Ecce homo.* Ce qui suit n'est qu'épilogue : le piètre individu agonise; l'ombre de sa défunte femme lui apparaît, et cède bientôt la place à un étrange visiteur, nu, noir, luisant et comme frotté d'huile, pareil à un lutteur nègre, c'est le génie de la Mort. Enfin, dans un dernier tableau, nous voyons le fils renouer la chaîne, assurer la continuité de l'égoïsme, de la sensiblerie, de la cruauté, de l'orgueil mesquin, de tous les ridicules.

Nous croyons que la vie — heureuse ou malheureuse, la vie en général — est infiniment plus sérieuse que tout cela. Les menus drames de l'adultère occupent trop d'espace dans une peinture qui prétend aux dimensions de la fresque. D'où maint épisode futile, en désaccord avec l'objet même de l'auteur, qui paraît avoir été de nous faire réfléchir profondément. Notez que je ne nie point que l'adultère, comme toutes les trahisons du cœur, ne puisse devenir une chose très grave. Je dis seulement que les couleurs sous lesquelles il est peint ici manquent d'accent fort. De même, à qui veut représenter l'homme en général, il n'est pas défendu de prendre pour modèle un médiocre, les médiocres étant la pâte ordinaire de l'humanité. Mais M. Jacques Deval est retombé dans l'erreur du naturalisme d'antan, qui peignit les petitesses de l'âme humaine à petits coups de pinceau. Or, ce n'est pas en combinant avec art des détails plats qu'on peut rendre la platitude immense, désespérante de la plupart des êtres humains et de leur destinée. Cette platitude a des dessous. Ce sont eux qu'il faut creuser, si l'on veut accroître notre connaissance de nous-mêmes, nous dévoiler l'autre infini : celui du ciron qu'est chacun de nous.

Ces réserves — est-il besoin de le dire? — portent sur la conception d'ensemble de l'ouvrage. Mais celui-ci est de qualité. Il contient de nombreuses scènes dont chacune, prise à part, est très réussie. Le talent brillant et crépitant de M. Jacques Deval ne cesse de s'y montrer. Son dialogue abonde en répliques dures et bien décochées. Malheureusement ici les traits sont dispersés, au cours d'une action lente que l'auteur a voulue telle et sans relief.

Des images projetées sur un écran relient entre eux gauchement les différents tableaux, durant les changements de décors. Sur un écran! Quelle imprudence que de souligner une comparaison qui ne nous venait que trop à l'esprit!

L'interprétation est nombreuse et inégale : M. Jacques Baumer, supérieur, comme toujours, prête au personnage de l'égoïste un air frappant de vérité. M. Palau est excellent; madame Yolande Laffon, touchante et gracieuse; madame Germaine Auger, piquante; le reste, honorable.

***

Rien ne pouvait mieux illustrer le parallèle que nous avons tenté plusieurs fois d'établir entre le théâtre et le cinéma, que la comparaison du film tiré de *Liebelei*, d'Arthur Schnitzler, avec la représentation de la pièce originale, telle qu'elle nous est offerte au Vieux Colombier par la troupe Pitoëff.

Ces trois petits actes nous paraissent aujourd'hui bien pauvres, étriqués, immobiles. Le scénario même du film, avec son mouvement, sa composition ubiquiste rayonnant autour du thème central, est déjà infiniment plus riche de suggestions. Quant à la réalisation de l'ensemble, la supériorité du cinéma est ici écrasante, non seulement par la diversité d'images qui sont toutes évocatrices, mais par le choix heureux des interprètes, dont chaque type correspond exactement au personnage qu'il représente.

Mais, au Vieux Colombier, il y a madame Pitoëff. Que le théâtre soit une forme d'art « irremplaçable », cette grande comédienne en administre triomphalement la preuve aux dernières minutes du drame, lorsque la pauvre petite Christine

apprend la mort de son ami, le lieutenant, tué en duel par le mari d'une femme du monde inconnue dont il était l'amant. On sait que, dans l'expression de la douleur (la douleur de l'être faible, d'abord titubant sous le choc, puis supérieur au destin qui l'accable, par l'intensité même du chagrin qu'il oppose à ses coups), madame Pitoëff est inimitable. Et c'est là que le théâtre l'emporte en pathétique sur le cinéma, grâce à la présence réelle de l'être en proie à la souffrance, grâce à cette chaleur vivante qui rayonne de lui, grâce — osons le dire — à cet instant de communion charnelle entre l'interprète et le public, auprès de quoi le plus beau défilé d'images n'est qu'un jeu d'ombres, un spectacle de lanterne magique pour enfants. Saluons madame Pitoëff. Tous ceux qui aiment le théâtre se doivent d'aller la voir et l'applaudir, dans cette scène tragique.

La soirée commence par *Derniers masques*, un acte du même Arthur Schnitzler, qui se passe à l'hôpital. Il avait bien de la sensibilité, Arthur Schnitzler, bien de la délicatesse! Et M. Balpêtré, ici comme ailleurs, se montre un bien bon comédien.

***

Sous le titre de *Quinze couples*, le directeur du Grand Guignol a eu l'idée de réunir treize ou quatorze tableaux de sept auteurs différents. Ces tableaux n'ont entre eux qu'un point commun : tous mettent en scène un homme et une femme, ou plutôt (car, dans l'un d'eux, nulle femme n'apparaît : elle est morte assassinée en coulisse) tous sont censés illustrer, chacun dans son genre, un aspect de l'amour. L'ensemble demeure hétéroclite, et il faudrait beaucoup de complaisance pour y reconnaître une pièce, comme le programme nous y invite. La division en trois actes n'a ici qu'une valeur de commodité pour l'aménagement de la soirée.

J'ai retrouvé avec plaisir, dans *Sur la zone*, la verve franche et drue de M. Jean Bastia. Une pièce de dix francs passe de la main d'un vieux bohème dans le bas d'une pierreuse; celle-ci la refile à un souteneur, lequel, se trouvant être le fils du bohème, la donne à son père, qui la redonne à la femme : image bouffonne de la circulation monétaire.

Dans *la Comédie de l'amour*, M. Paul Achard fait parler deux amants de rencontre, sur un banc du Bois, avant et après le plaisir. L'auteur oppose l'égoïsme du mâle à la « ruse de femme », en deux scènes pittoresques.

Séparation, de madame Henriette Charasson, nous présente, en quelque mansarde, un vieux couple bourgeois réduit à la misère, mais dont les cœurs sont restés unis. Arrive une lettre d'une bienfaitrice qui jusqu'ici payait le loyer des vieillards. Cette assistance va cesser. Les deux époux devront se séparer, entrer chacun dans un asile distinct. La femme, en apprenant cette nouvelle, tombe morte, sous les yeux du vieil homme paralysé qui appelle au secours. Ce tableau a été très applaudi. Madame Charasson a de l'éloquence et de la sensibilité, un goût profond de l'honnêteté, une sincérité évidente.

Il ne me semble pas que M. Kamké ait beaucoup servi sa collaboratrice, en adaptant *Terreur* à la scène. Je n'ai guère reconnu le talent de madame Rachilde dans cette brutalité sans nuance.

***

La nouvelle pièce de M. Alfred Savoir, *Maria*, est, je crois bien, la plus forte de son théâtre.

L'auteur y pose un problème dont la portée humaine n'échappera à personne. Est-ce aimer vraiment que de pousser la générosité jusqu'à céder à autrui l'être qu'on aime, quand lui-même le désire? Le véritable amour, au contraire, n'est-il pas toujours égoïste? N'est-ce pas celui qui n'admet aucun partage, et encore moins la possibilité de donner l'objet aimé, comme on ferait un beau cadeau, l'amour jaloux, avare, celui qui défend son bien farouchement, l'amour inséparable de la possession, et qui se cramponne à elle — au risque de faire le malheur de ce qu'il aime? M. Savoir, visiblement, incline à le croire, ou plutôt, il nous montre que la loi dure est là, j'entends la loi de l'instinct primitif : là est le sentiment normal, là est la santé. En poussant son amant à partir avec celle qu'il aime pour assurer un double bonheur, Maria trahit son propre amour, elle préfère à celui-ci les voluptés déchirantes du sacrifice. Le châtiment promis à cette généro-

sité coupable, c'est la solitude irrémédiable. Elle viendra le jour où Maria n'aura plus personne à donner, n'ayant plus personne à aimer.

Tel est l'idée centrale, et si l'on veut, la morale de l'histoire. Mais ce serait mal connaître M. Savoir que de supposer un instant que ce thème, quelque grave qu'il soit, puisse prendre un air d'austérité dans ses mains. La partie se joue entre Maria, une vedette du théâtre et de l'écran, Nicolas, dit Nicky, son amant, qui est une altesse en exil, et Nathalie, une étrange petite ingénue barbare, que Maria a rencontrée au Mexique dans une troupe de cinéma, et qu'elle a ramenée en France. Avec de tels personnages, l'action ne risque guère de tourner au drame bourgeois. Mais ce qu'il y a de beau dans cette œuvre, c'est qu'elle dépouille progressivement les apparences de son début, toute l'excentricité pittoresque de la situation initiale, pour mettre à nu le fond des cœurs.

Pendant la première partie, la comédie et la farce, le sentiment et le sarcasme mènent un jeu et presque une bataille de répliques contrastées. A peine l'émotion sur un mot a-t-elle le temps de germer, qu'un autre mot, d'une drôlerie cynique, l'écrase sans pitié. Mais l'onde bouffonne vibre encore, qu'une réflexion mélancolique, de nouveau, fait sourdre une larme. Déconcerté, hésitant, brutalisé, ravi, on s'avance ainsi, d'un ton à l'autre, comme on traverse un torrent en sautant sur des pierres. Le comique et le tragique ici, ressemblent aux rochers qui affleurent et sur lesquels chaque pied alternativement trouve son équilibre; mais partout, alentour, c'est le même flot qui gronde : celui de l'âme divisée par les remous des passions. Puis, soudain, vers le milieu du torrent — et de la pièce — les eaux grossissent, les supports du comique ne sont plus que des pointes, çà et là, environnées d'écume. Bientôt, elles-mêmes disparaissent, submergées. Alors, le tragique est notre seul soutien. Le dialogue, autrement dit, rejette sa parure étincelante d'esprit, pour devenir simple, sobre, profond, douloureux. Les intervalles entre les paroles, qui, tout à l'heure, étaient des rires, sont maintenant des sanglots.

La même ascension, la même dénudation croissante se remarquent dans le caractère de *Maria*. Les grands mouve-

ments de cette âme sont des élans de générosité. L'auteur, dès le lever du rideau, en multiplie les exemples. D'abord, le détachement des biens matériels est absolu chez Maria. L'argent qu'elle gagne si facilement, elle le dépense, elle le donne sans compter. Ses mains, toujours ouvertes, n'ont jamais su garder. Elle rapporte d'Hollywood trois millions négligemment empaquetés, qu'elle a confiés à Nathalie. Dans le tumulte de l'arrivée, Nathalie est séparée d'elle par la ruée des admirateurs accourus en foule à la gare. A l'hôtel, où les amateurs d'autographes l'ont poursuivie, Maria s'inquiète. Oh! peu importent les trois millions! mais qu'est devenue la jeune fille? Nathalie téléphone d'une pâtisserie où elle s'est refugiée. Le singe qui l'accompagne, y a fait des dégâts pour plusieurs milliers de francs. Bagatelle! La femme de chambre, en route, a perdu sa fourrure de renard, un cadeau de sa maîtresse. Bast! Maria lui en paiera une nouvelle! Avant de rejoindre Maria à l'hôtel, Nathalie a commandé une auto pour elle-même, et déjà déposé des arrhes, qu'elle a prélevées sur les trois millions. Bravo! a-t-elle envie d'autre chose encore? elle n'a qu'à parler. Maria a toujours vécu, entourée de parasites. Nathalie en est un, d'une espèce particulière. C'est une orpheline pauvre, merveilleusement douée pour le dessin. Maria s'est toquée d'elle. Un sentiment complexe l'attache à cette enfant sauvage, si jolie et si mal élevée : une sorte d'amour maternel, mélangé de tendresse trouble, de sensualité refoulée peut-être. Mais un autre parasite, celui-ci moins gracieux, qui vit aux dépens de Maria, c'est sa mère : la terrible et mielleuse madame Blanc, propriétaire à Marseille. Avec les sommes qu'elle extorque à sa fille, elle achète des immeubles. Elle en possède quatre. Elle en veut un cinquième, elle l'aura; car, quoique Maria n'aime point sa mère, dont l'âpreté lui répugne, elle ne sait rien lui refuser. Déjà, dans ces traits, où l'extravagance et la bonté s'entremêlent, il apparaît que la générosité est, chez Maria, moins une qualité, avec tout ce que ce mot comporte de mesure et de retenue, qu'une véritable passion. Or, la passion peut s'allier à la vertu, lui communiquer une ardeur que la simple sagesse n'aurait point, elle peut susciter de nobles enthousiasmes, mais aussi verser dans le désordre.

Ainsi, la libéralité de Maria obéit à des impulsions obscures, dont elle n'a, parfois, aucune conscience; des courants traversent son âme, jaillis des profondeurs de sa chair, et cette largesse, cette magnanimité qui, dans le principe, était si belle, la voilà tout à coup faussée, égarée, frénétique, toute semblable à un vice. Maria, depuis dix ans, aime d'un grand amour le Prince Nicolas, et Nicky, de son côté, l'adore; mais Maria qui frise la quarantaine, craint que Nicky, en la revoyant, après une séparation de dix-huit mois, ne la trouve bien changée. Cependant, au lieu d'organiser sa défense, elle accorde elle-même des points au sort qu'elle redoute. Si son amant désire rompre, elle lui en fournira les prétextes. Elle arrange la minute où ils vont se retrouver, en s'assurant à elle-même tous les désavantages : elle ouvre les rideaux, pour que la lumière souligne les rides de son visage; elle met sa robe la moins seyante; elle chaussera bientôt des lunettes; et, sur un guéridon, elle a fait replacer un portrait dont la vue autrefois irritait le prince : celui de l'homme qui l'a précédé dans ses faveurs. Certes, il y a quelque démence en tous ces manèges. Tellement que, si l'on y prêtait attention, le coup de théâtre de l'acte suivant cesserait d'en être un. La scène du sacrifice est déjà là en puissance. Mais ces préparations sont voilées par les feux croisés des plaisanteries. L'agitation, les rythmes saccadés du burlesque détournent d'y songer.

Au milieu du second acte, quand le drame fait irruption dans la farce, des changements symétriques à ceux que nous avons notés dans le ton du dialogue, s'opèrent aussitôt dans les personnages : brusquement, ils se simplifient; leurs singularités individuelles s'effacent; nous ne distinguons plus que ce qu'il y a en eux de général, d'universellement humain. La vedette d'Hollywood, la petite aventurière ramassée au Mexique, l'altesse en exil, disparaissent : restent une femme passionnée qui sent l'âge venir, une jeune fille qui aime pour la première fois, et qui, de désespoir, a voulu se tuer, mais n'en a pas eu le courage, un homme sensuel et faible. En même temps que le débat s'élargit, il gagne en hauteur. L'atmosphère, où traînaient, pareilles à des parfums suspects, des énigmes sensuelles, est soudain purifiée. Mais cet instant d'élévation est aussi celui où le cœur de Maria va se fourvoyer.

Son démon l'entraîne au flanc de la montagne, il la pousse au sublime, pour qu'elle se perde sur les sommets. « Qui veut faire l'Ange... »

La circonstance du suicide manqué ayant fait éclater les sentiments cachés de Nathalie pour Nicky, celui-ci, pressé de questions par Maria, est lui-même amené à découvrir dans son cœur, à avouer que cette gamine insupportable est nécessaire à sa vie. Alors, Maria se sacrifie. Elle donne Nicky à Nathalie, dans une heure de délire. Elle croit se surpasser, quand, en réalité, elle s'abandonne à une ivresse, à une débauche plus puissantes que son amour même. Mais, dans sa folie, elle pensait que la vie commune qu'elle menait avec Nicky et Nathalie pourrait continuer après leur mariage. Tout de suite l'ingénue barbare la détrompe : elle signifie à Maria qu'elle ne restera pas cinq minutes de plus dans la maison, et que Nicky doit la suivre. C'est ici que se place le sursaut de l'instinct primitif, de l'amour exclusif et jaloux, hostile à tout partage, plus fort que toutes les bontés, prêt à toutes les cruautés pour garder ce qu'il aime. Nathalie est loyale. Elle n'a aucune méchanceté. Ses paroles sont dures, parce que sa franchise ignore les ménagements, mais elles sont dans l'ordre — celui de la nature, du moins. Quant à l'homme, il n'est ici qu'une feuille au vent, prise entre deux rafales. C'est encore Maria qui le pousse vers la porte, vers la jeune fille déjà montée en voiture, la main sur le volant. Quand Nicky a disparu, Maria, dans un dernier geste qui est comme le spasme final de sa transe, ôte son collier de perles, le jette par la fenêtre au couple, en criant : « Cadeau de mariage! » et s'effondre dans les larmes.

Cependant, l'union du prince et de Nathalie n'est pas heureuse. Le ménage, ayant appris que Maria donnait des représentations à Milan, est venu l'y rejoindre. Un soir, dans la loge de Maria, Nathalie paraît. Nicky déjà la trompe, mais elle est décidée à attendre que son mari lui revienne, car elle l'aime, ce qui s'appelle aimer, tandis que Maria, dit-elle, n'a jamais aimé personne. Là-dessus, elle s'en va. Nicky survient, le dos humble; il implore le pardon de Maria. Mais l'imprudente lui ouvre les yeux : pourquoi, l'a-t-il, quittée? c'est elle qui l'a jeté dans les bras de Nathalie, pour qu'il soit

heureux. Cette révélation détruit subitement l'image que Nicky avait gardée de la femme qui fut le grand amour de sa vie. Venu dans l'espoir de renouer avec elle, il l'accable maintenant de reproches, lui prédit un avenir de solitude et de misère, et s'enfuit, désespéré. Maria, restée seule, tremble de froid, d'angoisse. Elle apprend, pour comble d'ironie, qu'un jeune homme qui lui faisait la cour, a vendu le coupon de loge qu'elle lui avait donné un instant auparavant. Bafouée, meurtrie, elle refuse d'entrer en scène. Mais madame Blanc, qui la suit dans ses tournées et veille sur la caisse, remet sa fille dans le devoir. Quelle dérision! Maria n'a plus qu'une ressource, un unique moyen d'étancher sa soif inextinguible de générosité : travailler désormais pour cette mère odieuse qui la raille et la gruge.

La pièce est jouée à la perfection. Par madame Simone, d'abord, que je ne me donnerai pas le ridicule de louer ici, pour les raisons personnelles que l'on sait. Par mademoiselle Cocéa (Nathalie), pleine de séduction, d'invention cocasse, d'émotion sincère, et dont les intonations, toujours, sont d'une merveilleuse justesse. Par madame Jeanne Lion, qui compose avec beaucoup d'art la figure redoutable de madame Blanc. Par madame Bérubet, excellente comédienne, et si vraie, dans un rôle de fidèle femme de chambre. Enfin, par M. Jules Berry, admirable de naturel, d'élégance, de grâce enjouée et spirituelle, dans le rôle de Nicky. D'aucuns ont trouvé le personnage bien futile. Mais il n'est que de regarder autour de nous pour voir des hommes — et des princes — aussi légers que Nicky. Seulement ils n'ont pas tous le charme de M. Jules Berry.

***

Il nous est donné trop rarement d'entendre, au théâtre, un texte de M. Paul Demasy. Dès les premières répliques de *Milmort*, nous avons été saisi par cette résonance grave, cette plénitude, cet accord parfait d'une pensée vigoureuse avec la forme qu'elle anime. Un poète parlait. Nous l'écoutions avec une attention concentrée, intense, dont tout le mérite revient à l'auteur qui la requiert — et l'impose.

Milmort est une belle œuvre. Le drame est sombre, et pourtant, tel est le pouvoir des ouvrages conçus par un esprit fier, que nous en étions rafraîchi. Toute inspiration noble est lustrale, son objet fût-il de plonger dans la nappe souterraine, dans la poche d'eau bourbeuse qui dort au fond de certaines consciences, pour explorer ce cloaque.

En vain pourra-t-on reprocher à M. Demasy quelque convention dans le choix de ses personnages : le hobereau intraitable, la châtelaine résignée, la jeune fille séquestrée, le curé de campagne, le garde-chasse romantique. Vu de l'extérieur, ce monde-là, en effet, n'est pas très neuf littérairement, non plus que le milieu : ce presbytère de village, ce château isolé, séparé du bourg par un large espace de forêts. D'aucuns, étourdiment, ont parlé des *Fossiles*. Le ton positif de Curel, son lyrisme d'ingénieur-philosophe, n'a rien de commun avec l'accent d'un Demasy. On songerait plutôt à Barbey d'Aurevilly, à Villiers de l'Isle-Adam (celui d'*Axel*), voire au Claudel de *l'Otage*. L'anecdote, d'autre part, peut rappeler *les Cenci*, Shelley, Stendhal. M. Demasy lui-même nous en avertit, puisqu'il a nommé son héroïne Béatrice. Mais tous ces rapprochements sont oiseux. Peut-être l'auteur a-t-il commis une faute en dédaignant de renouveler d'anciens masques de théâtre. Du moins, la voix qu'il leur insuffle et qui résonne dans leur bouche, est bien à lui, et c'est l'essentiel. En outre, le thaumaturge qui communique ici une vie nouvelle, originale, à des figures usées, est un dramaturge puissant. A la scène, cela compte. Quelque nourri de réflexion que soit le dialogue, dans *Milmort*, nous ne l'eussions pas suivi longtemps, si le débat ne se déroulait dans le cadre d'une action fortement menée. Un peu mélodramatique, dira-t-on. Point. C'est même tout le contraire. La violence, dans le mélodrame, est machinée en dehors des caractères : un jeu de ficelles. Dans *Milmort*, elle vient du dedans; elle s'amasse d'abord dans le secret des cœurs, puis fait explosion, comme une mine.

Béatrice de Milmort a passé toute son enfance dans un couvent, sans en sortir jamais. Sa mère est morte. Son père s'est remarié. Quand Béatrice atteignit ses dix-huit ans, ce père, qui semble la haïr et qu'elle croit détester, l'a ramenée au château de Milmort. Elle y vit enfermée avec sa belle-

mère, dans une solitude complète. Un jour, elle échappe à la surveillance de Jérôme, un garde-chasse, que le comte de Milmort a institué son geôlier, et elle vient, en costume de cheval, demander conseil au curé du plus proche village. Ses plaintes se heurtent à la rudesse d'un prêtre-paysan qui ne comprend rien à son désarroi et blâme son insoumission. Arrive le garde qui a couru après la jeune fille. Il la presse de rentrer au château, quand survient Milmort en personne. Devant le curé, devant le domestique, le comte, d'un coup de cravache, cingle le visage de sa fille et la pousse dehors.

De retour au château, Béatrice a un entretien avec Jérôme. Celui-ci lui déclare qu'il l'aime. Elle le repousse avec dédain. Il ajoute qu'il a étranglé un homme, autrefois, dans une rixe. Béatrice demande à Jérôme de tuer son père. Le terrible homme reparaît et, tout à coup, s'adoucit étrangement. Il prie sa femme de jouer de l'orgue dans le salon voisin, se grise de cette musique, et, resté seul avec sa fille, qui a revêtu une robe du soir, il lui dit d'oublier qu'il est son père, l'enveloppe de paroles caressantes, railleuses, troubles. Béatrice est terrifiée... L'inceste, aux actes suivants, n'est évité qu'au prix d'un parricide.

Si je coupe court, ce n'est nullement par pudeur. Simplement parce qu'une sèche analyse trahit l'auteur. Ne dessinant que le contour des événements, elle les dépouille de leur vie, de leur âme. Ainsi raconté, *Milmort* ressemble à un drame de l'ancien Ambigu. Allez voir la pièce. Vous aurais-je dit qu'elle était belle, si elle était cela le moins du monde? Je regrette que l'espace me manque. J'aurais aimé parler longuement de cette œuvre. Béatrice, au surplus, est une des créations les plus impressionnantes de mademoiselle Jamois; et M. Clariond (Milmort) est excellent.

FRANÇOIS PORCHÉ

PARMI LES LIVRES

VINGT-QUATRE HEURES, par Louis Bromfield. *Traduction de S. Silberstein et G. Brugell* (Stock). — Sept personnes sont réunies pour dîner chez un vieux monsieur. Ce qu'il advient de ces êtres pendant la journée qui suit, voilà le sujet de *Vingt-quatre Heures* de Louis Bromfield.

L'idée de loger un roman dans un court espace de temps n'est pas nouvelle. Mais depuis la guerre le goût pour les récits limités à la durée d'*un seul jour* s'est répandu, particulièrement en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis. Il faudrait citer ici *Mademoiselle Else*, de Schnitzler, *Vingt-quatre heures de la vie d'une femme*, de Stefan Zweig, *Ulysse*, de Joyce, *Mrs. Dalloway*, un médiocre roman de Virginia Woolf, nettement inspiré du précédent, mais trempé dans un rose un peu fade, etc... Tous ces ouvrages s'inspirent d'une influence et généralement d'une illusion. L'influence, c'est celle de Proust, qui a poussé si profondément l'analyse psychologique qu'il lui faut parfois, pour décrire les sensations éprouvées au cours d'une soirée, un gros volume. L'illusion (de la part des romanciers qui ne sont ni Proust, ni Joyce) consiste à penser qu'on remplit un volume avec les aventures vécues par un homme pendant une journée, alors qu'en réalité la moitié de l'ouvrage est consacrée à nous dépeindre le passé de cet homme.

Pour rendre compte de la genèse du roman de M. Bromfield, il faudrait considérer une autre mode littéraire et plus largement encore : une autre mode artistique. Tel qui s'intéresse à l'existence des habitants d'une maison à étages peut s'arrêter au second, se demander si le grand-père va mourir, monter au troisième et attendre que la jeune fille commette une erreur irréparable, à moins qu'il ne gagne le quatrième en se passionnant pour une entreprise d'adultère. Chaque étage a sa comédie dramatique, offre un spectacle. Mais si l'on peut s'intéresser simultanément (ou à peu près) aux affaires de tous les habitants de la maison, un autre drame, une autre comédie, surgissent, en épiphénomènes. On n'en est plus seulement à se demander ce qui va arriver à *chaque* étage, on ressent le mystère que représente l'agitation émotive de tous ces humains; on perçoit plus fortement que jamais le sens tragique de la vie, on superpose au drame individuel le drame universel. Ainsi au cinéma nous avons vu un film qui présentait une jeune accouchée parisienne auprès de qui braillait son nouveau-né, puis apparaissait à Cholon

une mère jaune et son bébé jaune, à Ouagadougou une négresse et son minuscule négrillon. Aux drames individuels des mères s'ajoutait le drame de la maternité. Sans choisir des cas aussi identiques, tout dramaturge, tout romancier qui noue les uns aux autres (ou rapproche par pur artifice) les drames de divers couples ou trios, tire par supplément de ces juxtapositions, avec une facilité hélas! excessive, des effets d'apparence philosophique. Depuis quelques années on ne s'en est privé, ni en Allemagne, ni en Amérique. Rappelons, parmi d'autres œuvres, *la Ronde*, drame de Schnitzler, joué à Paris l'an dernier par les Pitoëff, *Lundi huit heures*, pièce américaine, interprétée au début de cette année même à Paris. La première œuvre mettait en scène une prostituée, quelques-uns de ses amis et les amis de ces amis. L'association d'idées... ou de personnages était pratiquée en chaîne. Dans *Lundi huit heures*, il n'y avait pas un lien beaucoup plus sérieux entre les divers drames qui nous étaient débités par tranches. Pardon! Les héros de ces drames étaient invités à un même dîner, auquel le dernier tableau nous faisait assister. Du côté des romans, faut-il rappeler *The Bridge of San Luis Rey*, par Thornton Wilder? C'était en réalité un recueil de nouvelles, mais il réussissait tant bien que mal à prendre la forme d'un roman parce que les personnages présentés dans les divers récits subissaient tous, pour finir, le même sort : ils étaient tués par la chute d'un pont, sur lequel le hasard les faisait passer en même temps. Dans *City Block* de Waldo Frank les aventures décrites n'avaient d'autre lien entre elles que de se dérouler dans le même pâté de maisons...

Avec *Vingt-quatre Heures* de Bromfield nous revenons au système du lien par cérémonies alimentaires. Un dîner initial offert par un millionnaire septuagénaire, grand collectionneur d'objets d'art, permet en effet de présenter les divers acteurs du drame : un ménage, les Towner, et l'amant de madame, une belle aventurière, une vieille fille, un jeune homme. Quand on sert le café, toutes les situations sont précisées. L'amant, Melbourn, veut quitter sa maîtresse, pour la belle aventurière, le jeune homme ne songe qu'à filer pour rejoindre une actrice, la belle aventurière conte bien « ferrer » l'amant de madame qui est le plus grand homme d'affaires de New-York et a eu l'honneur de signer le plus gros chèque connu. Le repas lui-même a été ce qu'il devait être : correct, ennuyeux, rempli de propos insignifiants et d'arrière-pensées tumultueuses.

Quand la réunion se disloque, chacun court, ou roule au travers des rues de New-York, vers son drame individuel; et l'un après l'autre l'auteur nous invite à suivre les convives. C'est un exercice que nous ne saurions répéter complètement dans cette analyse.

Pour s'en tenir aux protagonistes, le jeune homme s'élance dans la loge de son actrice, qui est une fausse ingénue des plus rouées, si habile à jouer la pureté que c'est presque en tremblant que l'amoureux lui offre le mariage — proposition aussitôt acceptée. Melbourn, battant tous les records de vitesse, réussit à rompre avec Mrs. Towner, en la reconduisant chez elle en voiture; à raconter son existence entière, une heure plus tard, à la belle aventurière, et à demander celle-ci en mariage. La nuit est matrimoniale, on le voit. Mais c'est à Jim Towner qu'il appartient de fournir le clou de cette soirée new-yorkaise. Ce brave homme est à l'ordinaire passablement alcoolique, mais si particulièrement pris de boisson, cette nuit-là, que sa maîtresse, Rosie Dugan, qu'il a été rejoindre, met plus d'une demi-heure à lui faire monter un escalier. Cette Rosie est une prostituée de bas étage devenue célèbre, comme chanteuse, dans un cabaret à la mode. Elle a été mariée à un gangster, Tony, qui vient justement de sortir de prison et passe de temps en temps pour lui soutirer de l'argent et la battre. Rosie déteste cet homme, mais, comme on dit dans les chansons populaires, elle l'a dans la peau. Quant à Towner, il est l'objet, de la part de Rosie, d'une certaine tendresse. C'est un si bon gros! Mais Tony veut tuer le bon gros et Rosie, qui se méfie, enferme dans une chambre, chez elle, ce pochard de Towner après l'avoir étendu sur un lit. Au milieu de la nuit Tony survient et s'élançant sur sa femme, dans un geste à la fois mâle et meurtrier, l'étrangle de ses mains, à quelques mètres de Towner beaucoup trop ivre pour se douter de quoi que ce soit. Cette nuit chez Rosie, où l'on trouve à peu près tous les éléments qui servent à composer les plus détestables mélos, forme un petit drame puissant, primitif, réellement émouvant. C'est un tour de force à inscrire à l'actif de l'auteur.

Comment, le lendemain, Towner est sur le point de passer pour l'assassin, comment il est sauvé, comment Savina, la vieille fille apparue au dîner du début épouse le collectionneur, etc..., nous n'entreprendrons pas de l'expliquer ici. Le fait est que tous les drames se règlent, se dénouent — et pour le mieux — au cours d'un thé offert par Savina. Du dîner au thé nous avons opéré une série de descentes audacieuses dans les milieux new-yorkais les plus divers.

Il y a un mouvement endiablé dans ce roman — qui passionna les États-Unis et eut les « honneurs » du film. Du mouvement et un don de vie vraiment extraordinaire. C'est à quoi nous devons de passer aisément sur bien des imperfections : montée comme une pièce plutôt que comme un roman, l'œuvre est pleine de trucs.

Mais, par l'effet de je ne sais quelle grâce, l'auteur réussit presque toujours à effacer la fâcheuse impression qu'ils provoquent. Quand Melbourn, tel un personnage de Lesage, raconte toute sa vie, au milieu de la nuit, à une femme qu'il ne connaît pas, mais qui lui plaît parce qu'il devine en elle une aventurière qui lui ressemble, nous haussons les épaules. Mais le récit autobiographique est si humain, la transition, qui fait passer la femme de l'indifférence cupide à la sympathie amoureuse, si justement ménagée, que nous oublions bientôt nos griefs. Trucs encore tous ces petits incidents qui, au cours de la nuit, constituent des points de suture entre des drames au fond très indépendants les uns des autres. Mais comment ne pas reconnaître qu'ils sont bien habilement inventés et placés? Ajoutez que des vues rapides ouvertes par ce roman sur divers aspects du New-York de la nuit : salons, cabarets, rues, etc... se dégage une sorte de poésie urbaine d'un sentiment nostalgique et juste. Aussi le lecteur se montre-t-il aisément disposé à négliger les défauts de Bromfield pour reconnaître que sans nous satisfaire tout à fait du point de vue de l'art, il a réussi à écrire un des livres les plus captivants qui nous aient été offerts depuis longtemps.

Ajoutons, à titre documentaire, que Bromfield, né d'une famille terrienne de l'Ohio, a débuté dans le journalisme. Il a écrit plusieurs romans dont un seul à notre connaissance avait été traduit jusqu'à ce jour : *Précoce Automne.* Bromfield aime notre pays. Il s'est engagé au début de la guerre. Depuis plusieurs années il vit en France, à Senlis, dans une petite maison entourée de fleurs. Aussi dans la plupart de ses romans les personnages trouvent-ils moyen de venir faire, dans un grand mouvement de sympathie, un voyage en France.

***

JEUNESSES, par André Monglond (Bernard Grasset). — M. André Monglond qui a publié, sur le préromantisme, maints travaux remarqués, apporte aujourd'hui les précisions les plus intéressantes sur les vies amoureuses de J.-J. Rousseau, Ramond et Senancour.

La première étude a trait à l'idylle « frelatée » des Charmettes. Qu'on ne s'attende pas à y trouver quelque vain démarquage du récit de Rousseau. M. Monglond, au contraire, met l'accent sur quelques-unes des contradictions ou erreurs dont « fourmillent » les *Confessions.* Il a eu la bonne fortune de retrouver le « Journal pour les affaires des Charmettes ». C'est un cahier de comptes se référant aux années 1737-38-39. Il semble avoir été tenu par ce Wintzenried de Courtilles, qui supplanta Rousseau dans les faveurs

de madame de Warens. D'après les *Confessions*, madame de Warens et J.-J. Rousseau quittant Chambéry se seraient installés aux Charmettes « vers la fin de l'été 1736 ». Rousseau aurait connu là, auprès de *Maman*, entre les livres et les travaux champêtres, le « bonheur de sa vie ». Après avoir accompli, pour des raisons de santé, un voyage à Montpellier, au cours duquel il rencontra madame de Larnage, il aurait, à son retour, trouvé *Maman* établie aux Charmettes, et Wintzenried *installé* auprès d'elle. Dégoûté de la froideur de Maman, de l'hostilité du nouveau venu, Rousseau serait parti bientôt pour Lyon (avril 1740) où il devait entreprendre l'éducation des enfants de M. de Mably. Or, les trouvailles de divers chercheurs et celles toutes récentes de M. Monglond ont montré que ce récit ne peut être accueilli qu'avec réserve. C'est seulement en septembre 1737 que madame de Warens loua, dans le vallon des Charmettes, la ferme Revil. Rousseau alors était parti pour le Midi de la France et Wintzenried apposa sa signature sur le bail. Donc Rousseau n'aurait jamais connu les Charmettes sans Courtilles. Or, d'après les *Confessions*, le « petit » aurait su presque tout de suite en revenant de Montpellier, à quoi s'en tenir sur les relations de Maman et du nouveau venu, et aurait décidé aussitôt de n'être plus qu'un fils respectueux, résolution qu'il tint mais qui lui coûta. Où situer alors cette période de profond bonheur placée dans les *Confessions* avant le voyage en France? Avant le voyage? Mais la date du bail et divers documents s'y opposent. Après?... Ce serait donc en compagnie de Courtilles, dans un ménage à trois tout semblable à celui où avait figuré auparavant Claude Anet, ce ménage à trois, que Rousseau, cette fois, se défend d'avoir accepté. D'après les *Confessions* encore, Rousseau, peu de temps après son retour de France, semble, désespéré de la situation nouvelle, être parti pour Lyon. Or il resta *deux ans* aux Charmettes avant de prendre cette résolution. Si Wintzenried lui déplut, du moins se résigna-t-il à le supporter longtemps. Il y a, dans tout cela, beaucoup d'obscurités. Quant aux précisions apportées par le *Journal* sur l'exploitation agricole de madame de Warens, elles sont ce qu'on attendait. Le résultat pratique fut désastreux. Les domestiques étaient si mal payés et nourris que deux d'entre eux volèrent du pain et quelques haricots. Wintzenried, rigoureux, dressa aussitôt un procès-verbal de ce vol que Rousseau signa. (O ruban de Marion! s'écrie opportunément M. Monglond.)

Ajoutons que, en 1738, madame de Warens avait loué, près de la ferme Revil, la ferme Noeray. C'est la maison de la ferme Noeray que l'on visite aujourd'hui. Rousseau, s'il y vécut, y vécut moins longtemps que dans le bâtiment de la ferme Revil dont madame de Warens céda le bail à un tiers en 1740. De tout cela, la vérité histo-

rique des *Confessions* et la valeur absolue d'un pèlerinage sortent bien compromises. Du point de vue de l'art, cela n'a d'ailleurs aucune importance. La beauté des *Confessions* n'en est pas affectée.

Après l'exposé, bien documenté, mais parfois un peu embrouillé des affaires agricoles et sentimentales de madame de Warens, on trouvera, dans le livre de M. Monglond, une excellente étude sur Ramond, cet écrivain encore peu connu du grand public que Sainte-Beuve (qui lui consacra, comme on sait, une grande étude) appelait « le peintre des Pyrénées » et dont les œuvres représentent des étapes essentielles dans l'histoire du sentiment de la montagne dans notre littérature. Grâce à de nombreuses lettres inédites, M. Monglond a pu compléter de la façon la plus utile l'étude de Sainte-Beuve et nous donner une excellente biographie de Ramond. C'est une existence qui vaut d'être contée. Ramond de Carbonnières est né à Strasbourg en 1755. Son père était trésorier de la guerre. Ramond fit ses études à Strasbourg, où il se lia d'amitié avec Lenz, l'ami de Gœthe, ce personnage singulier qui mêla un vif amour des lettres à une grande passion pour Frédérique Brion (la jeune fille délaissée par Gœthe) et sombra, à la fin de sa vie, dans la folie. C'est à Lenz, vraisemblablement, que Ramond dut de lire Werther et il s'en inpira fortement dans un petit roman *Les dernières aventures du jeune d'Olban, fragment des amours alsaciennes* où il évoquait sa propre idylle avec Sophie Larcher, fille d'un conseiller de Colmar. Cette aventure avait la saveur d'amertume qui convenait, Sophie, écartant Ramond, ayant épousé Xavier Atthalin. Pour apaiser sa douleur Ramond en tira donc un roman et probablement aussi des raisons de voyager. Il partit pour la Suisse en 1777 et y accomplit dans le ravissement un long voyage en voiture et à pied, visitant Schaffhouse, l'Appenzell, Berne, Zurich, Lucerne, Engelberg, Thoune, la vallée du Rhône jusqu'au Saint-Gothard. Sur les bords du lac de Genève, à Versoix, son cabriolet accrocha celui de Voltaire. Quelques jours plus tard il alla visiter le patriarche à Ferney. « Ah! voici les pères de l'Église, dit Ramond en regardant la bibliothèque de son hôte, et je vois que vous les avez lus? — Oui monsieur, répondit Voltaire, oui, je les ai lus et ils me le paieront. »

En 78 Ramond est à Paris. Il s'occupe de traduire de l'anglais les lettres de Coxe sur la Suisse et les enrichit de ses propres souvenirs de voyageur. L'ouvrage paraît en 80, la même année qu'un drame inspiré de Shakespeare *la Guerre d'Alsace*, auquel Ramond travaillait depuis des années. En 1781 Ramond entre dans les grandes aventures en devenant le « conseiller intime », c'est-à-dire le secrétaire du cardinal de Rohan, celui de l'Affaire du Collier. Apte à

maintes besognes, Ramond fait bientôt fonction de « garçon de laboratoire » auprès de Cagliostro et assiste aux loges tenues par cet illustre mage; il est admis à dîner à maintes reprises dans la fameuse maison de la rue Saint-Claude, et y rencontre madame de La Motte. Lorsque le cardinal est arrêté, à Versailles, il a le temps de griffonner un mot pour l'abbé Georgel, son confident : celui-ci, assisté de Ramond, brûle tous les papiers compromettants.

Un des familiers — et des parasites — du cardinal était le colonel baron de Planta, gentilhomme suisse de peu de scrupules, dont la sœur, Ursule, était mariée à un riche Génevois, l'avocat Rilliet, propriétaire d'une belle « campagne » à Cologny. Les tribulations de ce ménage avaient été éclatantes. Rilliet, personnage lunatique, à force de lire des romans sur l'inceste (ils étaient alors à la mode), s'était persuadé que sa femme était la maîtresse de Planta et il soutenait que son propre enfant était le fruit de ces amours fraternelles. Le colonel se défendait comme un diable en proférant de terribles menaces, du moins dans les jours où la nécessité ne le contraignait pas d'emprunter de l'argent à son beau-frère. En 1783 Ursule avait enfin obtenu la séparation, après un procès retentissant : c'est l'année où Ramond la rencontra et devint son amant. Il installa la jeune femme à Paris, chez son père, l'ancien trésorier, mais bientôt l'Affaire du Collier devait l'éloigner d'elle. C'est Ramond en effet qui se chargea de recueillir, en Angleterre, le témoignage des joailliers auxquels madame de La Motte avait vendu les diamants du collier. Puis, lorsque le cardinal sortit de la Bastille et fut exilé dans son abbaye de la Chaise-Dieu, Ramond dut le suivre. Son goût pour la montagne se manifestant de nouveau des plus vifs, il profita de ce séjour forcé pour visiter « l'Auvergne et le Velay ». Le hasard d'un séjour du cardinal à Barèges en 87 fit naître dans le cœur de Ramond cette vive passion pour les Pyrénées dont l'expression devait lui valoir son meilleur titre littéraire. De 87 à 93 Ramond retourne à maintes reprises dans les Pyrénées, accomplissant les ascensions les plus difficiles et herborisant. Ses *Observations sur les Pyrénées*, son livre essentiel, avaient paru en 1789. On n'entreprendra pas ici, après tant d'autres, de louer les magnifiques descriptions de montagnes qu'il contient, mais il est juste d'ajouter que pour les atteindre il faut souvent traverser des pages d'un bien médiocre attrait. Ramond, peintre de la montagne, avait encore une carrière politique à accomplir. Il fut député à la Législative, préfet du Puy-de-Dôme sous l'Empire, conseiller d'État sous la Restauration. Il mourut en 1827 à 72 ans, membre de l'Institut. Ursule était morte à Vichy en 1792 laissant à M. Ramond « député à l'Assemblée Nationale... son pot à l'eau d'argent ».

Pré-romantique, épris des paysages de montagne, Senancour ne se trouve pas rapproché sans raison de Ramond. Mais son existence est loin d'être aussi pittoresque. L'action y tient moins de place que la rêverie, — ce qui n'étonne pas trop les lecteurs de cet étrange et attirant *Obermann*, où l'on chercherait en vain une intrigue, des faits, et qui n'est que méditations d'un moraliste sentimental. Le grand événement de la vie de Senancour fut un mariage manqué. Sainte-Beuve l'avait soupçonné; mais, quand en 1832 il publia, dans la *Revue de Paris*, le célèbre article destiné à lancer Obermann (qui depuis 1804 n'avait pas trouvé beaucoup de lecteurs), Senancour vivait encore... M. Monglond, après J. Levallois, complète la biographie, alors esquissée par Sainte-Beuve, grâce à des documents d'archives et une notice sur la vie de Senancour par Boisjolin, retrouvée précisément dans les papiers du critique. Pivert de Senancour, fils d'un magistrat parisien, avait dix-neuf ans, quand, en 1789, pour éviter le séminaire, à quoi son père le destinait, il partit faire un voyage en Suisse. Après des mois d'excursions dans le Valais, il séjourna en 90 à Fribourg et se lia avec un magistrat de la ville, Daguet, dont il devait bientôt épouser une des filles, Marie-Françoise, douée d'une voix ravissante, et d'un détestable caractère. Du caractère Senancour n'eut une exacte connaissance qu'après quelques mois de mariage. C'est en vain qu'il tenta d'abord de vivre en compagnie de sa femme dans une vallée de haute montagne. Marie-Françoise ne partageait pas le goût de son mari — le goût d'Obermann — pour les paysages alpestres. Elle ne partageait du reste aucun de ses goûts et la vie à Fribourg où le ménage s'était vite réinstallé devint si pénible que, fuyant l'enfer conjugal... et ses deux enfants, Senancour se rendit en France et y séjourna de plus en plus fréquemment. En 95 il acheta une petite propriété à Senlis. Mais l'héritage de ses parents, qui aurait dû être considérable, s'était si bien amenuisé qu'en cette même année il adressa au Directoire une supplique singulière (aujourd'hui en la possession de M. Giraudoux) pour demander « dans la retraitte... des occupations propres à un homme qui s'est attaché aux conceptions de la moralle ». Deux ans après il est à Senlis, puis il gagne Paris où il écrit le début d'*Obermann*. En 1802 il retourne à Fribourg; c'est pour y trouver un enfant adultérin que son épouse venait de mettre au monde. On comprend qu'après un court séjour destiné à reprendre contact avec ses deux aînés, il ait regagné la France — et seul. Jamais, en dépit de son amour pour les paysages de Suisse, il ne devait retourner dans ce pays (il n'est mort cependant qu'en 1846). Le fâcheux souvenir de son expérience conjugale devait l'emporter en lui sur le désir de revoir ces lacs qu'il aimait.

En 1816 le troisième enfant de Senancour — que celui-ci refusait obstinément, et pour cause, de reconnaître pour sien — fut expédié à Paris afin de revendiquer ses droits auprès de l'écrivain. Plutôt que de le voir Senancour prit la fuite jusqu'à Marseille. De là il gagna les Pyrénées où il séjourna — on ne saurait être trop prudent — pendant deux ans.

Il n'était pas vain de tirer au clair ces mésaventures conjugales. Elles n'ont fait sans nul doute qu'accentuer chez Senancour des dispositions naturelles à la mélancolie. Mais elles contribuent évidemment à expliquer ce goût de la solitude, du repliement qui marquent si fortement Obermann et son auteur. Senancour n'était pas de ceux qui se dégagent aisément du souvenir d'une aventure douloureuse. Celle-ci semble l'avoir profondément marqué.

***

Le Singe blanc, par John Galsworthy. *Traduction de madame Claireau.* Calmann-Lévy. — La traduction de la *Forsyte Saga,* cette histoire d'une famille de grands bourgeois anglais à l'époque victorienne et de nos jours, se poursuit mois après mois. Nous avons eu l'occasion de rendre compte ici des volumes précédemment parus. Leur composition s'organisait autour de la vie de Soames Forsyte, le plus typique des Forsyte, celui qui incarne le mieux l'esprit de la famille, scrupuleux, droit, et animé d'une furieuse passion pour la propriété sous toutes ses formes. Soames Forsyte, dans *le Propriétaire,* a été abandonné par sa femme, Irène, une des plus émouvantes figures féminines qu'ait peintes Galsworthy. Après cette aventure aux prolongements tragiques, Soames, plusieurs années après, a tenté vainement (dans *Aux Aguets*) de se rapprocher de sa femme. Celle-ci l'a repoussé et a épousé un de ses cousins, Jolyon Forsyte, — un Forsyte artiste — tandis que Soames se mariait avec une Française, Annette. De cette Annette, Soames a eu une fille, Fleur, qui s'est, à dix-huit ans, follement éprise du fils d'un premier mariage de Jolyon Forsyte. Mais la haine d'Irène pour Soames, sorte de malédiction transmise de génération en génération, comme dans les tragédies antiques, a séparé les deux jeunes gens désespérés. Fleur, devenue indifférente à tout, s'est laissée marier au jeune Michaël Mont. Cet épisode forme le sujet de *A Louer,* dernier volume du premier cycle de la *Forsyte Saga.*

Le Singe blanc, qui vient de paraître, est le premier ouvrage de *Modern Comedy,* deuxième cycle de la Saga, cycle où Fleur tient la première place. Cette jeune femme ne bénéficie pas — cela est clair — de l'entière sympathie de l'auteur. C'est qu'elle est à demi fran-

çaise, donc à demi menteuse, et à demi exaltée. (A maintes reprises déjà nous avons eu l'impression que Galsworthy, sans jamais se départir de la correction d'attitude qui était innée en lui, ne plaçait pas notre peuple absolument au même niveau que le sien.) A peine mariée avec Michaël Mont, Fleur ressent un ennui profond. C'est en vain que pour s'en dégager, elle se compose un salon d'écrivains d'avant-garde. Un salon ne remplit pas un cœur. Mais peut-être Wilfrid Desert, jeune poète riche et beau, serait-il en situation d'apporter les divertissements secrètement souhaités. Un instant Fleur le croit et elle est bien près de succomber. Mais Michaël observe avec des yeux clairvoyants l'idylle de sa femme et, quand elle arrive près du point dangereux, perd subitement cet entrain que Fleur appréciait si vivement en lui. A force de s'interroger, Fleur, que ce changement d'attitude préoccupe, finit par constater qu'elle n'aime pas plus Wilfrid que Michaël.

Dans ces conditions pourquoi se lancer dans d'inextricables difficultés? Prudente, Fleur rentre à temps dans le droit chemin et doit même à la naissance d'un enfant de connaître une sérénité provisoire.

Sur un certain plan, le roman est donc l'histoire d'une tentation et d'une reconquête conjugale. Michaël regagne sa femme par une méthode négative : sa douceur, sa tristesse. Il n'a même pas été tenté d'agir par contrainte, comme Soames, quarante ans plus tôt, avait voulu le faire à l'égard de sa femme Irène. Les temps ont changé. La jeune génération respecte la liberté du cœur. Peut-être aime-t-elle moins, et manque-t-elle d'énergie, pense Galsworthy.

L'auteur, sans doute, a eu le dessein de fixer ici, grâce à ces jeunes gens et à leurs amis, divers aspects de l'inquiétude d'après-guerre. Ces jeunes hommes ne savent pas ce qu'ils veulent. Et en cela, on peut leur attribuer comme figure symbolique *le Singe blanc* représenté sur certain panneau chinois que possède George Forsyte, le sportsman de la famille. Ce quadrumane oriental tient dans la main un fruit, mais ne se soucie nullement de le manger. Ses yeux tristes sont fixés par une réflexion profonde. Il désire, il désire... certainement pas ce qu'il possède, mais il ne sait quoi. A cette inquiétude d'ordre sentimental, philosophique, psychologique, que les jeunes gens de tous pays ont connu après la tourmente, il semble précisément que Galsworthy, Victorien par l'âge, n'a pas participé. Il en saisit les manifestations extérieures, mais n'en connaît pas le rythme profond. Faudrait-il appartenir à une génération pour pouvoir en exprimer fortement les désirs et les incertitudes?

Soames Forsyte joue encore dans *le Singe blanc* un rôle important. Père passionnément épris de sa fille, il épie avec inquiétude toutes les manifestations du trouble intérieur de celle-ci. « Homme

de propriété », il continue de s'occuper de bourse, d'affaires. Sur ce plan les difficultés sont innombrables et la chute du mark ne fait qu'aggraver la situation. Ces préoccupations politico-financières de la Cité, Galsworthy a su les évoquer avec une intensité extraordinaire. Il réussit à nous passionner pour l'histoire d'une société anonyme, dont Soames est administrateur. Telle assemblée des actionnaires, tumultueuse, est décrite avec un art vraiment admirable. Quand leurs intérêts matériels sont en jeu, l'émotion des Forsyte est communicative. A mesure que se développe devant nos yeux l'œuvre de Galsworthy, il nous semble, sans nier le charme de ses héroïnes, que la classe humaine dont cet écrivain a dépeint la psychologie avec le plus de force et d'originalité, c'est, dans ses diverses variétés, celle des *men of property*.

Et pourtant, comme pour nous donner un démenti, quel ravissant épisode représente, dans ce *Singe blanc* l'aventure de Victorine! C'est la femme d'un employé condamné au chômage. Pour vivre, elle se résoud à poser comme modèle. Cette fille du peuple est parée en effet d'une beauté idéale qui enthousiasme les artistes. Mais quand on lui demande, pour la première fois, de poser « l'ensemble », entendez nue, elle éprouve un sursaut de révolte. Elle cède pourtant, mais du combat qui s'est livré en elle Galsworthy a su tirer quelques pages d'une délicatesse exquise.

Chaque roman de la *Saga* est complété par une nouvelle. (Ainsi cet admirable *Dernier Été* paru dans la *Revue de Paris* représentait une sorte d'épilogue du *Propriétaire*, etc.) *Une déclaration sans paroles* est un conte joint au *Singe blanc*. C'est le récit d'une aventure sentimentale vécue aux États-Unis par le fils de Jolyon Forsyte, Jon dont Fleur était passionnément éprise. L'épisode a du charme; il est très consciemment travaillé dans les nuances, les demi-teintes. Un peu trop. Les contours manquent de netteté. On saisit ici l'aspect le plus féminin du talent de Galsworthy, dont la subtilité se dissout parfois dans une certaine fadeur.

MARCEL THIÉBAUT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris* (*VIII*e).

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

On sait que, depuis l'an dernier, la Chambre Syndicale des Agents de Change fait connaître, au lendemain de chaque liquidation, le montant global des positions spéculatives au Parquet de la Bourse de Paris.

Bien que fort sommaire, cette statistique méthodique traduit assez bien le pouls du marché des valeurs. C'est ainsi que nous apprenons qu'à fin septembre la position acheteur au Parquet s'élevait à 1 152 millions de francs et la position vendeur à 255 millions. Les chiffres correspondants étaient respectivement au 15 septembre de 1 181 et 264 millions. Une double constatation s'ensuit : c'est que les positions sont réduites au minimum, à la vente comme à l'achat, et que loin d'avoir tendance à s'amplifier d'une liquidation à l'autre, on les voit plutôt fléchir. En bref, la langueur du marché de Paris s'est encore accentuée.

Or, comme les Bourses étrangères qui comptent encore — Londres et Amsterdam, notamment, en Europe — sont plus actives que la nôtre, il faut bien admettre que l'apathie persistante de celle-ci est due, pour une large part, à des circonstances particulières, à des causes intrinsèques. Les explications habituelles : thésaurisation et soucis de la politique intérieure ou extérieure, me paraissent ne pas être les seules à invoquer. Il y a aussi à considérer, ce que l'on n'a pas encore assez mis en lumière à mon avis, l'importance des appels au crédit qui ont été faits depuis une dizaine de mois par l'État ou des organismes dépendant de lui. Par petites tranches successives de 1 à 2 milliards on n'y prête pas grande attention. Mais quand on totalisera, dans quelques semaines, l'ensemble des émissions de l'année, tant pour l'État que pour les Colonies et quelques grandes entreprises d'ordre étatiste, on avoisinera, vous le verrez, un ensemble d'une vingtaine de milliards. Ces émissions à jet continu contribuent, pour une plus large part qu'on ne le croit, à paralyser la Bourse.

L'apathie du marché, en se prolongeant, conduit tout naturellement, à la longue, au fléchissement des cours des valeurs industrielles, d'autant que des ventes sont, sans doute, provo-

quées par ceux qui ont la charge de placer des émis sions nouvelles. Cependant, dans le désarroi de la cote on trouve encore, de-ci, de-là, quelques valeurs qui, isolément, manifestent une résistance individuelle. Ces îlots épars de résistance se trouvent notamment parmi les valeurs que l'on groupe sous la rubrique de l'alimentation ou de la métallurgie. Je citerai, par exemple, dans le premier de ces groupes, Debray *et* Olida; *dans le second :* Hotchkiss *et* Schneider. *La fermeté relative de ces titres — auxquels on en pourrait tout au plus ajouter une demi-douzaine d'autres — tient évidemment à des causes particulières. Celles-ci ne sont pas toujours faciles à discerner à première vue.*

Néanmoins, on remarquera, tout au moins en ce qui concerne le groupe métallurgique, que les valeurs privilégiées sont considérées à juste titre du reste, comme participant dans une très large mesure aux travaux permanents de la Défense Nationale. C'est que, il y a là, une source de commandes qui ne risque guère, dans l'état actuel des événements, de s'amenuiser de longtemps. C'est, en somme, une indication qui vaut d'être retenue par les capitaux de placement. Dans l'état d'incertitude où nous sommes, cette catégorie de valeurs offre une sorte de refuge qui n'est pas à dédaigner. Mais ces valeurs représentatives d'affaires industrielles ou commerciales que la crise économique n'a guère éprouvées sont, pour la plupart, peu connues de la grande masse du public et certaines même, pour des raisons faciles à comprendre, ne donnent lieu qu'à de rares transactions et, parfois, ne se traitent même que sur le marché libre.

A Londres, en dépit des incertitudes du dollar, que la livre suit servilement, les transactions gardent une allure satisfaisante.

Les mines d'or n'ont guère été éprouvées par l'agitation ouvrière du Rand. Les rendements miniers de septembre calculés sur la base de 129 *shillings l'once contre* 125 *en août sont sensiblement les mêmes pour les deux mois, mais il faut tenir compte que septembre a eu un jour de moins qu'août. En somme le résultat est conforme à ce que l'on attendait et comme le prix de l'once dépasse actuellement* 131 *shillings, la tendance des valeurs aurifères demeure favorable.*

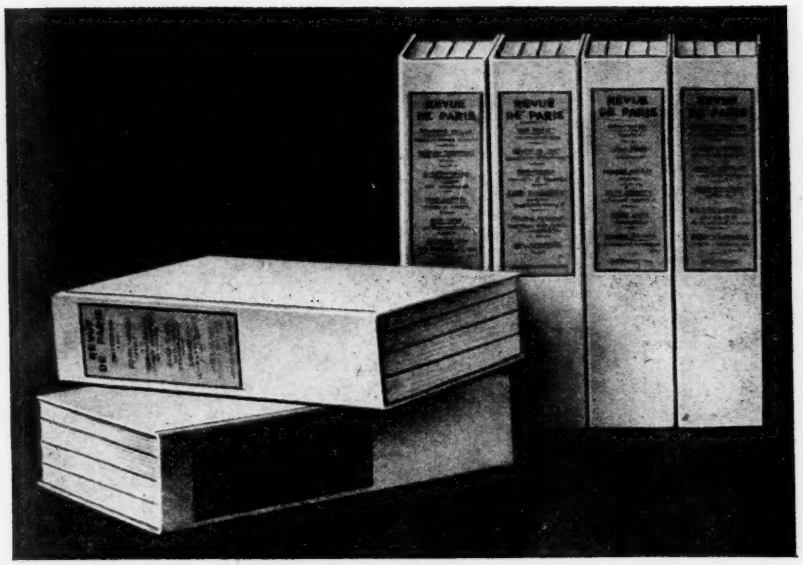
ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur M. André Ply, rue de Vienne, Paris, 8e.

REVUE DE PARIS, 3, Rue Auber, PARIS-IXe

Pour classer vos livraisons de la Revue de Paris

Achetez nos cartonnages spéciaux



Plats et dos de la même couleur que la couverture de la Revue.
Étiquettes rouges collées sur le dos du cartonnage.

Chaque carton-classeur permet de réunir quatre livraisons **rognées.**

L'étiquette collée indique les principales publications contenues dans les quatre numéros ainsi rassemblés.

Grâce à ces classeurs vous pourrez facilement retrouver dans votre bibliothèque les romans, mémoires, études, etc..., publiés par la *Revue de Paris* et les collections de livraisons se présenteront, sur vos rayons, sous l'aspect de véritables volumes.

Prix du cartonnage, permettant de réunir 4 numéros : **5 francs.**

Les abonnés qui en feront la demande recevront dorénavant six fois par an le classeur bimensuel pour la somme globale de **30 francs.**

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		100 »	51 »	26.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.		106 »	54 »	28 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	130 »	66 »	34 »
	Plein tarif	160 »	81 »	41.50

LA LIVRAISON — 240 pages — 7 francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *Paris.*

Correspondants à l'étranger :

Alep : Djanji, 24, Bd de France; *Alexandrie* : Librairie Hachette, S. A. 16, Bd de Ramleh; *Amsterdam* : Meulenhoff et Cie; Feikema, Caarelsen et Cie; *Anvers* : La Grande Librairie; *Athènes* : Elefthéroudakis; *Barcelone* : Librairie Française, 8, Rambla del Centro; *Belgrade* : Henri Soubre; *Berlin* : Asher et Cie, Behrenstrasse 17; *Beyrouth* : Bugnard, 5, Av. des Français; *Bruxelles* : Agence Dechenne; Office de Publicité; Lebègue; *Bucarest* : Cartea Romaneasca S. A.; *Budapest* : Cserepfalvi, Vaci-Utca 10; *Buenos-Ayres* : Libreria Hachette S. A., 49, Maipù; *Cologne* : Ausland Zeitungshandel, Disch Haus; *Copenhague* : Vilhelm Tryde; *Damas* : Makki, rue Salhie; *Elisabethville* : Desclée, Av. Royale; *Florence* : B. Seeber; *Genève* : Naville et Cie, Agence des Journaux; Charles Dürr; *Irun* : Sociedad Gal Española de Libreria, 20, Calle de Los Martires de Jaca; *La Havane* : La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly; *Lausanne* : Payot et Cie; *Le Caire* : Librairie Hachette S. A., rue du Télégraphe; *Liége* : V. Bourguignon; *Lisbonne* : Torrès et Cta; *Londres* : Librairie Hachette, 34, Maiden Lane Bedford Street, W. C. 2; *Madrid* : Libreria internacional de Romo, Alcala 5; *Milan* : Bocca; *Montevideo* : Libreria « El Correo », Maximino Garcia; *Montréal* : Déom Frères; *Neuchâtel* : Delachaux et Niestlé S. A.; *New-York* : G. E. Stechert et Cie, 31 East 10 th. Street; *Port-Saïd* : Librairie Hachette; *Rio de Janeiro* : Soria et Boffoni, 157 Avenida Rio Branco; *Rome* : Modernissima; *Salonique* : Molho, 19, rue Tsimiski; *Shang Haï* : Librairie Extrême-Orient, 2, route de Vallon; *Sofia* : J. Carasso et Cie; *Stamboul* : Librairie Hachette, succursale de Turquie; B. P. 2219; *Tirana* : Guga et Cie; *Turin* : Fratelli Bocca; S. Lattès et Cie; *Varsovie* : Jean Nowicki, 17, Krakowskie-Przedmiescie; *Zagreb* : Soubre, Juriciseva ulica 6; *Zurich* : Paul Morisse.

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 *franc et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Tables décennales : (1894-1903); (1904-1913). — *Chaque livraison* . . . . . 6 fr.

BRODARD et TAUPIN, Coulommiers-Paris.